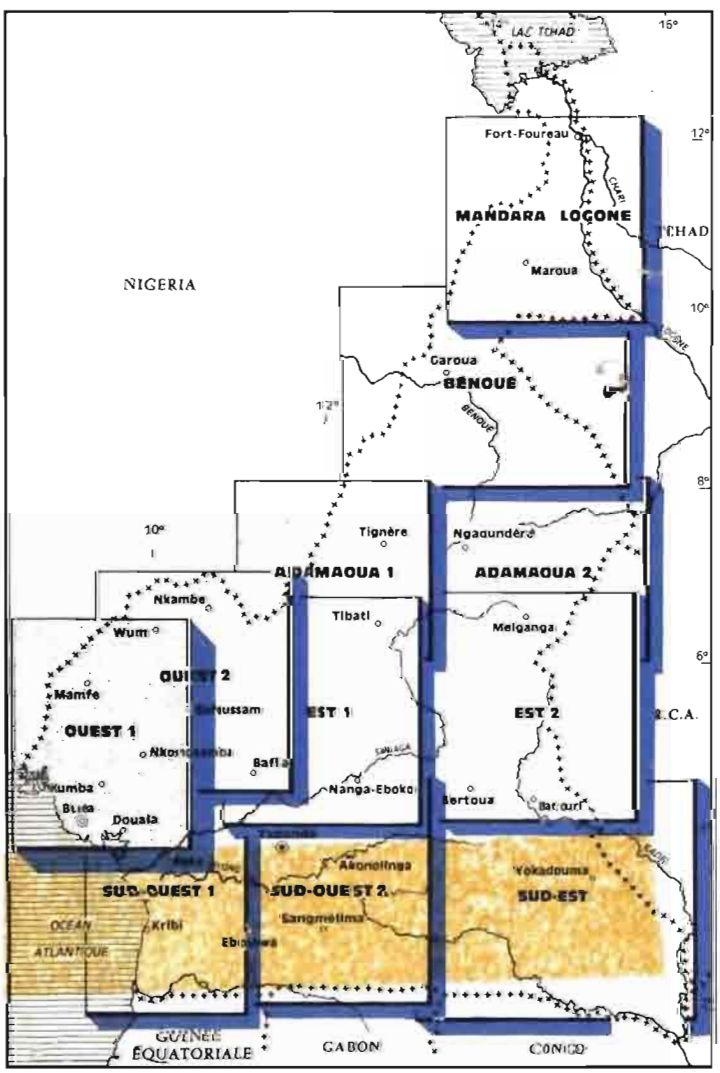
ATLAS RÉGIONAL
REGIONAL ATLAS

OUEST 1
WEST 1

ÉCHELLES 1/500 000 et 1/1 000 000 SCALES



RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN
UNITED REPUBLIC OF CAMEROON

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER
CENTRE DE YAOUNDÉ

1974

ATLAS RÉGIONAL

OUEST I

Commentaire des cartes

par Georges COURADE, géographe de l'ORSTOM

.....

« La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que «les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une «utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et «d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de «l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (alinéa 1er de l'article 40).

« Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une «contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal».

.....

© O.R.S.T.O.M. 1974

TABLE DES MATIÈRES

p.

Summary 5

Avant-Propos 7

Introduction 9

PREMIÈRE PARTIE : POINTS DE MÉTHODE

La collecte des documents 13
1 - La pénétration des divers milieux 13
2 - L'observation directe 14
3 - Les interviews 14
4 - Les enquêtes indirectes par sondage 15
5 - Les documents de deuxième main 16
6 - La mise en place de la trame géographique 16

L'information : valeur et utilisation 19
1 - Le cas de l'information démographique 19
2 - L'information en matière agricole 21
3 - L'information dans les autres domaines 22

La cartographie des données significatives 25
1 - Structure de l'atlas 25
2 - Les cartes d'inventaire 25
3 - Les cartes de rapport 26
4 - Les cartes de traitement 27

DEUXIÈME PARTIE : ANALYSE RÉGIONALE

Le cadre géographique 33
1 - Le milieu physique et ses servitudes 34
A - Le milieu physique 34
B - Les servitudes du milieu physique 44
2 - Les populations et leur aptitude à l'organisation de l'espace 51
A - Le cadre ethnique 51
B - Les densités 61
C - L'habitat 68

3 - La pénétration européenne et son empreinte actuelle 78
A - La colonisation allemande 78
B - La colonisation anglaise 81
C - Les conséquences de la réunification 87
Les hommes et leurs activités 89
1 - La population 89
A - Les structures démographiques 89
B - Les mouvements migratoires 99
C - L'évolution de la population 109
2 - L'organisation économique et sociale et son efficacité 111
A - L'encadrement de la population 111
B - Les forces économiques et sociales 115
C - Les équipements économiques et sociaux révélateurs 119
3 - Les activités principales 127
A - Les caractères de l'économie de la région 127
B - Les plantations industrielles 129
C - L'agriculture paysanne 136
D - Les ressources économiques complémentaires 144

CONCLUSION : L'ESPACE ET SON AMÉNAGEMENT

1 - L'organisation de l'espace 153
2 - L'aménagement du milieu et le développement des activités 160

Annexes
Tableaux de la population 164
Éléments de la bibliographie et de cartographie 173
Index thématique 185
Liste des cartes hors texte 191

Summary

The western part of south Cameroon which is treated in the «Regional Atlas West I» is entirely in the English-speaking side of the country which remained cut off from the eastern part until 1960.

The region offers in a limited area, a variety of landscapes : mountainous massifs of volcanic origin, interior or coastal sedimentary plains, sometimes covered by tropical rain forest and sometimes by large industrial plantation estates, and vast lava plateaux actively put to use by man who has nearly everywhere done away with the forest in favour of grass savannah or farming (the Bamenda Grassfields). The soils as well as rainfall present marked differences over very short distances, a fact which emphasizes the contrasts in the agricultural potentialities of each sector.

The populations occupying this region are at the same time related to those of the eastern parts of Cameroon and Nigeria but divide themselves on the sociological and political level in «segmentary» societies of the forest zone, and strongly built up societies of the plateau where small states have been formed. Some considerable variations arise from this in land tenure.

The density scale is very open running from 5 to 135 inhabitants to the square km. The more healthy zones which have fertile soils generally have high densities. The physical features do not however explain everything. Certain remote but easy to defend areas, as well as passage zones, may often be situated in a physical framework less favoured for farming yet still have high densities.

The areas very badly served in terms of communication are at the same time the worst favoured on the economic level, and they lose most of their young adults who are attracted into the coastal zones which were soon put to use by the German colonizer.

Facilities and social amenities are in fact badly distributed and emphasize the internal differences of the region. Less numerous than in the French-speaking part of the country they are concentrated in the urban and coastal areas. The central zone and the Nigerian border are thus enclaved and under-equipped.

The distribution of economic resources strongly underlines these differences. For a long time the region has lived under the domination of industrial plantations. Today, peasant cultivation of cocoa and Robusta coffee around Kumba, and of Arabica coffee in the Grassfields play an essential role. The future of industrial plantations engaged ten years ago in a slow and considerable effort towards diversification modernisation and Cameroonisation still remains uncertain.

Food crop cultivation is the object of an important trade. The forest and stock-breeding are far from being exploited in a rational way.

The regional urban network is made up of a certain nomber of medium sized towns and townlets whose influence depends on what facilities they possess. The presence of Douala, however, is beginning to disturb the relation between town and country-side at the economic level. Nevertheless, Bamenda in the north, Buea and Victoria in the south, form small regional centres which must be strengthened.

Among the numerous problems which arise in the region, the establishment of means of communication in the enclaved areas and the improvment of peasant farming seem to take priority.

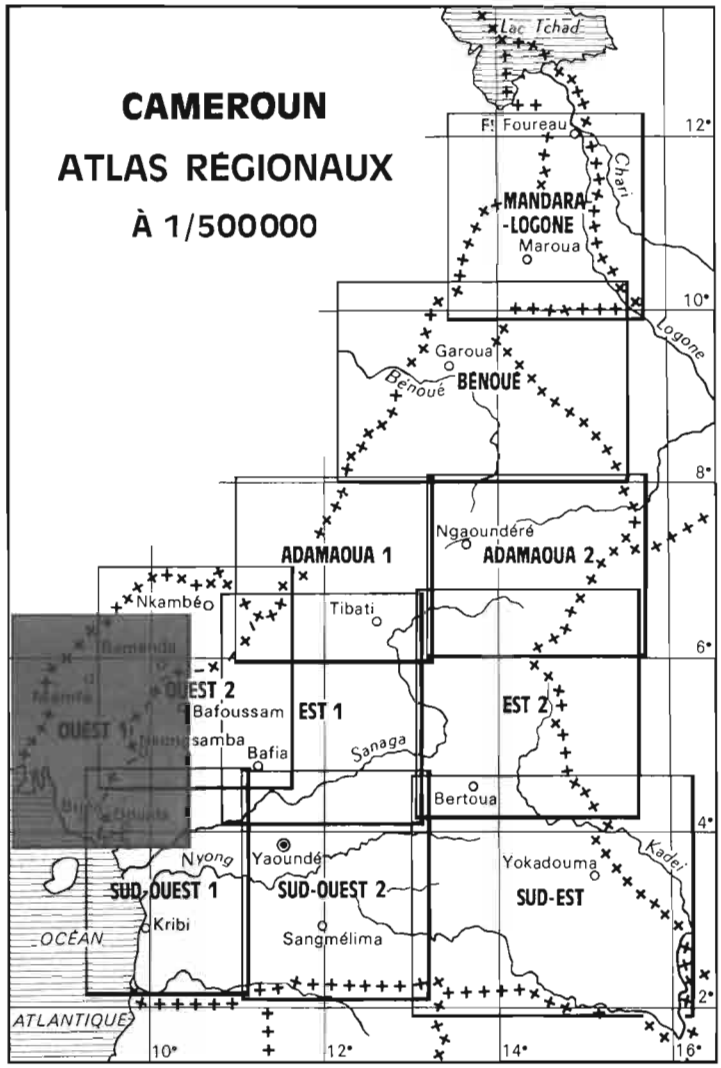


Figure 1 - Carte de situation.

AVANT-PROPOS

L'atlas régional Ouest 1 a été exécuté dans le cadre de la convention liant l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer au gouvernement de la République Unie du Cameroun. Il s'insère dans la série des onze atlas régionaux entrepris par l'ORSTOM au Cameroun.

La documentation utilisée pour sa réalisation a été collectée entre juillet 1969 et décembre 1970. Il présente donc un état des faits administratifs, économiques et sociaux relatif à cette époque.

Sur le plan administratif, des modifications importantes sont en cours. A la suite du référendum du 20 mai 1972, le Cameroun a changé d'institutions. A une république fédérale composée de deux États fédérés disposant d'une certaine autonomie, succède un État unitaire. La région étudiée voit ses institutions - le gouvernement fédéré, l'assemblée législative et l'assemblée des chefs - supprimées. La plupart des services fédérés vont être rattachés aux administrations centrales dirigées de Yaoundé. La diversité linguistique et culturelle doit être conservée. Il est probable que le souci de rationalisation et d'harmonisation fera disparaître certains traits particuliers de l'État fédéré anglophone dans les domaines de l'agriculture, de l'urbanisme, des collectivités locales, etc. Les conséquences sociologiques et géographiques de ces transformations se feront sentir dans les années à venir. Il paraît actuellement prématuré d'en mesurer les suites.

Cet atlas se propose d'établir un inventaire démographique, économique et social de la région en localisant les hommes, les productions et les équipements, et en indiquant leur importance relative dans l'espace.

Il vise à amorcer une analyse géographique régionale par l'explication ou l'étude de corrélations entre répartitions de faits dans l'espace. Il cherche à souligner les problèmes régionaux en indiquant les obstacles et les facteurs favorables à une meilleure utilisation et répartition des ressources.

Il tente de faire également une ébauche des structures géographiques en décrivant les espaces composant la région, l'organisation des systèmes de production existants ou certains réseaux de relation. Il présente enfin un découpage de l'espace sous l'angle économique et indique les éléments déterminant l'apparition d'un réseau urbain afin d'aider à l'aménagement de la région.

Il ne s'agit pas d'une étude régionale approfondie mais plutôt d'une introduction à un travail de ce type.

La cartographie occupe une place essentielle dans l'atlas. Elle aide à transcrire les résultats des recherches. Elle est également un instrument de recherche en elle-même, permettant de confirmer ou d'infirmer certaines corrélations ou de nuancer des explications.

La mauvaise qualité des données disponibles ne permettait pas d'utiliser d'échelles supérieures à 1/500 000.

Les cartes ne laissent pas apparaître de nombreuses originalités locales. L'information est traitée et mêlée. L'unité cartographique primaire choisie est rarement le village, mais le plus souvent un groupe de villages. Une idée exacte pour un ensemble de villages peut s'avérer inexacte appliquée à un village particulier et de cela, la carte ne rendra pas compte. Elle est construite pour une lecture globale et non pour une lecture par élément.

Plutôt que de faire un commentaire qui soit une notice attachée à chaque carte, nous avons préféré présenter un texte s'organisant autour d'un certain nombre de thèmes.

L'exposé méthodologique indique le déroulement de la recherche, la valeur des données, les méthodes de construction des cartes. L'analyse régionale se compose de deux parties : le cadre géographique, les hommes et leurs activités. Les caractères permanents de la région sont étudiés dans la première, les faits démographiques, économiques et sociaux susceptibles d'évoluer assez rapidement le sont dans la seconde. L'organisation et les conditions de l'aménagement harmonieux de l'espace sont étudiées en conclusion.

La transcription des toponymes essaie de suivre la norme britannique. La traduction française des noms de certaines institutions s'est révélée difficile. Nous avons conservé souvent le nom anglais mis entre guillemets ou introduit par des majuscules dans le texte. Nous avons dû choisir parfois entre plusieurs transcriptions en usage pour un même nom de lieu. Nous espérons l'avoir fait de manière logique sur le plan linguistique. Nous nous excusons auprès des spécialistes pour les erreurs que nous aurions pu involontairement commettre.

Ce travail doit beaucoup à toutes les autorités administratives, à la collaboration que nous ont apportée les services techniques, les sociétés publiques ou privées, les missions, installés au Cameroun Occidental, qui nous ont ouvert leurs dossiers et ont bien voulu répondre à nos questionnaires. Il doit également beaucoup aux entretiens que nous ont accordés les chefs ou les maîtres d'école d'une centaine de villages, ce qui nous a permis d'avoir une connaissance directe des questions que nous avions à évoquer. Nous remercions ici toutes ces personnes, ainsi que les professeurs LASSERRE et SAUTTER qui nous ont aidé de leurs conseils, et le service cartographique de l'ORSTOM de Yaoundé chargé de la réalisation des maquettes définitives des cartes. Nous avons aussi une dette spéciale envers nos collaborateurs J.L. DIBONDO et P.C. AKPAN qui ont participé à l'ensemble des enquêtes sur le terrain.

INTRODUCTION

L'atlas régional Ouest 1 couvre une zone s'étendant sur près de 300 km du nord au sud, entre les parallèles 4° et 6°30' N, et sur 200 km d'ouest en est, entre les méridiens 8°30' et 10°30'. Il traite de la zone frontalière ouest de la République Unie du Cameroun.

Il n'est fait allusion au Cameroun Oriental que dans certaines cartes seulement. L'impossibilité matérielle de réunir des informations exactement comparables en est la cause. Nous renvoyons le lecteur aux atlas Ouest 2 et Sud-Ouest 1 de J. CHAMPAUD et d'A. FRANQUEVILLE pour la partie orientale. Pour la région est du Nigeria, un atlas allemand est en cours d'élaboration. Les circonscriptions administratives suivantes sont incluses dans ce travail : Fako, Meme, Ndian, Manyu, Momo et Mezam dans leur totalité ainsi qu'une partie de l'arrondissement de Jakiri et du département de la Menchum.

La région ainsi cartographiée ne présente aucune unité du point de vue géographique. Elle est à cheval sur plusieurs unités naturelles : le bassin de la Cross River, la plaine du Mungo ou les hauts plateaux de l'ouest du Cameroun. Si une note originale est apportée par la présence du volcanisme, celui-ci est loin de donner à la région des caractères communs et aurait tendance à accuser les différences, à cloisonner le pays. La forêt qui domine dans une bonne part de la région, disparaît vers le nord et dans les massifs montagneux au profit d'une savane herbeuse. Le climat tropical très humide est profondément modifié par la situation des massifs montagneux ; les pluies très fortes sur les pentes «au vent» (de 4 m à 11 m annuellement) diminuent brutalement dans les zones abritées (de 1 m à 2 m annuellement).

Sur le plan humain, on se trouve devant une pareille diversité. La région est une zone frontalière entre les peuples bantou, bantoïdes, ibo et ibibio, et c'est là que se sont achevées les poussées des guerriers venus des savanes (bali, peuls). Un grand nombre de groupes humains se côtoient, mais aucun ne s'est imposé aux autres. On trouve cependant des affinités entre populations des plateaux qui se traduisent par un

type de civilisation agraire, voisine de celle du pays bam'léké, mais son extension est limitée à la zone proche de Bamenda et à la sous-préfecture de Fontem.

Sur la côte, la transformation du paysage par la présence de plantations industrielles est telle qu'elle différencie très nettement cette zone de l'arrière-pays forestier où l'action de l'homme est encore ponctuelle. L'attraction démographique de cette zone sur l'ensemble du Cameroun Occidental est considérable et sans rivale. Ni Douala, ni les villes de l'est du Nigeria, ne lui contestent actuellement ce rôle.

Sur le plan économique, la plupart des plantes cultivées en Afrique tropicale humide coexistent, mais aucune ne domine vraiment dans toute la région. Le macabo que l'on trouve partout est concurrencé par le maïs dans les Grassfields. Le café *arabica,* richesse des terres d'altitude, n'est pratiquement cultivé que dans le nord. Cacao, café *robusta,* produits du palmier à huile et de l'hévéa, sont l'apanage des régions forestières. Les réseaux de distribution ou d'évacuation des produits ont été organisés et presque toujours centrés sur l'extérieur, avec Calabar ou Douala comme pôles d'attraction. Le complexe portuaire régional Victoria/Tiko n'a jamais pu servir de débouché à l'ensemble du Cameroun Occidental. Trop lié aux plantations industrielles, il n'a le plus souvent servi que de relais. A l'intérieur, une organisation de l'espace s'ébauche autour de Bamenda au nord et de Kumba au sud, laissant de côté le pays des plantations industrielles.

Les densités de population traduisent cette diversité : un nord bien peuplé, un centre qui l'est peu, un sud relativement dense. La région apparaît en situation de zone de transition entre des pays ethniquement homogènes, surpeuplés, et dont le poids démographique est très supérieur : pays ibo, ibibio, bamiléké. Le sud du Cameroun Occidental a offert et offre à ces peuples un exutoire commode. Cette réalité pèse lourdement sur toute analyse régionale.

PREMIÈRE PARTIE

points de méthode

L'intention de cet exposé est de montrer comment ont été élaborées les cartes de l'atlas, dans quelles conditions se sont déroulées les enquêtes, comment ont été abordés certains problèmes.

LA COLLECTE DES DOCUMENTS

1 – LA PÉNÉTRATION DES DIVERS MILIEUX

Toute enquête en milieu africain implique de la part du chercheur une parfaite pénétration du milieu à étudier. Mais il est également vrai que celle-ci prend des aspects très différents en milieu rural ou urbain, auprès de l'administration centrale ou locale, de l'aide technique européenne ou des planteurs et missionnaires. Et la préparation d'un travail de ce genre oblige à multiplier les contacts à tous les niveaux et dans tous les milieux. Si l'on ajoute que, dans le cas présent, la référence culturelle de la majorité des interlocuteurs est à la fois africaine et anglaise, on comprendra mieux les difficultés et la patience qu'il a fallu déployer pour être accepté comme enquêteur. De plus, le temps que nous pouvions consacrer à chacun de ces entretiens était, par nécessité, très court ; il nous fallait souvent écourter les préliminaires, si importants cependant, pour aller à l'essentiel. Comment éviter de passer à côté de problèmes importants ? Les recoupements entre les diverses sources, les retours sur le même terrain, permettent de mieux cerner les questions. Mais est-ce suffisant ?

Le chercheur passe toujours pour un représentant de l'administration aux yeux des villageois, ce qui fausse les résultats des enquêtes sur certains points. Il est inutile de demander aux villageois quels sont leurs principaux problèmes. Les doléances sont plus ou moins partout les mêmes, à de rares exceptions près.

Auprès des services officiels l'accès à l'information est apparemment plus facile. Si l'on est toujours bien accueilli, on reste tributaire de la compétence ou de la bienveillance des fonctionnaires subalternes.

Les contacts avec le milieu européen ne sont pas inutiles. Certains secteurs essentiels de la vie régionale sont contrôlés par eux ; dans quelques services comme le Community Development Department, ils participent au travail de terrain ; dans les missions de brousse, ils ont une connaissance ancienne de la zone environnante.

Un problème reste permanent dans ce travail extensif : celui de la langue. L'anglais est censé être la langue véhiculaire qui permet à des individus parlant des dialectes différents de se comprendre. En fait, il est admis comme la langue de l'administration, de l'école et de tous les documents écrits tandis que le pidgin-english reste la langue parlée par le plus grand nombre. C'est une langue empruntant son vocabulaire à l'anglais essentiellement, mais aussi à d'autres langues européennes, et ayant des structures grammaticales totalement différentes. Tout questionnaire d'enquête doit être traduit en pidgin, ce qui pose de nombreux

problèmes car certaines idées sont difficilement traduisibles. Le mot religion doit être traduit par église dans l'expression : «A quelle religion appartenez-vous ? - Whose church you dé go ? » Le mot français «jachère» n'a pas d'équivalent pidgin, et il faut trouver une périphrase pour le traduire ; l'anglais «fallow» est inconnu des interlocuteurs.

Sur une centaine d'interviews villageoises, trois ont dû être faites avec l'aide d'enfants scolarisés traduisant les questions du pidgin en dialecte local. Il s'agissait de villages reculés des régions de Mamfé et de Wum.

2 – L'OBSERVATION DIRECTE

L'observation directe, accompagnée ou non de prise de notes ou de photos, reste une source d'information incomparable. Le parcours de toutes les pistes carrossables est le point de départ de toute collecte. Cela apporte une connaissance concrète des paysages physiques, des cultures, de l'habitat ou des niveaux de vie.

Elle permet d'aborder la réalité géographique dans son ensemble. La visite du port de la John Holt à Mamfé sur la Cross River est instructive. Il reste aujourd'hui des entrepôts inutilisés, vestiges d'une époque où le commerce avec le Nigeria était prospère. Cette impression de déclin est confirmée par l'état de la route Mamfé-Calabar aujourd'hui parcourue par quelques «mammy-wagons», Land Rovers ou Austins 5 tonnes affublés d'une carrosserie de bois éclatante de couleurs. Cette route est relativement large, et là où les plaques de goudron ne subsistent plus, la piste est envahie par l'herbe. On sent que Mamfé est coupée de son débouché naturel : la région orientale du Nigeria.

3 – LES INTERVIEWS

Les enquêtes villageoises constituent un point de départ pour évoquer les problèmes pressentis en arrivant dans le village. Chaque communauté présentant un visage différent, nous tentions de le faire surgir des discussions qui précédaient ou suivaient la notation de renseignements précis.

Le questionnaire utilisé comportait des questions concernant :

- l'infrastructure existante : écoles, marchés, etc. ;
- la population : composition, évolution, migrations ;
- le recours aux équipements économiques et sociaux urbains ;
- les ressources, les plantes cultivées, les produits achetés et vendus ;
- les problèmes agricoles : qualité des sols, espace disponible, durée de la jachère, qualité de l'encadrement coopératif, importance de la main-d'œuvre étrangère.

Nous avons procédé par sondage, parmi les villages aisément accessibles. Nous avons cherché à avoir un lot de villages susceptible de nous offrir la gamme la plus large de situations géographiques.

L'entretien durait d'une heure à trois heures. Nous avons interrogé les chefs de village, entourés très souvent de nombreuses personnes en zone forestière, d'un ou plusieurs secrétaires ou conseillers dans les Grassfields, mais aussi des instituteurs. Ces derniers, très souvent originaires de la région, nous ont surpris par leur connaissance du pays et de ses problèmes. Beaucoup avaient rédigé des histoires ou des géographies de leur village pour l'usage interne de l'école, où il y a beaucoup à glaner. Les entretiens avec les chefs de

village se déroulaient dans une autre atmosphère. A l'abord de certaines questions, des discussions entre membres du village naissaient très souvent, indicatrices de problèmes brûlants : limites des terroirs dans les Grassfields, départ des jeunes dans la zone forestière centrale, manque de terres pour les villages enclavés dans les plantations. Les réponses avaient moins de précision dès qu'il s'agissait d'évaluer l'importance relative d'une plante cultivée ; la réponse uniforme était que le village en avait beaucoup (plenty). Nous devions reprendre les questions sous une autre forme, à savoir : le village avait-il ou non suffisamment de macabo pour sa consommation, en vendait-il ou en achetait-il ?

Il a été difficile d'obtenir certaines informations, par exemple la ville d'où venaient les acheteurs de cacao, de café ou de palmistes. Ibo ou Bamiléké, peut-être venaient-ils de Kumba ou de Bamenda ? On ne savait pas au juste. Ignorance ou désir de ne pas le révéler ? Par contre, les marchés où les gens se rendent, ce qu'ils y vendent, ce qu'ils y achètent, la durée ou le prix du transport sont parfaitement connus et tous consentent à répondre.

Si l'entretien avec l'instituteur occidentalisé apporte un enseignement, le contact avec les villageois permet de sentir comment, eux, perçoivent les choses, comment s'organise leur vie dans le milieu où ils se trouvent, comment ils ressentent les intrusions de l'extérieur. Finalement, les entretiens faisaient apparaître un problème et une manière de réagir des habitants qui donnaient au village son originalité : le phénomène migratoire, les rapports avec la grande plantation ou la ville proche, le fragile équilibre entre un espace agricole limité et une population nombreuse, etc.

Les interviews villageoises doivent être complétées par des conversations avec des personnes connaissant la région à un titre quelconque : planteurs, forestiers, fonctionnaires, missionnaires, médecins du service des grandes endémies, volontaires de l'aide technique. Parfois décevants, toujours difficiles à conduire, ces entretiens, si l'on évite les sentiers battus et les idées générales, peuvent fournir des indications. Il importe, toutefois, d'avoir à l'esprit les objectifs déformant la vision des choses de chaque personne interrogée.

Quelques biographies enfin, recueillies dans les milieux de migrants installés dans les villes ou les plantations permettent de préciser, au niveau de l'individu, les problèmes qui se posent à celui qui quitte le cadre de vie traditionnel.

Le questionnaire utilisé comprend deux parties : un inventaire détaillé de la situation sociale et économique de chaque individu composant la famille du migrant, un récit détaillé de la vie du chef de famille, de sa naissance au moment présent. La confrontation de ces deux éléments permet de corriger l'un par l'autre et d'améliorer en particulier la datation.

4 – LES ENQUÊTES INDIRECTES PAR SONDAGE

Ces entretiens ne donnent que des idées ou des faits partiels. Si l'on veut une vue globale, il faut collecter des faits d'une manière plus exhaustive. Une des méthodes consiste à interroger les élèves des écoles secondaires sur certains faits qu'ils connaissent bien et dont on est sûr qu'ils ne les dissimulent pas pour une raison quelconque. C'est ce que nous avons fait pour connaître la répartition des cultures vivrières. A partir des réponses de plus de 2 000 élèves une carte donnant une idée de l'importance relative des principales cultures a pu être établie.

Des dépouillements de documents administratifs tels que les registres d'entrées des établissements hospitaliers ou scolaires, les fichiers des travailleurs des plantations, les documents postaux ou fiscaux, etc. peuvent donner des renseignements précieux sur les mouvements de personnes et d'argent. Mais il faut savoir si l'on dispose du document administratif complet, s'il n'y a pas de variations fortes ou circonstancielles dans l'enregistrement des données si, d'un bout à l'autre de la région, on remplit le document de la même manière.

5 – LES DOCUMENTS DE DEUXIÈME MAIN

Ces documents, toujours écrits, sont élaborés à partir d'observations faites sur le terrain par l'administration ou les entreprises. Il s'agit aussi bien de «progress reports», de «quaterly reports», d'«annual reports» que de bilans statistiques, de projets ou d'études en tout genre.

Il y a le document brut souvent commenté par le fonctionnaire ou le «manager» local, toujours présenté de la même manière et comptant un nombre de rubriques déterminées à l'avance. La pensée de l'observateur proche du terrain s'y trouve «gelée» dans des formules administratives. Ainsi, les rapports de l'agriculture commencent toujours par le «staff position» (personnel en poste) pour se terminer par la liste des ouvrages reçus par le bureau local, en passant par une revue des plantes cultivées et des maladies notées dans la circonscription, une liste des comices agricoles, etc.

Ce travail de collecte constitue un aspect important de la recherche mais parfois fastidieux par son côté compilatoire. On ne peut cependant pas s'en passer. Les documents de deuxième main reflètent en quelque sorte l'image que se font de la région toutes les organisations qui y travaillent, image objective dans certains domaines, subjective dans d'autres.

6 – LA MISE EN PLACE DE LA TRAME GÉOGRAPHIQUE

La constitution d'un fonds cartographique de base demeure le travail préliminaire de tout atlas. C'est sur ce fonds à échelle moyenne (1/200 000) que sont reportées toutes les unités géographiques que l'on peut distinguer : villages, camps, campements de pêcheurs ou hameaux de culture. Il faut donc disposer à la fois d'un bon fonds topographique, de la liste des lieux habités ayant un certain degré de permanence et de leur localisation. Il convient également de fixer sur la carte les limites administratives, cadre de référence commode s'il n'est pas toujours géographiquement significatif. En fait, ces limites ont été modifiées fréquemment pendant la rédaction de ce travail et servent actuellement de référence à tout projet de planification.

L'établissement d'une liste des lieux habités a été réalisé à partir de plusieurs éléments :

- le registre des chefs. Il donne, pour le Cameroun Occidental, une liste des villages où un chef est officiellement reconnu par le gouvernement. Cette liste ignore les camps de travailleurs, les campements de pêcheurs, les villages d'étrangers, les campements fulani et les différents quartiers des chefferies.
- les listes des collecteurs d'impôts. Elles sont plus précises et offrent l'avantage d'être plus correctes sur le plan de la transcription des noms. Camps de travailleurs et campements de pêcheurs n'y figurent pas.
- le répertoire des lieux composant la circonscription de chaque bureau de vote. Il permet de compléter la liste précédente en ce qui concerne les camps de travailleurs. Les lieux peuplés d'étrangers au Cameroun n'y sont pas mentionnés.
- les listes tirées des recensements administratifs. Elles présentent de nombreux défauts : des lieux différents y sont regroupés, le travail n'est pas exhaustif.

La localisation des lieux s'est appuyée sur les documents topographiques et toponymiques existants qui présentent tous de graves lacunes :

- les cartes et «sketch maps» (croquis ?) établis par le Lands and Surveys ou le Directorate of Overseas Surveys. Un petit nombre de lieux correctement transcrits y sont situés très approximativement.

- la couverture provisoire à 1/200 000 de l'I.G.N. Elle est de facture plus scientifique mais se révèle parfois fantaisiste quant à la transcription et à la situation des lieux. La carte régulière est plus fidèle aux sources orales et la francisation des termes a été heureusement abandonnée. Elle est en cours de parution.
- les travaux de BEGERT dans le cadre du Community Development. Cet expert des Nations Unies avait établi sur des croquis l'emplacement approximatif des villages des Grassfields.

En utilisant comme points de repère les localisations de villages indiquées dans les documents cartographiques et en les complétant par des enquêtes directes, nous avons pu localiser approximativement une bonne part de ceux qui ne l'étaient pas.

La détermination du tracé des limites administratives repose sur les travaux précédents. Elle tient compte des plans du «Land Tribunal» quand celui-ci a établi des limites entre deux villages. Le tracé suit parfois les contours des terres des plantations. Plus généralement, les lignes du relief ou l'hydrographie ont servi de frontières. En l'absence d'indications, un tracé géométrique a parfois été adopté.

Sur ce fonds dont on sait toutes les imperfections, est reporté l'ensemble des données collectées. Ainsi, a été établi le jeu des cartes de travail à partir duquel ont été élaborées les cartes définitives.

L'INFORMATION : VALEUR ET UTILISATION

1 – LE CAS DE L'INFORMATION DÉMOGRAPHIQUE

a - Le recensement administratif de 1967/69

En 1966/67, dans tout le Cameroun, selon des normes identiques, un recensement exhaustif de la population a été effectué.

Au Cameroun Occidental, l'administration locale nouvellement mise en place n'avait pas d'expérience. Des agents recenseurs ont été recrutés pour la durée des opérations et envoyés sur le terrain sans formation particulière. Dans chaque préfecture, en fonction des difficultés rencontrées, les enquêtes ont été plus ou moins longues. Dans la plupart des cas, on a simplement inscrit toutes les personnes recensées, sans réserver une fiche par famille. La prise en compte des visiteurs et des absents a dépendu de l'agent recenseur. Les déclarations d'âge et de situation professionnelle sont imprécises. On peut considérer que l'on a une sous-estimation de la population certainement plus forte en milieu urbain qu'en milieu rural.

Le dépouillement manuel a consisté à établir une pyramide des âges par village parfois par rue. Des vérifications ont permis de constater certaines erreurs dans les additions ou dans la répartition des personnes par tranches d'âge. On a parfois déterminé ces dernières par rapport à la date du dépouillement et non par rapport à celle du recensement. Dans un département, la Menchum, l'ensemble des résultats semble nettement surévalué. En 1964, ce département comptait 106 000 h, en 1966/67, le recensement donnait un chiffre proche de 200 000 h. Un dépouillement partiel des fiches de cinq quartiers de Wum donnait un chiffre de 2 500 h environ, alors que le chiffre officiel était de 4 200 h.

Le recensement administratif présente donc défauts et lacunes :

- dates de recensement échelonnées entre 1966 et 1969 ;
- sous-estimation importante du nombre d'habitants (de 5 % à 25 %) ;
- pas d'indication d'ordre ethnique ;
- imprécision des âges indiqués ;
- pas de données sur les migrations.

Malgré tout, le recensement administratif a été pris comme base pour les cartes étudiant la population. Il est le seul à être presque exhaustif et il se trouve être le plus récent, mais il a fallu le corriger ou le compléter à l'aide d'indications fournies par d'autres documents.

b - Les correctifs et compléments au recensement administratif

Pour nous assurer de la validité des chiffres totaux, nous avons utilisé le recensement de 1953. Par grandes zones, en utilisant les taux de progression démographique calculés à partir de l'enquête par sondage de 1964, il est possible de l'actualiser.

Une deuxième méthode consiste à utiliser les documents électoraux relativement bien faits, et à leur expliquer un coefficient de correction obtenu à partir de la même enquête. En effet, la population électorale représente la population de nationalité camerounaise âgée de plus de 21 ans. Il s'agit donc d'un certain pourcentage de la population variant avec l'importance des Nigerians et des jeunes.

Si les résultats trouvés par les deux évaluations et le recensement administratif diffèrent de 5 % en plus ou en moins, nous avons considéré comme valables les données du recensement administratif. Dans le cas contraire, un ajustement a été effectué en tenant compte des deux autres estimations.

La seule zone où cette méthode a été mise en défaut est celle du Rio-del-Rey où le recensement de 1967/69 a été effectué sur 1/3 (?) des personnes seulement. Les listes électorales ne donnent pas d'informations sur cette zone peuplée seulement de pêcheurs nigerians circulant en permanence. Le recensement de 1953 est lui aussi imparfait, et un taux d'actualisation est impossible à établir. Des évaluations hasardeuses fournies par les administrateurs locaux ont été retenues.

L'étude de l'appartenance ethnique des individus repose sur les renseignements fournis par les listes d'imposables. Pour la collecte de l'impôt, le Local Council délègue ses fonctions à des collecteurs proches des imposables dans l'espace et par l'ethnie. Ainsi, dans les villes ou les villages à population étrangère, pour chaque quartier et par groupe, un collecteur est désigné et chargé de réunir les sommes à payer. Cela donne déjà une idée de l'importance relative des ethnies étrangères installées hors de leur territoire de naissance.

Dans ces documents, l'ethnie bamiléké ou ibo apparaîtra comme telle dans certains villages, mais une distinction plus fine est parfois faite : Afikpo, Ohafia pour les Ibo, Bangangte ou Dschang pour les Bamiléké. Tout dépend de l'importance de l'ethnie, de la manière dont les membres sont considérés par les natifs. Les originaires de la région de Bamenda seront désignés comme Meta, Bafut, Bikom ou comme Grassfields ou Bamenda. On relève, par ailleurs, plusieurs noms pour la même ethnie : Wum pour Aghem, Bikom ou Bamikom pour Kom, Banso pour Nso, Bametta ou Menemo pour Meta, Mukuru pour Beba-Befang, Bamingi pour Ngie. Il s'agit soit de plusieurs orthographes possibles pour le même nom, soit d'une confusion entre le nom du plus gros village et celui du groupe ethnique. Les Fulani sont le plus souvent désignés sous le terme de «cow-boys».

Bien plus détaillée est l'analyse ethnique annuelle des travailleurs de la C.D.C. par section ou plantation. On y distingue 62 groupes ethniques (1). Cette distribution correspond à peu près à la nomenclature adoptée par l'administration anglaise (2), pour établir les «natives authorities» et les tribunaux coutumiers, ainsi qu'à la liste établie par les anthropologues.

Parmi les sources dont nous disposons, le recensement par sondage de 1964, seul, permet de connaître les données de structure et la dynamique de la population de la région. Une masse de données statistiques a pu être établie à partir d'un sondage portant sur une population légèrement supérieure au 1/10^{e} du total. Il aurait été sans doute plus utile pour nous s'il avait mieux tenu compte des structures géographiques.

---

(1) Pour tout le Cameroun Occidental.

(2) L'administration anglaise concevait des unités politiques «naturelles» basées sur une origine commune et des traditions identiques.

2 – L'INFORMATION EN MATIÈRE AGRICOLE

Si l'information démographique est rudimentaire, l'information en matière agricole est pratiquement inexistante. Dans ce domaine également, le Cameroun Occidental est en retard sur les autres régions du Cameroun. On ne connaît bien que les plantations industrielles.

En 1950/51, à la faveur d'un recensement de l'agriculture pour l'ensemble du Nigeria, quelques exploitations camerounaises avaient été étudiées. Pour utiliser ce document, il aurait fallu disposer des «field notes», aujourd'hui détruites.

En 1959/60, une autre enquête fut organisée par le service statistique fédéral du Nigeria et 1 650 fermiers du Cameroun britannique reçurent la visite des enquêteurs, mais aucune publication ne suivit en raison de la proclamation de l'indépendance.

Au service de l'agriculture, aucun comptage arbustif n'a été organisé comme cela se pratique couramment au Cameroun Oriental. On n'a ainsi aucune idée précise sur la répartition des cultures commerciales.

Il ne nous restait donc que quelques possibilités pour avoir une idée de la répartition spatiale de différentes activités agricoles :

- pour les cultures d'exportation d'origine paysanne (café, cacao, palmistes) : le Marketing Board et les unions de coopératives ;
- pour les plantations industrielles : les enquêtes directes auprès des sociétés ;
- pour l'élevage : les documents fiscaux des Local Councils et les observations des postes vétérinaires ;
- pour les cultures vivrières : les enquêtes sur le terrain, les réponses des élèves de l'enseignement secondaire.

Le Marketing Board ne se charge pas de la collecte de la récolte du fermier. Il désigne pour cela des agents agréés (Licensed Buying Agents) qui enlèvent la récolte et l'amènent dans un entrepôt du Marketing Board. Les livres de comptes de cet organisme ne donnent donc que les quantités de produits livrées par chacun de ces agents.

Pour connaître la production exacte de chaque village, il faudrait avoir accès aux livres de comptes de ces agents. Nous nous sommes contenté d'utiliser les chiffres d'achat des unions de coopératives répartis par coopératives «primaires». Une coopérative «primaire» (Cooperative Primary Marketing Society, c.p.m.s.) est composée d'agriculteurs d'un quartier ou d'un village, parfois d'un petit groupe de villages voisins. Le chiffre de production ainsi obtenu est loin de représenter la totalité de ce que vend le village et même les adhérents de la coopérative. Compte tenu de cet état de fait, nous avons établi pour deux années successives la part des coopératives dans l'acheminement de la récolte vers les entrepôts. Les chiffres moyens obtenus ont été majorés pour chaque village d'un pourcentage variant selon les régions, élevé autour de Kumba ou de Bamenda où la concurrence privée est importante, plus faible autour de Mamfé où le système coopératif jouit d'une suprématie incontestée.

Dans les plantations industrielles, un questionnaire très complet a été rempli domaine par domaine.

Pour la connaissance de l'élevage, nous avons disposé d'un document fiscal : le «jangali tax». Il s'agit de la taxe acquittée par les propriétaires de bestiaux chaque année au Council. Cette source distingue le bétail possédé par les Fulani et Aku, et le bétail appartenant aux natifs.

Pour les cultures vivrières, seules les réponses des élèves de l'enseignement secondaire nous ont apporté une aide efficace. Nous avons dépouillé les réponses données à la question : «For a farmer, specify the main cash crops and food crops cultivated». Près de 2 000 réponses concernaient notre région. Pour être utilisées, elles ont été regroupées par grandes zones. 23 espaces composés au maximum de 5 groupements

ont été ainsi considérés. Pour chacune de ces zones, a été établie par rapport au nombre total de plantes citées, la part en pourcentage de chacune.

Exemple de traitement : zone d'Akwaya
(% des citations totales)

maïs	12 %	banane plantain	20 %
riz	17 %	haricots	2 %
manioc	12 %	arachide	2 %
macabo	20 %	fruits, condiments	2 %
igname	12 %	légumes	–
patate douce	–	kola	–

On peut interpréter ainsi les résultats : la zone d'Akwaya par sa gamme de cultures se rattache à la fois à la zone forestière (importance des tubercules et de la banane plantain), mais aussi aux Grassfields (part du maïs) ; la culture du riz fait cependant son originalité par rapport aux autres zones. Les indications données par les rapports du service de l'agriculture confirment cette interprétation. Nous avons procédé de même avec l'ensemble de la région.

D'importantes quantités de produits vivriers sont vendues. Comment en rendre compte quand on ne connaît ni les quantités commercialisées, ni leur origine ? On peut arriver cependant, par enquête directe, à savoir quelles sont les plantes faisant l'objet de transactions, et les principaux marchés où elles sont vendues. Nous avons tenté de faire une carte plus figurative que précise (3), mais indiquant un phénomène que l'on a tendance à oublier : les échanges intérieurs de produits vivriers.

3 – L'INFORMATION DANS LES AUTRES DOMAINES

a - Le milieu physique

Avec les matériaux de fortune dont nous disposions, et grâce aux travaux des géologues en particulier, toute une série de limites ont été établies. La carte climatique de la région a souffert d'une couverture incomplète en pluviomètres. Si le mont Cameroun et ses alentours ont bénéficié d'observations longues et sérieuses, il n'en est pas de même dans les autres régions.

Les cartes géologique et pédologique s'appuient sur les travaux du B.R.G.M., de la F.A.O. et de l'O.R.S.T.O.M.

b - La géographie sociale

Le domaine de l'enseignement primaire est relativement bien connu grâce à l'enquête annuelle effectuée par la direction de l'enseignement primaire auprès des maîtres de toutes les écoles. Nous avons ainsi, par école, le nombre d'élèves inscrits par sexe, selon l'âge. Ces chiffres semblent relativement bons, compte tenu de la manière dont se déroule l'enquête (par correspondance). C'est à partir des fiches de

(3) Voir carton : «Régions exportatrices de produits vivriers».

l'enquête de 1967/68 que nous avons étudié les taux de scolarisation par groupement judiciaire. Le nombre d'élèves inscrits âgés de 5 ans à 15 ans a été comparé avec celui fourni par les pyramides des âges du recensement administratif au préalable vérifiées et parfois corrigées.

Les résultats obtenus, s'ils sont globalement acceptables, ne doivent pas être pris au pied de la lettre pour plusieurs raisons :

- les instituteurs ne déclarent pas tous les enfants qui fréquentent leurs classes, certains enfants sont admis en surnombre ;
- toutes les écoles ne sont pas incluses, en particulier les écoles francophones, musulmanes et nigerianes ;
- les élèves d'une école d'un groupement peuvent venir d'un autre groupement : il est fréquent de voir des élèves parcourir plusieurs kilomètres pour se rendre à l'école de leur choix ;
- les pyramides des âges qui ont été utilisées, même corrigées, sont entachées d'un certain nombre d'erreurs.

Les taux de scolarisation obtenus sont certainement inférieurs à la vérité.

Des informations ont été également réunies au sujet du mouvement coopératif, des salariés et travailleurs indépendants. Les résultats ont été rapportés à la population totale. Ils proviennent de l'enregistrement par le service des coopératives du nombre de membres déclarés de chaque coopérative primaire. Ils émanent également de l'Inland Revenue Department en ce qui concerne le nombre d'imposables.

Dans le cas des coopératives, il est difficile d'avoir un aperçu exact de la situation : les nouvelles coopératives primaires doivent faire leurs preuves avant d'être enregistrées. Il en résulte une situation mouvante que ne peuvent traduire des chiffres collectés avec retard.

Le nombre des salariés est connu grâce aux déclarations des employeurs appelés à être collecteurs de l'impôt direct. Nous avons ainsi le nombre des employés permanents des entreprises tenant une comptabilité, mais certainement pas tous les temporaires. Le nombre de salariés n'est pas ventilé par établissement pour certaines grandes sociétés ou services administratifs. Des enquêtes complémentaires ont aidé à localiser ces établissements. Le nombre des travailleurs indépendants est mal connu en raison de leur mobilité professionnelle et de la difficulté qu'il y a à dénombrer tous les petits commerces épisodiques. La sous-estimation est importante et sans doute homogène.

Pour connaître le rayonnement des hôpitaux, les registres d'entrées ont été dépouillés. Les adresses des patients nous ont permis de tracer les aires géographiques desservies par ces établissements. Les patients donnent souvent comme adresse celle d'un parent ami ou connaissance habitant dans la ville où se trouve l'hôpital. Un partage entre fréquentation urbaine et rurale a donc été impossible à effectuer. Seule, l'interview des patients aurait pu nous permettre de le faire.

c - L'infrastructure

La liste, la situation et l'état des équipements ne sont pas aussi bien connus qu'on pourrait le penser. Dresser, par exemple, une liste des dispensaires qui fonctionnent effectivement s'est avéré difficile. Une confusion s'établit souvent entre projets et réalisations. Dans certains cas, les locaux existent et attendent personnel et matériel. L'activité des organismes privés est assez mal connue. A ces difficultés s'ajoute un problème méthodologique. Que retenir dans la variété des équipements ? Une liste type établie pour le Cameroun Oriental nous servait de référence. Une adaptation a dû être faite tenant compte des réalités locales et analysant les équipements et le personnel d'encadrement disséminé dans les zones rurales. Ainsi a pu être établie la carte Infrastructure.

LA CARTOGRAPHIE DES DONNÉES SIGNIFICATIVES

1 – STRUCTURE DE L'ATLAS

A proprement parler, nous n'avons pas réalisé de carte de synthèse. Des cartes sectorielles s'éclairant les unes les autres ont été réunies sur une même planche pour faciliter les comparaisons visuelles.

Des schémas viennent éclairer et donner un sens à des cartes d'inventaire. A quoi servirait la carte Infrastructure si elle n'apportait en vrac des éléments pour préciser l'organisation urbaine de la région ? La carte Centres Urbains et Ruraux présente une image simplifiée de celle-ci. Dans la planche Plantations Industrielles, à une carte d'inventaire apportant une information détaillée sur les domaines, une deuxième carte schématisant l'activité économique est jointe.

2 – LES CARTES D'INVENTAIRE

Elles présentent plusieurs caractéristiques :

- souci de localisation et d'établissement de limites ;
- analyse de faits bruts ;
- pas de représentation du mouvement dans l'espace (flux) ou dans le temps (évolution).

Six cartes entrent dans cette catégorie : les cartes Infrastructure, Milieu Physique, Populations, Cultures Commerciales, Ressources Économiques Complémentaires et la Carte Administrative. Dans tous les cas, l'information brute est localisée en utilisant des signes de taille croissante (représentation des quantités) ou par l'intermédiaire de traits indiquant les limites de l'extension d'un phénomène (limites de formations pédologiques, isohyètes, etc.).

Cet effort de localisation est plus ou moins précis. Ainsi, dans les zones d'habitat dispersé, le signe est placé dans la zone de la plus forte concentration de la population. De même, la localisation de la production est approximative. L'utilisation d'une gamme de lettres de hauteur variable dans la carte Régions Exportatrices de Produits Vivriers a pour but de traduire les quantités de cultures vivrières vendues localement.

Les faits retenus dans ces cartes n'ont pas été traités. Ils sont tels que nous les avons recueillis ou interprétés, compte tenu des corrections apportées.

Dans les cartes d'inventaire, ont été introduits plusieurs faits dont on étudie la variation. Dans la carte Cultures Commerciales, quatre cultures paysannes sont examinées sous l'angle des tonnages produits, et les autres cultures réalisées en plantations industrielles ont été rappelées au moyen d'une lettre.

Dès l'instant où l'on introduit un grand nombre de variables, la lisibilité diminue dans ce type de carte. Les cartes Infrastructure et Populations en sont des exemples caractéristiques. Dans la première, se trouvent 56 signes différents, dans la seconde 51. L'utilisation de plusieurs couleurs dans les deux cas est supposée aider à une meilleure séparation visuelle et indiquer les regroupements ou apparentements entre signes. De plus, une gamme de signes géométriques ou figuratifs permet de différencier chaque facteur représenté. En fait, il s'agit de plusieurs cartes en une qui est loin de posséder l'efficacité de cartes plus simples.

Plus de la moitié des cartes de l'atlas sont des cartes d'inventaire. Elles n'observent pas toutes les règles de lisibilité, ce qui signifie qu'un lecteur désireux d'apprécier l'aire d'extension d'un facteur particulier (une ethnie, les grands marchés, etc:) devra redessiner pour lui une carte ne tenant compte que de ce facteur. La carte de l'atlas lui tiendra ainsi lieu de document de travail.

3 – LES CARTES DE RAPPORT

Par cartes de rapport, nous entendons celles qui montrent la variation du rapport de deux ou plusieurs faits entre eux : population/superficie, population scolarisée/population en âge scolaire, par exemple. Ces cartes permettent d'étudier des densités (rapport de populations au sens large par unité de surface), des intensités (importance d'un phénomène social comme la scolarisation) ou des relations entre plusieurs faits (cultures dominantes dans le système vivrier).

On peut distinguer ces cartes selon leur degré de complexité :

- les cartes simples (variation d'un rapport) : densités ;
- les cartes représentant la variation spatiale d'un fait et d'un rapport : répartition des écoles et taux de scolarisation par groupement ;
- les cartes complexes étudiant la répartition d'un rapport entre plus de deux faits : place de chaque plante dans le système vivrier.

La carte des densités étudie la variation du nombre d'habitants au kilomètre carré selon les groupements. Mais elle pose des problèmes géographiques. Quelle population retenir dans l'analyse ? Quelle unité de surface considérer ?

Seule, la population rurale est étudiée ; celle qui vit directement ou indirectement de la terre et habite des villages trop petits pour avoir des équipements. La définition de cette partie de la population est difficile. Doit-on comprendre les petites villes dont la population n'atteint pas un seuil déterminé (généralement de 2 000 à 5 000 habitants) ou seulement une part de la population urbaine (population agricole vivant en ville) ? Les centres administratifs où se trouvent quelques fonctionnaires doivent-ils avoir un traitement spécial ? Les camps de travailleurs doivent-ils être considérés comme des foyers urbains en raison des salaires qui y sont distribués ou de l'importance de la population qui y vit, ou comme des communautés rurales agricoles ? Toutes les solutions comportent des inconvénients et traduisent une certaine optique.

Pour notre part, nous avons isolé les centres administratifs présentant un caractère urbain ou semi-urbain. La population des chefferies/centres administratifs a été incluse dans son ensemble dans la population rurale car nous manquions d'informations pour isoler les fonctionnaires des autres habitants.

La surface prise comme unité de référence pose les mêmes problèmes. L'espace réellement occupé par chaque communauté rurale (celui qui est cultivé, celui qui sert de réserve) est impossible à appréhender. Les groupements judiciaires ont été pris comme unité spatiale primaire. Les réserves forestières et la partie supérieure du mont Cameroun ont été exclues des calculs. Appliquée systématiquement à des territoires dont l'habitat présente de multiples variantes, cette méthode traduit grossièrement la réalité.

Dans la forêt dense centrale où les villages se groupent près des pistes, un calcul de densité au kilomètre linéaire aurait mieux traduit la situation géographique. Sur les plateaux du nord, les espaces réservés respectivement aux agriculteurs et aux éleveurs auraient pu être dissociés. Dans les deltas, les bras de mer où se pratique la pêche auraient pu être choisis de préférence aux zones de mangrove non encore colonisées par l'homme.

En fait, seul l'établissement d'une série de cartes de densité permettrait de traiter cette question objectivement et de manière plus approfondie.

Un autre type de représentation a été utilisé dans la carte Taux d'Accroissement Annuel. La population de chaque groupement se trouve représentée en fonds par une surface proportionnelle. Un bâtonnet, dont la taille varie en fonction de l'accroissement démographique, se trouve en surimpression. Ces deux données ne sont pas directement en rapport mais sont liées. Et il est intéressant de voir si les groupements déjà les plus peuplés sont en même temps ceux dont la croissance démographique sera la plus importante.

Cinq cartes de cet atlas reflètent, à des degrés divers, la combinaison rapport/inventaire. Il s'agit des cartes Enseignement Primaire, Origine Ethnique des Travailleurs de la C.D.C., Utilisation des Équipements Hospitaliers, Coopératives, Salariés et Travailleurs Indépendants. L'objet de ces cartes est d'apprécier l'utilisation d'un équipement, la pénétration d'un type d'organisation, l'attraction d'une unité économique ou l'importance de certaines catégories socio-professionnelles. Dans toutes ces cartes se trouve, d'une part, le fait brut localisé, d'autre part, l'expression spatiale de l'intensité du phénomène dans la population.

La carte de la répartition des cultures vivrières par grandes zones se rattache à ce groupe bien qu'il s'agisse en fait d'une carte d'inventaire. Les cultures vivrières ont été regroupées en 12 catégories différentes. Pour les 23 grandes zones choisies, un diagramme a été dessiné. Chacune des 12 colonnes est proportionnelle au pourcentage de citations qu'a obtenu la plante ou le groupe de plantes dans l'ensemble des plantes citées. Les diagrammes qui se ressemblent ont été rapprochés pour indiquer au lecteur les affinités entre systèmes vivriers de différentes zones. Une trame reportée sur chacune des 23 zones rappelle ces apparentements. Douze types de systèmes vivriers ont été ainsi établis par comparaison visuelle.

4 – LES CARTES DE TRAITEMENT

Quand l'information à cartographier est trop complexe, il devient nécessaire de la simplifier ou de la traiter pour arriver à la rendre expressive. Ainsi, un report sur chaque groupement, sous forme d'un diagramme de la pyramide des âges même simplifiée, n'aurait aucun intérêt car le cartogramme obtenu serait illisible.

Deux types de traitement de l'information ont été employés : l'écart à la moyenne et la comparaison visuelle de diagrammes permettant de déterminer des classes.

La méthode d'observation visuelle a été employée en liaison avec l'écart à la moyenne dans les cartes étudiant les structures par groupes d'âge et les dominantes dans l'origine géographique des travailleurs de la C.D.C. par domaine. L'exemple suivant indique les opérations qui ont précédé l'élaboration de ce type de carte.

Cette technique permet de dégager ce qui fait l'originalité d'un groupement ou d'un domaine.

Pyramide des âges des hommes du groupement de Muea (Fako)

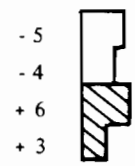
1 – Réduction des chiffres bruts en pourcentages

groupe d'âge	nombre d'hommes (Muea)	%	nombre d'hommes (région entière)	%
moins de 15 ans	1 886	43	237 120	48
15 - 29 ans	827	19	115 897	23
30 - 45 ans	1 038	24	90 802	18
plus de 45 ans	609	14	52 913	11
TOTAL	4 360	100	496 732	100

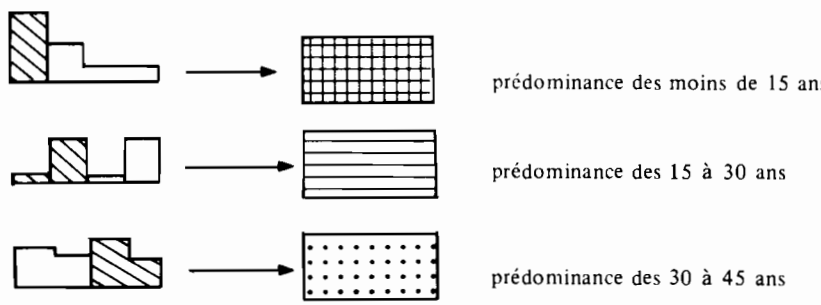
2 – Comparaison des pourcentages obtenus pour le groupement et pour la région

groupement	région	différence
43	48	- 5
19	23	- 4
24	18	+ 6
14	11	+ 3

3 – Construction d'un diagramme pour chaque groupement basé uniquement sur les différences obtenues (un graphique par feuille) ; les colonnes pochées en noir représentent les pourcentages positifs, celles qui sont laissées en blanc indiquent les pourcentages négatifs.



4 – Comparaison visuelle de tous les diagrammes ; regroupement de ceux qui se ressemblent. A chaque groupe ainsi défini est attribuée une valeur dans la game des trames utilisées sur la carte.



DEUXIÈME PARTIE

analyse régionale

Nous tenterons tout d'abord d'analyser les paysages actuels et de définir le cadre dans lequel les facteurs économiques et humains vont jouer :

La nature :

Comment se présentent le relief, le climat, la végétation, les sols ?
En quoi aide-t-elle ou fait-elle obstacle au développement ?
Quelles contraintes impose-t-elle aux groupes humains ?

Les populations :

Quels sont les points communs et les différences entre groupes ethniques ?
Comment se sont-ils mis en place ?
Quelles sont les différentes formes d'habitat ?
Dans quelle mesure l'organisation socio-politique de chaque groupe se retrouve dans l'espace qu'il occupe ?

L'histoire récente (la colonisation et les développements ultérieurs) :

Dans quelle mesure la colonisation a-t-elle été responsable des différenciations régionales de développement ?
Quel a pu être l'effet des rattachements successifs du Cameroun Occidental au Nigeria et au Cameroun ?
Quels sont les effets perceptibles de l'introduction d'un système économique de type européen ?

Après avoir ainsi décrit le cadre, il est possible d'étudier les combinaisons géographiques de facteurs qui donnent à la région sa physionomie particulière, et que les cartes essaient de montrer.

En fait, nous nous limiterons à :

- faire un examen des ressources économiques et humaines, à évaluer leur importance, la manière dont elles sont utilisées actuellement, les moyens mis en œuvre pour en tirer parti ;
- apprécier le niveau de développement global et sectoriel, les catégories de population et les zones qui en sont bénéficiaires ;
- décrire et mesurer les moyens d'intervention de la collectivité dans le rapport de l'homme et de son environnement (1).

---

(1) Pour tout le Cameroun Occidental.

LE CADRE GÉOGRAPHIQUE

Contrairement à d'autres régions du Cameroun situées à la même latitude, les paysages de l'espace étudié sont très variés à l'exception de la zone forestière s'étendant de Kumba à Widekum. Du cap Debundscha, centre de la région la plus arrosée d'Afrique, au lac Oku qui limite au nord la zone étudiée, cette variété des paysages résulte aussi bien de l'activité volcanique que des efforts des hommes pour exploiter les possibilités du milieu naturel. Dans la plaine de Tiko où les terres marécageuses infestées de malaria ont cédé la place à des plantations de palmiers et d'hévéas, comme autour du lac Barombi Koto où la forêt a été remplacée par une belle cacaoyère, ou autour du lac Oku sur les flancs duquel le caféier *arabica* grimpe jusqu'à près de 2 000 m d'altitude, on sent que l'homme a su utiliser les ressources naturelles et créer des richesses en fonction de ses capacités techniques et de son intérêt pour le travail de la terre.

Cependant, la région n'est encore que peu mise en valeur dans son ensemble. On ne voit pas se développer l'agriculture évoluée que l'on aurait pu attendre sur des sols présentant des qualités rares. Dans certaines zones l'empreinte de l'homme est peu visible.

On pense d'abord aux conditions naturelles pour expliquer cet état de choses : les pluies fortes et irrégulières gênent la croissance des plantes, causent des dégâts aux cultures, détériorent les routes de terre ou les routes revêtues, et provoquent l'inondation des plaines ; le relief isole des régions et la construction de voies de communication est difficile et coûteuse ; la forêt et les rivières sont autant d'obstacles à la circulation des hommes ou des marchandises mais peuvent aussi apporter des richesses.

Tout cela aide à comprendre l'état actuel de la région. Cependant, certains exemples prouvent que ces différents obstacles peuvent être vaincus. En fait, il faut distinguer parmi les diverses communautés constituant la région celles qui très tôt ont colonisé l'espace grâce à leur dynamisme économique ou démographique, leur cohésion interne, leur facilité à trouver des solutions adéquates aux problèmes posés par le milieu naturel.

Enfin, les transformations opérées dès le début de ce siècle par la colonisation ont eu des conséquences durables : la création d'une infrastructure économique dont il existe peu d'équivalent en Afrique, la fondation de villes et tous les apports non visibles mais essentiels provenant de l'introduction brutale de la culture et des modes de vie européens sous l'influence des administrateurs, des commerçants, des missionnaires. Le rôle du colonisateur allemand est, dans ce domaine, très important.

On ne rencontre que rarement dans la région des paysages à l'état «naturel». Partout, des populations sont présentes et les villages jamais très éloignés d'une route. Au plus, cinq à six jours de marche à pied sont nécessaires pour aller du village le plus lointain à la route. Ces paysages ont toujours

été modifiés et très souvent aménagés par l'homme. Chaque groupe y a laissé son empreinte, et au sud du 5e degré de latitude nord ils ont été bouleversés par le colonisateur allemand.

1 – LE MILIEU PHYSIQUE ET SES SERVITUDES

A - LE MILIEU PHYSIQUE

a - Massifs, plaines et plateaux

Ce qui frappe, de prime abord, dans la région, ce sont les contrastes dans les altitudes. Au sud, des massifs imposants dominent des plaines de petites dimensions ; au centre, de petits accidents montagneux, des rivières encaissées apportent les seuls éléments de variétés ; au nord, on rencontre des plateaux dominés par des massifs peu abrupts et compartimentés par les tranchées des grandes rivières ou par de larges plaines intérieures.

Le massif du mont Cameroun marque de sa présence la zone côtière. Culminant à 4 094 m au sommet Fako, il occupe un ovale orienté SW-NE de plus de 40 km de long et d'une superficie totale d'environ 1 800 km^2. Il est, à l'intérieur des terres, la réplique de l'île montagneuse de Macias NGUEMA (naguère Fernando POO), située à quelque 50 km de là. Le petit mont Cameroun (Etinde), sur son flanc sud, apporte la seule note de variété à sa silhouette massive. Les pentes, douces du niveau de la mer à 1 100 m (zone où se situent les plus hauts villages), deviennent très fortes jusque vers 2 400 m (limite extrême en altitude de la forêt). Plus haut, se trouve une zone à pente plus faible, le premier «plateau» (de 2 400 à 3 200 m environ). De 3 200 m au plateau supérieur situé à 4 000 m, la végétation herbeuse disparaît et fait place à des coulées de laves, à des cendres, à des projections volcaniques et la pente est plus raide. Au sommet et sur les flancs, des dizaines de cratères, de type strombolien pour la plupart, témoignent des multiples éruptions passées.

Le mont Cameroun est un volcan complexe et toujours en activité. Ses éruptions récentes de 1909, 1922, 1954 et 1959 ont été, à l'exception de celle de 1954, accompagnées d'écoulements de laves qui ont menacé des villages (Muyuka, Bibundi estate camp, Ekona Town). Ces menaces ont même joué un rôle historique. On prétend que l'éruption de 1909 entraîna le transfert de la capitale, de Buea à Douala, et que celle de 1922 empêcha la vente des plantations allemandes expropriées par le gouvernement britannique. Des coulées de laves anciennes ont contribué à façonner la côte, ses caps (Debundscha, Nachtigal), ses baies (Ambas, Man O'War Bay), ses îles (les îles des pirates qui ferment la baie de Victoria), ses criques qui deviennent aujourd'hui les plages des citadins de Douala (Mile Three, Mile Six, Mile Eleven). Les coulées plus récentes constituent le substrat des sols bruns que l'on trouve dans le sud et qui sont les meilleurs de la région. Des cours d'eau, à l'aspect de torrents et de faible longueur, dévalent le massif en creusant des ravines profondes. La plupart des sources se situent à moins de 1 000 m à l'exception de celles qui alimentent en eau Buea. Cette situation pose des problèmes à certains villages situés au-dessus de 700 m d'altitude. Dans le domaine climatique, les effets de la présence de cette masse montagneuse face aux vents pluvieux venus du sud-ouest est considérable. La pluviométrie varie en fonction de l'altitude du lieu considéré et de sa situation par rapport au mont Cameroun.

Au nord-est, prolongeant le mont Cameroun, se trouve la ligne de montagnes constituée par le **mont Kupe** (2 050 m) au sud et le **Manenguba** (2 369 m) au nord. Le Manenguba est le plus accessible. C'est un volcan de type hawaïen ou strombolien, éventré par deux caldeiras successives. Le mont Kupe, qui domine Nyassosso de 800 m, est par contre une intrusion gabbro-syénitique entourée de roches volcaniques et qui présente des pentes encore très fortes. Bordant à l'ouest cette ligne montagneuse, le bassin d'effondrement bakossi a été le théâtre d'une activité volcanique récente qui a laissé une cinquantaine de cônes volcaniques. Il est limité à l'ouest par l'escarpement des collines d'Edib (1 000 m - 1 200 m) et s'étend du nord au sud de Tombel à Bangen. L'altitude varie entre 300 m et 800 m.

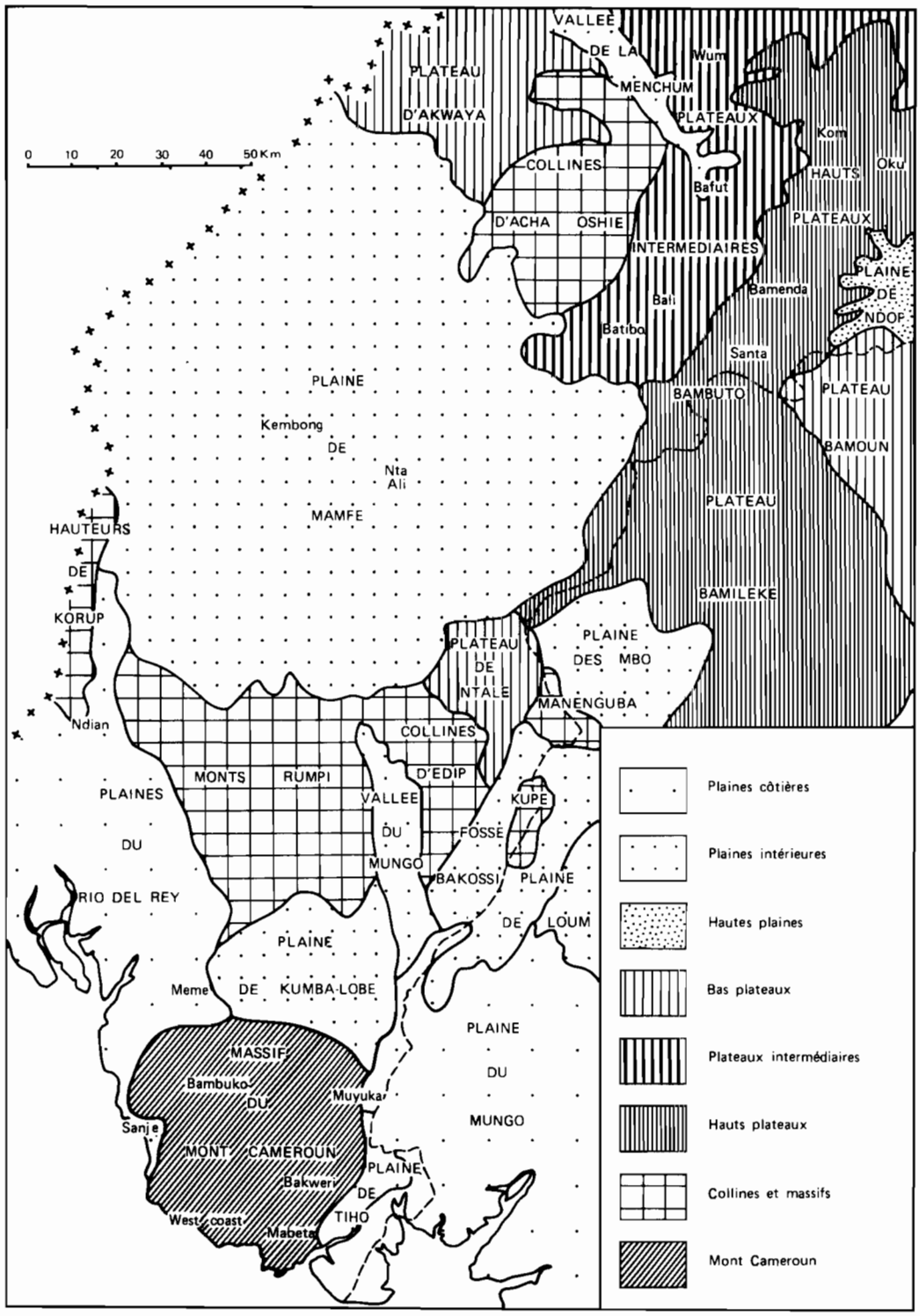


Figure 2 - Ensembles physiques.

A l'ouest, les **monts Rumpi** (1 494 m) couvrent plus de 500 km^2 autour de Dikume Balue. Au nord de ce village, on trouve un glacis basaltique dont l'altitude décroît du sud au nord de 1 000 m à 600 m. Ce glacis est dominé par un bourrelet trachytique, orienté nord-sud, culminant à 1 500 m. Au sud-est, le relief accidenté a été remodelé par un épais recouvrement basaltique. Au sud-ouest, le paysage est plus ouvert, des vallées profondes séparent des crêtes ramifiées. Une activité volcanique ancienne a recouvert les formations de socle.

Quelques petits massifs montagneux apportent une diversion à la monotonie de la plaine de Mamfé. Parmi ceux-ci, le **Nta Ali** aux formes jeunes culmine à 1 212 m. C'est un petit massif de syénite autour duquel affleurent des trachytes.

Les plaines ont en commun leur petitesse (mis à part le bassin sédimentaire de Mamfé) et une grande importance sur le plan humain. Les **plaines côtières** - plaine de Tiko, de la Sanje (Idenau), plaines bordant le Rio-del-Rey, bassin du Mungo - ont fixé dès l'époque allemande les plantations industrielles. La plaine de Tiko est à tous égards la plus caractéristique. Elle présente un paysage de plantation industrielle ; sa mise en valeur est presque totale. S'étendant sur près de 27 km dans le sens SW-NE, large de 3 à 6 km, elle est remarquablement plate. Les huit rivières descendant du mont Cameroun (direction NW-SE) ont creusé des vallées relativement profondes et leurs eaux sont utilisées pour l'arrosage des bananiers. Elle peut être divisée en deux parties en fonction des sols, d'origine volcanique dans la partie SW, d'origine alluviale dans la partie NE. Ces sols hydromorphes ont été conquis les derniers par le palmier à huile et l'hévéa, alors que les bananeraies sont installées dans l'autre partie. Les écoulements basaltiques et l'érosion marine sont intervenus dans le façonnement du modelé de la plaine.

La plaine de Kumba-Lobé unit le bassin du Mungo à celui de la Meme. Les pentes y sont faibles et l'activité volcanique n'y est marquée que par la présence de quelques cônes et de lacs de cratère qui en déterminent les limites (lacs Barombi Mbo et Koto, lac Soden). Les matériaux volcaniques d'origine récente (cendres, lapillis, laves) forment le soubassement de cette plaine.

La plaine de Mamfé est la principale plaine intérieure. Elle est drainée par la Cross River et ses affluents provenant des monts Rumpi, du Manenguba, des Bambouto ou du plateau de Bamenda. Cette rivière est enfoncée dans certains points de son parcours et ses affluents la rejoignent souvent par des vallées suspendues. La partie centrale de la plaine est constituée par un golfe sédimentaire de 20 à 40 km de large s'étendant sur 80 km de long en territoire camerounais. Elle est formée de grès tertiaires et entourée de formations de socle traversées d'intrusions de syénite, de diorite, de dolérite (comme le Nta Ali), recouvertes de basaltes et de trachytes (la tache de basalte de Kembong en particulier). L'extension de la couche sédimentaire a sans doute été plus importante mais s'est trouvée déblayée par l'érosion. Des sources salées souvent exploitées existent dans cette plaine.

Les hautes plaines alluviales du plateau de Bamenda ont également un rôle important dans la vie de la région. La plus importante est la **plaine de Ndop** à 1 200 m d'altitude, drainée par le Nun et limitée au nord, à l'est et à l'ouest par des escarpements de 300 à 400 m de dénivelée. Au sud, le massif granitique du Nkogam forme la limite. Elle occupe une superficie de 880 km^2 au Cameroun Occidental. Il semble que la plaine ait été formée par une coulée de lave qui aurait bloqué le cours du Nun et que les alluvions se seraient déposées dans des conditions semi-lacustres. Aujourd'hui, une bonne partie de la plaine est marécageuse et peuplée souvent de palmiers-raphia. Le reste est constitué par des dépôts alluviaux venant du fleuve, et colluviaux provenant des escarpements granitiques.

La vallée de la Menchum (600 à 700 m d'altitude) est relativement large dans deux sections : au sud dans la zone de Tingoh-Bafut, au nord dans le pays esimbi. Des chutes séparent ces deux parties : l'une alluviale et marécageuse, l'autre associant du matériel volcanique aux alluvions.

Ces deux hautes plaines, peu cultivées, constituent des zones d'extension possibles de l'agriculture. La maîtrise des eaux est cependant nécessaire pour permettre ce développement.

La zone de collines et de plateaux s'étend surtout au nord. Au sud-est de la plaine de Mamfé, le **plateau de Ntale** et les **collines d'Epen** constitués par des grès secondaires ont été soulevés et cassés, et sont jalonnés d'intrusions trachytiques. Ils constituent avec les **collines d'Edib** (socle soulevé et cassé) l'escarpement est du graben bakossi. A l'ouest des monts Rumpi, les hautes collines de la réserve forestière korup, culminant à 1 137 m, sont mal connues. C'est au nord de la plaine de Mamfé que se développent les plateaux dont l'altitude est supérieure à 900 m. On a coutume d'appeler cette région les Grassfields ou le Bamenda (2). La montée sur le plateau à proximité de Widekum est brutale et l'escarpement abrupt. On distingue dans cette zone, d'une part, un haut plateau formé de laves où les surfaces s'étagent entre 1 300 et 2100 m, d'autre part, un plateau intermédiaire, d'altitude variant de 900 à 1 300 m, formé d'éléments du socle parfois recouverts de matériaux volcaniques.

Ces diverses surfaces sont surmontées d'appareils volcaniques tels que le pic de Santa qui domine le Santa Coffee Estate installé dans un cratère, ou le mont Oku (3 008 m) point culminant du Bamenda. Ces hauteurs sont orientées SW-NE comme la plupart des reliefs de la région. Au sud, une série de collines granitiques entaillées par les affluents de la Momo ou de la Menchum s'étend sur une zone parallèle au cours de la Menchum, de Gwofong à la frontière du Nigeria. HAWKINS et BRUNT les ont appelées «**Acha-Oshie mountains**». La région d'Akwaya prolonge à l'ouest ces collines.

Parmi les plateaux inclus dans l'atlas, on peut distinguer dans les **plateaux dits «intermédiaires»** le plateau de Wum, recouvert de cendres volcaniques, le plateau de Bafut-Bali-Batibo plus entaillé par les rivières et dont la surface granitique est recouverte, par endroits, par des laves. Ce sont les zones occupées par des populations sédentaires.

Parmi les **hauts plateaux**, l'aspect morphologique crée des différences. Des hauteurs, dominant par des abrupts les plateaux intermédiaires ou les hautes plaines, relient trois ensembles entre eux : le massif d'Oku, le plateau Kom profondément entaillé par trois affluents de la Menchum, la région de Santa où l'action de l'érosion est moins forte. Ce sont par excellence les pays du café *arabica* et de l'élevage. Le contact entre les deux séries de plateaux se fait par une falaise. La ville de Bamenda est divisée en deux par cette falaise : la «station» (ville administrative) se trouve sur le haut plateau autour du fort construit par le colonisateur allemand ; en contrebas, la ville africaine s'étale aux limites de deux chefferies : Bafreng et Mankon.

KABERRY décrit ainsi Bamenda : «Bamenda Station is situated on the edge of the escarpment of this more southern range and to the traveller returning from trek in the outlying parts of the Province it seems a miniature metropolis with its cluster of European houses, its old German fort (now functioning as a district office), its hospital, school, post office, police station and cemetery ! At the foot of the hill sprawls Abakpwa a mixed community of Hausa and members of surrounding tribes. Here the Roman Catholic and American Baptist Missions have their headquarters, while close to the African market a U.A.C. caters for the material needs of the populace» (3).

b - La mise en place des formes actuelles

La majeure partie de la région étudiée se compose d'un socle granitique ancien, pénéplané, rajeuni par de récentes dislocations et des éruptions volcaniques. Les plaines côtières ou la plaine intérieure de Mamfé se sont constituées au Crétacé et la période quaternaire a vu la création des plaines deltaïques à mangrove que l'on trouve de part et d'autre du mont Cameroun.

---

(2) KABERRY et CHILVER ont désigné cette région sous le terme de Bamenda Grassfields. Pour notre part, nous appellerons cette région les Grassfields ou Grasslands, la région de Bamenda ou le Bamenda.

(3) KABERRY (P.M.) - 1952 - *in* : *Women of the Grassfields*, pp. 18-19.

Pendant la période précambrienne, la zone étudiée était constituée par une fosse marine dans laquelle s'est déposée une masse considérable de sédiments surtout argileux avec des épisodes calcaires. Cette masse a été métamorphisée au cambrien dans les zones d'affaissement et dans les zones de plissement. Ces roches forment le socle, ou complexe de base, qui apparaît aujourd'hui autour du golfe de Mamfé, à l'est des monts Rumpi, au nord-est du Bamenda, socle recouvert ailleurs par les formations volcaniques ou les formations sédimentaires.

Plusieurs types de roche ont été distingués selon le degré de métamorphisme qu'elles ont subi :

- des gneiss et mignatites
- des granito-diorites et des granites anciens
- des granites jeunes et intrusifs (HAWKINS et BRUNT, 1965)
- des gneiss plagioclasiques et quartzites micacées (ensemble pélitique)
- des gneiss calco-alcalins
- des granites, diorites et mylonites (roches cratoniques et plutoniques) - (DUMORT, 1968).

Dans les synclinaux, les gneiss sont le produit du métamorphisme «topochimique», tandis que le «dynamométamorphisme» dans les anticlinaux est responsable de la mise en place des granites les plus achevés.

A l'Albien (Crétacé supérieur) s'est ouvert le golfe de Mamfé qui communiquait vraisemblablement avec la région de Kumba. Au Cénomanien, la mer s'étendait, par la haute Munaya et le plateau de Ntale, jusqu'à Nkongsamba. Durant toute cette époque, les premières formations sédimentaires se sont déposées dans le bassin de Douala (qui communiquait avec celui du Nigeria) et dans le golfe de Mamfé, en particulier la série appelée «grès de base». Cette série atteint une épaisseur de 700 m dans la vallée du Mungo.

Dans le golfe de Mamfé, les formations sédimentaires gréseuses ont été datées de l'Albien et du Cénomanien, et présentent une structure anticlinale axée sur la Cross River à l'est, une structure tabulaire à l'ouest.

On retrouve ces grès dans le plateau de Ntale et les collines d'Epen, ainsi que dans quelques gisements le long de la route Kumba-Nguti. Ces grès ont été profondément touchés par les fractures tertiaires.

Dans le bassin de Douala, divers cycles de sédimentation ont permis le dépôt de plus de 2 000 m de sédiments ainsi répartis (DUMORT, 1968) :

– Crétacé inférieur	:	500 - 700 m
– Crétacé supérieur	:	500 m
– Paléocène	:	500 - 700 m
– Éocène inférieur	:	300 m
– Mio-pliocène	:	100 m (?)
– Quaternaire	:	60 - 70 m.

La flexure de Kompina a joué depuis la fin du crétacé, ce qui explique la différence d'épaisseur des sédiments entre les zones bordières et le centre du bassin (près de 2 800 m contre 1 400 m en bordure). A la fin du Crétacé, une zone haute aurait pris naissance dans la zone Kumba-Debundscha séparant le bassin de Douala du Rio-del-Rey (4).

La période tertiaire va se caractériser par de nombreuses manifestations volcaniques accompagnées de mouvements tectoniques verticaux intenses qui vont affecter le socle pénéplané au cours de l'ère secondaire et les premiers massifs volcaniques. A la même époque, vont se produire les intrusions granitiques

(4) DIEBOLD (P.) - 1960 - Notes sur la géologie du Cameroun méridional. Geological Survey of Nigeria (cité par DUMORT, 1968).

gabbro-syénitiques ou dioritiques qui recoupent les roches préexistantes : le Nta Ali dans les formations gréseuses du golfe de Mamfé, le mont Kupe au centre du graben bakossi et le Nlonako sur sa bordure est.

Les manifestations volcaniques ont eu lieu le long d'un axe NW-SE et dans une bande de terre dont la largeur varie entre 50 et 100 km. Cependant, toutes les cassures observées n'ont pas cette direction.

Ces cassures sont à l'origine du graben bakossi (appelé aussi graben du Makombe), du horst de Ntale, des collines d'Epen et d'Edib, des escarpements ouest et nord des monts Rumpi ou de la limite entre le Bamenda et la plaine de Mamfé. Le tracé de certaines rivières comme la Môné (Mawne), le haut Mungo ou la basse Menchum, a été guidé par ces cassures. Elles affectent d'ailleurs des régions importantes entre Nkongsamba et Ndian, le nord-ouest de la plaine de Mamfé, le nord-est du Bamenda.

La datation des premières manifestations volcaniques a été l'objet de controverses entre géologues. GEZE (1943) les place au Crétacé, tandis que DUMORT (1968) estime qu'«il n'y a aucune preuve de l'existence d'un volcanisme crétacé» et pense que «le volcanisme du Cameroun a débuté à l'Éocène pendant la phase d'émersion».

GEZE (1943) a reconnu, parmi les formations volcaniques, trois séries en fonction de la période d'activité volcanique et du type de roches émises :

- la série noire inférieure caractérisée par les basaltes à porphyre ou sans porphyre et par les roches particulières de l'Etinde ou petit mont Cameroun ;
- la série blanche moyenne constituée par des trachytes et des tufs accompagnés de dykes (mont Oku, pic de Santa) ;
- la série noire supérieure de l'époque quaternaire et actuelle où les produits pyroclastiques (cendres, scories, lapillis) sont les mieux représentés, avec émission de lave scoriacée et de basalte à olivine.

Les basaltes anciens de la série noire inférieure se retrouvent dans le bas plateau de lave du Bamenda (Low lava plateau) dans la région de Kembong, autour de Manyemen, sur la plus grande surface des monts Rumpi, dans quelques massifs autour du mont Cameroun comme celui de Mabeta. Ils formeraient, selon GEZE (1943), le cœur du mont Cameroun. Les constructions volcaniques de cette époque sont de type strombolien ou vulcanien.

La série blanche moyenne est bien représentée dans les monts de Bamenda, la zone centrale des monts Rumpi, le Manenguba ou les Bambouto. Ces zones sont caractérisées par des caldeiras parfois effondrées ainsi que par des dykes de trachyte ou de rhyolite.

La série noire supérieure a surtout affecté la région de Wum, le Bakossi et le mont Cameroun. Des puys bien conservés, de nombreux cratères d'explosion souvent occupés par des lacs sont caractéristiques de cette période.

Les hauts plateaux du Bamenda seraient, pour certains (KOCH, 1959), d'origine tectonique, pour d'autres, le résultat de reprises de l'érosion dues à des abaissements du niveau de base.

BAWDEN et LANGDALE-BROWN (1961) ont pu distinguer dans le Bamenda plusieurs types de modelé selon les formations, correspondant aux trois principaux niveaux d'érosion situés autour de 1 800 m dans les laves, entre 900 et 1 200 m et entre 500 et 600 m dans les granites ;

- Formations alluviales :

400- 500 m	:	basses plaines alluviales (Katsina Ala, Donga)
600- 650 m	:	plaines alluviales intermédiaires (vallées en U de la région granitique, basse Menchum)
900-1 200 m	:	hautes plaines alluviales (plaine de Ndop)

– Formations granitiques :

500- 650 m	:	surfaces granitiques fortement disséquées (montagnes d'Acha-Oshie)
1 100-1 500 m	:	surfaces granitiques vallonnées (Wum-Esu, Mankon)
1 100-1 500 m	:	surfaces granitiques accidentées (pays fungom, Bafut)

– Formations volcaniques :

1 500-1 700 m	:	bas plateau de laves (région de Mmem)
1 600-1 800 m	:	surfaces de laves escarpées (pays kom)
1 800-2 100 m	:	haut plateau de laves surtout trachytiques (monts de Bamenda)
plus de 2 100 m	:	montagnes volcaniques (mont Oku)

Les deux surfaces reconnues dans les granites ont été interprétées par PUGH (1954) comme faisant partie des surfaces du «Gondwana» et d'«Afrique» étudiées dans d'autres régions africaines.

Dans le sud, le rajeunissement du relief dû à la tectonique depuis le tertiaire n'a pas permis le développement de ces surfaces, sauf peut-être dans le Bakossi de l'ouest ou les hauteurs korup. Cependant, l'érosion a fortement entaillé les massifs de basaltes anciens comme cela est visible à Mabeta.

Les régions du mont Cameroun et du Bakossi présentent des caractères particuliers : l'importance des coulées récentes de laves et de boues, la difficulté à obtenir de l'eau en certains points en raison de la porosité du matériau volcanique. Les coulées de boues se forment après des éruptions de cendres quand de fortes pluies surviennent, et de nombreux blocs de laves sont transportés par ces coulées. Le site de Buea se trouve sur de telles coulées.

De hauts niveaux marins ont été reconnus dans le massif du mont Cameroun par HASSELO (1961) et KRENKEL (1928) à 7 m, 40 m, 70 m, 100 m, 250-300 m, 350-400 m. Ces niveaux se traduisent par la présence d'escarpements, de ruptures de pente dans le profil longitudinal des rivières dévalant les pentes du mont Cameroun, ainsi que par de petites plateaux.

Dépôts marins et volcaniques mais aussi fluviaux ont contribué à façonner le modelé des petites plaines côtières. Le contact entre la terre et la mangrove se fait par l'intermédiaire d'une petite falaise de sable qui peut s'élever à l'altitude de 12 m selon HASSELO (1961) et qui aurait pour origine divers niveaux marins. La ville de Tiko se trouve sur une falaise de ce type, et le wharf a été construit à 15 km à l'intérieur des mangroves, sur une langue sableuse longue de 3 km.

Les grandes zones deltaïques colonisées par la mangrove du Wouri et du Rio-del-Rey sont des constructions fluvio-marines récentes. Dans ces deux zones, les pentes des fleuves sont faibles et ceux-ci ne peuvent charrier tous les apports grossiers jusqu'à la mer. Les transgressions marines, notamment la transgression flandrienne, ont permis la formation des cordons littoraux. En arrière de ces cordons littoraux se forment parfois des lagunes, comme dans la région d'Ubenikang. Dans le cas du Wouri, les fleuves se terminent par des chenaux bien délimités, parcourus par des courants alternés maintenant des profondeurs assez importantes (jusqu'à 11 m dans le chenal de Tiko). Les deux deltas se sont installés dans des zones anticlinales et sont activement prospectés par les compagnies pétrolières.

La latéritisation affecte de nombreux sols de la région. Ce phénomène est d'origine ancienne : GEZE (1941) estime qu'il y a eu trois périodes de latéritisation en fonction des variations anciennes du climat au crétacé, au paléocène et à la fin tertiaire/début quaternaire. Cette latéritisation a touché la plupart des roches sauf les séries récentes (alluvions et dépôts pyroclastiques de la série noire supérieure). Les basaltes de la série noire inférieure et certains gneiss semblent les plus touchés par ce processus qui s'accompagne souvent de formation de cuirasses ferrugineuses ou bauxitiques, ou d'un horizon gravillonnaire.

Tableau 1
Géologie de la région

Période	Formations	Structure et tectonique
Précambrien	socle ou complexe de base (granite, gneiss)	nombreux plissements
Crétacé	grès de «base» (golfe de Mamfé, région d'Epen-Ntale, vallée du Mungo, zone du Rio-del-Rey)	– structure anticlinale axée sur la Cross River – premières manifestations volcaniques ?
Tertiaire	formations volcaniques : – série noire inférieure : * basaltes (Manenguba) * roches d'Etinde (petit mont Cameroun) – série blanche moyenne : * tufs (Bambouto, Bamenda) * trachytes (Bamenda, Santa) * rhyolites (falaise de Bamenda) roches plutoniques : granite, syénite, etc.	– mise en place des principaux appareils volcaniques (mont Cameroun, Manenguba, monts Rumpi, monts de Bamenda, pic de Santa, mont Oku) – intrusion de roches plutoniques (mont Kupe, Nta Ali) – principales fractures (graben de Tombel, horst de Ntale et d'Epen, ouest des monts Rumpi) – nombreuses coulées de laves
Quaternaire	– cendres volcaniques (ouest de Kumba, Bakossi, Wum) – basaltes (pourtour du mont Cameroun, Bakossi, nord du Bamenda)	– coulées de laves – émissions de matériel pyroclastique (cendres, lapillis) – nombreux petits cratères aujourd'hui occupés par des lacs
Actuelle	– basaltes (mont Cameroun) – alluvions fluviales (plaine de Ndop, vallée de la Menchum) – colluvions (plaine de Ndop) – alluvions marines (rio-del-Rey, bassin de Douala)	– coulées de lave du mont Cameroun

c - Climat et végétation

La région se trouve dans la zone de climat tropical humide. Le mécanisme expliquant ce type de climat, mouvement des masses d'air ou déplacement des zones de haute et basse pression, ne sera pas évoqué ici (5). On devrait donc observer dans la région une pluviométrie annuelle relativement élevée (plus de 2 m), une répartition mensuelle avec un maximum des pluies en juin, juillet, août, septembre,

(5) Le lecteur pourra se reporter utilement à l'ouvrage de J.B. SUCHEL (*op. cit.*) ou au commentaire de M. GENIEUX sur la climatologie du Cameroun (*in* : Atlas du Cameroun, 1961).

octobre et un minimum en décembre, janvier, février, des températures variant entre 20 et 35° maximum avec une moyenne située entre 25 et 30°, une humidité relative descendant rarement au-dessous de 75 %. Ce type de climat est bien représenté par trois stations climatiques situées dans des plaines : Mamfé (3 à 4 m de pluies annuelles), Tiko (3 m) et Ndian (5 à 6 m).

Les facteurs géographiques créent de nombreuses perturbations dans la répartition des zones climatiques, en particulier l'altitude et la situation des reliefs. Ce phénomène est spécialement net dans la région du mont Cameroun. Debundscha (9,9 m de pluies annuelles), station côtière au sud-ouest du mont Cameroun, s'oppose à Mpundu (1,8 m), station située au nord-est du mont Cameroun en position d'abri, et au sommet Fako qui reçoit moins de 2 m de pluie. LEFEVRE note que «s'il n'y avait pas le mont Cameroun, le tracé de l'isohyète 4 000 mm suivrait sensiblement la côte, tandis que l'isohyète 3 500 mm passerait au nord d'Ekona»(6). La station de Debundscha a enregistré par deux fois pendant une période de 40 ans des hauteurs annuelles de pluie de plus de 14 m et l'irrégularité interannuelle y est très élevée. SUCHEL a utilisé les expressions de «régime à paroxysme» et de «régime d'abri» pour désigner les zones subissant la mousson et celles qui sont protégées par un écran montagneux. Cette dissymétrie se retrouve avec une moindre intensité dans les autres massifs : le Kupe-Manenguba (Nyassosso : 4,1 m, Nkongsamba : 2,7 m), l'escarpement des Bambouto (Fontem : 4,3 m, Dschang : 1,9 m), les monts de Bamenda (Bamenda Hospital : 1,7 m, Ndop : 1,5 m).

Plus qu'au contraste pluviométrique, le voyageur est sensible à la différence de température entre Tiko et Buea, Mamfé et Bamenda. Au fur et à mesure qu'il s'élève, l'atmosphère est moins lourde, plus fraîche, l'air semble plus sec.

Tableau 2
Variation des températures et altitude

Station	Altitude	t° maximum (degré centigrade)	t° minimum (degré centigrade)
Tiko	30 m	33° (mars)	21° (janvier)
Tolé	600 m	29° (avril)	17° (janvier)
Mamfé	152 m	34° (mars)	18° (janvier)
Bamenda	1615 m	27° (février)	14° (août)

Au sommet du mont Cameroun, la température moyenne annuelle enregistrée est de l'ordre de 4° alors qu'à Buea (altitude 915 m) elle est de 20°. Il n'est pas rare de voir de la neige sur le plateau le plus élevé et dans le Bamenda les gelées sont relativement fréquentes.

La variation mensuelle des précipitations est importante pour la croissance de la végétation. Le nombre de mois secs (moins de 50 mm de pluie) varie très peu entre les diverses stations : aucun à Ndian ou Debundscha, 2 à Tiko, Kumba, Mamfé, Bamenda ou Wum (décembre et janvier), 3 dans les zones d'abri (Mpundu, Bai estate, plaine de Ndop). L'humidité relative reste cependant toujours au-dessus de 50 %; à Bamenda, les moyennes enregistrées varient entre 41 % et 83 %, à Tiko entre 65 % et 86 %, à Mamfé entre 62 % et 80 %.

Si les sols retiennent correctement l'eau, il ne semble pas que les plantes aient à souffrir d'un manque sauf dans les zones où la saison sèche dure trois mois et plus.

Sur le plan botanique, la région se divise en deux parties fondamentales : la forêt des zones basses et les savanes des parties hautes. Le contact se fait au niveau de l'escarpement du plateau de Bamenda et

(6) LEFEVRE (R.) - 1967 - *in* : Aspect de la pluviométrie dans la région du mont Cameroun. *Cah. ORSTOM, sér. Hydrol.*, vol. IV, 4, p. 22.

de son prolongement d'Akwaya. L'altitude et le climat apportent des nuances dans ce schéma si bien que l'on distingue généralement cinq types de végétation dans la région :

- la mangrove (mangrove swamp forest) dans les zones marécageuses du Wouri et du Rio-del-Rey constituée de palétuviers (*Rhizophora*) et de raphias ;
- la forêt dense humide sempervirente ou forêt biafréenne (moist evergreen rain forest) que l'on trouve encore dans les zones basses de moins de 300 m ou sur les pentes fortement arrosées des massifs montagneux ;
  la forêt dense humide semi-décidue (deciduous rain forest) caractérisée par la chute des feuilles, qui succède souvent à la forêt biafréenne dans les zones défrichées occupant généralement les plateaux de 600 m à 900 m de la zone centrale ;
- les formations mixtes forestières et graminéennes (tree and shrub savannah) provenant de l'attaque de la forêt dense humide de montagne, qui occupent la majeure partie du plateau de Bamenda (de 900 m à 1 500 m) ;
- la savane herbeuse et la forêt de bambous d'altitude (grass savannah and bamboo forest) dominant sur les massifs montagneux (monts de Bamenda, mont Oku).

Les paysages végétaux actuels sont rarement les paysages originels : la forêt dense humide qui atteignait l'altitude de 1 500 m et la forêt de montagne qui devait couvrir les hauts plateaux de lave du Bamenda ont disparu en partie et ont fait place à des formations forestières secondaires ou à des savanes. Ces savanes herbeuses font l'originalité du Bamenda, appelé pour cette raison Grassfields ou Grasslands. Deux types d'herbe dominent dans cette zone : l'*Hyparrhenia* et le *Sporobolus*. On retrouve ce type de végétation sur le Manenguba et le mont Cameroun.

La savane herbeuse occupe la plus grande partie des hauts plateaux de lave et des hauteurs granitiques d'Oshie. On la retrouve dans la région de Wum et du lac Nyos (pays bum et fungom). Sa répartition coïncide avec celle des troupeaux fulani ou aku. Ailleurs, il s'agit d'une savane arbustive. Dans les bas-fonds comme dans la plaine de Ndop, les marécages portent une végétation de palmiers-raphia, de fougères et de roseaux et dans les zones saisonnièrement inondées, l'herbe à éléphant (*Pennisetum purpureum*) prend souvent la première place parmi les plantes, face à l'*Hyparrhenia* ou l'*Imperata cylindrica*. Ces zones constituent les pâturages de saison sèche des troupeaux fulani.

d - Les sols

On peut distinguer quatre classes de sols :

- les sols bruts ou peu évolués d'érosion ou d'apport sur roches granitiques, volcaniques ou sur alluvions ;
- les sols bruns sur matériau volcanique récent ;
- les sols ferrallitiques faibles ou typiques, humifères ou à concrétions ;
- les sols hydromorphes caractérisés par un excès d'eau temporaire ou permanent.

Les sols bruts ou peu évolués d'érosion occupent une faible surface. Ils sont localisés sur le pourtour des massifs montagneux ou des falaises (mont Cameroun, Nta Ali, mont Kupe). Ils sont riches en matières organiques mais généralement peu profonds. Les sols peu évolués d'apport sur cendres volcaniques rencontrés dans la région de Wum ou la moyenne Meme sont plus profonds et ont une grande richesse chimique. Sur alluvions fluviatiles, la qualité de ces sols dépend du matériau originel. Ils ont, cependant, une faible capacité de rétention de l'eau.

Les sols bruns sur matériau volcanique récent ont une grande importance dans le sud : Sud-Bakossi, région de Kumba, pourtour du mont Cameroun. Ils retiennent bien l'eau et leur richesse chimique est élevée. Ils sont considérés comme les meilleurs sols de la région.

Les sols ferrallitiques sont caractéristiques de la plus grande partie de la région. Ils se développent aussi bien sur roche acide (en général sur le socle granitique) que sur roche basique (roche volcanique) ou sur sédiments.

Les sols ferrallitiques rouges, qui se développent sur les vieux basaltes, occupent de larges surfaces (Bali, Batibo, Kembong, monts Rumpi, pourtour du mont Cameroun, régions de Nguti et de Bangem). Ces sols sont riches en concrétions qui peuvent s'indurer et former des cuirasses. La richesse chimique est moindre que celle des sols formés sur roche volcanique récente.

Les sols ferrallitiques jaunes sur roches acides couvrent la plus grande surface de la région. Très sableux, ils ont une bonne perméabilité mais sont très pauvres en éléments chimiques. Ils présentent parfois des qualités mécaniques intéressantes.

Les sols ferrallitiques jaunes sur sédiments que l'on trouve dans le bassin de Douala, le pourtour du Rio-del-Rey, la haute Munaya ou le golfe de Mamfé, présentent une capacité moyenne de rétention de l'eau en profondeur et un taux de matières organiques peu élevé. Le concrétionnement en profondeur est cependant moins important que dans le groupe précédent. Si ces sols sont lessivés, ils présentent un horizon blanchi, appauvri en argile et en fer et, dans ce cas, ils sont très pauvres.

La dernière catégorie de sols ferrallitiques est bien représentée par les sols humifères des hauts plateaux de Bamenda. On les trouve sur roche volcanique tertiaire de 1 500 à 2 100 m, sous pluviométrie relativement élevée (plus de 2 m de pluies annuelles). Ils ont une forte teneur en matières organiques, sont chimiquement pauvres en bases (calcium, potassium, magnésium) et en azote. Le taux de gravillons peut être important quand la pente est forte.

Les sols hydromorphes se rencontrent sur de petites surfaces dans quatre zones : plaine de Tiko, pourtour du Rio-del-Rey, plaine de Ndop, vallée de la Menchum.

Dans les sols d'apport d'origine marine, on distingue deux groupes selon l'importance de l'influence volcanique : les sols volcaniques (sud de la plaine de Tiko) et non volcaniques (nord de la plaine de Tiko, pourtour du Rio-del-Rey.

Les premiers rappellent les sols établis sur roches volcaniques récentes. Ils diffèrent cependant par la profondeur (moins profonds) et sont souvent recouverts d'une croûte de cendres volcaniques, ce qui pose quelques problèmes d'écoulement des eaux en saison humide.

Les seconds sont relativement pauvres en éléments nutritifs pour les plantes et le drainage y est un problème. Ils ne conviennent qu'à des plantes peu exigeantes.

La plaine de Ndop et, à un moindre degré, la vallée de la Menchum dans le pays bafut présentent plusieurs types de sols hydromorphes : des sols tourbeux à très forte teneur en matières organiques, sur lesquels poussent les palmiers-raphia, des sols plus ou moins organiques selon le type de drainage, qui ont une relative richesse minérale, des sols minéraux dont les caractéristiques varient selon le drainage, le matériau originel et la pente. Ces sols ont un bon potentiel chimique et, bien drainés, ils sont susceptibles de porter de nombreuses cultures (cultures vivrières, maraîchères, riz).

B - LES SERVITUDES DU MILIEU PHYSIQUE

a - Le milieu physique et les communications

La route est aujourd'hui pour la région le moyen de communication essentiel.

Les routes principales ne sont praticables qu'une partie de l'année sauf dans le sud, et les routes secondaires sont particulièrement mauvaises. La forte saison des pluies - plus de 250 mm de pluie pendant cinq mois à Bamenda, six mois à Mamfé, sept mois à Kumba et neuf mois à Idenau - n'est pas sans conséquences sur l'état du réseau. Après chaque saison des pluies, la remise en état des routes est nécessaire.

Pour éviter une dégradation trop rapide de l'état des pistes, certaines sont à sens unique : Bakebe-Nguti, Bachuo-Akagbe-Widekum, Bafut-Befang. Dans le sud, où la saison des pluies est plus longue et d'intensité plus forte, la réfection des routes s'avère coûteuse. La route Bota-Idenau estate, dans sa partie centrale, doit être régulièrement refaite.

Le franchissement de reliefs, de cours d'eau, pose des problèmes qui ne peuvent être résolus avec les moyens techniques et financiers dont disposent les Local Councils. Ainsi, la progression de la route Bakebe-Fontem est stoppée par la construction d'ouvrages d'art.

La création d'une piste est généralement plus facile sur le plateau qu'en forêt mais les routes qui franchissent l'escarpement abrupt séparant les plaines des hauts plateaux sont toujours difficiles à tracer. On peut citer l'exemple de la route de Fontem à Dschang, de Mamfé à Widekum, ou de la liaison Bamenda-Wum entre Befang et le plateau de Wum.

Voici ce que notait déjà BERRIL en 1961 à propos du réseau routier : «Roads are passable in the Bamenda grasslands, where road building and maintenance are relatively cheap and easy ; but, in the mountainous forest areas, building and maintenance are both difficult and expensive. So-called «trunk roads» often deteriorate into one-way tracks that zigzag up and down the steep forested escarpments. Even during the dry season, ruts, steep gradients, and hair-pin bends make lorry and bus travel a punishing experience. In the wet season it is far worse ; and traffic tears the loose road surface to pieces».

La construction d'ouvrages d'art a été nécessaire pour franchir certains grands cours d'eau : la Cross River, la Menchum, la Meme, le Mungo. Partout des ponts étroits en dur ont été construits. Entre Buea et Mamfé, ARDENER cite le chiffre de 450 ponts.

Dans les plaines inondables, les pistes doivent être sur remblai pour éviter les risques d'inondation. La piste Bamenda-Wum, les petites pistes de la plaine de Ndop sont souvent envahies par l'eau et impraticables en saison des pluies.

Une part non négligeable de la région n'a pas de routes carrossables, notamment la sous-préfecture d'Akwaya ou la préfecture de Ndian dans la zone forestière. Les relations entre la région d'Akwaya et les zones voisines se fait uniquement à pied. Quatre à sept jours de marche sont nécessaires pour joindre Mamfé ou Wum. Cependant les populations peuvent communiquer plus facilement avec le Nigeria qu'avec le Cameroun. Les rivières ne sont pas navigables en raison de la présence de rapides sur leurs cours. Dans ces zones, les pistes pour piétons sont les principaux axes de communication pour lesquels le milieu naturel n'est pas un obstacle.

La navigation fluviale a été abandonnée sur le Cross River entre Mamfé et Calabar, sur le Mungo entre Mukonje et Tiko. Seules, la Meme et la Ndian sont encore utilisées par les barges de la Pamol ou de la C.D.C. et par les pirogues locales. Dans les estuaires, des bateaux-taxis ou des pirogues à voile sillonnent les bras de mer et s'aventurent au large. Un certain nombre relie ainsi Calabar à Douala via Ubenikang, Sanje et Victoria en longeant de près la côte car la mer est parfois très forte.

L'établissement d'axes de communications doit tenir compte du milieu physique. La création d'axes avec les seuls moyens des communautés rurales n'est possible que là où le milieu est favorable. L'utilisation des moyens techniques modernes permet de franchir certains obstacles, mais le coût de construction et d'entretien est élevé (7). Dans la mesure où des choix sont faits ils avantagent toujours les zones déjà favorisées.

---

(7) En 1960, K. BERRIL estimait le coût d'un mile entre 16 500 £ et 18 300 £ dans la zone forestière, contre 6 000 £ à 8 000 £ dans les Grassfields.

b - Le milieu physique et l'agriculture

L'agriculture dépend étroitement du milieu physique, des sols, du climat, de la topographie.

Certaines plantes recherchent un milieu particulier et ne peuvent pousser ailleurs. Ainsi, le café *arabica* exige des conditions climatiques assez strictes : pas de saison sèche supérieure à quatre mois, pluviométrie de plus de 1 500 mm, température moyenne située entre 17° et 23° sans écarts considérables entre le minimum et le maximum. Son aire d'extension en altitude se situe entre 800 et 2 400 m.

D'autres plantes s'adaptent assez bien à différents milieux. Ainsi, le macabo cultivé dans les jardins de case se trouve dans presque tous les types de sols du Cameroun Occidental. Cette plante aime pourtant l'humidité et les sols riches et profonds. Avec un peu de fumure on arrive à la faire pousser un peu partout.

On peut donc distinguer des plantes exigeantes qui ne peuvent s'adapter qu'à certains milieux, des plantes moins exigeantes et des plantes «rustiques».

Le café *arabica* est une plante exigeante, le bananier également. Ce dernier exige une température moyenne de 25° (au-dessous de 12° les fruits sont endommagés), et a des besoins en eau très importants (un minimum de 100 mm par mois). Il aime les sols riches et bien aérés. Il craint les tornades et les vents violents fréquents sur les pentes du mont Cameroun (dans les mois d'avril-mai et de septembre-octobre). Le thé, lui, préfère l'altitude. Si la température est trop basse pendant les mois froids, sa croissance se ralentit. Il a besoin d'un ensoleillement suffisant (8) et les précipitations annuelles doivent être supérieures à 1 200 mm et relativement bien réparties dans l'année (autrement l'irrigation est nécessaire). Il pousse sur beaucoup de sols mais les plus favorables sont les terrains riches et très profonds. Les meilleures qualités sont obtenues en haute montagne (2 000 à 2 500 m).

Le cacaoyer est un arbre délicat qui aime la chaleur (15° minimum) et qui doit se cultiver sous couvert végétal. Il aime les terrains riches en potasse et en azote. Il a également besoin d'une pluviométrie suffisante.

Parmi les plantes industrielles, le palmier à huile et l'hévéa font figure de plantes rustiques s'adaptant à des sols pauvres mais appréciant l'humidité et la chaleur. Les meilleurs rendements sont obtenus dans les zones où la pluviométrie est importante et bien distribuée, l'ensoleillement suffisant, les sols riches. Ajoutons que l'hévéa aime les sols profonds qui lui permettent de résister aux vents et à la sécheresse.

Les cultures vivrières (9) pratiquées au Cameroun Occidental se sont adaptées à tous les sols. Certaines, cependant, ont des exigences en eau et en matières organiques comme le macabo ou l'igname. D'autres, comme l'arachide, affectionnent les sols sableux et se contentent d'une pluviométrie modérée, au contraire de la canne à sucre qui apprécie une assez forte pluviosité et des sols non acides, lourds. Le manioc, dont on fait le «gari», peut être cultivé dans des sols pauvres et a une grande résistance à la sécheresse. La banane plantain a les mêmes exigences que la banane douce. Le maïs demande chaleur et humidité et a besoin de sols riches. Le riz enfin, cultivé en petite quantité dans la région d'Akwaya, s'adapte à beaucoup de terres de culture et n'est réellement exigeant que pour son alimentation en eau.

La distribution spatiale de ces cultures ne correspond pas toujours à leurs exigences. L'apport d'engrais ou de fumure permet de compenser certaines déficiences des sols. D'autre part, des préférences alimentaires, liées aux goûts des populations, font que des plantes adaptées à un certain milieu n'y sont pas ou y sont relativement peu cultivées : le maïs dans la zone forestière, par exemple. Des choix entre cultures demandant plus ou moins de travail sont aussi effectués. Le manioc, plus facile à cultiver que l'igname, lui est souvent préféré.

---

(8) Il aurait besoin de 5 h d'ensoleillement par jour, soit plus de 1 700 h par an. Voici quelques données sur l'ensoleillement de la région : Tolé 948 h, Mukonje 1 666 h, Bamenda 1 895 h.

(9) Certaines cultures considérées comme «vivrières» peuvent dans d'autres zones être des cultures «commerciales» : l'arachide, la canne à sucre, par exemple.

Dès l'instant où l'on envisage l'emploi de machines agricoles, le facteur topographique devient important. Dans les zones où les pentes sont supérieures à 20° la culture mécanique est impossible. Les plantations industrielles s'installent donc sur des terrains à faible pente. HAWKINS et BRUNT (1965) estiment ainsi le pourcentage cultivable mécaniquement en fonction de la pente :

1° –	5°	75 %
5° –	10°	50 %
10° –	20°	25 %

Parmi les plantations de la C.D.C. dans deux domaines, nous avons pu constater que des pentes de 5° à 10° étaient plantées de palmiers à huile et d'hévéas à Moliwe (section de Saxenhof sur la route de Tolé-Victoria), à Bimbia (route de Victoria-Mabeta).

On voit ainsi que si les plantations industrielles peuvent être libérées de la contrainte pédologique par l'apport de grosses quantités d'engrais (1 000 tonnes d'engrais pour 4 300 ha de palmiers à huile à Ndian), elles sont plus sensibles à la topographie que les plantations paysannes. De toute manière dans leur recherche du coût de production le moins élevé, les plantations industrielles utilisent de préférence les meilleurs sols pour les cultures exigeantes, et ceux qui sont à faible pente et proches du port d'exportation. Le meilleur exemple dans ce domaine reste la culture du bananier. Cette culture, aujourd'hui mineure, s'était étendue à des domaines éloignés (Tombel, Boa, Lobé) et sur des terres de richesse moyenne (sols ferrallitiques sur sédiments anciens ou sur roches volcaniques anciennes). Elle se trouve sur les meilleurs sols de la région à 15 km maximum du port d'exportation (Tiko). L'utilisation de l'irrigation et des engrais, cependant, s'avère nécessaire pour augmenter les rendements, et la protection de la plante contre les animaux nuisibles et la moisissure du fruit est assurée par des traitements appropriés et l'emploi de gaines de polyéthylène.

Les deux tableaux 3 et 4 qui suivent indiquent sommairement les relations entre le milieu physique et l'utilisation du sol pour les cultures paysannes et les plantations industrielles. Dans les deux cas, le milieu physique apparaît comme contraignant pour certaines plantes seulement. On a vu, cependant, que le bananier, plante exigeante, a été cultivé sur des sols qui ne lui étaient pas spécialement favorables, avant 1963, quand sa vente apportait des rentrées d'argent importantes.

Dans des régions où les sols sont très pauvres, comme c'est le cas dans la plaine de Mamfé, les sols qui sont un peu plus riches jouent un rôle considérable. Autour de Kembong, une tache de basalte ancien de 250 km^2 environ a fixé une population de 21 000 h, répartie en 22 villages de grosse taille (958 h en moyenne par village). Elle produit 44 % du cacao, 54 % du café *robusta*, 51 % des palmistes commercialisés dans l'arrondissement de Mamfé, sur 1/20^e de la surface seulement. De même, une étude de l'utilisation du sol dans les Grassfields (10) a montré que les pâturages et les cultures se concentraient sur les meilleurs sols (sols volcaniques, sols granitiques à texture fine, sols colluviaux).

Si les activités agricoles dépendent du milieu physique, elles contribuent aussi largement à transformer ce milieu parfois en l'améliorant (plantations d'eucalyptus, introduction de nouvelles herbes dans les Grassfields), le plus souvent en le détériorant. La pratique du défrichage par le feu et du déboisement, le surpâturage sur les plateaux, favorisent l'apparition d'une végétation sans intérêt ou même l'érosion. La trop courte durée des jachères ne permet pas aux sols de se régénérer. Il en résulte un appauvrissement qui se retourne contre les agriculteurs. Le tableau 5 montre que les agriculteurs connaissent les sols les plus riches mais la pression démographique les oblige à adopter une jachère relativement courte même dans les zones à sols pauvres.

(10) BAWDEN (M.G.), LANGDALE-BROWN (I) - 1961.

Tableau 3
Les sols et leur utilisation

Type de sols	Cultures pratiquées	Surface cultivée	Observations
	A – Région forestière		
Volcaniques jeunes (1)	cacao, café *robusta*, bananes, macabos, plantains, légumes européens, cultures vivrières	relativement importante	intensification des cultures et développement possibles
Volcaniques d'apport sur cendres (2)	cacao, café *robusta*, macabos, plantains, cultures vivrières	moyenne	,,
Volcaniques anciens (3)	cacao, café *robusta*, palmier à huile, plantains, macabos, cultures vivrières	très peu cultivée sauf région de Kembong	développement du palmier et de l'hévéa
D'apport sur alluvions marines et cendres volcaniques (9)	plantations industrielles de palmiers, hévéas et bananiers	très forte	implantation des cultures exigeantes souhaitable
Hydromorphes à gley de profondeur (12)	plantations industrielles de palmiers et d'hévéas	faible	extension des cultures du palmier et de l'hévéa possible avec bon drainage
Ferrallitiques sur sédiments et roches volcaniques (11)	cacao, café *robusta*, cultures vivrières	très faible	développement des cultures peu exigeantes possible avec fumure. fonds de vallée utilisables pour cultures vivrières
Ferrallitiques sur roches sédimentaires (13)	,,		
Ferrallitiques sur roches granitiques (7)	,,	pratiquement inutilisée	à réserver à la forêt
Bruts ou peu évolués sur roches granitiques ou volcaniques (68)		inutilisée	inutilisables, forêt dans quelques cas
	B – Grassfields		
Volcaniques jeunes (1) (900-1 200 m)	maïs, arachides, macabos, haricots, pâturages toute l'année	faible	possibilité d'intensification et d'introduction de cultures commerciales (cacao, palmier à huile)
Ferrallitiques humifères sur roche volcanique (5) (1 500-2 100 m)	café *arabica* (grosse production), maïs, macabos, pommes de terre, choux, pâturages de saison humide	moyenne	possibilité d'intensification et de culture du thé
Ferrallitiques sur roche granitique (7) a - à texture grossière (900-1 200 m)	palmier à huile, pâturages extensifs de saison sèche, cultures vivrières (fonds de vallée)	faible	valables pour forêt, pâturages, palmier à huile
b - à texture plus fine (1 200-1 800 m)	café *arabica* par endroits, cultures vivrières	moyenne à très cultivée	intensification des cultures possible
Apports (colluviaux pyroclastiques) (1 - 10 - 12) a - plaine de Ndop	maïs et arachide en culture intensive (sols colluviaux), macabo (sols alluviaux), pâturages de saison sèche (sols temporairement inondés), raphias (sols marécageux)	faible	culture du riz, de la canne à sucre et cultures maraîchères possibles avec bon drainage
b - vallée de la Menchum	palmier à huile, cultures vivrières	faible	riz inondé et extension des palmeraies possibles

Nota - Les chiffres entre parenthèses comme (1) sont ceux qui sont indiqués sur la carte des sols pour désigner le type de sol cartographié.

Tableau 4
Plantations industrielles et milieu physique

Culture	Domaine	Altitude	Type de sol	Pluviométrie annuelle moyenne
PALMIER A HUILE	Idenau	moins de 50 m	volcanique jeune et alluvions marines	8,4 m
	Debundscha	"	"	9,9 m
	Bota	moins de 100 m	volcanique jeune à frangipane	4,2 - 5,1 m
	Moliwe	100-400 m	volcanique ancien	3,4 m
	Tiko	moins de 50 m	d'apport sur cendres volcaniques et alluvions marines	2,7 m
	Mondoni	"	hydromorphe à gley de profondeur	2,1-2,5 m
	Mpundu	100-200 m	sur alluvions marines	1,8 m
	Lobé	50-300 m	sur sédimentaire et volcanisme ancien	3,7-4 m
	Ndian	moins de 100 m	sur socle granitique et volcanisme ancien	6,2 m
HEVEA	Mabeta-Bimbia	moins de 100 m	sur volcanisme ancien et fonds de vallée argileux	4,3-4,6 m
	Bwinga	moins de 40 m	sur alluvions marines et cendres volcaniques	2,3 m
	Tiko	moins de 40 m	à gley sur alluvions marines	2,8 m
	Likomba	0-300 m	sur alluvions marines et cendres volcaniques	2,2 m
	Missellele	moins de 40 m	à gley de profondeur sur alluvions marines	2,5 m
	Ekona	300-400 m	sur volcanisme jeune	1,9-2,3 m
	Meanja	200-300 m	sur alluvions marines, sur cendres volcaniques	1,8-2,1 m
	Mbonge	moins de 100 m	sur alluvions fluviales et marines	3,3 m
	Mukonje	300-400 m	sur socle granitique sur volcanisme ancien	2,7 m
	Bai	50-300 m	sur sédimentaire et volcanisme ancien	2,7 m
CACAO	Ikange	moins de 50 m	sur alluvions marines	2,8 m
	Ikiliwindi	500 m	sur roches volcaniques jeunes et anciennes	2,5 m
	Tombel	300-500 m	de dépôt sur cendres volcaniques	3,5-4,2m
THÉ	Tolé	600-850 m	sur cendres volcaniques	3,0 m
	Ndu	1900-2100 m	volcanique humifère	2,2 m
BANANES	Tiko	moins de 50 m	sur alluvions marines et cendres volcaniques	2,3 m
	Molyko	500-750 m	sur cendres volcaniques	2,3 m
CAFÉ *ARABICA*	Santa	1800-1900 m	volcanique humifère	2,1 m

Tableau 5
Durée de la jachère, pression démographique, sols

Sols	Population	Jachère	Villages de référence
	A – Zone forestière		
Volcaniques jeunes	très dense éparse	0-3 ans + de 5 ans	Lissoka, Small Ekumbe, Munyange
D'apport sur cendres volcaniques	dense	pas de jachère	Barombi Koto
Ferrallitiques sur basaltes anciens	,,	2-4 ans	Kembong, Ossing
Volcaniques peu évolués	,,	5 ans	Bonakanda
Ferrallitiques sur sédiments et roches volcaniques	éparse	2-5 ans	Ndifor, Lipenja Barombi
Ferrallitiques sur sédiments tertiaires	,,	5 ans	Ayukaba
	B – Grassfields		
Volcaniques humifères (haut plateau)	très dense	2-3 ans	Santa, Oku
Ferrallitiques sur basalte ancien	,,	2-3 ans	Batibo, Big Babanki
Volcaniques jeunes sur cendres	dense éparse	2 ans 3-4 ans	Modelle Su-Bum
Granitiques	dense	1-3 ans	Oshie, Bafut
D'apport alluviaux et colluviaux	,,	1-5 ans	Bamali, Obang

c - Le milieu physique et la répartition de la population

On peut dire, après examen de la carte Populations, que les hommes n'ont pas recherché très particulièrement la proximité des fleuves ou des plaines côtières. Les rives de la Cross River ou la zone nord du Rio-del-Rey sont des exemples significatifs. Si la plaine de Tiko ou la West Coast ont une densité de population élevée, il faut mettre cela au compte de la colonisation allemande qui a favorisé la venue de migrants et assaini ces zones.

Les rivières fournissent cependant avec les lacs et les étangs (souvent aménagés dans la région de Bamenda) du poisson frais aux populations de l'intérieur. Malheureusement, dans la zone forestière, de nombreuses maladies se contractent à proximité des eaux courantes ou stagnantes : maladie du sommeil (nombreux cas dans la région de Fontem en 1969/70), onchocercose, bilharziose. Les pourtours du lac Barombi Koto, un des principaux foyers de cette dernière maladie, sont cependant très peuplés. Les zones

marécageuses des plaines côtières ou des hautes plaines intérieures présentent également un aspect répulsif du point de vue sanitaire, et les populations habitent de préférence sur les pourtours de ces plaines à moins que celles-ci ne soient aménagées, comme c'est le cas de la plaine de Tiko. Ainsi, dans la plaine de Ndop, deux villages sur quatorze sont situés au centre de la plaine et non sur le pourtour.

Les meilleurs sols localisent souvent une bonne part de la population : nous avons cité l'exemple de la tache de basalte ancien autour de Kembong. Les sols volcaniques jeunes du Bakossi supportent la majeure partie de la population de ce groupe ethnique. De même, la plus grande partie des habitants des groupements judiciaires sud bakundu ou bamboko se trouve concentrée sur les sols volcaniques jeunes situés à l'est de Kumba, ou sur les sols d'apport sur cendres volcaniques de la Meme. La population de l'ethnie bakweri se trouve, elle aussi, sur les sols volcaniques jeunes des flancs du mont Cameroun.

Dans la zone des plateaux des Grassfields, la liaison entre forte densité de population et bons sols est moins nette. La chefferie de Bali qui a la plus forte densité (135h/km^2), se trouve sur une zone de sols volcaniques anciens. Les sols volcaniques humifères du haut plateau, réputés les meilleurs, portent des populations importantes dans le pays d'Oku, de Santa ou de Kom. Si l'on ne considère, dans cette unité pédologique, que la population agricole et la surface réservée aux agriculteurs, on doit arriver à des densités supérieures à celle de Bali où les pâturages sont fort peu nombreux. Ce raisonnement s'applique également au plateau de Wum (sols volcaniques jeunes sur cendres) où les sols sont excellents, la population groupée, la superficie laissée aux éleveurs très importante. Il est pourtant difficile d'expliquer les densités que l'on trouve en pays meta, ngie ou bangwa-mundani, ces pays se trouvant situés dans des régions de collines aux sols granitiques pauvres.

L'intervention du climat dans la localisation des populations semble peu évidente. Les différences climatiques entre sud et nord n'étant pas suffisamment importantes. Le climat joue comme facteur second, comme conséquence de l'altitude. Sur les montagnes et les hauts plateaux, les températures sont plus basses, les nuits plus fraîches. Cela explique-t-il l'importance de la population vivant au-dessus de 900 m dans les Grassfields ?

Les côtes marécageuses ou rocheuses sont tantôt bien peuplées (pays bakolle autour d'Ubenikang, baie de Victoria), tantôt peu peuplées (cap Debundscha, delta du Wouri). L'attirance du bord de mer se fait particulièrement sentir chez certaines populations seulement qui n'hésitent pas à s'installer dans des sites parfaitement insalubres : sol marécageux, manque d'eau potable, prolifération de moustiques vecteurs de nombreuses maladies, absence d'espace cultivable.

Il est difficile de trouver un déterminisme strict entre la répartition de la population et les facteurs physiques. Il faut cependant souligner que de très nombreuses corrélations existent. Des facteurs comme l'altitude ou la qualité des sols sont à prendre en compte pour expliquer la localisation des villages et le nombre d'habitants vivant en zone rurale. Mais chaque groupe humain imprime sa marque dans l'espace qu'il occupe, et, dans des milieux physiques sensiblement identiques, il n'est pas rare de trouver des densités rurales très contrastées, des villages de taille différente.

2 – LES POPULATIONS ET LEUR APTITUDE A L'ORGANISATION DE L'ESPACE

A - LE CADRE ETHNIQUE

a - La notion d'ethnie

La notion d'ethnie est à la fois imprécise, controversée (parfois niée) et pourtant essentielle à la compréhension de bien des problèmes : densité de population, démographie, activités agricoles, artisanales, commerciales, niveau de développement matériel atteint, attitude face au mouvement coopé-

ratif, à l'éducation, etc. Dans le domaine de l'organisation de l'espace, chaque groupe donne au territoire occupé son caractère original provenant de la manière dont il le travaille, des plantes cultivées, des éléments de l'environnement qu'il conserve, du type d'habitation et de groupement choisis.

L'ethnie est «la plus grande unité traditionnelle de conscience d'espèce : communauté linguistique et religieuse, relative unité territoriale, tradition mythico-historique, type commun d'organisation de l'espace»(11).

De nombreux exemples, dans la région, ne confirment pas cette définition : une même ethnie peut parler plusieurs langues (les Bali, les Bum, les Mbo, les Fungom, etc.) ; certains petits groupes comme les Wovea, les Isubu, les Bali de Bali Nyonga, les Aghem, semblent avoir adopté la langue de leurs voisins, ou un dialecte dérivé de celui des peuples qu'ils ont soumis à leur domination avant l'ère coloniale ; un même groupe peut n'avoir pas d'unité territoriale et être dispersé ou morcelé (les Barombi, Balong, Ekumbe, Bafaw dans le sud, les Bali dans le nord) ; si l'on prend comme exemple un groupe ethnique qui se reconnaisse comme tel, il y a peu de cas où l'on puisse recueillir le même récit mythique de l'origine des divers clans formant ce groupe ; il n'est pas toujours vrai que l'organisation de l'espace soit identique sur l'ensemble du territoire occupé par un groupe (exemple : celui des Bakossi de Bangem et du sud, celui des Bakweri de la région de Buea et de Bafia).

En fait, «la tribu n'est pas une réalité directement et objectivement repérable par l'observateur extérieur, elle n'a pas de frontière nette et, dans certains cas, pas de frontière du tout ; elle ne peut pas recevoir de définition statique, elle a, dans l'énorme majorité des cas, un caractère relatif ; elle ne coïncide pas nécessairement avec une société politiquement organisée» (12). Finalement, la plupart des anthropologues africanistes se rallient à la définition de NADEL : «Une tribu ou un peuple est un groupe dont les membres proclament leur unité sur la base de la conception qu'ils se font de leur culture commune spécifique» (13).

Pour saisir la vigueur de l'esprit «tribal», il suffit d'étudier les procès jugés dans les tribunaux coutumiers du Fako, département où toutes les ethnies du Cameroun Occidental sont représentées. ARDENER constatait que, dans les plantations, 3 % des travailleurs mariés qu'il avait enquêtés, l'étaient avec une personne n'appartenant pas à leur groupe (14). En 1964, l'enquête démographique permettait d'estimer à 1,5-1,8 % le nombre de femmes mariées à un homme d'une ethnie différente de la leur pour l'ensemble de l'État fédéré. 15 % des femmes bakweri étaient cependant mariées avec un étranger (15).

On se trouve confronté avec une réalité qui évolue avec le temps et la seule manière de dégager les grandes lignes du cadre ethnique est de procéder par empirisme et de se fier à ce que les personnes concernées déclarent être.

L'administration britannique, plus soucieuse que l'administration française du respect de l'originalité des groupes, a été amenée à les distinguer soigneusement et à les regrouper par affinités pour constituer les Native Authorities. C'est ainsi que la liste officielle des peuples n'est pas très éloignée de la réalité.

---

(11) AKOUN (A.) *et coll.* - 1972 - *L'anthropologie.* Denoël, Paris, p. 144.

(12) MERCIER (P.) - 1968 - *Ethnologie générale.* Gallimard, Paris, pp. 962-963.

(13) NADEL (S.F.) - 1951 - cité par MERCIER *in* : *Ethnologie générale.* Gallimard, 1968, p. 962.

(14) ARDENER (E.W.) - 1960 - p. 104.

(15) Cette proportion est élevée en pays bakweri en raison de l'importance des étrangers présents, de leur niveau de vie relativement plus élevé que celui des autochtones, du rapport des sexes favorable aux femmes et de l'indépendance relative des femmes dans la société bakweri.

b - Types d'organisation socio-politique

On distingue généralement les sociétés à structure «segmentaire» ou «acéphale» bantou ou non bantou de la forêt et les sociétés à chefferies centralisées du plateau. Dans les unes, une structure hiérarchique lâche, dans les autres, une structure pyramidale. Dans un cas, le chef ne peut rien faire sans les représentants des principaux lignages, dans l'autre, il détient pratiquement la totalité des pouvoirs. Des structures politiques intermédiaires existent chez les peuples banyang et ejagham de la Cross River (16). Sur le plateau même, si les groupes tikar représentent le type achevé de l'État-Chefferie, il n'en va pas toujours de même dans les autres groupes (17).

Chez les Bokassi, par exemple, la famille étendue constitue l'unité élémentaire la plus vigoureuse : un ou plusieurs lignages forment un village ; il existe cependant des sous-clans (5 sous-clans pour le clan Asomengoe) ayant à leur tête un chef (clan head) et des clans (six clans pour le groupe bakossi) dirigés par un «paramount chief», mais la plupart des affaires se règlent au niveau de chaque village (18).

Tableau 6
Structure socio-politique de l'ethnie bakossi

Clan	Sous-clan	Villages	Groupement judiciaire
ASOMENGOE	Mbwogmut	15	Enyandong (8) Ngusi (5) Nyandong (2)
	Muasundem	14	Ngusi (14)
	Muanyue	28	Ngusi (15) Nyandong (13)
	Mwetan	16	Ngusi (9) Enyandong (7)
	Muetug	4	Ngusi (4)
ANONGOE	Ninong	10	Bangem
ABONGOE	Babulog	1	Mungo Ndor
KAAHNGOE	Elung	8	Bangem
NGEMENGOE	Bangem	1	Bangem
	Ngemingu	4	Mungo Ndor
MBONGOE	Mwanbong	8	Bangem
	Nhia (?)	6	Bangem

Source : Intelligence Report 1932, MAKOGE (O.N.), Bakossi council.

(16) RUEL (M.) - 1969.

(17) Des recherches en cours sur les Aghem (KOPITOFF), les Meta (DILLON), les Ngemba (WARNIER), permettront de nuancer le tableau des systèmes politiques du plateau, brossé à partir d'exemples tikar les mieux connus : Bali, Bafut, Kom, Nso, Ndu.

(18) Le clan (clan) rassemble tous les individus issus directement d'un ancêtre mythique. Quand il devient important il se subdivise en sous-clans (kindred ou sub-clan) comme chez les Bakossi.
A l'intérieur, un lignage (lineage) est constitué par tous les individus descendant effectivement, et toujours directement, d'un ancêtre connu. On peut reconstituer l'arbre généalogique précis d'un lignage, non d'un clan. La famille étendue (joint family) coïncide avec la branche du lignage occupant la même concession (compound), et rassemble généralement plusieurs ménages. Le ménage est l'unité familiale élémentaire (parents, enfants, satellites).

Le chef du village (Keng), aidé par un conseil composé de vieux (Ngew) représentant les divers lignages du village, dirige celui-ci. Les sociétés secrètes «Juju societies» (les plus connues étant Ahon, Mwankum, Ekumechi) jouent cependant un rôle important sur le plan social en ce qui concerne les rites de passage de l'éducation traditionnelle. Et la position occupée par chacun dans ces sociétés marque, aux yeux de tous, sa situation sociale.

En pays bakweri, un administrateur chargé d'un rapport sur la réorganisation du clan notait : «La majorité des villages est de faible taille et comprend seulement une famille, et tout le monde obéit au plus ancien appelé Dzango Ndènè». Quelques villages sont composés de plusieurs lignages (litumba). Le chef «Dzango Mboa» descend du fondateur du village et se présente comme le leader du corps des anciens (19). Sur 99 villages enquêtés par cet administrateur, 24 étaient composés d'un lignage, 32 de deux lignages, 18 de trois, 14 de quatre et 11 de plus de quatre. Au-dessus du village, il ne semble pas exister de structures supérieures sauf celles qui ont été mises en place par l'administration coloniale. Ici également, les sociétés secrètes d'hommes (Malé et Nganya) et de femmes (Maluwa et Liengu) jouent un rôle social relativement important : tous les individus n'en font pas partie.

En pays banyang, il est fréquent de voir des associations dans chaque village «some representing different sectorial interests, others organizing particular activities, some forgotten or moribund, others active and centrally involved in village affairs» (20). Dans cette zone, une association appelée Ngbe (association du léopard) avait un rôle politique important. En effet, la «constitution» d'un groupe résidentiel banyang est définie par les droits reconnus accordés au «leader» qui représente le groupe, en particulier par le droit de recevoir et de conserver un léopard offert en hommage par la communauté (20). Les Banyang ont ainsi une organisation socio-politique différente de celle des sociétés centralisées. Depuis 1950, des associations claniques de type moderne ont pris la relève de l'association du léopard pour la conduite des affaires des Banyang : problèmes locaux et relations avec le gouvernement. Au-dessus du village, principale unité résidentielle, se trouvent des groupements de villages associés entre eux en raison d'une descendance commune. Ainsi, le groupement de villages appelé Ndifaw comprend-il trois villages (Tali, Ebeagwa et Ejwengang) fondés par les trois fils de Ndifaw et de nombreuses sections composées chacune par un lignage.

Dans le pays kom, par contre, il existe des institutions politiques centrales dirigées par le Foyn entouré de nombreux serviteurs, dix chefferies tributaires et un grand nombre de villages divisés eux-mêmes en quartiers. Sur le plan politique et social, le village, le lignage et les institutions centrales ont le rôle le plus important.

«Il n'y a pas de chef de clan ; le clan n'a pas d'attribution politique ou rituelle. Chaque clan est composé d'un certain nombre de sous-clans non localisés, pour lequel il n'y a pas d'arbre généalogique déterminé si l'on met à part la croyance à une ascendance commune. Le lignage, habituellement composé de trois à six générations, est l'unité exogamique. Le mariage est essentiellement virilocal, et, si un homme a été aidé par son père dans l'obtention d'une femme, il construira certainement sa propre concession sur la terre de son père, à moins qu'il ait des représentants de son propre lignage dans le village possédant des terres pour bâtir et cultiver. Au niveau local, l'Akum ou assemblée du village constitue un important organe de gouvernement dont les fonctions sont parallèles à celles du palais du Foyn» (21).

Dans la plupart des chefferies des Grassfields d'ailleurs, il existait une distinction entre personnes royales et communes ; certains titres étaient réservés aux princes de sang et à certains conseillers, et il y avait une organisation militaire basée sur le village.

---

(19) ARDENER (E.W.) - 1956.

(20) RUEL (M.) - 1969.

(21) CHILVER (E.M.), KABERRY (P.M.) - 1967 - (trad. auteur), pp. 138-140.

A Bali Nyonga, nous trouvons un cas extrême : l'autorité du chef supérieur (Mfonte ou Gai) s'exerce dans tous les domaines. Il est aidé par un collège de lords (Tita) et par les chefs de quartiers (Nkom) ou les chefs de villages tributaires (Fonte). Cette organisation est celle d'un peuple guerrier qui a joué un rôle considérable dans l'histoire des Grassfields.

L'organisation socio-politique a pu être influencée par d'autres peuples. Les Aghem présentent ainsi deux systèmes de filiation, l'un matrilinéaire qui reste celui de la majorité des sections constituant la ville de Wum, l'autre patrilinéaire adopté par l'une d'entre elles (22). Les Kom ont également adopté un système matrilinéaire ; cependant, dans quatre villages kjem du sud, la succession est patrilinéaire. Avec cinq villages fungom d'ailleurs, les Kom sont les seuls Tikar à présenter un tel système. La plupart des peuples du plateau ont, en effet, un système patrilinéaire. Le système matrilinéaire a-t-il été pris à des peuples précédents qui ont été assimilés ? Sur le plan linguistique, l'assimilation a été fréquente entre peuples établis et peuples envahisseurs.

L'organisation de l'espace reflète les caractères que prend la répartition de l'autorité sur le plan territorial ; l'habitat est aussi la traduction spatiale d'un système de parenté et de résidence (comment la succession se fait-elle ? Où va résider un ménage qui se forme ?). Le problème de la division du travail entre sexes (23), le système de la dot, le mode d'appropriation de la terre éclairent également certaines situations économiques ou démographiques. Ils seront évoqués plus loin.

Enfin, l'organisation politique décrite ici a subi des changements durant la période coloniale et depuis l'indépendance, mais elle constitue toujours la trame de la vie locale à laquelle l'administration s'est superposée.

c - La mise en place du peuplement

L'histoire du peuplement, si elle est bien connue dans les Grassfields ou sur la côte, l'est beaucoup moins dans l'intérieur de la région. D'après ce que nous savons, il semble que toute cette région ait été peuplée par des groupes venant principalement de l'est ou du nord-est, à l'exception peut-être des peuples du bassin supérieur de la Cross River.

La région du sud forestier est située sur la limite nord du peuplement bantou représenté par les rameaux duala, mbo et lundu.

Les Bakweri se réclament ainsi d'un même ancêtre que les Douala mais leur histoire connue ne remonte pas si loin. Les Bakweri ou Kpe seraient venus du flanc ouest du mont Cameroun et se seraient installés dans leur site actuel au XVIII^{e} siècle. Tous les villages bakweri pensent avoir pour fondateur un originaire de Womboko (pays bamboko). La fondation de Buea se situerait vers 1750-1770. Un chasseur, Eye Nje, avait l'habitude de venir sur le flanc est de la montagne où il avait construit un abri. Il y amena bientôt ses femmes, s'y installa définitivement et appela le lieu «ligbea» (le lieu où l'on a le travail bien en main). Au moment de l'installation des Bakweri, ce côté de la montagne était inoccupé. C'est à partir de quatorze villages parents que s'est constitué la centaine de villages actuels qui sont le fait d'initiatives individuelles (24).

---

(22) Le clan matrilinéaire est le groupe de parents auquel on se rattache par la mère. Le clan patrilinéaire est le groupe de parents auquel on se rattache par le père.

(23) C'est l'un des thèmes majeurs de KABERRY dans *Women of the Grassfields*, H.M.S.O., 1952, Gregg, 1968.

(24) ARDENER (E.W.) - 1956.

Le groupe le plus avancé à l'ouest est formé par six villages bakolle. A la suite d'une dispute très sérieuse, Kol a Mbedi, frère d'Ewale, ancêtre direct du groupe duala, a fui à l'ouest en circulant le long de la côte, et est allé s'installer en pays efik après avoir été chassé par les Isubu, petit peuple duala installé sur le promontoire de Bimbia et contrôlant le bras ouest de l'estuaire du Wouri.

Le groupe des Isubu, aujourd'hui assimilé par les Bakweri, a joué dans le passé un grand rôle historique. D'origine duala et bamboko, ils sont entrés les premiers en contact avec les Européens, et leur chef Mbile fut reconnu par le gouvernement britannique comme souverain de la côte en 1826 sous le nom de King William. Ils furent aidés par les Britanniques dans leur lutte contre les Wovea, pirates d'origine bubi (Fernando Poo), qui écumaient la côte.

Dans l'arrière-pays, la carte ethnique est caractérisée par une assez grande multiplicité de groupes et un morcellement de certains de ces groupes : Balong, Barombi, Bafaw, Ekumbe, Bakundu. Seul, le groupe bakossi à l'est constitue une unité importante non morcelée. L'expansion bakossi s'est effectuée de part et d'autre de la frontière entre États fédérés et semble plus récente que celle des Lundu. Le rameau mbo, dont les Bakossi sont une branche, a vraisemblablement colonisé une partie de l'espace occupé par les Lundu au-delà de la marche-frontière constituée par les actuelles zones forestières de Nyandong et des réserves Bakossi-Mungo. Le foyer de cette expansion est situé sur le flanc nord-ouest du massif du Manenguba. L'histoire de l'ensemble de ces peuples est mal connue et plusieurs versions contradictoires de leurs migrations ont été données.

C'est sur le plan linguistique que les recherches sur les groupes bantou ont été le plus poussées. En 1956, RICHARDSON regroupait treize ethnies dans le rameau mbo : Bafaw, Bakossi et Basosi du Cameroun Occidental, Balondo, Balong, Bareko, Baneka, Bakaka, Manehas (Mwahet) et Muamenam du Cameroun Oriental et les groupes situés des deux côtés de la frontière, Mbo, Elung et Ninong. Dans ce rameau cependant, la langue bafo serait proche des langues duala aussi bien que mbo.

Balong et Barombi représentent le rameau bassa au Cameroun Occidental. Leur installation dans la région remonte à deux siècles. D'après les observations qui ont été faites (25), on peut classer le rameau lundu en cinq groupes selon le degré de parenté des langues :

- Ngolo/Batanga/Bima
- Ekumbe/Mbonge

} des différences dialectales seulement

- Bakundu/Mbonge.Ngolo ..... langues proches
- Balue
- Balundu

Dans le groupe des Bantoïdes de la forêt, les indications linguistiques suggèrent une parenté de ces peuples avec les Tiv de la Bénoué et les Efik de la côte, en particulier pour les Boki, Ejagham et Banyang. De nombreux auteurs les ont réunis avec les peuples de l'Overside (arrondissement d'Akwaya) dans l'aire culturelle des Bantoïdes de la Cross River. Cette aire comprendrait les Ibibio, les Ekoi et apparentés, les Boki et apparentés et le groupe Ododop (les Korup du Cameroun Occidental en font partie). Selon cette interprétation, ces peuples seraient venus de l'ouest coloniser le golfe sédimentaire de Mamfé et ses abords. CRABB (26) pense cependant que les langues ekoi sont à rattacher aux langues bantou.

---

(25) RICHARDSON (I.) - 1956.

(26) CRABB (D.W.) - 1965 - *Ekoid Bantu languages of Ogoja, Eastern Nigeria.* Pt 1, Cambridge, Cambridge University Press.

Les hauts plateaux du Bamenda ont connu jusqu'à une époque très récente une histoire mouvementée. Des vagues successives d'envahisseurs s'y sont installées, si bien qu'aujourd'hui il est bien difficile de savoir qui sont les occupants installés le plus anciennement. Dans bien des cas d'ailleurs, le processus d'assimilation culturelle a joué, rendant arbitraire tout effort de classification.

Le long du plateau ouest, les peuples classés comme Widekum disent provenir d'une invasion venant de la forêt. La plupart des villages meta, moghamo et ngemba prétendent avoir été fondés par les descendants d'un certain Mbeka, originaire de Tadkon à proximité de Batibo (Aghwi). Les Meta semblent avoir colonisé progressivement leur territoire actuel aux dépens des Ngemba (Mankon, Mberewi), des Ngwaw (Oshie), mais ont été bousculés par les Bali. Chez les Moghamo, la colonisation du pays, comme pour la plupart des peuples widekum, s'est faite lentement. A Batibo la liste des chefs comprend onze noms. Mankon, la plus importante chefferie ngemba, a une liste de chefs de vingt et un noms. L'installation de la chefferie dans son site actuel date du XIX^{e} siècle, à l'époque des raids des Chamba. Ce sont d'ailleurs les chefferies ngemba qui en ont le plus souffert.

De nombreuses populations tikar se réclament d'une origine ndobo mythique. Elles viendraient, selon des itinéraires différents, d'une région située au Cameroun Oriental entre Foumban et Banyo.

Dans la plaine de Ndop, certains villages ont été fondés à la suite de la pression des Bamoun, la plaine servant de refuge. Baba I ou Papiakum, est une chefferie bamoun réfugiée. De même, Babanki Tungo est un village kijem provenant du sud du pays kom, à la suite d'une dispute dynastique, vers 1850. Le nombre de chefs connus dans ces villages varie de 10 à 25.

Les Bafut prétendent être parvenus dans leur site actuel en provenance du pays ndobo par le pays nso, la région d'Oku et les Bambouto. Les Kijem, qui occupent également deux villages dans le Bafut Council et peuplent le sud de la chefferie kom, ont suivi le même chemin que les Bafut.

Les diverses chefferies fungom, si elles n'ont pas toutes les mêmes institutions patrilinéaires, s'accordent, dans la majorité des cas, pour dire venir de Ndewum (près du lac Nyos). Quant aux Bum, colonisateurs d'une région déjà occupée, ce serait les compagnons d'un prince de Mbort (chefferie wimbum, département de la Donga et Mantung), qui, ayant eu l'autorisation de s'installer sur ce territoire, auraient fondé la chefferie centralisée que l'on connaît, centre du commerce de la kola au XIX^{e}siècle.

La chefferie kom, la plus importante après celle de Nso, est de création récente (deuxième moitié du XIX^{e} siècle). L'actuel territoire occupé par les Kom était, dans sa partie sud, appelé Nggwin-Kijem, habité par les Kijem. L'ancêtre de la dynastie kom serait venu de Ndobo, aurait traversé la plaine de Ndop et atteint le pays kom à travers Nso et Noni. Les Kom proprement dits occupaient le secteur nord de l'actuelle chefferie : Abasakom. Vers 1840, les Kom vainquirent les Kijem qui fondèrent, plus au sud, deux chefferies et étendirent leur contrôle vers l'ouest et le sud-ouest en direction du pays bafut. Les villages-chefferies, soumis au contrôle des Kom, conservèrent leurs chefs héréditaires. L'expansion du royaume kom fut stoppée par l'arrivée des Allemands (bataille de 1904/1905).

Parmi ces peuples improprement appelés tikar, ceux qui ont constitué des royaumes assez vastes - les Kom, les Bum, les Bafut - ont soumis à leurs lois d'autres peuples qui ont encore aujourd'hui leur langue, leurs institutions sociales et politiques particulières. Certains de ces villages prétendent d'ailleurs aujourd'hui ne plus dépendre de leurs anciens vainqueurs, comme c'est le cas d'Obang dans le nord de la chefferie bafut (Bufe).

L'installation des Bali, qui avaient acquis une position dominante au moment de l'arrivée des Allemands, a été précédée par une série de raids obligeant la plupart des royaumes ndobo à s'installer dans des sites fortifiés : Mankon, par exemple. Les envahisseurs bali ou bani venaient de la région de Koncha-Tignere (département de l'Adamaoua) et étaient originaires de la zone soudanaise du Nigeria. Toutefois, leurs bandes étaient composées de peuples divers incorporés : Mbum, Buti, Tikar, Bamiléké, Ti.

On peut résumer les phases de l'installation bali de la manière suivante (27) :

- fin XVIII[e] siècle : premiers raids dirigés contre les Nso de Kovifem.
- 1820–1835 (?) : raid de Gawolbe, traversée de la partie sud des Grassfields jusqu'au pays ngie, attaques des peuples widekum, tikar et bamiléké (Bangwa, Mundani), défaite du leader Gawolbe près de Dschang.
- 1840–1845 (?) : dispersion de l'armée de Gawolbe, quelques bandes s'installent dans la plaine de Ndop et fondent Balikumbat et Baligham, une section se réfugie à la frontière du royaume bamoun mais ne peut prendre Foumban.
- 1845–1865 (?): l'expansion bamoun oblige les Bali à retraverser le Nun et à se réfugier près de Balikumbat, guerre entre les deux groupes bali, installation du groupe bali à Bamenda, puis dans le site actuel de Bali Nyonga (fondateur : Galega I).
- 1865–1924 : extension de la chefferie de Bali Nyonga sur les villages widekum voisins, alliance de Bali Nyonga avec les Allemands, adoption du Mungaaka (langue bantoïde apparentée au bamiléké de la région de Mbouda) par la mission de Bâle, le colonisateur allemand reconnaît la suzeraineté bali sur 31 villages (1905) puis sur 33 (1914).
- 1925 : le nombre des villages sous suzeraineté bali est limité à la zone de plus ancienne occupation.

L'installation relativement récente des Bali dans l'ouest des Grassfields, leur alliance avec le colonisateur allemand qu'ils ont aidé, auquel ils ont envoyé des hommes pour travailler dans les plantations, leur situation hégémonique dans le Bamenda jusqu'en 1925, l'adoption de leur langue comme véhicule de l'éducation et de l'évangélisation pendant la première période coloniale, expliquent la place à part qu'ils ont dans ce rapide historique.

Les Aghem, peuple conquérant de la partie nord des Grassfields, n'ont pas eu un rôle aussi marquant. Ils seraient venus de «Munshi», zone située à l'ouest du pays fungom, et se seraient installés dans une zone déjà peuplée. Ils ont soumis les groupes beba, befang et esimbi de la vallée de la Menchum, peuples apparentés aux Widekum et aux groupes de la région d'Akwaya. La langue et les institutions des Aghem, très proches de celles de Fungom, suggèrent une remise en cause de leurs origines ou une assimilation poussée de la culture des peuples tikar.

d - Essai de classification ethnique

Les deux tableaux qui suivent ont été établis à partir des données communément admises concernant les peuples de la région et leurs langues. Les éléments chiffrés résultent de la compilation des recensements effectués par l'administration. Les noms donnés aux regroupements de peuples sont les plus fréquents bien que discutés par certains auteurs, en particulier les termes d'Ekoi, de Tibar ou de Widekum qui se réfèrent à une origine géographique mythique commune. Le nombre des villages donné peut varier en fonction des auteurs ou des sources.

(27) D'après KABERRY (P.M.) et CHILVER (E.M.) - 1961 ; 1967.

Tableau 7

Les groupes bantou

groupe	ethnie	langage	population 1925	population 1953	population 1968	villages
DUALA	Bakolle (Kole)	Kole	237	307	800	6
	Bakweri (Kpe, Wakweli)	Mokpe	18 530 (1)	16 288	21 300 (3)	88 (104)
	Bamboko (Mboko)	Bamboko	1 093	1 778	2 800	24 (29)
	Isubu (Isuwu, Bimbia)	Su	inclus dans le gr. bakweri			3
	Mungo (Mongo)	Mungo	300 (?)	600 (2)	600	9 (15)
	Wovea (Bota)	Mokpe	inclus dans le gr. bakweri			3
BASSA	Balong du sud	Balun	2 413	2 000 (2)	3 900 (4)	23
	Barombi	Lombi	1 546	551	2 000	13
MBO	Bafaw (Bafo)	Bafo	2 448	4 000 (2)	7 100 (3)	9 (11)
	Bakossi (Nkosi)	Akoose	13 216	18 016	26 000	100 (107)
	Bassossi (Basosi)	Nwose	3 158	3 130	3 300	8 (11)
	Elung (Elong)	Elon	3 572	1 456	2 100	6
	Mbo	Ngen, Kinkwa	4 729	5 041	7 700	28
	Ninong	Nnenu	2 686	2 306	1 100	9 (10)
LUNDU (Balundu)	Bakundu	Lokundu	5 813	9 292	15 600	29
	Balundu (Balondo)	Lundu	2 348	4 627	4 700	24
	Balue (Barue)	Barue	6 634	8 978	10 000	28
	Bima (Baima)	Bima	6 234 (1)	1 076	1 800	17
	Batanga	Batanga	7 721	10 288	14 400	72
	Ngolo	Ngoro				
	Ekumbe	Ekumbe	1 205	2 000 (2)	3 400	7
	Mbonge	Mbonge	8 565	9 086	14 300	37 (40)
		Total	92 448	100 820	142 900	543 (586)

(1) - Chiffre du recensement de 1921, d'après P.A. TALBOT (*in* : The Peoples of Southern Nigeria, O.U.P. 1926).

(2) - Estimation donnée par E.W. ARDENER (*in* : Plantation and Village in the Cameroons, O.U.P. 1960, p. 405).

(3) - Ces chiffres comprennent la population du groupe vivant dans la ville installée sur leur territoire : Bakweri de Buea, Tiko et Victoria, Bafaw de Kumba.

(4) - Dans ce chiffre sont compris les deux groupes balong du sud (autour de Mukonje et de Muyuka), ainsi que le groupe bai dieka ou bai balong.

Sources : ARDENER (E.W.), RICHARDSON (I.), TESSMANN (G.) , rapports de l'administration britannique (1926), recensement de 1953, recensement de 1967/69, listes d'imposables (1968/69), listes électorales (1970).

Tableau 8

Les groupes bantoïdes et les autres groupes sédentaires autochtones

groupe	ethnie	langage	population 1925	population 1953	population 1968	villages
		Les groupes bantoïdes				
Ekoi Bantoïdes de la forêt	Anyang (Takamanda)	Denya	3 600	3 320	5 300	18
	Assumbo (Ochebe)	?	?	9 494	9 100	27
	Balong du nord	Affu, Kitwii	?	1 800	3 400	13
	Banyang (Banyangi)	Kenyang	12 763	18 183	25 700 (2)	68 (72)
	Boki	Okii (Tiv)	1 800 (1)	1 000	2 300	9 (10)
	Ejagham	Ekwe	2 164	2 442	3 400	26 (27)
		Keaka	8 883	9 098	18 900	28
		Obang	2 678	2 233	2 700	11
	Korup (Ododop)	Korop	390	673	600	5
	Mbulu (Ama, Amassi, Manta)	?	1 223	4 689	6 000	44
	Menka (Ambelle)	?	3 100	5 977	5 700	25
	Messaga Ekol	?	?	2 550	5 500	6
Widekum Tadkon bantoïdes du plateau ouest	Beba (Mubadji) - Befang	2 dialectes différents	?	9 538	10 300	6
	Esimbi (Age)	apparenté aux langues d'Akwaya	?	5 636	11 700	1(10)
	Meta (Menemo)	Menemo (Uta)	13 804	15 572	22600	29
	Mogamo (Moghamo)	Mogamaw	9 908	23 134	33 200	22
	Ngemba	Mogimba	12 882	30 571	44 700 (2)	14 (16)
	Ngie (Ngi, Bamingi)	dialectes proches	9 493	13 842	19 300	19
	Ngwaw (Ngwo, Ngunu)		3 338	9 486	10 900	8 (9)
	Widekum	Iyirikum	?	4 954	7 100	13
Tikar Bantoïdes du plateau central Nkom central	Bafut, Kijem	Bafut, Kijem	19 945	22 563	54 200 (2)	7 (8)
	Bum (Bafum)	2 dialectes	4 568	4 951	6 900	4 (7)
	Fungom	Oso, Jukun	?	20 382	21 000	21 (22)
	Kom (Bikom)	Nkom	15 000 (3)	26 419	38 900	10 (35)
	Ndop (Ndob)	Ndagam (Bali) Bamum dialectes Nkom	15 287	33 863	60 000	10
Bamiléké	Bangwa	Nwe	12 522	18 959	23 500	9(10)
	Mundani (Mundane)	?	3 260	8 388	15 800	8
		Total	?	309 717	468 700	461 (510)
		Les autres groupes sédentaires autochtones				
Soudanais	Bali (Bali Chamba, Bani, Teba)	Ngaaka (Bamiléké) Ndagam ou Mubako (Kanuri)	11 369	28 110	44 200	5 (9)
Tiv (?)	Aghem (Wum, Awem, Bafum)	Atwo (Nkom)	?	9 443	13 300	8
Ibibio	Isangele (Massaka)	Silqadet	698	?	660	1

(1) - chiffre du recensement de 1921 d'après TALBOT (*op. cit.*)

(2) - ces chiffres comprennent la population du groupe vivant dans la ville installée sur leur territoire : Banyang de Mamfé, Bafut et Ngemba de Bamenda.

(3) - estimation de l'administration (1926).

Sources : ARDENER (E.W.), BRUENS (A.), CHILVER (E.M.), KABERRY (P.M.), RICHARDSON (I), TESSMANN (G.), rapports de l'administration britannique (1926), recensements de 1953 et de 1967/69, liste d'imposables 1968/69, listes électorales 1970.

B - LES DENSITÉS

a - L'inégale répartition de la population

Tableau 9

Population rurale et superficie en fonction des densités

Densité	Population rurale	%	Superficie habitée km²	%
moins de 10 h/km²	62 629	8,0	8 943	29,7
10 - 19	126 845	16,2	9 183	30,5
20 - 29	64 849	8,3	2 860	9,5
30 - 39	91 177	11,7	2 588	8,6
40 - 49	51 380	6,6	1 181	3,9
50 - 59	225 211	28,8	3 604	11,9
70 - 99	128 533	16,5	1 540	5,1
100 - 130	4 626	0,6	46	0,2
plus de 130	25 878	3,3	191	0'6
Total	781 128	100,0	30 136	100,0

Densité moyenne : 25,9

Jamais aussi faibles que dans le Centre-Sud (28) où 23 % de la surface est occupée par moins de 1 h au km², les densités peuvent atteindre 135 h au km² dans la chefferie de Bali Nyonga.

Cependant, sur un peu plus de 60% de la superficie de l'espace étudié, les densités sont inférieures à 20 h au km². Toutefois, 45% de la population vivait sur 17% du territoire où la densité variait de 50 à 100 h au km². Sur 18 groupements ayant une densité rurale supérieure à 50 h au km². 14 se situaient dans le Bamenda au nord-est. On peut également constater sur la carte des densités que tous les groupements ayant plus de 40 h au km² sont proches de la frontière entre les deux États fédérés : au-delà de 40 km dans le sud, de 60 km dans le nord, la densité est inférieure à 40 h au km².

Il s'agit là des deux oppositions démographiques les plus apparentes du Cameroun Occidental : opposition entre un nord peuplé et un sud moins bien peuplé, entre une zone orientale densément occupée et une zone occidentale à peuplement très lâche.

Avec une population rurale de 450 163 h, répartie sur une superficie de 10 529 km², la région des plateaux du nord (29) a une densité moyenne de 42,75 h au km². Avec une superficie de près du double (19 607 km²) une population rurale d'un peu plus des deux tiers (330 965 h), la densité de la zone forestière dépasse légèrement le tiers du chiffre de densité que l'on trouve dans le Bamenda (16,87 h au km²). Le poids démographique du Bamenda, dans l'ensemble du Cameroun Occidental, est un phénomène ancien. Avec 40% de la superficie totale de l'État fédéré, cette région avait en 1931, 53,4%, en 1953, 57%, en 1964, 55,8 %, et en 1968, 56,8% de la population (30).

(28) CHAMPAUD (J.) - 1965 - *Atlas régional Sud-Ouest 2,* p. 23.

(29) Dans la zone des plateaux du nord, sont compris les départements de la Menchum, de la Mezam, de la Momo ainsi que l'arrondissement de Fontem. Les réserves forestières sont exclues des chiffres donnés.

(30) En 1968, le Bamenda rassemblait sur 16 900 km², plus de 500 000 h. Son originalité physique, sa cohérence ethnique, le rayonnement de sa capitale régionale : Bamenda, une économie commerciale reposant sur le café *arabica* et l'élevage, en font sans nul doute une région géographique.

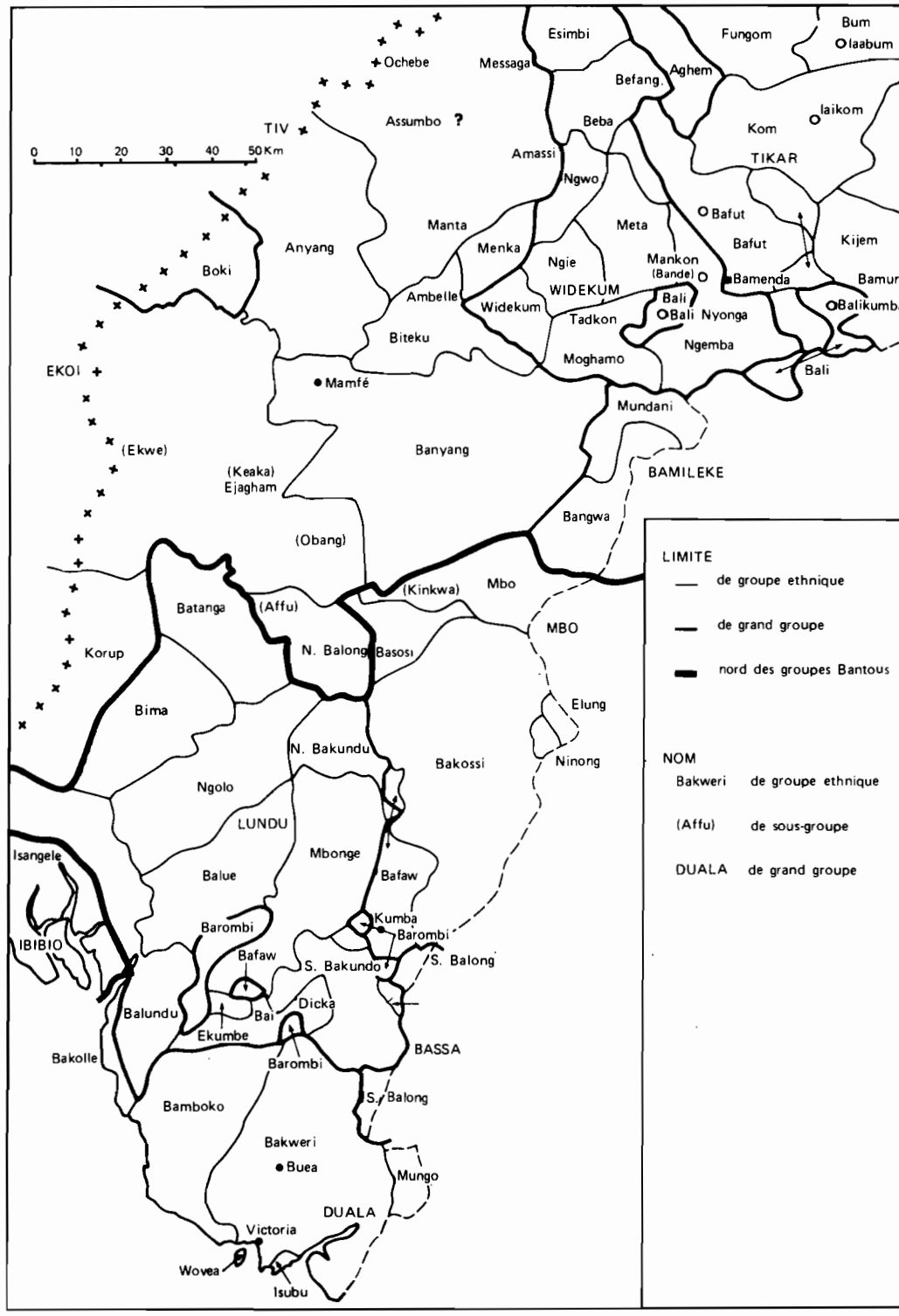


Figure 3 - Groupes ethniques.

A l'intérieur de chacune de ces grandes zones, des groupements sont loin d'atteindre la densité moyenne indiquée : 17 dans la zone forestière (en majeure partie situés dans les départements de la Manyu, de la Ndian et l'arrondissement de Nguti), 9 dans les Grassfields (arrondissement de Wum dans son ensemble, groupements bum, ngwaw, menka, widekum et de Fossungu). Ces groupements, dont la population a une densité inférieure à la moyenne de chacune de ces zones, introduisent une nouvelle division de l'espace : dans la région forestière, ils se trouvent au nord-ouest d'une ligne Bangem-Jabane, dans les Grassfields, ils forment une ceinture autour de la région bien peuplée.

En fait, ceci reflète le contraste de densité est-ouest. Les groupements proches du Cameroun Oriental présentent les densités les plus fortes. Un calcul effectué sur 17 groupements ayant une limite commune avec l'État fédéré du Cameroun Oriental, donnait une densité rurale moyenne de 46,3 h au km^2. On obtenait le chiffre de 10,7 h au km^2 pour le même calcul effectué pour les groupements frontaliers du Nigeria. Les fortes densités de l'est continuent celles rencontrées dans le Cameroun Oriental.

S'il n'y a pas rupture de part et d'autre de la frontière entre les deux États fédérés, on peut souligner, cependant, qu'une discontinuité existe comme l'indique le tableau ci-après :

Tableau 10

Les densités rurales de part et d'autre de la limite entre les deux Camerouns

*a. région du Mungo**

densité h/km^2	superficie en pourcentage	
	Cameroun Oriental	Cameroun Occidental
moins de 20	38,9%	46,5%
20 - 40	25,3%	36,0%
plus de 40	35,8%	17,5%
Total	4 551 km^2 = 100%	7 329 km^2 = 100%

*b. région des plateaux***

densité h/km^2	superficie en pourcentage	
	Cameroun Oriental	Cameroun Occidental
moins de 40	37,0%	49,9%
40 - 80	15,1%	37,8%
plus de 80	47,9%	12,3%
Total	6 171 km^2 = 100%	10 529 km^2 = 100%

* Nous avons comparé les densités rurales des départements du Mungo et du Wouri, d'une part, de Fako et de la Meme, d'autre part ;

** La comparaison a été effectuée entre les départements du pays bamiléké (Bambouto, Menoua, Mifi, Ndé, Haut Nkam) et ceux des Grassfields inclus dans l'atlas (Menchum, Mezam, Momo et arrondissement de Fontem).

Source : tableau de la population du Cameroun (ORSTOM 1971)

La densité rurale en pays bamiléké dépasse, en effet, 80 h au km², alors que dans les Grassfields, celle-ci n'est que de moitié. De même, dans les pays du fleuve Mungo, la densité est, à l'est, une fois et demie supérieure à celle de l'ouest. Cette comparaison entre des zones apparentées et séparées seulement par une frontière vieille d'une cinquantaine d'années indique bien le rôle de celle-ci.

Les zones fortement peuplées sont géographiquement limitées. La plus étendue se trouve autour d'un axe Widekum-Bamenda-Oku. Au sud, quelques petites zones apparaissent : la zone de Fontem, de Bangem, la plaine de Tiko, le pays bakweri sur le flanc est du mont Cameroun (de Bonjongo à Muyuka), le pays sud-bakundu.

Quelques zones de densités moyennes prolongent les fortes densités dans les Grassfields (Ngwaw, Beba-Befang, Esimbi), dans le Bakossi (Enyandong, Tombel), dans la région de Kumba (pays bafaw, bakundu, mbonge, balue). Dans d'autres régions, les densités moyennes tranchent sur des zones à peuplement très lâche : la région côtière à l'ouest du cap Debundscha, l'axe Mamfé-Kembong.

Des groupements à très faible densité constituent parfois des no man's land entre zones à densités plus fortes comme le groupement de Nyandong (West Bakossi) entre les groupements bakossi et mbonge-bafaw.

Cette inégale répartition de la population s'explique à la fois par le milieu physique et par des facteurs sociologiques, historiques ou économiques. L'intervention des facteurs physiques dans la répartition des densités a déjà été abordé dans un chapitre précédent.

b - La signification des densités rurales

Si l'on étudie les densités rurales, quelques corrélations apparaissent entre l'altitude, les bons sols et les fortes densités. Également, des groupes ethniques d'un même rameau présentent des densités rurales de même type. Le groupe widekum, par exemple, a des densités qui varient, selon les ethnies, de 33 h à 87 h au km². Sur ce même plateau de Bamenda, on observe cependant des variations plus fortes dans le rameau tikar (de 11 h à 88 h au km²). Dans la zone forestière, dans les groupements ne comprenant que peu d'étrangers, pareille constatation peut être faite : chez les Bakossi Mbo, la densité passe de 3 h à 81 h au km² selon le groupement, chez les Bantoïdes de la Cross River de 5 h à 22 h au km².

Pour un même groupe ethnique, la densité varie selon le type de milieu sur lequel il est implanté : la qualité du sol joue certainement un rôle, mais également les possibilités défensives des sites de villages choisis.

Dans le Nord Bakossi, les sols volcaniques jeunes de Bangem portent une densité de 81 h au km², ceux d'Enyandong, ferrallitiques sur grès ou basalte ancien, n'en ont que 21. Une topographie moins accidentée, de très bons sols favorisent le groupement de Bangem. Mais n'y a-t-il pas de raisons d'ordre historique qui interviennent ? Les flancs du Manenguba ont été le berceau de l'ensemble des peuples du bassin du Mungo.

Le groupe bali est installé dans plusieurs types de milieux : à Bali Nyonga, c'est le bas plateau de laves anciennes du Bamenda, dans le groupement de Balikumbat, il s'agit de la plaine de Ndop, parsemée de pitons granitiques. La densité est de 135 h au km² dans le premier groupement, de 63 dans le second. Le sol est relativement meilleur à Bali Nyonga. Le village de Balikumbat est installé sur un piton granitique et domine toute la région. Il semble que le groupe installé à Bali Nyonga ait été plus puissant et moins traditionnel que celui de Balikumbat. Le premier parle une langue dérivée du chamba et des parlers bamiléké, le second a conservé un langage plus proche de celui des Chamba. Bali Nyonga, sur la route Bamenda-Widekum, a une situation économique et stratégique meilleure que celle de Balikumbat, et a attiré les Bali d'autres chefferies.

Il apparaît également que, plus le groupe ethnique est politiquement centralisé, plus la densité rurale y est forte : ainsi, Bali Nyonga ou Bafut Njinteh ont des densités supérieures à celles de groupements

Tableau 11

Signification de quelques densités rurales en zone forestière

Densité h/km²	groupement	Habitat — altitude et topographie	Sols	Peuplement	Structure socio-politique	Démographie	Économie
81	BANGEM	700 - 1 000 m topographie ondulée, flancs W et NW du Manenguba	ferrallitiques sur roches basiques et sur grès	rameau bakossi-mbo du groupe bantou foyer d'origine de ce rameau 31 villages	plusieurs peuples parents : Mwambong, Elung, Nhia, Nninong et Bangem	accroissement naturel faible et taux d'émigration relativement bas	agriculture paysanne intensive ; importance des cultures commerciales (cacao, café)
77	MUEA	500 - 750 m topographie ondulée, flanc E du mont Cameroun	volcaniques jeunes (3/4) et volcaniques anciens (1/4)	Bakweri apparentés aux Douala nombreux étrangers (50%)	aucune ébauche de structure unitaire 32 villages et 5 camps de travailleurs	accroissement naturel faible chez les natifs, élevé dans les plantations, zone d'immigration	plantation de bananiers de Molyko (760 salariés), agriculture intensive surtout vivrière, carrefour de routes principales
57	MODEKA	moins de 30 m topographie remarquablement plate (plaine de Tiko)	hydromorphes à gley de profondeur sur alluvions récentes	Mongo d'origine douala (5%) 95% d'étrangers	15 villages 14 camps 15 campements de pêche	accroissement naturel élevé, zone d'immigration	agriculture de plantation : hévéas, palmiers (+ de 2 000 salariés) ; pêche
40	BAKUNDU KOMBONE	150 - 300 m topographie plate (partie volcanique jeune) ondulée à vallonnée (partie sédimentaire tertiaire) plaine de Kumba-Lobé	volcaniques jeunes sur cendres et sédimentaire ancien	3 groupes de natifs : 2 du rameau bakossi-mbo, 1 du rameau bassa 40% d'étrangers	23 villages : 1 Barombi 4 Ekumbe 18 Bakundu	accroissement naturel faible, zone d'immigration	agriculture paysanne intensive sur les sols volcaniques jeunes ; importance des cultures commerciales de tous ordres
20	BALUE	300 - 700 m topographie vallonnée souvent accidentée, flanc E des monts Rumpi	volcaniques anciens	Balue du rameau lundu	27 villages	accroissement naturel moyen, émigration élevée	économie d'autosubsistance groupement marginal sans liaison moderne avec l'extérieur
5	EKWE	250 - 550 m topographie ondulée sur sédimentaire, accidentée sur granite	ferrallitiques à concrétions sur grès ou sur granite	Ekwe du groupe ejagham du rameau ekoi originaire du Nigeria	27 villages	accroissement naturel faible, émigration faible	autosubsistance groupe marginal

Tableau 12

Signification de quelques densités rurales dans les Grassfields

Densité h/km² / groupement	Habitat (altitude et topographie)	Sols	Peuplement	Structure socio-politique	Démographie	Économie
135 BALI NYONGA	1300 - 1500 m topographie ondulée	ferrallitiques sur basalte ancien	Bali Chamba d'origine soudanaise, installés récemment (fin XIX^{e} s.)	État fortement centralisé ayant colonisé certains peuples voisins	accroissement naturel moyen, taux d'émigration moyen	agriculture intensive, forte production de café *arabica*, échanges nombreux
88 BAFUT NJINTEH	700 - 1400 m topographie vallonnée parfois escarpée, contact vallée de la Menchum et bas plateau	sableux d'origine granitique (3/4), sur basalte ancien, alluviaux	Bafut d'origine ndobo ou tikar	id.	accroissement naturel élevé, taux d'émigration moyen	agriculture intensive surtout vivrière, principale culture commerciale : le palmier à huile
68 BAMUNKA	1100 - 1250 m plaine aux pentes faibles (plaine de Ndop)	alluviaux et colluviaux à tendance hydromorphe, granitiques profonds	peuples réfugiés d'origine bamoun et ndobo ayant certaines ressemblances	8 gros villages-chefferies indépendants les uns des autres	accroissement naturel élevé, taux d'émigration moyen	agriculture surtout vivrière sur sols granitiques, faible production de café *arabica*
63 META TUDIG	1200 - 1700 m topographie montagneuse et accidentée, monts d'Acha-Oshié	sableux à texture grossière sur roche granitique	Meta ou Menemo d'origine tadkon repoussés par les Balis	29 villages-chefferies regroupés pour certaines questions en 3 cantons	accroissement naturel moyen, fort taux d'émigration	agriculture surtout vivrière, peu de place des cultures commerciales, élevage
9 WUM	500 - 1400 m topographie vallonnée à plate	sur cendres volcaniques, granitiques profonds, granitiques à concrétionnement	Aghem d'origine munshi, guerriers ayant soumis leurs voisins de la vallée de la Menchum, Aku, peuple m'bororo venu du Nigeria dans les années 50	organisation politique décentralisée (plusieurs sections), regroupement géographique des sections dans une ville : Wum, campements de culture en brousse	accroissement naturel moyen, fort taux d'émigration	zone d'élevage, économie vivrière avec échanges limités

constitués de plusieurs villages-chefferies où les populations appartiennent au même groupe (Balikumbat, Bafut Tubah).

La densité diminue avec l'importance de l'élevage ou de la forêt. Les densités inférieures à 10 se trouvent dans les zones où la forêt a une très grande place (sud de l'arrondissement d'Akwaya, groupements ekwe et obang, arrondissement de Nguti, groupements de Nyandong et de Ndian). Dans les Grassfields, plus la zone dévolue à l'élevage est importante, moins grande est la densité : dans les groupements aghem, fungom (Abar et Zoa) et bum, la densité ne dépasse pas 11 h au km^2.

Dans la zone forestière, la proportion d'étrangers contribue à rendre la densité plus forte : le cas le plus évident est celui du pays bakweri. Dans les trois groupements du Bakweri Area Council, la densité double grâce aux étrangers, passant de 26 à 53 h au km^2. En 1953, ARDENER estimait la densité des Bakweri dans les réserves indigènes à 47 h/km^2, et la densité totale à 115 h/km^2 (31). Sans les étrangers constituant pour une bonne part la main-d'œuvre des plantations, la plaine de Tiko aurait une densité très faible. Les sociétés de plantation ont contribué à assainir des zones peu favorables comme la plaine de Tiko ou la West Coast, et y ont amené de la main-d'œuvre. De plus, ces étrangers ont un très fort taux d'accroissement naturel, alors que les autochtones - les Bakweri en particulier - ont un taux très faible.

Dans certaines zones rurales (région de Tombel, Kumba, Kombone, Mbonge) ou de pêche, les étrangers constituent un groupe ayant une démographie dynamique maintenant dans la zone une densité moyenne (de 17 à 40 h au km^2).

Le développement économique de ces zones attire les étrangers ; de bons sols parfois, une excellente situation pour l'évacuation des cultures commerciales le plus souvent, favorisent ce développement. De plus, les autochtones ont - du moins dans les débuts - relativement bien accueilli ces étrangers, leur donnant assez libéralement des terres pour y construire leurs cases et faire des cultures. Aujourd'hui, ces groupes d'étrangers sont les plus dynamiques et peuvent constituer jusqu'à près de la totalité de la population de certains groupements (Bakolle, groupements de la plaine de Tiko). Au total, 15 groupements avaient une population rurale de non-autochtones supérieure au tiers de la population totale. La densité, dans ces groupements, variait de 8 à 77 h au km^2.

La présence de plantations industrielles à elle seule ne crée pas les fortes densités : le groupement de Ndian n'a que 8 h au km^2. La présence de plantations combinée avec l'existence de bons sols, faciles à travailler même par une population peu tournée vers les travaux agricoles, explique la densité atteinte par le groupement de Muea. Certains groupements se trouvant sur de bons sols ont des densités élevées sans qu'y soient installés de grands domaines de plantations : Bonjongo, Bakundu Kombone. Il n'y a donc pas d'explication unique. Le phénomène de colonisation agricole de nouvelles terres après l'ouverture de routes par les compagnies forestières dans les régions de Muyuka et d'Ikiliwindi a sans doute contribué dans une très faible mesure - en raison du caractère récent et de l'ampleur limitée du mouvement - à renforcer la densité de certains groupements.

Comment expliquer les densités très fortes atteintes dans certains groupements où les sols sont médiocres, la topographie accidentée, la cohésion ethnique faible, l'économie en difficulté ? Dans les groupements meta ou ngie pourtant, les densités dépassent 60 h au km^2. Dans un passé récent, ces populations ont été chassées par les Bali et ont dû se réfugier dans les monts d'Acha-Oshié. Aujourd'hui, l'émigration y est élevée.

Les populations bamiléké de l'arrondissement de Fontem, placées dans un milieu difficile, pratiquement marginal sur le plan des communications, présentent pourtant de fortes densités (plus de 80 h au km^2) ; une dispersion très grande de l'habitat permettant à chaque famille d'être au centre des terres

(31) ARDENER (E.W.) - 1956
La surface prise en compte était celle donnée par le rapport BRIDGES (1949) concernant la division de Victoria. Les marécages, les montagnes et les terres des plantations avaient été exclus du calcul. Sur 134 miles carrés, l'auteur estimait la population bakweri à 16 448 et la population totale à 41 472.

à cultiver, en même temps qu'une forte structure politique (2 chefferies ont plus de 10000 h chacune), expliquent sans doute ces densités. L'isolement et une topographie accidentée ont permis aux peuples bangwa et mundani de mieux se défendre contre les agresseurs extérieurs (Bali ou Bamoun). Ces facteurs expliquent également l'importance de l'émigration en même temps que la recrudescence d'endémies telles que la maladie du sommeil.

A l'inverse, les peuples guerriers peuvent présenter de faibles densités : les Aghem, d'origine munshi, ont une densité de 11 sans Wum ou de 30 avec Wum. Nous sommes loin des 135 h au km^2 du groupement de Bali Nyonga. Autour de Wum, cependant, il y a des sols sur cendres volcaniques qui sont excellents pour l'ensemble des cultures pratiquées dans le Bamenda. Ils servent en grande partie de terrain de pâturage aux Aku installés depuis une décennie. Les Aghem sont, par contre, fort nombreux à travailler dans les plantations du sud. Les Bali sont devenus de bons agriculteurs et de bons commerçants. Aucune comparaison entre le marché de Bali, un des plus animés des Grassfields, et celui de Su-Wum. Le groupe aghem, contrairement au groupe bali de Bali Nyonga, ne constitue pas un État centralisé.

Dans la région forestière du centre, le milieu physique et la facilité des communications permettent d'expliquer les variations de densité. Les 12 et 16 h au km^2 atteints par les groupements de Tinto et de Kembong, sont à mettre en rapport avec la présence de sols volcaniques anciens. Le nord de l'arrondissement d'Akwaya déforesté présente des densités plus élevées que le sud. Est-ce dû à un milieu physique plus facile à maîtriser ou aux caractères des populations différentes de celles du sud ?

Il est difficile de rendre compte des densités rurales. Des corrélations existent mais se trouvent souvent démenties par un cas particulier. L'explication de la densité d'un groupement nécessiterait une étude géographique complète. Le chiffre de densité reflète l'ensemble des rapports entretenus par une population avec le milieu sur lequel elle est établie depuis peu. L'arrivée de beaucoup de ces populations dans leurs sites actuels remonte aux XVIII^e et XIX^e siècles dans la majorité des cas. Le contexte d'insécurité de l'époque a disparu, mais il a présidé à la manière dont l'espace a été colonisé. Les traits de civilisation (en particulier la structure sociale) propres à chaque groupe ont également joué.

C - L'HABITAT

Peut-être plus que dans d'autres régions du Cameroun situées à la même latitude, les formes d'habitat sont diverses. La diversité se retrouve aussi bien dans le degré de permanence des établissements humains, que dans leur localisation géographique, les types d'habitations choisis, l'implantation des habitations sur l'espace occupé par une communauté, la taille des unités d'habitat.

Il est fréquent de rencontrer des habitations non utilisées ou utilisées périodiquement. Sur les langues de sable entourant la mangrove et à proximité des chenaux empruntés par la marée dans les deltas du Wouri et du Rio-del-Rey, des campements de pêche ne sont utilisés que pendant la grande saison de pêche, après le mois de janvier : ce sont les «Kombo», les «Mboko» du Wouri ou les «Ine» du delta de la Cross River. De nombreux campements de culture ont été installés dans les zones cultivées éloignées du village-centre : ainsi à Wum, des campements de ce type sont situés à 30 km du centre où se groupe la presque totalité de la population. Ailleurs, des camps inoccupés témoignent d'une ancienne activité forestière, d'un domaine de plantation abandonné, d'une base du P.W.D. devenue inutile. Dans le sud, autour des plantations de palmiers à huile, il n'est pas rare de voir s'installer des «mimbo camps» occupés par des «vignerons» collecteurs de vin de palme, installés là pendant une saison. Dans les Grassfields, les petites cases rondes fulani, permanentes de plus en plus dans les «rugas», sont installées temporairement dans les zones de pâtures de saison sèche. Les villages abandonnés sont relativement rares, sauf dans les zones de forêt dense où les photographies aériennes indiquent l'emplacement encore visible d'anciens villages (monts Rumpi). Dans les zones de plantation, de nombreux villages ont été déplacés autoritairement par les colonisateurs et réinstallés dans des réserves de petite taille.

Les routes et pistes de la région forestière attirent les villages. Ainsi, entre Kumba et Mamfé, le nombre d'habitants au kilomètre linéaire (rapport de la population située dans les villages au bord de la route, au nombre de km de cette route) est de 13 sur l'ensemble de la route et de 15 dans sa partie centrale. Dans les Grassfields, par contre, la population est rarement regroupée autour des routes. La dispersion de l'habitat, caractéristique dans de nombreuses ethnies, ne favorise pas un regroupement nécessaire pour rentabiliser certains équipements.

Les fleuves de la région ne sont pas très attractifs, 2 700 h seulement vivent à proximité du cours moyen de la Cross River, ce qui est peu. Le long de la Meme ou du Mungo, quelques établissements de pêcheurs ont été installés, mais sont peuplés de populations efik ou originaires du delta du Niger (Ijaw, Ogoni, etc.). A Njock Bassa, petit village de pêcheurs situé à quelques kilomètres de la route Tiko-Douala, 11 cases sur pilotis ont été installées par des Ijaw basés quelques années auparavant sur la rive orientale du Mungo.

Par contre, les bras deltaïques de la Cross River ou du Wouri sont relativement bien peuplés. Les villages sont établis le plus souvent dans des sites parfaitement insalubres : pas d'eau potable souvent, impossibilité de faire la moindre culture dans la plupart des cas. Mabeta Fishing Port, par exemple, est construit sur une plage bordant la rivière Bimbia ; la plantation de Mabeta est juste en arrière. A Barracks, dans le Rio-del-Rey, l'eau potable est à trois heures de bateau du village qui compte plus de 700 h.

Les bords des lacs de cratère, fort nombreux au Cameroun Occidental, ont parfois attiré des groupes comme les Barombi au sud, mais sont le plus souvent inhabités.

Dans les Grassfields, le haut des collines reste généralement sans habitations et est laissé aux Fulani ; sur les flancs des collines, les concessions familiales s'éparpillent volontiers ; les bas-fonds marécageux sont rarement occupés. Les seules «agglomérations» sont constituées le plus souvent par la concession du chef et de ses nombreuses épouses, implantée parfois dans un site fortifié comme à Laikom ou à Balikumbat, parfois installée dans un site relativement plat et accessible à tous les gens de la chefferie comme à Bafut, Oku ou Bali Nyonga. Autour du palais du Fon, bâtisse imposante à architecture traditionnelle, auquel on accède après avoir traversé plusieurs cours, se trouvent les maisons des femmes parfois construites en dur (ciment et tôle).

Contrastant avec l'habitat dispersé de règle dans le sud des Grassfields et la région de Fontem, on trouve, dans l'arrondissement de Wum, quelques agglomérations. Ainsi, Isu se compose d'un gros bourg central, groupant autour du «King's palace» 10 quartiers rassemblant les 3/4 de la population (de l'ordre de 5 000 h), et de 10 quartiers dispersés sur un espace d'environ 140 km^2.

La dispersion de l'habitat peut être plus ou moins forte selon les groupes. Dans certains cas, les concessions familiales peuvent n'être que peu éloignées les unes des autres, dans d'autres cas la dispersion est plus poussée et il n'y a pas à proprement parler de quartier. Le cas le plus remarquable est celui des populations bamiléké de l'arrondissement de Fontem. Installées dans un relief très accidenté sans espaces plats, elles ont un habitat très dispersé. A Bamumbu (11 192 h) par exemple, la perception de l'impôt local est assurée par 64 chefs de famille (en 1969, la moitié d'entre eux étaient collecteurs pour moins de 10 personnes). A Bali Nyonga (23 307 h), la même opération était assurée par les responsables des 37 quartiers ayant de 13 à 110 imposables (hommes adultes).

La recherche de l'eau n'a pas toujours été un mobile impératif pour la localisation des villages. Sur le flanc est du mont Cameroun, plusieurs villages bakweri n'ont pas d'eau et les femmes parcourent plusieurs kilomètres pour aller chercher de l'eau potable. A Mapanja, au-dessus de Victoria, le colonisateur allemand a installé plusieurs citernes recueillant l'eau de pluie. Les roches volcaniques très perméables expliquent l'absence de sources. Les Bakweri, refoulés des terres basses par les Allemands et attirés depuis longtemps par la montagne, se sont installés en altitude.

Des opérations de regroupement de l'habitat sont en cours pour permettre l'amélioration des services communs : ce sont les «resettlement schemes». Il semble, à la lumière des expériences actuelles, qu'il ne soit pas facile de convaincre les personnes de changer d'habitat, même si le nouveau site choisi présente d'évidentes supériorités. Deux exemples : Sud-Bum et Bota land.

Dans le premier cas, il s'agissait de regrouper dans une vallée traversée par la Ring Road, principal axe de circulation du Bamenda, la population dispersée du plateau bum, et de lui fournir un certain nombre de services communs : tribunal coutumier, école, dispensaire, marché. Le site était favorable à la culture du riz et du palmier à huile que les Bum achètent traditionnellement à leurs voisins. Les principaux bâtiments publics existent, l'école est fréquentée par plus de 100 écoliers, mais il y a peu de maisons autour de ces bâtiments en dur. Le regroupement qui intéresse des personnes habitant à 5 ou 10 km de là, semble devoir être relativement lent.

A Bota Island, petite île de la baie d'Ambas, où vivent 300 h sur un rocher volcanique d'une centaine de m^2, il n'y a pas d'eau potable et il est impossible de pratiquer la moindre culture. Les habitants, originaires de Fernando Poo, ont d'abord vécu de rapines aux dépens des habitants de la côte. Bombardés en 1855 par la marine britannique, ils sont devenus pêcheurs pratiquant la grande pêche au harpon. Depuis une dizaine d'années on essaie de les installer à 2 km de leur île sur la côte, mais 25 cases seulement s'y sont établies.

Cependant, un an après l'ouverture de la route revêtue Tiko-Douala, une vingtaine de cases s'étaient installées à proximité.

A Balikumbat dans la plaine de Ndop, les habitants installés sur un piton granitique exigu sont descendus dans la plaine et nombreux sont ceux qui ont deux maisons, l'une en bas et l'autre en haut.

La mobilité de l'habitat semble être le fait de certaines populations nomades ou transplantées. L'attachement à un genre de vie traditionnel paraît parfois plus fort que l'attrait d'une vie plus ouverte sur le monde extérieur. La crainte d'un contrôle plus étroit de l'administration arrête ou ralentit les opérations de regroupement effectuées à son initiative.

Trois grandes catégories d'unité d'habitat permanent peuvent être distinguées : les camps, caractéristiques de l'économie de plantation de la zone sud, les villages de l'ensemble de la zone rurale et quelques embryons urbains.

Les camps de travailleurs des travaux publics, des chantiers forestiers, des plantations ou de fonctionnaires ont certains caractères communs dans leur aspect général. Tous présentent une structure en damier de type camp militaire. Les habitations sont conçues de manière identique : le plan du logement comprend une partie séjour-chambre de 10 à 20 m^2, et un abri extérieur sommaire qui sert de cuisine. Selon la taille et la date de construction, le camp comporte un certain nombre de services communs : l'eau, l'électricité, des latrines communes, une épicerie de la société, une école, un dispensaire, un terrain de football, etc.

Le degré de confort est variable : les habitations récentes ou celles qui sont destinées au «junior service staff» (32) sont en dur, relativement spacieuses avec de nombreuses ouvertures, une véranda ; la plupart sont en planches (carraboard) souvent fort mal traitées contre l'humidité ambiante. La surface dévolue à chacun correspond au grade qu'il occupe dans la hiérarchie, plus souvent qu'à la taille de sa famille. Nous avons ainsi vu coexister, dans le même camp, une famille de 16 personnes vivant dans une pièce de $15m^2$, et un contremaître célibataire occupant deux pièces de la même taille. Il s'agissait, il est vrai, d'un cas exceptionnel. D'après l'enquête démographique de 1964, les logements (1 pièce en général) occupés par plus de 10 personnes ne représentaient que 8,1 % du total des logements dans les camps, contre 18,4 % dans les six grandes villes.

(32) Cadres moyens, contremaîtres, assistants de direction.

Certains camps ont reçu une attention spéciale : ils sont mieux construits, mieux équipés et disposent parfois d'une infrastructure tertiaire qui leur donne un caractère urbain (hôpital, marché permanent, etc.). Ils sont généralement situés à proximité des installations industrielles, des ports, des bâtiments administratifs des «area managers», responsables de plusieurs domaines : Costains et Water Tank (près de Tiko), Middle Farm, Limbe et Bota (près de Victoria), Ekona Yard, Mukonje-Kompenda, Lobé-Kokundu et Ndian-Centre.

La plupart, cependant, sont bâtis sur les lieux de production, parfois reliés à l'extérieur par un chemin de fer à voie étroite. Presque tous ont au moins un point d'eau aménagé, mais peu nombreux sont ceux qui ont l'électricité. Des portions de domaine ont été réservées aux travailleurs pour leurs «chop farms» ou champs vivriers. On estime généralement que le confort des camps est supérieur à celui offert par les cases des Bakweri, mais inférieur à celui qu'offrent les habitations traditionnelles des Grassfields dont les matériaux et le plan répondent parfaitement à l'organisation de la cellule familiale.

Autour des camps de travailleurs, sur les collines dominant l'ensemble du domaine, les maisons des directeurs et assistants sont, pour les plus anciennes, construites sur pilotis, pour les plus récentes, de type bungalow. Parfois un club pour cadres est le pendant du «community hall» destiné aux travailleurs.

Tableau 13
Les camps des travailleurs des plantations

a - Répartition des camps selon le nombre de pièces disponibles (1970)

0 – 50 :	16	200 – 250 :	9
50 – 100 :	28	250 – 300 :	12
100 – 150 :	26	300 – 500 :	5
150 – 200 :	17	500 – 800 :	5

Taille moyenne : 165 pièces

b - Camps et équipements sociaux par zones (1970)

Zones	Domaines	Camps	Pièces	Écoles	Lits d'hôpitaux
Tiko	8	34	5 950	8	216
Bota	7	29	4 934	4	101
Ekona	4	19	3 195	3	82
Lobe / Ndian	4	16	3 008	5	98
Kumba / Tombel	3	20	2 383	5	45
Total	26	118	19 470	25	542

c - Les camps selon leur population résidente (1967–1968)

	Nombre de camps		Nombre d'habitants	
0 – 300	50	45%	9 117	17%
300 – 600	37	35%	16 054	30%
600 – 1 200	17	15%	15 427	29%
1 500 – 2 500	6	5%	12 789	24%
Total	110	100%	53 387	100%

d - Taux d'occupation des pièces par zones

C.D.C.			Pamol Cameroun Ltd.	
Zone	1967/68	1957	Domaine	1967/69
Tiko	2,69	2,44	Bai (1967)	4,51
Bota	2,68	2,72	Bwinga (1967)	2,29
Ekona	2,52	2,79	Lobé (1969)	4,82
Mukonje	4,08	2,80	Ndian (1969)	2,07
Tombel	1,68	2,32		
Mbonge	1,87	2,41		
	2,68	2,62		2,99

e - Nombre de dépendants résidant dans un camp par travailleur

- Zone de Tiko 1968 (enquête CDC) : pour 100 travailleurs on comptait en moyenne 59 femmes et 136 enfants ;
- Ensemble des camps 1964 (enquête démographique) :
  - nombre moyen de résidents par logement (1 ou plusieurs pièces) : 3,54
  - nombre de ménages par logement : 1,16
  - composition moyenne d'un ménage : 3,06 personnes
    - épouses ..... : 1,12
    - enfants ..... : 1,83
    - parents et amis : 0,11
  - taux moyen d'absence pour 100 résidents : 16,4 %
    (ensemble du Cameroun Occidental : 13,6 %)
  - indice de visite pour 100 résidents : 10,7 %
    (ensemble du Cameroun Occidental : 9,6 %).

Les villages ont une grande importance : la grande majorité de la population y vit, la population des plantations et des villes y a des attaches très fortes.

Les habitations reflètent le degré d'intégration du groupe à la société moderne. Si les cases traditionnelles subsistent encore dans de nombreux endroits, il est rare de ne pas voir une maison en dur au moins dans la plupart des villages établis le long d'une route. C'est souvent le bar ou la maison de quelque notable. La case traditionnelle de forme rectangulaire ou carrée, plus rarement ronde, subsiste. Dans les Grassfields, comme dans le pays bamiléké, la case carrée est surmontée d'un toit pyramidal de chaume, prolongé souvent par un auvent soutenu par des piliers formant véranda ; les murs sont de boue séchée. Quand il s'agit d'une maison de réunion, d'une résidence de chef, l'encadrement des portes est sculpté.

Dans la région forestière, la case rectangulaire est surmontée d'un toit à deux pentes en palmes tressées. Les murs utilisent des poteaux de bois, des palmes, des fougères ou des bambous. Chez les Bakossi, la case ronde surmontée d'un toit conique est caractéristique de la région de Bangem. On retrouve ce type de case ronde à toit de palme chez les Ngie et les Befang dans la zone de transition entre la forêt et le plateau. Mais partout, dans les campagnes comme en ville, le «carraboard» (assemblage de petites planches), le ciment pour les murs, le «zinc» (tôle ondulée) pour les toits, contribuent à uniformiser l'habitat.

Si l'environnement y perd, la plupart des gens semblent apprécier ces nouvelles habitations. Elles coûtent, cependant, quatre à cinq fois plus cher, mais ne nécessitent pas un entretien très grand et résistent relativement mieux aux tornades. Une des principales conséquences du développement des cultures commerciales depuis vingt ans est la multiplication de ces constructions en «dur» ou «semi-dur», pour reprendre une terminologie courante en pays froncophone.

La notion de village n'est pas simple (33). Il devrait s'agir d'une unité politique (communauté ayant un chef élu, désigné ou héréditaire), d'une unité sociale (ensemble de familles, de lignages apparentés ou groupe appartenant au même clan ou sous-clan), d'une unité territoriale (espace habité et espace agricole formant un tout accessible facilement par tous les habitants), en même temps que d'un échelon administratif (premier échelon administratif reconnu par l'administration et ayant un minimum d'équipements communs).

La réalité est plus complexe. Il y a souvent dans un village des autochtones (natives) et des étrangers (strangers) qui n'ont que peu de rapports entre eux, et parfois leurs habitations sont séparées par une palissade comme en pays bakweri. Chaque groupe a son chef, son collecteur d'impôts, ses réunions, ses églises, ses associations coutumières ou modernes (coopératives), parfois son école.

Un groupe d'habitants constitue quelquefois un nouveau village à quelque distance du premier et garde des liens avec celui-ci. Il porte bien souvent le même nom auquel on accole un chiffre ou la dénomination de «new town». Constitué par des enfants ou des parents ne disposant pas de terres en quantité suffisante dans le village-parent, il n'acquiert son autonomie qu'à partir d'un certain degré de croissance. En pays bakweri, la majorité des villages est de faible taille et se décompose fréquemment en un village haut (Lelu) et un village bas (Mbenge) selon la situation sur le mont Cameroun. 13 villages sur 90 avaient ainsi deux sections en 1970, d'après les listes officielles. Le dédoublement des villages concernait - d'après les listes officielles et les cartes existantes - environ 12% de l'ensemble des villages de la forêt. Nous avons pu ainsi dénombrer 99 villages dédoublés dont 18 chez les Bakweri, 13 chez les Bakossi, 9 chez les Mbonge, 9 chez les Ngolo Batanga, 8 chez les Bakundu et 5 chez les Banyang.

Dans le Bamenda, la chefferie constitue le cadre politique et culturel de la vie des habitants. Il s'agit, en fait, d'un petit État organisé dans lequel l'autorité est déléguée, pour l'organisation de la vie matérielle, à des chefs de quartiers parfois avec l'intermédiaire de sous-chefs. Le quartier ou le hameau est le cadre sociologique quotidien. Sa faible taille démographique permet à l'ensemble de la population de se connaître. La notion de village s'applique difficilement à ces petits États dont la population dépasse 10 000 h dans bon nombre de cas.

A l'intérieur des grandes chefferies existent quelquefois des sous-chefferies. Dans le pays kom, qui constitue la chefferie la plus importante de la région étudiée, on distingue un centre : Laikom, où se trouve le palais du «Foyn», 10 sous-chefferies, anciennes chefferies tributaires, et 35 quartiers.

Chaque groupe a son organisation territoriale originale et cette organisation n'est pas toujours pyramidale comme dans les États-chefferies tikar. Dans le groupe aghem, des villages indépendants sont fédérés et se sont regroupés géographiquement. Chez les Widekum, la chefferie et le village se confondent dans de nombreux cas. Dans le Bamenda, la notion de village est plus floue qu'en forêt bien que l'autorité des chefs traditionnels y soit plus forte, car la division de cette autorité sur le plan du contrôle territorial y est complexe et a été fortement dépendante des conditions historiques d'installation des peuples dans leurs sites actuels.

La population rurale de l'ensemble de la région se répartit dans plus d'un millier de villages dont les tableaux statistiques ont tenté de saisir quelques caractéristiques. Tout d'abord apparaît l'opposition traditionnelle entre villages de la forêt et villages du plateau, différents quant à l'aspect des habitations,

(33) Il n'est pas question, dans cette étude, d'entrer dans le détail de la définition.

Tableau 14

Les villages de la zone forestière (1)
(départements de Fako, Meme ; arrondissements de Ndian,, Ekundu Titi, Akwaya et Mamfé ; groupements menka et widekum)

a - Taille des villages (taille moyenne : 353 h)

Nombre d'habitants	Nombre de villages	%	Population	%
0 – 100	191	23,4	10 754	3,7
100 – 200	197	24,2	27 913	9,7
200 – 400	227	27,9	65 509	22,8
400 – 800	131	16,1	74 624	25,9
800 – 2 000	53	6,5	64 247	22,4
plus de 2 000	16	1,9	44 693	15,5
Total	815	100,0	287 740	100,0

b - Taille des villages selon la composition ethnique (exemples)

Nombre d'habitants	Ethnie (suivie du nombre moyen d'habitants par village)
0 – 100	Isubu (54), Bamboko du N (91)
100 – 200	Bima (122), Ekwe (136), Mbulu (137), Ekumbe de l'W (188)
200 – 300	Ngolo/Batanga (203), Boki (226), Menka (227), Anyang (294), Bai* (259), Balundu* (274), Bamboko du S* (290)
300 – 400	Bakossi (311), Assumbo (336), Balue (353)
400 – 600	Banyang (415), Mbo (428), Widekum (530), Mbonge du N (491), Bakundu du N (590), Bakweri* (402)
600 – 1 000	Keaka (674), Messaga (831), Mbonge du S* (705), Bakundu du S* (944)
plus de 1 000	Balong du Fako* (1 493), Ekumbe de l'E* (1 503)

* importance des étrangers

c - Taille des villages et milieu physique (exemples)

Zone	Superficie rurale (km^2)	Densité rurale	Villages nb	Villages taille	Caractères du milieu
du mont Cameroun	370	100	103	346	sols volcaniques jeunes (100 – 1 500 m)
de Kombone Bakundu	275	71	17	1 154	sols volcaniques jeunes (100 – 400 m)
du Sud Bakossi	295	64	45	321	sols volcaniques jeunes (100 – 900 m)
de la moyenne Meme	75	32	9	268	sols de cendres volcaniques (30 – 200 m)
de la plaine du Mungo (Cam. Occ.)	310	43	13	790	sols ferrallitiques sur sédimentaire et volcanisme ancien (30 – 200 m)
de Kembong	250	86	16	1 135	sols ferrallitiques sur volcanisme ancien (100 – 200 m)
du golfe de Mamfé	1 805	6	25	282	sols ferrallitiques sur sédiments gréseux (100 – 300 m)

(1) Buea, Muyuka, Tiko, Victoria, Kumba, Tombel, Mamfé ont été exclus des calculs

Tableau 15

Les villages des Grassfields (1)

(départements de la Momo, de la Mezam, de la Menchum et arrondissement de Fontem)

a - Taille des villages (taille moyenne : 2 291 h)

Nombre d'habitants	Nombre de villages	%	Population	%
0 - 500	48	24,2	14 488	3,2
500 - 1 000	43	21,7	31 511	6,9
1 000 - 2 000	49	24,8	68 588	15,1
2 000 - 5 000	30	15,2	101 157	22,3
5 000 - 10 000	22	11,1	139 223	30,7
plus de 10 000	6	3,0	98 713	21,8
Total	198	100,0	453 680	100,0

b - Chefferies, villages et quartiers : taille moyenne par unité selon l'ethnie (2)

Ethnie	États-chefferies		Villages ou sous-chefferies		Quartiers	
	nombre	population moy.	nombre	population moy.	nombre	population moy.
Bangwa	10	2 357	10	2 357	168	140
Mundani	8	1 977	8	1 977	116	136
BAMILEKE	18	2 188	18	2 188	284	139
Beba	1	3 215	1	3 215	7	459
Befang	5	1 497	5	1 497	28	267
Esimbi	1	12 000	10	1 200	26	462
Meta	29	783	29	783	142	160
Moghamo	22	1 539	22	1 539	202	168
Ngemba	16	2 663	16	2 663	113	377
Ngié	19	1 026	19	1 026	67	291
Ngwaw	9	1 237	9	1 237	41	272
WIDEKUM	102	1 495	111	1 374	626	244
Bafut	7	8 022	8	7 019	93	604
Bum	1	7 440	5	1 488	24	310
Fungom	22	1 062	22	1 062	64	365
Kom	1	50 060	10	5 006	35	1 430
Ndop	10	6 287	10	6 287	102	616
TIKAR	41	4 875	55	3 634	318	629
AGHEM	2	8 000	8	2 000	22	727
BALI	5	9 182	7	6 559	76	604
Total	168	2 700	199	2 279	1 326	342

(1) Seule l'agglomération de Bamenda a été exclue des calculs. Sauf pour le département de la Menchum où la population des villages a été calculée à partir des listes électorales et d'imposables, la population indiquée est celle du recensement administratif parfois corrigé (arrondissement de Mbengwi et groupe moghamo).

(2) La distinction établie entre les types de communautés des plateaux repose sur les informations données par chaque Local Council et présente un caractère arbitraire dans certains cas.

à leur répartition dans l'espace, mais également par leur taille. La taille moyenne d'un village de la forêt est d'un peu plus de 300 h, alors que celle d'un village du plateau dépasse les 2 000 h. La présence d'étrangers est caractéristique des villages de la zone côtière, ce qui a des conséquences sur leur taille. Enfin, si l'on peut déceler une influence relativement forte du milieu physique sur la taille des villages forestiers dans les zones rurales où l'économie de plantation ne vient pas perturber le jeu de l'économie rurale, il paraît difficile d'en dire autant de la zone des plateaux. Dans les deux cas cependant, les facteurs d'ordre sociologique et historique expliquent pourquoi telle ou telle ethnie est constituée de grosses ou de petites communautés villageoises.

Dans la zone forestière, par exemple, sur trois milieux ayant sensiblement les mêmes potentialités physiques, le pourtour du mont Cameroun, la zone de Kombone Bakundu, le Sud Bakossi, la taille des villages est différente. Le nombre des étrangers est important dans les pays bakweri et bakundu, faible dans le Bakossi. La surface disponible par village dans la région du mont Cameroun est faible en raison de la présence des plantations. De plus, le nombre des villages est important, reflet d'une société très segmentée. Ce phénomène est moindre dans les deux autres zones. L'activité des coopératives, indicatrice du dynamisme respectif de chaque zone, favorise les zones bakundu et bakossi. Enfin, la situation de la zone de Kombone Bakundu, sur le plan des communications, est exceptionnelle, cela explique-t-il que la taille moyenne d'un village y est de trois fois supérieure à celle des villages des deux autres zones ?

Dans le Bamenda, on peut également constater que la taille des villages et des chefferies est plus forte chez les Tikar, les Bali, les Aghem et les Bamiléké que dans le rameau widekum. Dans ce dernier rameau, des différences existent selon les groupes. Si l'on met à part le village de Bazi (Beba) qui est un cas particulier, on peut voir une corrélation entre la taille du village et le type de milieu sur lequel se trouve le groupe. Les Meta, les Ngié et les Ngwaw se trouvent dans un milieu de collines granitiques aux sols ferrallitiques : la taille moyenne d'un village y varie de 783 à 1 237 h. Les Moghamo et les Ngemba sont sur le haut et le bas plateau de laves anciennes plus ou moins humifères du Bamenda dont les sols semblent plus fertiles : la taille moyenne d'un village y est plus élevée (1 539 h et 2 663 h). Il y a certainement eu adaptation des populations aux milieux, le compartimentage du relief dans les montagnes d'Acha-Oshie tendant à favoriser l'implantation de plus de villages de taille réduite que les plateaux.

Ceci est-il applicable aux Bangwa et Mundani, populations bamiléké installées également dans un milieu cloisonné dans la zone de contact entre les hauts plateaux de Dschang et la plaine de Mamfé (34) ? Le nombre de quartiers (près de 300) et leur faible taille semblerait indiquer une volonté de coloniser tout le terrain, mais peut traduire également le mode de segmentation du lignage (35).

Dans la chefferie de Bamumbu, seul le quartier du Fon comptait plus de 150 imposables, contre 32 qui en comptaient moins de 10, 24 de 10 à 30 et 7 de 30 à 60. Un quartier est le plus souvent composé de quelques concessions dispersées, chacune réunissant autour du chef de famille, ses femmes, ses enfants et ses domestiques.

Sur un plan pratique, l'organisation territoriale et la structure socio-politique du Bamenda semblent se prêter mieux aux tentatives de développement de type communautaire que la zone forestière. Dans cette dernière région cependant, les villages situés le long des routes importantes ont une taille double des autres en moyenne (795 h contre 353 h). Ils représentent actuellement 35 % de la population rurale (plantations exclues), mais seulement 15 % du nombre total de villages. Le tracé de nouvelles routes en région forestière

(34) Les groupes bamiléké du Cameroun Occidental occupent une zone située entre 450 m et 2 100 m, très mal reliée à l'extérieur.

(35) Chaque individu désigne un héritier unique parmi ses fils, et ceux qui ne sont pas désignés n'ont aucun droit ni devoir envers leurs ascendants ; ils sont donc libres de constituer un nouveau lignage.

ouvrant des zones enclavées, semble de nature à favoriser le regroupement de la population autour de ces axes de circulation, ce qui pourrait permettre la création d'équipements, et partant, redonner à la zone forestière centrale un poids suffisant pour contrebalancer le Bamenda beaucoup plus populeux, et la zone côtière nettement plus active.

Les villes ne présentent pas un caractère urbain très affirmé. Elles offrent toutes un aspect cloisonné. Le cas le plus typique est certainement celui de Buea où il ne semble pas y avoir de vrai centre urbain. Au centre, quelques immeubles administratifs autour desquels se trouvent des cités de fonctionnaires, un quartier de bungalows, un bourg rural ayant des équipements commerciaux correspondants et des villages bakweri intégrés dans le paysage urbain. A Victoria-Bota, la ville commerciale à laquelle s'est juxtaposé un bourg «New Town», s'oppose la ville de la C.D.C. dont elle n'est séparée que par la rivière Limbé et le jardin botanique et qui lui tourne le dos. Chacune des deux parties de l'agglomération a son hôpital, ses clubs, ses écoles. A Tiko, la «ville» semble être la réplique commerciale d'un camp de la C.D.C. Elle vit d'ailleurs des plantations et de leurs travailleurs, et présente un paysage urbain particulièrement triste.

En regard de ces trois villes côtières nées de l'activité des plantations et qui ont grandi dans leur sillage, les trois villes intérieures de quelque importance, Kumba, Mamfé et Bamenda, ont bénéficié de leur situation géographique, et leur croissance est due à leur rôle administratif et commercial. Le marché constitue dans ces trois villes le cœur urbain. La station, avec ses bungalows en dur dans lesquels se trouvent les bureaux, s'est installée sur les hauteurs à Kumba et Bamenda, et domine la ville africaine où le rythme de la vie n'a pas ce style britannique que l'on trouve dans les «stations». Si Bamenda et Kumba ont eu une croissance rapide (l'une a doublé, l'autre a triplé sa population en dix ans), il n'en est pas de même pour Mamfé au centre d'une zone pauvre et coupée du Nigeria depuis la réunification. L'activité de transit s'y est éteinte et rien n'est venu la remplacer.

Dans toutes ces villes, l'activité agricole reste encore importante comme l'indique le tableau 16. Si l'on ajoute que de 50 à 72 % des femmes actives dans les villes, et plus de 75 % dans les bourgs, faisaient des cultures essentiellement vivrières, on comprendra pourquoi toutes les villes du Cameroun Occidental ont un caractère encore rural.

La population vivant dans les villes ne représente d'ailleurs qu'une faible partie de l'ensemble de la population : 12 % de l'ensemble si l'on prend une définition stricte de la ville, 20 % si l'on prend une définition très large. Cela reflète d'ailleurs la situation de l'emploi : 13,1 % de la population active de l'État fédéré se trouvait en 1964 employée dans les secteurs secondaire et tertiaire.

Tableau 16

Importance de la population masculine active employée dans l'agriculture dans les villes et bourgs 1964 (en % de la population active masculine totale)

Villes		Bourgs	
Victoria	5,2	Mbonge	50,8
Buea	5,7	Tombel	57,9
Bamenda	9,7	Njinikom	64,2
Tiko	10,0	Wum	68,0
Mamfé	14,5		
Kumba	22,2		
Muyuka	38,4		

Source : Enquête démographique de 1964

3 – LA PÉNÉTRATION EUROPÉENNE ET SON EMPREINTE ACTUELLE

Le Cameroun Occidental a connu successivement deux colonisateurs, l'allemand et l'anglais, qui ont laissé leur marque dans le Cameroun actuel.

Très tôt, la région a été en contact avec les Européens. En 1471, les Portugais découvraient Fernando Poo. Depuis, des contacts épisodiques furent établis entre populations côtières et Européens (Portugais, Espagnols, Anglais, Suédois, Allemands). La traite des esclaves s'y développa aux XVIII[e] et XIX[e] siècles, si bien que les Britanniques installèrent une flotte en 1827 à Fernando Poo et au cap Bimbia (Man O' War Bay) pour surveiller la côte. En même temps, missionnaires et marchands intervenaient dans la région : en 1844, Joseph MERRICK, missionnaire baptiste, ouvrait la première mission du Cameroun à Bimbia ; en 1858, Alfred SAKER, autre baptiste, chassé de Fernando Poo, s'installait à Victoria ; en 1869, John HOLT installait une factorerie à Bimbia. Les Britanniques semblaient intéressés par la région, ce furent pourtant les Allemands qui en prirent possession.

A - LA COLONISATION ALLEMANDE

Tableau 17

Les aspects de la colonisation allemande

– *Conquête et pacification de la région*

1884 - Annexion de Douala
1887 - Occupation de Victoria
1891 - Échec des Allemands devant Buea
1894 - Occupation de Buea
1899 - Pacification du pays bangwa
1901 - Expédition contre les chefferies bafut et mankon
1904 - Pacification des Anyang (populations du sud de la sous-préfecture d'Akwaya)
1908 - Pacification de la région d'Akwaya
1912 - Expédition contre les Ngié

– *Création de postes administratifs*

1895 - Buea et Kumba
1901 - Ossidingue à Abokum (centre administratif de la plaine de Mamfé)
1902 - Bamenda (poste administratif et militaire)
1909 - Transfert du poste d'Abokum à Mamfé
1913 - Wum (poste militaire)

– *Installation de la mission presbytérienne de Bâle*

1887 - Reprise de la mission baptiste par la mission de Bâle
Installation de la mission à Victoria
1891 - id. Bombe (sud de Kumba)
1895 - id. Nyassosso et Buea
1903 - id. Bali
1913 - id. Besongabang (2 km de Mamfé)

Progression de la mission entre 1900 et 1914

	1900	1914
missions principales	4	6
missions secondaires	20	86
écoliers	479	4 843

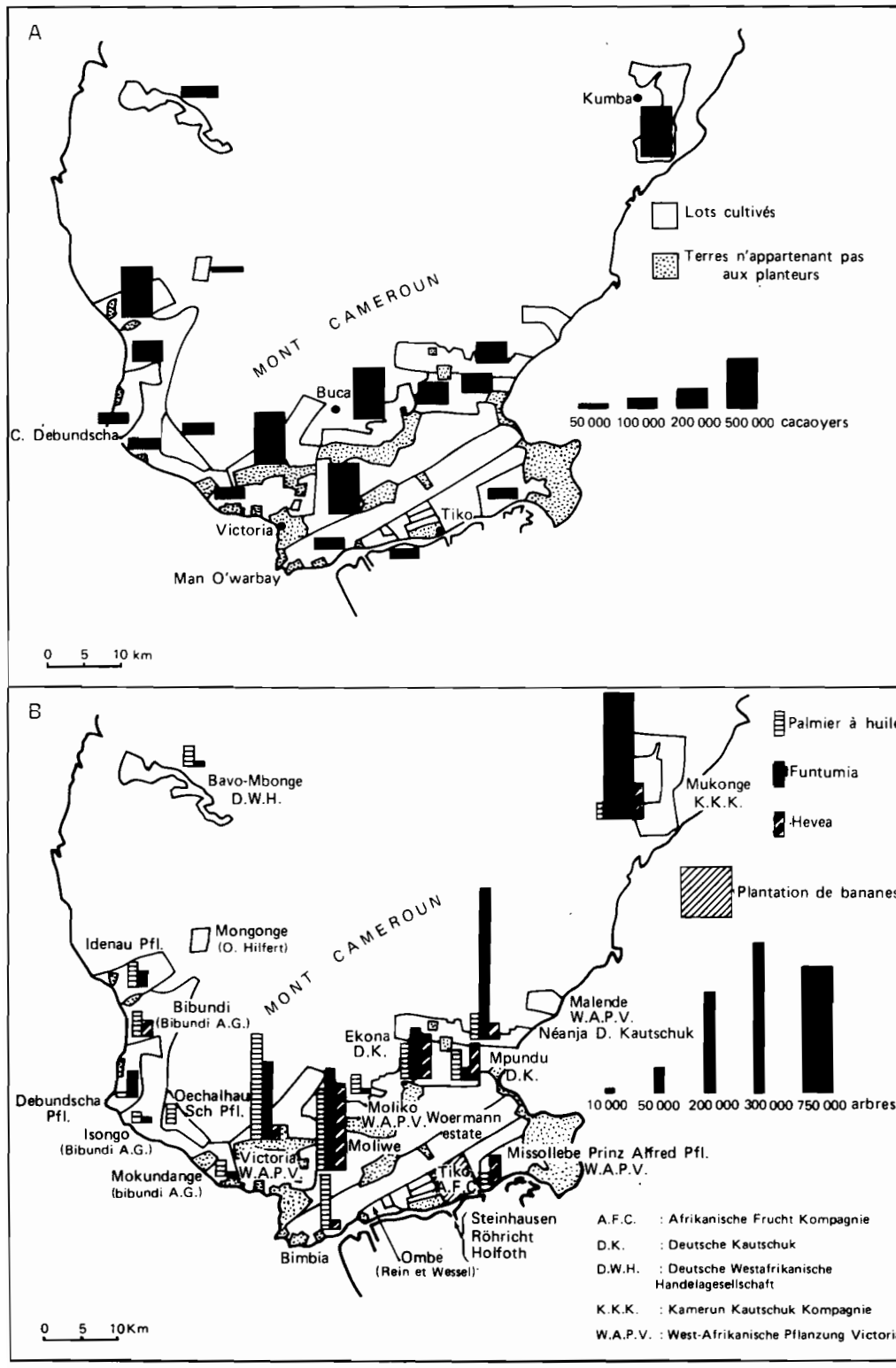


Figure 4 - Plantations allemandes en 1916 { **A - Cacao** / **B - Autres cultures.**

– *Création et développement des plantations industrielles*

1885 - Création des plantations de Bimbia et de Bibundi
1892 - Création du jardin botanique de Victoria, destiné à améliorer l'agriculture locale et à conseiller les planteurs
1896 - Décret tendant à sauvegarder les intérêts des indigènes face aux planteurs (non appliqué)
1897 - Création de la West Afrikanische Pflanzung Victoria (W.A.P.V.)
Arrivée des premiers recrutés pour le travail dans les plantations
1897-1907 - Création de douze sociétés de plantation (toutes allemandes sauf une)
Appropriation de 91 000 ha de terre dans la région du mont Cameroun
1898-1899 - Opération de cadastrage des terres. Délimitation des plantations et des «réserves indigènes»
1902 - Création de la première commission chargée de régler les différends fonciers.

– *Les plantations industrielles en 1922* (d'après les renseignements réunis pour la vente des plantations)

Nombre de propriétaires : 20 (sociétés : 14 ; particuliers : 6)
Nombre de domaines : 45 (en exploitation : 21)

Superficie	possédée	: 103 000 ha	
	cultivée	: 15 580 ha (en 1900 : 3 056 ha)	
Cultures	cacaoyers	: 4 382 820	(production en 1916 : 2 273 t)
	funtumia (arbre à caoutchouc)	: 1 621 035	
	hévéas	: 558 929	
	palmiers à huile	: 983 143	
	bananiers	: 578 ha	

Communications : 51 ponts (Sanje : 40m), 139km de lignes à deux rails, 40km de mono-rail, wharfs de Tiko et de Bota
Équipement économique : 10 usines, 98 magasins, 3 scieries, 26 sècheries de cacao, 753 bâtiments
Équipement social : 139 maisons de travailleurs, 30 hôpitaux ou dispensaires.

La lecture du tableau indique bien à quel point la colonisation allemande a été importante pour le Cameroun Occidental, par la création de centres administratifs (mis à part Rio-del-Rey, tous les autres centres se sont développés), l'accroissement de l'activité de la mission de Bâle, la mise en valeur des terres des environs du mont Cameroun et l'établissement d'une infrastructure en partie encore utilisée aujourd'hui. Elle a contribué à établir des courants de migrations entre les Grasslands et le pays des plantations par le travail «forcé» d'abord, puis le travail volontaire. Le problème de la terre laissée aux autochtones bakweri s'est posé de manière aiguë. Mais aujourd'hui, l'État fédéré dispose de cette masse de terres par l'intermédiaire de la Cameroons Development Corporation, héritière des domaines allemands confisqués au lendemain de la 2e guerre mondiale. Il est possible d'utiliser ces terres pour créer des lotissements, des routes, des établissements sociaux, sans toucher aux «native rights».

De son côté, l'administration allemande avait réservé des terres pour le développement des «stations» ou centres administratifs. Ces terres, devenues terres de la couronne (Crown lands), n'ont pas été vendues à des particuliers qui auraient pu spéculer, et peuvent permettre un aménagement et un contrôle du développement des villes aujourd'hui.

L'installation des maisons de commerce - la John Holt, Ambas Bay Trading Co. (filiale d'U.A.C.), les filiales des sociétés de plantation - qui a précédé la colonisation, s'est amplifiée à cette époque : des factoreries se sont installées dans tous les petits centres de brousse. A Muyuka, étaient installées trois maisons, John Holt et deux sociétés allemandes (W.A.P.V. et A.F.C.), à Rio-del-Rey, deux (une allemande et une anglaise), à Boa, une. On trouve dans beaucoup de villes et bourgs des immeubles en dur rappelant cette époque faste pour la région : maisons sur pilotis avec balcon, toits de tôles, murs de bois.

Parmi les plantations acquises par les colons allemands, certaines seulement ont été mises en valeur : la West Coast (Victoria-Idenau), la plaine de Tiko, les pentes orientales du mont Cameroun de Bota à Muyuka, Mukonje, Mbonge et Bai. Les domaines les plus éloignés et les plus difficilement accessibles n'ont pas été cultivés : Boa, Lobé, Ndian à l'ouest, Tombel et Essosong sur le mont Kupe.

La culture principale des plantations allemandes avant 1914 fut le cacao : de 250 t en 1900, les exportations atteignirent 2800 t en 1910. A peu près toutes les plantations comptaient des cacaoyers,

comme l'indique la carte dans le texte. De nombreuses autres cultures étaient également pratiquées : celle du funtumia, arbre à caoutchouc local à faible rendement, du palmier à huile, de l'*hévéa brasiliensis*, du bananier. On comptait, lors de la vente de 1922, 4 400 000 cacaoyers contre 1 600 000 funtumias, 980 000 palmiers à huile, 560 000 hévéas et 580 ha de bananiers.

L'attrait de la culture cacaoyère va persister durant toute la période de la gestion allemande des plantations, comme le tableau ci-après l'indique.

Tableau 18

Cacao – production des sociétés allemandes en 1916 et 1940 (en tonnes)

Sociétés	1916	1940	CDC 1970
W.A.P.V. (Molyko, Victoria, Woermann)	787	490	–
Ekona	463	255	–
Idenau	225	42	–
K.K.C. (Mukonje)	218	268	–
Bibundi	211	–	–
Moliwe	195	187	–
D.W.H. (Mbonge)	52	49	–
Debundscha	46	–	–
Oechelhausen	24	–	–
Rein et Wessel (Ombe)	16	–	–
Holfoth	16	45	–
Röhricht	7	–	–
Weiler (Mongonge)	5	–	–
Steinhausen	4	–	–
A.F.C. (Tiko)	4	156	–
K.E.G. (Tombel)	–	28	100

Des zones comme la West Coast ont été abandonnées à d'autres cultures ; le domaine de Tombel a, par contre, été planté. Il constitue aujourd'hui le seul domaine de la C.D.C., avec celui d'Ikange près de Tiko, où cette culture est encore pratiquée.

Le centre de gravité du Cameroun allemand se trouva être la région du mont Cameroun, et Buea fut la capitale de la colonie de 1901 à 1909.

B - LA COLONISATION ANGLAISE

On peut distinguer deux phases durant la période du mandat britannique de 1922 à 1960 :

- une phase de tutelle passive correspondant à l'entre-deux-guerres, caractérisée par la poursuite des activités des sociétés allemandes ;
- une phase de tutelle plus active après 1946, avec une politique de développement, soutenue par de nombreuses sociétés d'État et animée par l'administration, préparant la voie de l'indépendance, avec rattachement de la région au Nigeria.

a - L'entre-deux-guerres

Les Britanniques, qui avaient séquestré les propriétés des Allemands, voulurent les vendre en 1922 et 1924. Ce furent les anciens propriétaires qui les rachetèrent.

Trois domaines seulement appartenaient à des sociétés britanniques : Bwinga dans la plaine de Tiko, Bai Rubber and Cocoa Estate et Ndian. Ils sont à l'origine du patrimoine de l'actuelle société

Pamol (Cameroun) Limited, crée en 1936, filiale de l'U.A.C. (United Africa Company). Cette Société, qui possédait le domaine de Bwinga en 1895, racheta les domaines de Bai et Ndian en 1925 et 1932 à des sociétés allemandes, et acquit en 1950 le domaine de Lobé, propriété allemande restée inexploitée. Elle a, de plus, en bail, 2 816 ha de terres à Ndian.

Les plantations gérées par des Allemands occupaient en 1938 une surface d'environ 95 900 ha (36) - contre 3 520 ha tenus par les Britanniques - dont 29 855 étaient en culture. 24 550 Africains travaillaient dans ces domaines qui produisaient du cacao, de l'huile de palme, du caoutchouc, des bananes, du thé, du poivre, du quinquina, du tabac.

Le cacao, spéculation dominante avant 1914, avait laissé place aux produits du palmier à huile et de l'hévéa.

La superficie plantée est passée de 7 100 ha en 1911 à 8 630 ha en 1939, mais la part du cacao est descendue de près de 50 % à 30 % environ de la surface plantée. Le bananier a progressé dans la plaine de Tiko, et des domaines ont été affectés à la culture du palmier et de l'hévéa, cultures pratiquées encore sur ces terres : l'hévéa à Missellele, Mukonje, le palmier à huile à Bota, Moliwe, Mpundu. Dès 1928, des essais de culture du thé étaient réalisés à Tolé.

Durant cette période, la région fut administrée comme une partie de l'Eastern Province du Nigeria. L'administration appliqua, comme au Nigeria, la politique de l'Indirect Rule dont le fondement juridique sont les Natives Authorities. Il s'agit d'exercer les pouvoirs en s'appuyant sur les autorités traditionnelles. Ces N.A. avaient le droit de légiférer, d'établir les impôts sous le contrôle strict des Districts Officers (équivalent des préfets).

Ainsi, en 1936, furent reconnues les N.A. des Fons de Bali, Kom, Bum, Nso et Bangwa qui dirigeaient les chefferies les mieux organisées des Grassfields. Dans un deuxième temps, quelques chefs de la région forestière furent reconnus. En 1938, un découpage du pays en N.A. fut effectué. La région fut ainsi fragmentée en un grand nombre de petites unités (parfois des villages), maintenant par là les structures sociales existantes et accentuant les particularismes locaux.

Ce système reposant sur l'existence d'une autorité traditionnelle fut difficilement applicable dans la zone forestière où le D.O. (District Officer) dut souvent intervenir. Cette structure administrative, qui a fonctionné jusqu'en 1958, époque à laquelle elle a été modifiée pour constituer des unités plus importantes et représentant mieux les populations, a marqué profondément le pays. Celui-ci a mieux conservé que son voisin de l'Est ses structures sociales traditionnelles, et a pris l'habitude d'une décentralisation des décisions relativement poussée.

Cette époque a vu également la fin des expropriations brutales de terres qui avaient marqué la période de 1896-1906. Un remodelage des réserves fut tenté mais sans succès, et la carte des terres du département de Fako est, à quelques détails près, celle de l'entre-deux-guerres.

Quelques pistes furent tracées unissant les principales «stations» Victoria, Kumba, Mamfé et Bamenda.

Le nombre des Européens ne dépassa pas 500 durant cette période. En 1938, on comptait 74 Britanniques, mais 285 Allemands, sur une population européenne de 434 personnes. C'est dire la faiblesse de l'encadrement administratif.

---

(36) Quatre sociétés sur seize disposaient de plus de 10 000 ha : la West African Plantation Victoria ou W.A.P.V. (16 000 ha), la Moliwe Plantation Co (13 000 ha), la Bibundi Aktiengesellschaft (12 700 ha), la N.V. Handelmaatschsppij Ekona (11 400 ha).

Dans certaines régions, cependant, les cultures d'exportation et la vente des produits vivriers en grosse quantité se pratiquaient. Dans le district de Muyuka, par exemple, on recensait, en 1928, 90 000 cacaoyers et, en 1935, 40 211 dans quatre villages. Le District Officer estimait à 1 200 t le volume de plantains et de macabos vendus chaque année aux gens de Douala. Le revenu des quelques 2 500 personnes résidentes était ainsi estimé :

cacao	:	2600 £
produits vivriers	:	8500 £
commerce avec Douala ...	:	2300 £
échanges locaux	:	500 £
artisanat	:	400 £

b - La période d'après-guerre

La fin de la deuxième guerre mondiale a été marquée par un changement d'attitude de la Grande Bretagne à l'égard du Cameroun Occidental. Cette période est caractérisée par la mise en place d'une administration autonome, par un effort important pour la création d'équipements, par des plans de développement des ressources économiques.

La mise en place d'une administration autonome s'est faite en plusieurs étapes :

1946 : 2 membres du Cameroun Occidental siègent à la House of Assembly d'Enugu, Eastern Region ;
1949 : le Cameroun Méridional est divisé en deux provinces : Cameroons province pour la zone forestière, Bamenda province pour les Grassfields ;
1952 : 13 membres élus du Cameroun Occidental siègent à la House of Assembly d'Enugu ;
1954 : création du Southern Cameroons, État quasi fédéré avec le Nigeria, et de la House of Assembly de 25 membres dont 13 élus ;
1958 : création du premier gouvernement du Southern Cameroons (un premier ministre et 4 ministres), d'une assemblée et d'un conseil des chefs ;
réforme des Native Authorities remplacées par les Area Councils représentant mieux l'ensemble de la population ;
1960 : indépendance ;
1961 : réunification avec le Cameroun. Le Southern Cameroons devient l'État fédéré du West Cameroon ou Cameroun Occidental.

Tableau 19
Les équipements en 1959

Équipements :	gouvernementaux	des autorités locales	privés
routes	1 090 km	720 km	?
établissements sanitaires ...	382 lits	16 lits	774 lits
enseignement primaire	–	9 669 élèves (y compris écoles des plantations)	54 607 élèves
enseignement secondaire	–	–	571 élèves

Parallèlement, l'administration a investi pour la création des équipements de base : amélioration des liaisons Victoria-Kumba-Mamfé-Calabar, Mamfé-Bamenda, création de la Ring Road, la route circulaire des Grassfields, création de pistes de ramassage des produits destinés à l'exportation. Durant la décennie 1950/1960, 2600 millions de francs CFA ont été ainsi investis dans l'infrastructure routière. En 1960,

cependant, le réseau routier était à la fois insuffisant et de mauvaise qualité (tracé sinueux, ponts étroits, fortes pentes, plates-formes routières fragiles). Les efforts de l'administration ont également porté, dans le secteur social, sur l'amélioration des hôpitaux généraux de Victoria, Kumba, Mamfé et Bamenda. Sur le plan scolaire, une seule réalisation, le collège technique d'Ombe. L'enseignement secondaire et primaire a été laissé entre les mains des missions, d'où le retard de la région en matière d'équipements sociaux. Le taux de scolarisation était de l'ordre de 29 % en 1959, contre 64 % au Cameroun Oriental. On y comptait un lit d'hôpital pour 708 habitants, contre 1 pour 315 dans le Cameroun francophone.

L'administration anglaise est plutôt intervenue dans l'économie, soit directement en créant des «corporations», sociétés d'État chargées de promouvoir certaines activités, soit en favorisant l'installation de firmes privées et le développement des coopératives. En 1946, elle crée la Cameroons Development Corporation (C.D.C.) qui reprend l'ensemble des plantations industrielles allemandes et investit plus de 5 millions de livres (3,5 milliards de F.CFA) entre 1952 et 1956 pour compléter les équipements (création de l'usine de thé de Tolé, de l'huilerie d'Idenau, d'un nouveau wharf à Tiko), pour moderniser les installations existantes, effectuer de nouvelles plantations, apporter des équipements sociaux aux travailleurs (centres de santé, écoles, centres d'achats).

En 1958, la C.D.C. réalisait 42 % des tonnages exportés, et en valeur, ses exportations constituaient 50 % du montant F.O.B. (37) des exportations du Cameroun Méridional. La surface cultivée, de l'ordre de 22 000 ha, était supérieure à celle de 1914 (18 000 ha), et à celle de 1938 (19 500 ha).

En 1954, elle instaure un système de caisse de stabilisation des produits agricoles d'exportation : le Marketing Board. Celui-ci doit faciliter l'achat et l'écoulement des produits agricoles d'exportation et en soutenir les cours. Il fixe le prix d'achat du cacao, du café, des palmistes en début de campagne, en tenant compte des cours mondiaux et des prévisions de récolte, mais il n'achète pas directement.

Ce système a contribué à faire disparaître le commerce de traite dominé par l'United Africa Company (U.A.C.) et John Holt.

C'est à cette époque également que se met en place le Public Works Department (P.W.D.) chargé de l'entretien, de la construction des routes et des adductions d'eau, ainsi que la West Cameroon Electricity Corporation (W.C.E.C.) qui va électrifier Buea, Victoria et Tiko. La W.C.E.C. disposait de trois petites centrales hydroélectriques (Yoké, Malale et Luer Man Fall dans le département de Fako) et d'une centrale thermique à Bota. La production était de l'ordre de 8 millions de kWh ; elle s'élève aujourd'hui à 10 millions de kWh.

En 1956, sera créée la Southern Cameroons Development Agency (38) qui va tenter de créer des entreprises dans divers domaines : entreprises forestières, métallurgiques, agricoles, et même une entreprise de transport aérien. Enfin, l'idée du Community Development va être lancée pour inciter les communautés rurales à s'équiper.

Cette période d'après-guerre voit aussi l'arrivée de nouvelles entreprises européennes. Elders and Fyffes, filiale de l'United Fruit Co., reprend en 1948 le domaine de Likomba et celui de Bafia-Bavenga en 1958 (39), pour y cultiver des bananiers, et va s'occuper de l'acheminement et de la vente de toute la production locale. Son activité dans la région cessera en 1966. Cadbury and Fry, le grand chocolatier britannique, s'implante en 1956 à Ikiliwindi, au centre du «cocoa belt» de la région pour y améliorer la production.

---

(37) «Free on board» : franco à bord.

(38) Devenue depuis la West Cameroon Development Agency (W.C.D.A.).

(39) Dans ces deux plantations, Elders and Fyffes planta jusqu'à 10 000 ha de bananiers : 6 000 à Likomba et 4 000 à Bafia-Bavenga.

L'exploitation forestière commence également à cette époque. En 1956, trois firmes l'amorcent : la Kamerun Ltd, la Coast Timber Co. et Brandler and Rylke qui fusionneront en 1958, formant le consortium du bois appelé K.C.B. qui fera ultérieurement faillite. Ainsi, les exportations de bois passèrent de 6 000 t en 1956, à près de 125 000 t en 1960. En 1961, les sociétés exploitantes (la K.C.B. et une nouvelle venue, la Swiss Lumber Co.) avaient des licences d'exploitation sur 476 000 ha, dont 47 000 en réserves forestières. L'exploitation s'organisait à proximité de l'axe routier Tiko-Kumba qui constituait la seule voie d'évacuation.

Le phénomène, sans doute le plus important pour les agriculteurs africains, va être le développement du système coopératif. En 1959, on comptait, pour tout le Cameroun Occidental, 15 000 coopérateurs répartis en 175 coopératives primaires regroupées en huit unions de coopératives. Elles commercialisaient déjà 32 % du cacao, 54 % du café *robusta*, et vendaient plus de 1 200 000 régimes de bananes.

Tableau 20
Développement de l'activité des coopératives
dans l'exportation des principales productions agricoles 1952-1958
Valeur de la production en million de F.CFA

Années	Nbre de membres	Bananes		Cacao		Café		Total	
1952/53	2 000	14	3%	280	52%	245	45%	539	100%
1953/54	3 000	91	9%	672	63%	301	28%	1 064	"
1954/55	4 000	252	19%	742	56%	329	25%	1 323	"
1955/56	6 000	915	23%	2 170	55%	884	22%	3 969	"
1956/57	8 000	2 121	48%	1 407	31%	945	21%	4 473	"
1957/58	11 000	5 544	61%	1 666	18%	1 925	21%	9 135	"

d'après le rapport de K. BERRIL (*op. cit.*) p.23

La première union de coopératives primaires naquit en 1952 (40), ce fut la Bakweri Cooperative Union of Farmers (B.C.U.F.) (41), dont la croissance et le déclin correspondent à ceux de la production bananière. Favorisée par l'administration, soutenue par la C.D.C., l'union fut enregistrée le 12 juin 1952. Elle comptait 24 membres en août 1952, près de 2 000 en 1958 répartis en douze sociétés, plus de 5 000 répartis en 27 coopératives primaires en 1963.

Tableau 21
Exportations bananières de la Bakweri Coopérative Union of Farmers entre 1952 et 1963
(nombre de régimes)

1952/53	8 000	1958/59	1 091 000
1954/55	36 000	1959/60	1 397 462
1955/56	85 000	1960/61	1 538 168
1956/57	248 000	1961/62	1 522 407
1957/58	504 000	1962/63	1 751 561

(40) KABERRY indique dans *Women of the Grassfields* (p. 20) qu'en 1947, 14 tonnes de café *arabica* étaient exportées et qu'en 1950, deux sociétés coopératives en vendaient 18 tonnes dans le Bamenda.

(41) La B.C.U.F. a été créée par le Dr E.M.L. ENDELEY, Bakweri d'origine, membre du bureau de la C.D.C. jusqu'en 1954, député du Nigeria, qui sera Premier Ministre du Cameroun Méridional en 1958/59.

En 1928, une première tentative de création de société coopérative de commercialisation de produits agricoles avait échoué en raison de la malhonnêteté des dirigeants. Après 1950, l'expérience coopérative se généralisa avec l'appui des autorités : de 4 000 en 1945/55, le nombre des membres passa à 15 000 en 1959/60 et à 27 000 en 1962/63, pour l'ensemble du Cameroun Occidental. Elles se spécialisèrent dans la commercialisation des produits agricoles d'exportation tels que le café (*arabica* ou *robusta*), le cacao, les bananes ou les palmistes. Parallèlement se développèrent quelques sociétés de prêt (Credit Unions), ou d'épargne (Thrift Unions).

Tableau 22

Répartition des coopératives par type et par division au 31 mars 1959

Division de	Prêt	Épargne	Commercialisation	Total coopératives primaires	Unions de Coopératives
Victoria	2	1	15	18	4
Kumba	1	1	67	69	6
Mamfé	3	–	13	16	1
Bamenda	–	2	50	52	1
Wum	–	–	3	3	–
Nkambe	–	–	2	2	–
Total	6	4	150	160	12

Elles prirent un plus grand développement dans certaines zones : les Grassfields, le Bakossi. Elles réussirent mieux pour le café que pour d'autres cultures d'exportation. En 1959, elles vendaient plus de 50 % de la totalité du café *arabica* ou *robusta*, mais seulement 32 % du cacao produit dans les fermes africaines.

Le bilan de cette période, s'il n'est pas extrêmement brillant dans tous les domaines, est somme toute positif. La région est entrée dans le circuit de la production moderne avec ses aléas. Elle va connaître, avec la production bananière, une période de profit élevé, puis une chute spectaculaire de celui-ci pour des raisons extérieures, enfin, une difficile période de reconversion: La B.C.U.F., qui exportait 8 000 régimes en 1952/53, dépassait le million en 1958/59, et n'en vendait plus que 66 500 en 1968. La C.D.C., qui avait une superficie plantée de 9 293 ha de bananiers en 1955, n'en avait plus que 906 ha en 1965. La culture bananière, qui avait commencé vers 1929/1930, s'était développée après la deuxième guerre mondiale dans les plantations industrielles d'abord, les plantations familiales ensuite. Elle constituait une source importante de revenus : 70 % des revenus de la C.D.C. entre 1953 et 1958 provenaient de la vente des bananes. En 1958, les revenus moyens annuels des membres de la B.C.U.F. obtenus par l'exportation des bananes étaient évalués à 100 000 F.CFA (42). Les raisons de cette réduction brutale de la production sont de plusieurs ordres :

- la perte du marché du Commonwealth avec la réunification : les exportations de l'ordre de 80 000 t étaient destinées pour 65 % au marché britannique qui accordait un droit protecteur de 14 % (maintenu jusqu'au 30 septembre 1963), et pour 35 % au marché scandinave ;
- la forte compétition entre pays producteurs pour les marchés préférentiels du Commonwealth, de la zone franc et pour le marché libre : concurrence des Antilles, de l'Équateur, des pays d'Amérique centrale et d'Afrique ; difficultés pour l'obtention d'une part du quota du Cameroun dans l'approvisionnement de la France en 1966 ;

(42) BERRIL (K.) - 1961, p. 23.

- la fragilité de la culture, sensible aux maladies (en particulier à la maladie de Panama) (43) et aux tornades, ainsi que celle du fruit qui nécessite un conditionnement poussé ;
- l'adoption de nouvelles variétés à la place de la *Gros Michel*, du type *Poyo/Robusta, Cavendish* ou *Lacatan,* plus résistantes à la maladie de Panama.

C - LES CONSÉQUENCES DE LA RÉUNIFICATION

La réunification politique a eu des effets importants qu'il est encore difficile de mesurer.

a - Les conséquences économiques

L'économie de la région a été modifiée par le passage de la zone sterling à la zone franc par :

- la perte de la préférence du Royaume-Uni pour l'écoulement des productions exportables (les conséquences sur la production bananière ont été étudiées plus haut),
- la fermeture de la frontière du Nigeria coupant les grandes compagnies de commerce européennes (John Holt, U.A.C.) ainsi que les commerçants ibo, nombreux dans la région, de leurs arrières,
- l'installation de commerçants venus de l'est.

On voit s'installer de nouveaux courants commerciaux et d'anciens flux se renforcer. Les commerçants bamiléké de l'Est ou de Douala viennent ainsi acheter l'huile de palme aux portes des usines de la C.D.C. ou de la Pamol, le thé de Tolé. Ils collectent également les macabos, ignames et plantains des régions de Tombel, Kumba et Muyuka, pour ravitailler Douala. Le vin de palme et de raphia de la plaine de Tiko est aujourd'hui collecté par les petits transporteurs de Douala. Des troupeaux descendent de plus en plus de Bamenda à Douala pour être abattus.

Si la John Holt a fermé ses portes, de nombreuses sociétés commerciales de l'Est sont venues prendre la relève : la Sonac, la Scoa, Printania, etc. Les principales banques ont ouvert des agences à Victoria et l'une d'entre elles a repris le réseau de la Barclays D.C.O. qui avait des bureaux dans les principales villes du pays. Le pain ou le poisson frais sont distribués par des entreprises ayant leur siège à Douala ou Bafoussam.

Le renversement des courants commerciaux a été net pour les grandes entreprises. La Pamol, qui disposait d'installations portuaires à Calabar, envoie maintenant ses palmistes par Douala, son huile de palme par Victoria, son caoutchouc par Tiko malgré le coût plus élevé du transport. De même, le Marketing Board utilise la voie ferrée pour ses expéditions de cacao et de café sur Douala et les sociétés forestières évacuent toute la production de la région par Douala.

De nouvelles liaisons routières et ferroviaires symbolisent depuis peu la réunification, en particulier le chemin de fer Mbanga-Kumba et la route Tiko-Douala mise en service en 1939.

C'est cependant pour le Bamenda que la route du sud est vitale (elle lui donne un accès direct à la mer) et c'est à cette région que la suppression des barrières douanières en 1963 a le plus profité.

b - Les autres conséquences

Si l'intégration économique des deux Camerouns est en bonne voie, la circulation des hommes entre les deux États est réduite. Entre Douala et les villes du Fako, les lignes de taxi-brousse sont encore peu nombreuses. Pendant les huit premiers mois de 1970, 13 700 billets de chemin de fer ont été délivrés à la gare de Kumba pour Douala, et 1 500 pour Mbanga.

---

(43) Les variétés *Lacatan, Poyo/Robusta* et *Cavendish,* résistent mieux à la maladie que la variété *Gros Michel.* On peut protéger le bananier des autres maladies avec des traitements appropriés : «Cigar End», «Sigatoka leaf spot» ou cercosporiose des feuilles.

L'installation de Camerounais de l'Est dans le Cameroun Occidental est bien timide, et si l'on rencontre des Bamiléké, des Ewondo ou des Bulu dans le sud, leur présence est souvent antérieure à la réunification et date de l'époque allemande. Une enquête effectuée dans le quartier de New-Town à Victoria nous a appris que, parmi les personnes interrogées, bien peu connaissaient Douala et quelques-unes seulement avait l'intention de s'y rendre pour visiter la ville.

Il est cependant trop tôt pour juger des effets de la réunification sur l'économie ou les hommes. L'orientation de l'économie vers Douala va de plus en plus se faire sentir, aussi bien dans le sud que dans les Grassfields, mais les clivages d'ordre sociologique qui existent actuellement entre les gens des deux Camerouns disparaîtront vraisemblablement plus lentement. Il est vrai que l'obstacle de la langue n'est pas très important ; le pidgin english est parlé dans le Littoral et l'Ouest, et constitue la langue véhiculaire de toute cette zone. L'impulsion décisive pourrait être donnée par la création à Victoria d'un port moderne à l'échelle du Cameroun.

La création de plantations industrielles, le développement des équipements économiques et sociaux, l'organisation de circuits commerciaux, le développement des cultures d'exportation, la mise en place d'une administration, l'appel de main-d'œuvre pour les plantations, etc, ont bouleversé l'organisation traditionnelle de l'espace sous l'impulsion du colonisateur et de l'administration camerounaise. Mais ces changements fondamentaux ont affecté surtout le sud du pays, apportant ainsi une source de déséquilibre dans l'espace régional.

Cette région qui fut une région pilote sous l'administration allemande, un pays attardé et un peu oublié au temps du mandat britannique, tente aujourd'hui de trouver un nouveau souffle en se rattachant à la zone économique de Douala.

LES HOMMES ET LEURS ACTIVITÉS

1 – LA POPULATION (44)

Les peuples et groupes qui forment la population de la région, de même que les densités, ont été étudiés dans un chapitre précédent. Les structures et la dynamique de la population seront examinées ici.

A - LES STRUCTURES DÉMOGRAPHIQUES

a - Structure par sexe

La carte de la sex-ratio (45) fait ressortir un certain nombre de zones où le taux de masculinité est élevé :

- l'arrondissement de Bamusso, peuplé de pêcheurs nigerians (187) ;
- les groupements où villes et plantations représentent une forte proportion dans la population totale : Tiko, Victoria, Muyuka, Buea et Kumba (118 à 133) ;
- les groupements où les plantations industrielles ont un poids prédominant : Modeka, Bwinga, Bamboko, Ekundu Titi, Ndian (114 à 135).

Ce taux est moyen ou faible dans l'ensemble de la zone rurale, et il semble plus faible dans les groupements où la tendance à l'émigration est forte. Il ne s'agit pas là d'ailleurs, d'une règle générale : certains groupements ruraux relativement touchés par l'émigration ne présentent pas de fort déficit masculin (arrondissement de Nguti, groupement ejagham, groupement balue, groupement ngie-andek).

---

(44) Pour l'ensemble de ce chapitre, consulter les cartes suivantes :
«Éléments de démographie» : Évolution de la population (1953-1968) ; Sex-ratio ; Population masculine : structure par groupe d'âge ; Population féminine : structure par groupe d'âge ;
«Population» : Répartition des non-originaires ;
«L'organisation de l'espace» : Population - taux d'accroissement annuel ;
«Plantations industrielles» : 3. Les travailleurs de la C.D.C. ;
«Traits sociaux» : Salariés et travailleurs indépendants.

(45) Nombre d'hommes pour 100 femmes.

La carte de la sex-ratio traduit avec quelques nuances la carte des migrations, car ce sont d'abord les hommes qui émigrent, et le plus souvent les hommes célibataires jeunes. Il est également fréquent de voir l'homme marié «tenter sa chance en ville», laisser sa femme dans son village tant que sa situation matérielle en ville ou dans une plantation industrielle n'est pas assurée.

Dans les zones de pêche, l'activité saisonnière, l'inconfort et aussi l'insécurité des campements, expliquent l'ampleur de la disproportion numérique entre hommes et femmes.

Dans les plantations, les femmes sont relativement nombreuses dans les plus anciens et les moins isolés des camps. Dans la plantation de thé de Tolé, elles sont plus nombreuses que les hommes. La C.D.C. en effet, jusqu'à une période récente, a estimé que la main d'œuvre féminine était plus apte que la main-d'œuvre masculine à la cueillette du thé.

Dans les villes et les bourgs, le taux de masculinité est d'autant plus élevé que la population provient de zones lointaines. Les villes du sud (Victoria, Buea, Kumba, Tiko et Muyuka) s'opposent ainsi aux autres. A Mamfé ou à Bamenda, la part des populations locales ou régionales dans la composition ethnique respective de chaque ville, rend compte des taux de masculinité relativement faibles observés.

Parmi les personnes nées hors du Cameroun Occidental, le taux de masculinité est nettement supérieur à celui de la population originaire, le groupe ibibio détenant le record (145).

b - Structure par âge

L'étude de la répartition de la population par âge, présente un caractère aléatoire, en raison de l'imprécision générale des données démographiques.

Deux cartes ont été établies en comparant entre elles les pyramides des âges simplifiées de la population masculine et féminine de chaque groupement. Les groupements ont pu être ainsi répartis en trois grands types :

1er type : importance des jeunes de 0 à 15 ans :
- Grassfields : Esimbi, Bafut Njinteh, groupement de Bechati, ...
- zone forestière centrale : arrondissement d'Akwaya sauf Assumbo, groupements de Kembong, de Nguti, de Bakundu Ndoi, ...

2ème type : importance des adultes de 15 à 45 ans :
- zone côtière dans son ensemble à l'exclusion de trois groupements (Nyandong, Mbonge et Buea),
- Grassfields : groupe moghamo,

3ème type : importance des personnes âgées :
- zone côtière : deux groupements bakweri (Bonjongo et Muea), groupe bakossi dans son ensemble,
- zone forestière centrale : groupements balue, ekwe, biteku, ...
- Grassfields : groupements de Bamumbu, de Widekum, de Balikumbat.

Si dans son ensemble la structure par âge de la région est caractérisée par le nombre des jeunes, il n'en existe pas moins des différences zonales remarquables. La zone côtière se distingue par l'importance des adultes, la zone forestière centrale par celle des jeunes dans la majorité des groupements, et des personnes âgées dans une minorité. Les Grassfields présentent des caractères différents selon le sexe considéré ; dans l'ensemble, cependant, la structure rappelle celle de la zone forestière centrale.

L'explication globale de ces structures par âge réside dans l'historique, l'ampleur et les directions des flux migratoires. Les groupements ayant un nombre d'adultes supérieur à la moyenne sont, sans doute, ceux qui attirent des migrants. Une forte proportion de jeunes indique un groupement qui a une forte natalité et qui peut se dépeupler. Le nombre relativement important des plus de 45 ans dans certains groupements pourrait signifier une faible natalité, un dépeuplement ancien, le retour d'anciens émigrants dans leur village.

Chaque groupement présente une pyramide des âges originale : quelques-uns ont des structures par âge différentes selon les sexes. Trois cas peuvent se présenter :

- prédominance des hommes adultes et des femmes jeunes : groupements de Buea et de Mbonge Marumba ;
- importance des hommes âgés et des femmes jeunes : groupement de Mbonge Bekondo ;
- importance des hommes jeunes et des femmes âgées : groupements de Mamfé, Assumbo, Kom, Aghem, Ndop.

Le premier cas est difficile à interpréter. A Buea comme à Mbonge Marumba, le nombre des hommes adultes s'explique par l'immigration rurale et la présence d'activités urbaines ; le nombre relativement important des jeunes femmes dans le groupement de Buea traduit leur présence à Tolé, dans celui de Mbonge Marumba, leur forte proportion dans le bourg peuplé à 65% de Nigerians.

On peut avancer que les fonctionnaires de Buea, comme les Ibo et Ibibio installés depuis longtemps à Mbonge, se sont mariés avec des femmes plus jeunes qu'eux. Dès que sa situation paraît établie, le Nigerian ou le fonctionnaire va dans son village chercher une jeune épouse.

Les deux autres cas s'expliquent vraisemblablement par un décalage entre sexes dans l'émigration. A Mbonge Bekondo, groupement situé à proximité de Kumba et des plantations, les hommes adultes et les scolaires s'en vont et reviennent quand ils sont âgés. Les femmes qui émigrent, le font sans doute, à un âge plus tardif. Dans les autres groupements, les hommes de 15 à 45 ans et les femmes de 15 à 30 ans, sont relativement moins nombreux, car l'émigration porte essentiellement sur ces tranches d'âge. Les mouvements de retour au pays sont relativement faibles. Le nombre actuel des femmes âgées semblerait indiquer une émigration moins forte que celle des hommes dans le passé.

Tableau 23
Structure par âge selon les différentes zones
(pourcentages arrondis)

Tranche d'âge		Zone côtière *	Zone rurale forestière *	Grassfields*	Atlas Ouest I
Hommes	0 - 15	41	49	52	48
	15 - 30	27	20	22	23
	30 - 45	23	18	15	18
	plus de 45	9	13	11	11
Femmes	0 - 15	48	46	47	47
	15 - 30	30	26	25	26
	30 - 45	16	20	19	19
	plus de 45	6	8	9	8

* Composition de chaque zone :

- Zone côtière : Fako, plus arrondissement de Bamusso, plus groupements de Ndian, Ekundu Titi, Mbonge Marumba, Kumba et Bakundu Kombone.
- Zone rurale forestière : arrondissements de Tombel, Bangem, Nguti, Mamfé et Akwaya, plus groupements balue, ngolo-batanga, mbonge bekondo, bakundu ndoi, menka et widekum.
- Grassfields : Mezam, Menchum, Momo (moins Menka et Widekum, plus arrondissement de Fontem).

La zone côtière se distingue des autres zones par l'importance relative des adultes : les hommes et les femmes de 15 à 30 ans, les hommes de 30 à 45 ans. A l'inverse, les autres zones, essentiellement rurales, ont une plus forte proportion de jeunes et de personnes âgées.

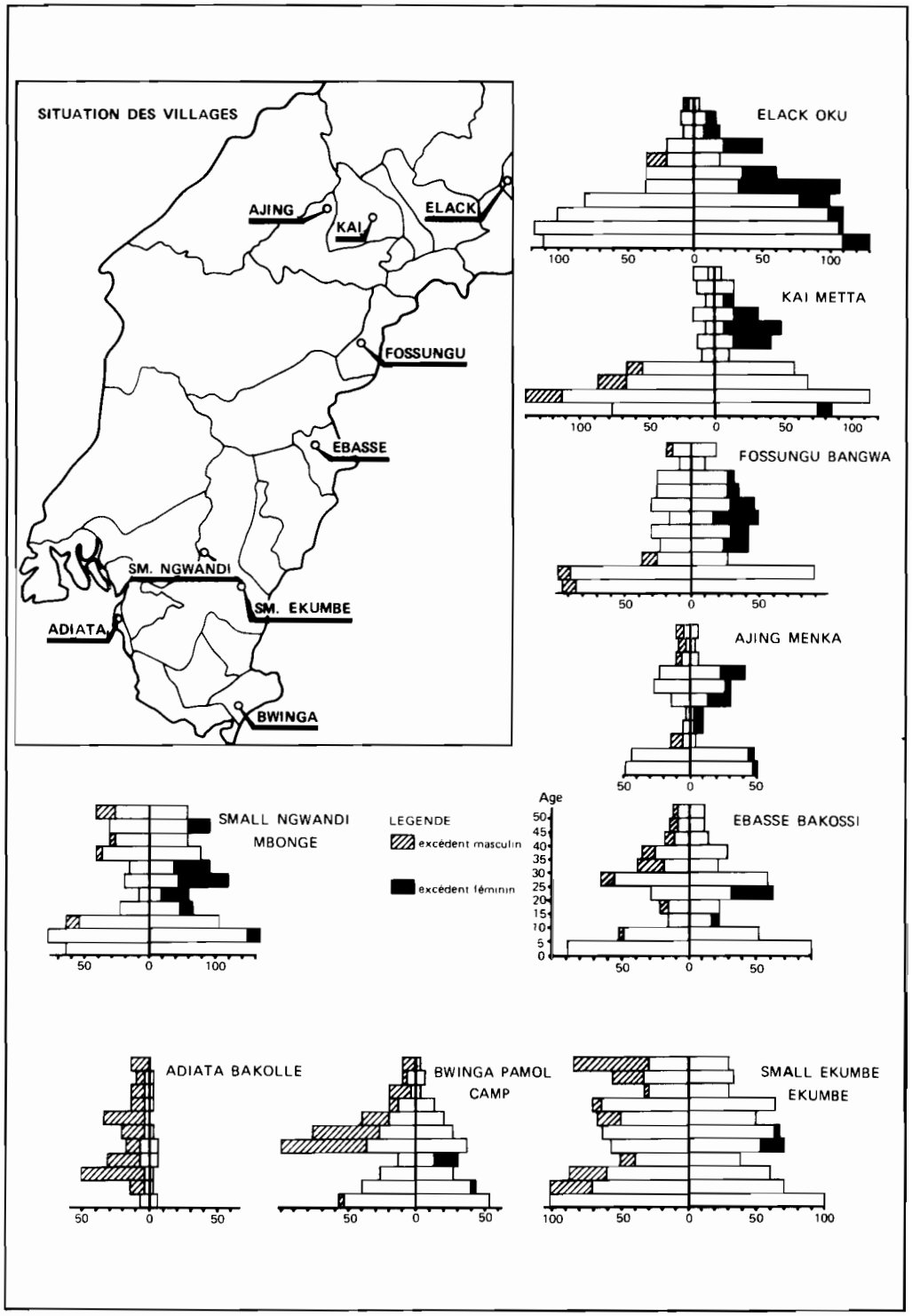


Figure 5 - Pyramide des âges de quelques villages.

c - La taille des ménages et leur composition
(d'après l'enquête démographique de 1964)

Le ménage constitue la cellule démographique et économique de base. Il se compose généralement du chef de famille, de sa ou ses femmes, des enfants non mariés, parfois des grands-parents, quelquefois de domestiques ou de personnes diverses (parents, amis, personnes de passage, enfants d'âge scolaire).

En zone rurale, la région de la forêt s'oppose aux Grassfields pour la taille des ménages. Dans les Grassfields, la taille moyenne varie de 5 à 7 personnes par ménage, dans la forêt de 3 à 5. Les Bangwa et les Mundani se distinguent par l'importance du nombre de personnes vivant dans un même ménage. Au contraire, les régions de pêche sont remarquables par le faible nombre de personnes constituant un ménage (moins de 3 personnes), de même que les plantations et les villes (3 personnes par ménage en moyenne).

Sur 100 ménages, 40 étaient constitués de personnes célibataires, 40 de monogames et 16 de polygames. Si quelques chefs traditionnels des Grassfields ont souvent plus de 50 femmes (46), la majorité n'en a que deux. Les Bangwa et les Mundani, apparentés aux Bamiléké, constituent un cas spécial : 45% des hommes mariés y sont polygames en zone rurale. Plus du tiers des hommes mariés sont polygames chez les Bantoïdes de la forêt et des Grassfields. Ce taux de polygamie baisse dans les populations du sud forestier, ainsi que dans les villes et les plantations, ce qui traduit à la fois l'influence européenne (par les missions en particulier), et un contexte économique différent.

Un autre point particulier mérite d'être examiné : l'importance des «satellites» vivant en permanence dans le ménage (ascendants, parents, amis, scolaires). Leur nombre, très faible dans les plantations (un satellite pour dix ménages), dans la zone rurale du Fako et le Rio-del-Rey, dépasse quatre personnes pour dix ménages dans les villes, pour atteindre une personne pour deux ménages dans quelques zones rurales du centre (Mamfé, Akwaya, Fontem) et du Bamenda (groupes ngié, ngwaw et kom). Dans l'ensemble, le nombre de ces satellites est de un pour trois ménages. Ce sont essentiellement des parents plus ou moins éloignés et des amis. S'ils apportent souvent une aide, notamment à la campagne, ils peuvent devenir une charge, particulièrement en ville où ils constituent 10% de l'effectif des ménages. De nombreux scolaires sont ainsi pris en charge par des parents éloignés installés en ville, contre des travaux à la maison. Les commerçants ibo prennent également avec eux de jeunes parents pour les aider à tenir leur commerce. Il arrive même qu'un jeune apprenti soit installé chez son patron et qu'il paie pour apprendre le métier et être hébergé. Si le parasitisme peut exister dans quelques cas, il ne prend pas des proportions très grandes et les parties en présence trouvent chacune leur intérêt à cohabiter.

Enfin, dans chaque ménage, il y a de nombreux absents et des visiteurs. Ces migrations temporaires sont le fait d'un grand nombre d'individus (1/10 de la population résidente peut-être ?). Elles durent, dans les trois-quarts des cas, moins de six mois, et les deux principaux motifs en sont les affaires familiales (50% des cas) ou des raisons scolaires (25% des cas). L'indice de visite (47) est cependant plus élevé dans le sud forestier que dans le centre ou les Grassfields, dans les villes en expansion (Kumba, Bamenda) que dans la zone rurale, ou parmi les villes au développement ancien (Victoria, Tiko, Mamfé). Le nombre d'absents est élevé, surtout en zone rurale. On peut donc considérer que la ville en général héberge plus de visiteurs qu'elle n'a d'absents. Ces visiteurs, qui vont dans des ménages urbains, sont certainement une plus grande charge que les satellites vivant en permanence dans le ménage, surtout s'il s'agit de scolaires, de personnes malades ou venant accoucher, de gens à la recherche d'un travail.

Cette étude de la composition des ménages et de leur taille, permet de comprendre la difficulté qu'il y a à connaître les revenus et le niveau de vie de chacun. La progression de l'individualisme dans

---

(46) En particulier les Fons de Bafut, Bali, Kom.
KABERRY et CHILVER indiquaient que le Fon de Kom, qui avait 140 femmes en 1946, avait dû en avoir 300 avant l'arrivée des Allemands.

(47) Rapport du nombre de visiteurs à la population résidente (et non présente).

certaines zones, combinée à la solidarité qui existe toujours entre personnes d'un même lignage, village ou groupe ethnique, rend également l'idée de ménage, comme les relations qui existent entre la famille biologique, les satellites et les visiteurs, assez difficiles à définir.

d - La population active

Tableau 24

Répartition de la population active par grandes zones en 1964
chiffres en pourcentage, chiffres de population urbaine et rurale arrondis

	Fako		Sud forestier*1		Centre forestier*2		Grassfields *3		Ensemble de la région					
	rural	urbain*4	rural	urbain*5	rural	urbain*6	rural	urbain*7	rural		urbain		Total	
	45000	17000	90000	13000	38000	3000	173000	8000	346000		41000		387000	
	%	%	%	%	%	%	%	%		%		%		%
I	60	18	86	36	95	34	92	33	300000	87	11000	27	311000	80
II	5	30	5	38	1	33	4	35	13000	4	14000	34	27000	7
III	35	52	9	26	4	33	4	32	33000	9	16000	39	49000	13

I : Agriculture traditionnelle
II : Commerce, artisanat et services traditionnels
III : Secteur moderne

Source : Enquête démographique de 1964

*1 - Le sud forestier correspond aux départements de la Ndian et de la Meme.
*2 - Le centre forestier est composé des arrondissements de Mamfé, Akwaya, et des groupements menka et widekum.
*3 - Dans les Grassfields, sont inclus les départements de la Menchum, de la Mezam, de la Momo (moins les groupements menka et widekum) et l'arrondissement de Fontem.
*4 - Villes de Victoria, Tiko et Buea.
*5 - Ville de Kumba.
*6 - Ville de Mamfé
*7 - Ville de Bamenda.

Dans la région, pour 100 habitants, il y a 45 personnes actives. Quatre personnes actives sur cinq sont employées dans l'agriculture traditionnelle. Cette situation de l'emploi n'a rien de remarquable dans le contexte économique régional. L'activité secondaire et tertiaire se distribue également entre les six villes principales et le reste de la région. Les actifs du secteur moderne sont deux fois plus nombreux dans la zone rurale que dans la zone urbaine et représentent 35% des actifs du Fako et 9% dans le sud forestier. Ceci traduit l'importance des employés des plantations industrielles, relativement plus nombreux que les employés des autres secteurs modernes en 1964 (administration, industrie, transport et commerce, enseignement et religion).

La répartition de la population non paysanne (salariés et travailleurs indépendants) a fait l'objet d'une carte (48) qui confirme la répartition générale des emplois, décrite dans le paragraphe précédent. Les Councils de Tiko et Victoria se distinguent par la proportion élevée de personnes employées dans le secteur moderne. Viennent ensuite les Councils bakweri et de Muyuka, de Kumba, de Mankon. Le sud forestier et le Council de Bafut ont 5 à 10% de leurs actifs employés en dehors de l'agriculture traditionnelle.

(48) Carte intitulée : «Salariés et travailleurs indépendants» de la planche : «Traits sociaux».

Les travailleurs indépendants sont particulièrement nombreux dans la ville de Bamenda et ses environs (artisans producteurs particulièrement) ainsi que dans les Councils de Tiko, Kumba, Bille et Victoria (essentiellement commerçants ibo installés dans les villes et bourgs ruraux).

Les salariés - peu nombreux, de 50 à 60000 en 1970 - ont une importance plus grande que leur nombre ne le laisserait croire. Dans une région où la richesse ne se mesure pas en têtes de bétail, mais en pieds de cacao ou de café, où la dot (49) se paie presque partout en espèces et en cadeaux de provenance européenne, le salarié - à plus forte raison le fonctionnaire - est un personnage important et respecté.

Les salaires, très bas avant l'application de la législation fédérale actuelle, sont, pour la majorité des salariés du secteur moderne, de l'ordre de 5 à 15000 F CFA. Il convient d'ajouter que pour les salariés du petit commerce et de l'artisanat, les salaires moyens se situaient entre 3 et 5000 F CFA.

Pour le mois d'août 1970, les salaires reçus par les employés de la C.D.C. étaient répartis ainsi :

- travailleurs des plantations (12004) : 5150 F CFA en moyenne,
- employés de l'administration, l'engineering, la marine (3012) : 11420 F CFA en moyenne ,
- temporaires (2393) : 4700 F CFA en moyenne.

La masse salariale versée par la C.D.C. pour le seul mois d'août 1970 était de 117,5 millions de F CFA (86% dans le Fako, 14% dans la Meme).

Le salarié est souvent sollicité pour payer les frais d'études d'un adolescent, pour aider une personne à verser la dot, etc.. Il aide également ses parents à vivre dans son village d'origine. D'une manière indirecte, et avec des différences sensibles par zones, l'ensemble de la région profite des salaires versés dans les plantations et les emplois urbains.

Il est également fréquent de voir le salarié ayant des revenus relativement élevés investir dans la construction et parfois spéculer. A Buea par exemple, de nombreuses constructions en planches ou en dur sont louées par pièces à des célibataires, à des prix variant de 1000 à 3000 F CFA par mois. Un rapport annuel de l'ordre de 25% n'est pas inhabituel.

Dans le tableau 25, nous avons essayé de donner la répartition géographique des 57500 salariés du secteur moderne ainsi que leurs branches d'activité. Ils ont été répartis en cinq branches qui ont une importance plus ou moins grande : un salarié sur deux se trouvait dans une plantation industrielle, un sur cinq était fonctionnaire, un sur huit employé aux Travaux Publics et dans l'industrie (bâtiment et exploitation forestière principalement). Les transports et le commerce, l'enseignement et la religion occupaient respectivement un salarié sur dix.

Les pourcentages de salariés d'une branche ont été soulignés quand ce chiffre faisait ressortir l'originalité de l'emploi dans un Council. Ainsi, les salariés de l'administration fédérée de Buea donnent au Bakweri Area Council un pourcentage de salariés dans cette branche de 28,3%, alors que 11,4% du total des salariés seulement se trouvait dans ce Council.

L'emploi dans quatre Councils est marqué par la présence de plantations industrielles : Tiko, Ndian, Muyuka et Bille. Industrie et Travaux Publics avaient une grande importance à Victoria, une moindre à Kumba, Mamfé, le Bakossi et Nguti (bases du P.W.D. et exploitations forestières).

---

(49) Quelques exemples de dots versées en 1970 (au début du mariage) :

- Bokwango : 100000 F CFA, de la bière et du whisky (groupe bakweri),
- Barombi Koto : 20/60000 F CFA (groupe barombi),
- Bachuo Ntai : 40000 F CFA (groupe banyang),
- Oshie : 60000 F CFA, des cochons et des chèvres (groupe ngwaw),
- Balikumbat : 25000 F CFA, des cochons et des chèvres (groupe bali),
- Su-Bum : 50/80000 F CFA, 5 chèvres (groupe bum),
- Modelle : des cochons, des chèvres, un fusil et de l'huile de palme (groupe beba-befang),
- Oku : paiement en activité essentiellement.

Tableau 25

Les salariés du secteur moderne 1969-1970 par Area Council
(en pourcentage par branches)

Area Council	Plantations industrielles 27000 (1)	Trav. Publ. Industrie 7200 (2)	Transport Commerce 5300	Administration 12000	Religion Enseignement 6000 (3)	Total
Bakweri	7,9	7,1	5,6	28,3	3,8	11,4
Muyuka	10,9	7,3	0,6	1,7	3,9	6,9
Tiko	30,3	8,7	10,0	3,0	4,8	17,5
Victoria	19,5	40,8	31,3	12,5	10,1	20,8
Ndian	11,7	-	0,2	1,3	0,8	5,9
Bakossi	3,9	5,7	0,2	1,8	5,3	3,5
Bille	5,4	-	0,3	1,7	0,6	3,0
Kumba	7,7	13,6	15,7	9,9	16,7	10,5
Nguti	-	3,9	-	1,1	4,8	1,2
Akwaya	-	-	-	0,7	0,6	0,2
Mamfé	-	4,1	1,3	6,4	9,0	2,9
Nweh-Mundani	-	-	-	0,6	1,0	0,2
Widekum	-	0,6	0,1	3,4	7,5	1,6
Bafut	-	6,8	7,3	10,7	9,0	4,7
Bali	-	-	0,7	1,1	4,1	0,7
Mankon	-	1,4	24,9	3,3	3,6	3,5
Ndop	-	-	0,8	5,9	1,8	1,5
Santa	1,8	-	0,5	0,9	1,4	1,2
Kom/Bum	-	-	0,5	1,3	6,4	1,0
Wum	0,9	-	-	4,4	4,8	1,8

Source : rôles de l'Inland Revenue Department

(1) Ce chiffre comprend les permanents et les temporaires (de l'ordre de 20 à 25% du total).
(2) Les chantiers forestiers ont été inclus dans cette branche d'activité.
(3) Les enseignants du secteur public, proportionnellement peu nombreux, ont été comptés avec ceux du secteur privé.

Le transport et le commerce de type moderne, branches d'activité plus urbaines que les précédentes, se rencontraient à Bamenda (Councils de Bafut et de Mankon), Victoria et à un moindre degré Kumba. Les fonctionnaires donnaient à quatre Councils un caractère particulier : les Councils bakweri, de Bafut (présence de Bamenda Station), de Mamfé et de Ndop. Dans ce dernier Council, la présence d'un grand nombre de personnes employées par le Bureau du Développement de la Production Agricole (B.D.P.A.) de manière momentanée, fausse les calculs. Les missions et les établissements d'enseignement, donnent à certains Councils, par ailleurs déshérités en matière de travail salarial, un certain nombre d'emplois : Widekum, Kom/Bum, Wum, Bali, Bakossi. Kumba mérite une mention spéciale dans cette branche, ainsi que Bafut, qui jouent un rôle coordinateur pour l'ensemble des activités des missions dans les Grassfields et la forêt.

Entre les agriculteurs traditionnels (éleveurs, pêcheurs et paysans) et les salariés des grandes entreprises à gestion moderne, il existe une catégorie, parfois qualifiée d'«intermédiaire», celle des artisans et des petits commerçants. Leur activité est fondée sur les échanges monétaires, mais leur gestion est, dans

presque tous les cas, traditionnelle. Le nombre de personnes actives employées dans cette branche est fort mal connu. L'enquête démographique de 1964 le situait entre 26 et 28000 pour la région, dont un tiers seulement avait un emploi dans les six villes principales.

Les actifs du petit commerce et de l'artisanat sont les animateurs des villes africaines ou «Towns» qui se trouvent soit près des «stations» administratives, soit près des camps de travailleurs. Il a paru intéressant de réunir les données imparfaites dont nous disposions, pour classer les villes et bourgs en fonction de ce critère.

Tableau 26

Nombre d'actifs de l'artisanat et du petit commerce dans les villes et bourgs en 1964 et 1967

Centres	Actifs 1964 (1)	(2)	1967 (3)
1. Kumba	5015	2724	3132
2. Bamenda	2817	2309	2556
3. Victoria	2228	1603	1938
4. Tiko	2354	1431	1458
5. Buea	472	459	727
6. Mamfé	950	578	569
7. Muyuka	670	?	502
8. Tombel	770	?	242
9. Muea	?	?	223
10. Mutengene	?	?	132
11. Ekona	?	?	101
12. Wum	208	?	101
13. Mbonge	370	?	97
14. Bali	?	?	94
15. Njinikom	90	?	?
16. Ekundu Titi	70	?	?

Sources : Enquête démographique de 1964
Service Statistique du Cameroun Occidental 1967

(1) Ces données sont extraites de l'enquête démographique proprement dite.
(2) Une enquête complémentaire sur les entreprises artisanales a été réalisée en même temps que l'enquête démographique de 1964.
(3) Enquête réalisée par le Service Statistique du Cameroun Occidental auprès des entreprises artisanales.

Si les chiffres sont peu précis, particulièrement ceux de la première colonne, ils reflètent cependant une réalité observable : dans cette branche d'activité, la mobilité est grande, plus particulièrement dans le petit commerce. Pour les six villes principales, si l'on compare les colonnes 2 et 3 pour lesquelles les données ont été établies de la même manière, on s'aperçoit que le nombre d'actifs a diminué ou augmenté en fonction de la croissance du secteur moderne. A Mamfé et Tiko, le nombre d'actifs a stagné ou régressé. A Buea, Victoria, Kumba et Bamenda il a augmenté parfois très rapidement (Buea, Victoria). Dans ces quatre villes, le nombre de salariés du secteur moderne a augmenté essentiellement dans l'administration.

Quelques groupes ethniques prennent une part prépondérante dans ces types d'activités. Les Ibo représentent 40% environ de l'ensemble de ces actifs, mais atteignent des taux plus élevés dans les principales villes, et dans l'activité commerciale (plus des deux tiers). Les gens des Grassfields ont à peu près la même part que les Ibo dans cette branche d'activité, mais ils sont plus attirés par l'artisanat traditionnel, le travail du bois. Les Bamiléké représentent à peine 6% des actifs de ce secteur. Ils sont d'ailleurs moins nombreux que les Ibibio et n'ont de fortes positions qu'à Buea et Bamenda.

Parmi les catégories de travailleurs de la C.D.C. une certaine spécialisation ethnique peut être constatée, comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 27

Groupes ethniques et catégories de travailleurs à la C.D.C.
(décembre 1969)

General labour 11 290 = 100			Special labour 1 942 = 100			Artisans 389 = 100			Monthly paid 1 139 = 100		
1. Fungom	993	8,8	1. Bakweri	202	10,4	1. Bakweri	89	22,9	1. Bakweri	161	14,1
2. Beba-Befang	564	5,0	2. Meta	110	5,7	2. Meta	37	9,5	2. Banyang	98	8,6
3. Ngie	529	4,7	3. Banyang	109	5,6	3. Banyang	22	5,7	3. Bakossi	82	7,2
4. Aghem	525	4,6	4. Bali	100	5,1	4. Bamiléké	18	4,6	4. Bali	64	5,6
5. Ngolo-Batanga	492	4,4	5. Fungom	87	4,5	5. Bali	17	4,4	5. Meta	58	5,1

Source : C.D.C.

Quatre groupes ethniques apparaissent dans les catégories supérieures, parmi les ouvriers spécialisés, les artisans, les employés, le personnel d'encadrement, les chauffeurs et les aides médicaux, ce sont les Bakweri, les Meta, les Banyang et les Bali. Les manœuvres se recrutaient dans l'arrondissement de Wum (l'un des moins scolarisés du Cameroun Occidental), les pays ngie et ngolo-batanga.

Il importe de souligner combien est difficile à cerner la notion d'actif dans la région. Beaucoup d'actifs comptés ne sont en fait que des travailleurs temporaires ; dans le petit commerce, comment doit-on considérer les mille petits métiers de la ville africaine, le vendeur de cacahuètes grillées, de cigarettes à l'unité, le «trog pusher» (50), les innombrables «palm wine sellers» et autres «soya men»..? Combien y a-t-il de jardiniers, motor-boys, «watchnights» et autres «tchapia» qui ne travaillent que par intermittence ? Dans l'administration même, une bonne part des personnes employées ont un statut provisoire, et si le budget d'un service se trouve réduit, de nombreux manœuvres, chauffeurs et ouvriers sont mis en chômage. Pour les femmes, dans les villes, la prostitution, qui prend divers aspects, est une source importante de revenus.

Enfin, l'enquête de 1964 montrait que le chômage dans sa signification européenne touchait surtout les jeunes de 15 à 24 ans (7% de la tranche d'âge), et essentiellement ceux qui avaient des diplômes scolaires. Les auteurs de l'enquête ajoutaient «contrairement à ce qui est encore communément admis, notamment en zone rurale, le School Leaving Certificate **n'est pas ou n'est plus suffisant** pour que l'intéressé soit assuré d'un emploi administratif ou autre».(51)

---

(50) Nous avons repris les termes «pidgin» pour désigner certaines professions : le transporteur utilisant une petite remorque à deux roues (trog pusher), les vendeurs de vin de palme installés dans de petits abris (palm wine sellers), les fabricants de brochettes (soya men), les gardiens de nuit (watchnights), les coupeurs de gazon (tchapia) dont l'activité est grande à la fin de la saison des pluies dans un pays de tradition britannique.

(51) *In : La population du Cameroun Occidental.* Tome I, p. 120.

B - LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Ils sont intenses et déterminent des modifications dans les structures démographiques, comme il a été vu plus haut. Aux migrations guerrières d'avant la colonisation, ont succédé les migrations pacifiques, motivées par le travail, la recherche de terres, de zones de pêche ou de pâturages, et par de nombreuses raisons subjectives, en partie liées au développement d'habitudes et d'une culture inspirées de l'Europe. Il n'est pas question ici d'étudier tous les aspects et tous les types de migrations. Une étude des rapports entre les natifs et les étrangers précèdera l'examen de quelques types de migrants et de migrations.

a - «Natives» et «Strangers»

Les «natives» sont les personnes de l'ethnie locale, nées sur place ou ailleurs, mais résidant sur le territoire anciennement occupé par le groupe. Les «strangers» sont les personnes d'une ethnie différente du groupe local, nées ailleurs ou sur place, mais installées sur le territoire depuis longtemps occupé par une population différente.

Entre ces deux groupes le clivage est d'autant plus net que le groupe des «strangers» est plus important : ainsi, dans les villes et les zones rurales de la côte. Du nord au sud du Cameroun Occidental, se sont constituées des zones de départ et des zones d'accueil que l'on peut définir grâce au bilan migratoire (différence entre départs et arrivées ou retours).

La population non située sur l'aire d'habitat de son groupe ethnique pouvait être estimée entre 240000 et 280000, si l'on considère toutefois que les populations efik de l'arrondissement de Bamusso y sont étrangères. Fulani et Aku (environ 10000 personnes), installés dans les Grassfields depuis 1920,

Tableau 28
Les «étrangers» dans la zone côtière et le sud forestier
d'après l'appartenance ethnique des habitants - 1968

	NATIFS	ETRANGERS						
		Cam.Occ.	Ibo	Ibibio	Nigeria	Bamiléké	Cam.Or.	autres
1 - Département du Fako (% selon le type d'habitat)								
Villes (*) 53500 h.	16	44	18	4	4	7	6	1
Bourgs (**) 19700 h.	7	44	26	6	-	11	5	1
Camps 26100 h.	5	88	1	3	-	1	2	-
Villages 36700 h.	37	40	7	9	7	-	-	-
2 - Sud forestier (gr. de Ngusi, Kumba, Bakundu Kombone, Mbonge Marumba, Bamusso, Ekundu Titi et Ndian - % selon le type d'habitat)								
Villes (***) 35000 h	8	31	31	1	4	20	4	1
Bourgs (****) 11700 h	23	7	26	13	-	23	7	1
Camps et villages 108600 h	39	20	6	13	19	1	2	-

* Buea, Tiko et Victoria ** Muyuka, Yoke, Ekona Mbenge, Mutengene, Muea, Modeka
*** Kumba **** Tombel, Mbonge et Ekundu Titi

n'étaient pas inclus dans ce chiffre. Un résident sur quatre peut donc être considéré comme étranger dans le lieu où il réside. C'est essentiellement dans le sud forestier et la zone côtière que la confrontation entre natifs et étrangers a pris le plus de relief : 85% de la population résidente y est «étrangère», soit entre 200000 et 240000 personnes. La carte «Populations» indique la répartition de ces personnes (signes pochés en noir) qui se trouvent aussi bien dans la zone rurale que dans les camps des plantations industrielles, les bourgs ou les villes.

La part indiquée pour chaque groupe d'étrangers selon le type d'habitat (villes, bourgs, camps et villages) vise à donner un ordre de grandeur.

Chaque groupe d'étrangers a ses caractères propres. Les originaires du Cameroun Occidental sont particulièrement nombreux dans les plantations, pour des raisons de tradition et pour des causes politiques (limitation de l'emploi des non Camerounais). Ils sont, dans l'ensemble, bien représentés dans le Fako aussi bien que dans les villages où ils pratiquent l'agriculture vivrière et commerciale, ou dans les bourgs et les villes où ils occupent toutes sortes d'emplois. Tout au plus, peut-on noter une attirance des personnes des Grassfields pour les emplois manuels et les services domestiques.

Les Ibo, qui sont de 40000 à 50000 dans la région, occupent une place primordiale dans les bourgs et les villes où ils monopolisent pratiquement le petit commerce. Les Ibibio viennent en deuxième position parmi les étrangers d'origine extérieure au Cameroun Occidental. Ils sont essentiellement pêcheurs, mais il n'est pas rare d'en voir comme travailleurs des plantations industrielles (Ndian, Lobé, Idenau), ou même dans le petit commerce et l'artisanat.

Face à ces deux groupes particulièrement entreprenants, les Bamiléké de l'Est qui dépassent à peine les 20000, ne jouent un rôle important que dans quelques villes ou bourgs : Buea, Kumba, Bamenda, Muyuka, Tombel et sa région. S'ils sont commerçants, notamment dans les villes, ils s'intéressent également à l'agriculture (cacao, café *robusta*) dans le sud du pays bakossi et les environs de Kumba.

Divers petits groupes (Ogoni, Ijaw du Nigeria ; Bassa, Douala, Ewondo, Bamoun et Mbo du Cameroun Oriental) sont également présents : dans la zone de pêche pour les Nigerians, dans les villes et les plantations pour les groupes du Cameroun Oriental. Ceux-ci sont nombreux dans l'armée, la gendarmerie et les services administratifs fédéraux.

On peut donc considérer les zones côtière et forestière du sud comme les deux principales zones d'accueil des immigrants venant dans la région. Les zones rurales du centre et du nord, ainsi que les villes de Mamfé et Bamenda, ont accueilli environ 15% de la population de «strangers», soit entre 40000 et 50000 personnes au total. Dans ces deux dernières villes d'ailleurs, une forte proportion de résidents est née sur place ou dans le département, ce qui indique une sphère d'influence démographique régionale.

L'enquête démographique de 1964 révélait que sur quelques 200000 personnes non autochtones habitant dans la zone sud (Fako, Meme et Ndian), 60% étaient installées depuis 1960, 20% entre 1955 et 1959, 20% avant 1955. Au moment de l'enquête, les deux tiers des étrangers résidant en ville s'étaient installés après 1960.

On peut donc considérer que les mouvements migratoires dans la région se font en direction du sud. Ils ont démarré à la période où se sont constituées les plantations, et se sont perpétués en se diversifiant avec le temps. Les plantations, les chantiers forestiers, les villes et les zones rurales du sud ont attiré à eux des personnes en provenance de régions plus peuplées où les activités de type moderne étaient moins développées : Grassfields, région orientale du Nigeria, pays bamiléké. Le mouvement semble avoir pris de l'ampleur après 1955, et s'être accéléré après 1960. L'enquête démographique de 1964 indiquait même qu'en 1963-1965, période de stagnation économique (crise bananière à son point culminant, faillites des entreprises forestières, etc..), le volume des nouvelles installations dans le sud, en une année, dépassait les 27000 personnes.

Les retours au pays, s'ils sont un phénomène mineur dans l'ensemble, atteignent pour le nord du Cameroun Occidental, le nombre de 9% pour les hommes de plus de 15 ans, ce qui indique l'attachement

des hommes des Grassfields à leur région. Les conséquences de ces retours sur le plan économique et social devraient être importantes, pour l'évolution des zones rurales en particulier.

Depuis peu, les villes ont pris le relais des plantations comme but de l'émigration en provenance des zones rurales. Et il y a tout lieu de penser que le mouvement va s'accélérer dans les années à venir. La zone d'attraction démographique des grandes villes peut être le sud des Grassfields pour Bamenda, l'ensemble du pays pour Buea et Victoria, le Nigeria et le Cameroun Oriental pour Tiko et Kumba, l'arrondissement et le Nigeria pour Mamfé. Le développement démographique des villes depuis 1960 serait dû en grande partie aux mouvements migratoires internes au Cameroun Occidental ; les arrivées de Nigerians et de Camerounais orientaux étant moindres.

Tableau 29
Lieu de naissance de la population adulte de Kumba
1967

Area Council	: 9%
Reste du département	: 5%
Région forestière	: 13% (dont arrondissement de Mamfé 8%)
Nord du Cameroun Occidental	: 21% (dont arrondissement de Bamenda 10%)
Nigeria	: 30%
Pays bamiléké	: 16%
Divers Cameroun Oriental	: 6%

Source : dépouillement partiel du recensement administratif de 1967

La ville de Kumba, la plus importante de la région, qui a vu sa population tripler entre 1953 et 1964, n'a pas, malgré sa position privilégiée, une sphère d'influence démographique bien solide dans la région forestière qu'elle aspire à commander, rôle pour lequel elle est la mieux placée : 52% des personnes sont nées hors du Cameroun Occidental et 73% en dehors de la région forestière du Cameroun Occidental. Cette situation est la même pour les villes du Fako. Par contre, Mamfé et plus encore Bamenda, affirment leur vocation de pôles d'attraction démographique pour leur région respective.

Les rapports entre natifs et étrangers posent et ont posé de nombreux problèmes : répartition de la terre en pays bakweri dans les minuscules réserves laissées au groupe ; en pays bakossi en raison des troubles dans sa partie sud dûs à la colonisation bamiléké en 1966-1967 ; enfin, problème du volume de l'emploi réservé à des non Camerounais dans les services publics et les entreprises importantes.

La place tenue par les Nigerians dans le commerce et la pêche a souvent créé contre eux un climat d'antipathie, d'autant plus qu'ils ont eu recours fréquemment au système du «dash» ou pot-de-vin pour leur «business», en particulier dans les opérations de contrebande entre le Nigeria et le Cameroun, Fernando-Poo et le continent. Ils occupaient de nombreux postes de responsabilité dans les plantations ou l'administration avant l'indépendance. Depuis, cette situation privilégiée a disparu. A la C.D.C., le nombre de Nigerians entre 1960 et 1970 est passé de 25% à 2% ; à la Pamol, dont les domaines sont situés en bordure du Nigeria et qui a beaucoup de mal à recruter de la main-d'œuvre camerounaise, la proportion de Nigerians est passée, pendant la même période, de 80% à 24%. Depuis 1970, un contrôle plus rigoureux des Nigerians est réalisé par l'administration, notamment dans le Rio-del-Rey. Il semble cependant que pour l'instant la relève, dans des domaines aussi importants que ceux de la pêche ou du petit commerce, ne puisse être assurée localement. Tout le poisson séché ou fumé consommé au Cameroun Occidental, et une bonne partie à Douala, a été pêché par des Nigerians et est acheminé et vendu par des Ibo dans beaucoup de cas.

b - Les régions d'origine des migrants et les processus de migration

Entre 1953 et 1968, le nombre de personnes ayant quitté le territoire anciennement occupé par le groupe auquel elles sont rattachées au Cameroun Occidental, est passé de 80000 à 130000. Si la moitié de ces personnes se trouvait dans les plantations en 1953, il n'y en avait plus qu'un tiers en 1968.

Si les plantations ont contribué à créer le processus de migration vers la côte, celui-ci a acquis plus d'autonomie à leur égard. Il se peut même qu'elles jouent aujourd'hui le rôle de relais entre les zones rurales qui se dépeuplent et les villes.

Le volume de l'emploi dans les plantations a baissé entre la période d'après-guerre et l'époque présente (passant à la C.D.C. de 25500 en 1952 à 12000 en 1966), et beaucoup de salariés ont dû se reconvertir. Certains sont revenus chez eux (notamment dans le Bamenda), d'autres sont allés tenter leur chance en ville, d'autres enfin se sont installés dans les «towns» qui sont à proximité des camps et vivent de leurs «chop farms» en attendant un nouvel emploi salarié, temporaire ou permanent. Les Nigerians ont tenté, dans une certaine mesure, de rester au Cameroun et se sont repliés sur les villes - les Ibo notamment - où ils occupaient déjà des emplois dans le petit commerce ou l'artisanat. De plus, la population des plantations a tendance à se renouveler vite : les enquêteurs constataient en 1964 que 70% de la population de 15 à 34 ans (46,4% du nombre total des personnes résidentes) y était installée depuis moins de cinq ans. En 1954, 50% des employés de la C.D.C. y avaient été engagés depuis moins de cinq ans (52). Entre 1950 et 1954, quelques 6000 salariés avaient été recrutés pour occuper de nouveaux postes, mais il semble que 6000 personnes supplémentaires aient dû être embauchées pour compenser les départs nombreux. Entre 1959 et 1964, on assiste à une compression du personnel : près de 4000 Nigerians sont licenciés et 900 postes nouveaux sont occupés par des Camerounais. Pourtant, plus de la moitié du personnel a été renouvelée. Un travailleur ne reste pas longtemps dans un domaine de plantation. Or, dans trois cas sur quatre, c'est là qu'il a son premier emploi salarié (52). Que devient-il ensuite ? Beaucoup de travailleurs souhaitent retourner chez eux reprendre une ferme ou faire du commerce. Cependant, un certain nombre d'habitants du Fako avait travaillé dans les plantations.

Les travailleurs des plantations viennent aujourd'hui du Cameroun Occidental pour 93% d'entre eux. Depuis l'indépendance d'ailleurs, l'origine des travailleurs a changé. Avant, près d'un tiers des employés de la C.D.C., quatre sur cinq à la Pamol, étaient Nigerians. Entre 1961 et 1970, le nombre d'employés dans ces deux entreprises est passé de 20400 à 17700, celui des Nigerians de 6500 à 1000 environ. Les plantations industrielles ont dû faire appel à la main-d'œuvre locale. Entre 1958 et 1969, la main-d'œuvre en provenance du centre du Cameroun Occidental et de l'ouest du Bamenda est passée de 45,4% à 62,6%. C'est dire que les groupes ethniques des quatre départements concernés (Manyu, Momo, Mezam et Menchum) se sont vidés d'une bonne partie de leurs éléments jeunes.

Le tableau 30 indique les changements survenus dans l'origine des immigrants entre janvier 1958 et décembre 1969. Des groupes ethniques ont vu le nombre des émigrants vers les plantations de la C.D.C. s'accroître : Fungom et Beba-Befang dans la Menchum, Menka et Widekum dans la Momo, Ngolo-Batanga dans la Ndian. Il s'agit d'ethnies vivant dans des zones souvent difficiles d'accès et où les cultures commerciales sont peu développées. A l'inverse, les groupes situés dans les environs de Bamenda (Bali, Meta, Bafut, Kom et Ngemba) semblent envoyer moins de jeunes dans les plantations de la C.D.C. Est-ce dû à l'essor du café *arabica* ou au développement de la ville de Bamenda ?

Certains groupes enfin, maintiennent un courant d'émigration vers la C.D.C. : les Banyang et Bangwa de la Manyu, les Ngie de la Momo, les Mbonge de la Meme, les Balue de la Ndian, les Ndop de la Mezam. Les Aghem, dont le nombre en 1958 a sans doute été surestimé (nombre de Fungom ont été comptés comme Aghem), maintiennent un courant d'émigration. Dans toutes ces régions, les mêmes raisons peuvent être avancées : faible développement de l'agriculture commerciale, combiné souvent avec

---

(52) ARDENER (E.W.) - 1960, p.45 *et sqq.*

Tableau 30

L'origine des immigrants des plantations
(travailleurs permanents de la C.D.C. - 1.1958 - 12.1969)

a - Principales régions d'origine des travailleurs

Origine	1958		1969	
	nombre	%	nombre	%
Fako	650	3,7	950	6,5
Meme	1002	5,6	1337	9,1
Ndian	917	5,2	1221	8,3
Manyu	1729	9,8	2189	14,8
Momo	1967	11,1	2360	16,0
Mezam	1987	11,2	1789	12,1
Menchum	2362	13,3	2907	19,7
Bui	82	0,5	92	0,6
Donga/Mantung	730	4,1	847	5,7
Cameroun Oriental	895	5,1	757	5,1
Nigeria	5414	30,5	310	2,1
Divers	7	-	1	-
Total	17742	100,0	14760	100,0

b - Principaux groupes ethniques touchés par l'émigration
(Cameroun Occidental seulement)

Classement	Ethnie	Travailleurs 1969		Travailleurs 1958		Classement
		nombre	%	nombre	%	
1	Fungom	1088	8,1	530	4,6	6
2	Bakweri	777	5,7	592	5,2	3
3	Banyang	681	5,0	572	5,0	4
4	Aghem	618	4,5	997	8,7	1
5	Ngie	601	4,4	489	4,3	7
6	Beba-Befang	600	4,4	271	2,4	18
7	Ngolo-Batanga	577	4,2	373	3,3	13
8	Meta	564	4,1	565	4,9	5
9	Bafut	554	4,0	736	6,4	2
10	Balue	449	3,3	338	3,0	15
11	Keaka	437	3,2	463	4,1	9
12	Mbonge	436	3,2	356	3,1	14
13	Ndop	426	3,1	337	2,9	16
14	Menka	413	3,0	273	2,4	17
15	Widekum	403	2,9	87	0,8	20
16	Bali	386	2,8	467	4,1	8
17	Ngemba	383	2,8	447	3,9	11
18	Kaka	352	2,6	463	4,1	9 bis
19	Kom	346	2,5	427	3,7	12
20	Bangwa	343	2,5	250	2,2	19
	Total des 20 groupes	10434	76,2	9033	79,1	
	Total des 62 groupes du Cameroun Occidental	13692	100,0	11426	100,0	

Sources : ARDENER (1958), C.D.C. (1969)

Note : Les groupes ethniques soulignés d'un trait plein sont ceux qui paraissent progresser entre 1958 et 1969 ; ceux qui sont soulignés d'un trait discontinu semblent avoir régressé entre 1958 et 1969 ; les autres ont une proportion d'émigrants vers les plantations toujours sensiblement identique.

une forte natalité. La tradition d'émigration vers la C.D.C. subsiste, et elle est d'autant plus aisée que des gens du même groupe sont dans les camps et accueillent les nouveaux venus. On peut noter que certains groupes particulièrement isolés, comme ceux de l'arrondissement d'Akwaya, sont relativement peu touchés par l'émigration vers les plantations. Enfin, il est remarquable de voir que le nombre des Camerounais Orientaux a baissé entre 1958 et 1969 malgré la réunification (les Bamiléké étaient 283 en 1969, soit 2%).

Il y a d'ailleurs une tendance relativement forte au regroupement par affinité ethnique dans chaque domaine (voir le carton 3 de la carte «Plantations industrielles») : les gens originaires de la Meme et du Fako se trouvent plutôt dans les domaines de Tombel, Bota et Debundscha ; ceux de la Ndian à Mondoni ; ceux de la Momo à Ekona, Mpundu et Molyko, etc..

Une étude détaillée de l'origine des immigrants des villes indiquerait sensiblement les mêmes zones d'origine pour le Cameroun Occidental, en particulier pour les quatre villes du sud (Kumba, Buea, Tiko et Victoria) qui recevaient les trois-quarts de ces immigrants. Il y a, en premier lieu, les groupes widekum de la Momo et de la vallée de la Menchum. Viennent ensuite les Tikar du plateau central (départements de la Menchum et de la Mezam), les groupes de la forêt (Banyang, Ejagham, Mbo, Mbonge, Balue, Ngolo-Batanga) et quelques petits groupes comme les Bali ou les Bangwa. A ces groupes s'ajoutent les Ibo et les Bamiléké, peu représentés dans les plantations, dépassant 40% de la population immigrante dans les quatre villes du sud.

L'enquête de 1964 révélait que l'émigrant, avant de s'installer en ville, transitait ailleurs, comme le montre la comparaison entre le lieu d'origine et le lieu de naissance. Le lieu d'origine désigne le dernier lieu de résidence de ceux qui viennent d'ailleurs.

Tableau 31

Immigrants urbains adultes
selon leur lieu d'origine (L O) et leur lieu de naissance (L N)
1964, en %

	L O	L N
Ville	-	1,6
Area Council	7,4	6,5
Même département	20,0	13,8
Autres départements	33,1	33,3
Cameroun Oriental	13,7	15,8
Nigeria	25,9	29,1
100 = 49011		

Les individus pratiquant le transit viennent essentiellement des Grassfields et de la Manyu ; les personnes venant du Nigeria et du Cameroun Oriental ont plutôt tendance à s'installer directement en ville, à l'exception des immigrants nigerians de Kumba. Dans ce dernier cas, on peut penser que les Ibo, en particulier, se sont installés d'abord, soit à Mamfé, Mbonge et sa région, soit à Tiko ou Victoria, avant de venir à Kumba. Les gens du Bamenda et de la Manyu semblent en premier lieu venir dans le sud (les plantations, les bourgs, la zone rurale ou une ville), avant, soit de retourner chez eux mais en ville, soit de se fixer dans un centre urbain du sud.

Dans cette fonction de transit, il serait intéressant de voir si les camps de travailleurs des plantations ne sont pas supplantés par les bourgs ou «towns» qui sont à leur périphérie. A cet égard, Mutengene situé à égale distance des trois principales villes du Fako et à proximité des plantations de la plaine de

Tiko et de la zone de Bota, est un bourg représentatif. Autour du bourg se trouvent une école normale d'instituteurs (T.T.C.), un collège technique, le collège de la police fédérée, le siège de la Bakweri Cooperative Union of Farmers, une zone industrielle où sont implantées les Brasseries du Cameroun, ainsi que quelques petits établissements industriels. La population dispose, à l'inverse de celle de la plupart des camps, de nombreux commerces et bars, et taxis et poids lourds s'y arrêtent fréquemment. A quelques centaines de mètres du village, de tous côtés,commencent les domaines de plantation : Moliwe palms, Likomba rubber, Tiko palms. En 1967, le service statistique y recensait 78 entreprises artisanales ou petits commerces (dont une imprimerie) occupant 132 personnes. Le nombre d'employés permanents dans le secteur moderne pouvait osciller entre 200 et 300. Les possibilités d'emploi temporaire à la B.C.U.F., dans une entreprise de bâtiment, dans les domaines de plantation, pouvaient être importantes.

Au recensement de 1967, 3200 personnes habitaient le bourg. Malgré sa faible taille, l'origine des habitants y était très variée. Les principaux groupes étaient issus des zones qui, généralement, se dépeuplent le plus : l'arrondissement de Mamfé, le département de la Momo, l'arrondissement de Wum, de Fontem, de Nguti ; la province d'Owerri surpeuplée est la principale pourvoyeuse d'immigrants ibo.

Tableau 32
Lieu de naissance des habitants de Mutengene
1967

Fako			1363	(42,5 %)
Région forestière du Cameroun Occidental			503	(15,7 %)
dont :	Akwaya	10		
	Bangem	32		
	Kumba	50		
	Manfé	290		
	Ndian	41		
	Nguti	79		
	Tombel	1		
Grassfields			760	(23,7 %)
dont :	Bali	22		
	Bamenda	138		
	Bui	11		
	Fontem	86		
	Momo	214		
	Ndop	65		
	Nkambe	67		
	Nwa	26		
	Wum	131		
Nigeria			420	(13,1 %)
dont :	Calabar	72		
	Ogoja	78		
	Onitsha	41		
	Owerri	218		
Bamiléké			85	(2,6 %)
dont :	Bafang	12		
	Bafoussam	11		
	Bangangte	14		
	Dschang	21		
	Mbouda	27		
Cameroun Oriental (divers)			78	(2,4 %)
dont :	22 arrondissements représentés			

Source : Recensement administratif 1967

Par sa situation de plaque tournante, le bourg de Mutengene peut permettre aux individus en transit, d'attendre un travail, parfois permanent, le plus souvent temporaire, auprès de personnes de même origine, qui disposent d'un revenu.

Un dernier point mériterait une attention particulière : les migrations rurales. Elles sont, le plus souvent, spontanées et vont des zones rurales bien peuplées mais pauvres, vers des zones rurales riches à population peu nombreuse en général. Ainsi s'explique la colonisation des Nigerians dans le pays bai près du lac Barombi Koto. De nombreux Balue et Ngolo Batanga se sont installés dans la zone de Kombone Bakundu, des Banyang au nord de Kumba, des Bakossi du nord dans la région de Tombel-Ebonji, des Bakweri dans la zone ouverte par les forestiers autour de Bafia, des Bamiléké et des Nigerians autour de Tombel, Kumba, Muyuka, Modeka. Quelques Bamiléké se trouvent dans la région de Santa et à Bawock (dans le district de Bali) et des Ngemba de Santa sont allés coloniser la plaine des Mbo (région de Melong). Dans les Grassfields, les fonds de vallée inondables commencent à être colonisés par des agriculteurs. Dans tout cela, rien de massif : l'installation de nouveaux venus se fait progressivement, le plus souvent sans heurt avec les autochtones. Dans beaucoup de cas, ces migrations ont un effet bénéfique pour la région d'accueil.

Les causes objectives des migrations sont relativement faciles à imaginer : surpeuplement, milieu naturel peu favorable, populations ouvertes au monde extérieur, structures socio-économiques assez souples pour favoriser le départ des jeunes adultes. Depuis peu, il s'ajoute une nouvelle cause de départ : l'éducation. A la suite de l'enquête annuelle du Secrétariat d'État à l'Éducation Primaire (ROBINSON, 1971), on estimait à 8,2% le nombre d'élèves ayant achevé leur cycle d'éducation primaire et qui s'en allait en ville, pour l'année scolaire 1969-1970. Cette proportion n'était que de 6,9% en 1967-1968. D'après cette enquête, les départs étaient particulièrement nombreux dans quelques zones seulement :

- le pays bakossi (20% des élèves) ;
- le département de la Mezam (18% des élèves) ;
- le département du Fako (17% des élèves) ;
- le département de la Momo (16% des élèves).

Dans les arrondissements de Kumbo, Ekundu Titi, Wum, Mamfé et Kumba, ces départs ne dépassa t pas 6% de l'effectif scolaire ayant terminé le cycle d'éducation primaire.

Il ne fait guère de doute que ce mouvement ira en s'accélérant en raison de la croissance des effectifs scolarisés depuis peu (70000 en 1959-1960, 200000 en 1969-1970). Il est également vraisemblable que les emplois n'augmentant pas au même rythme, le nombre de chômeurs ayant le School Leaving Certificate augmentera. En 1964 déjà, 70% des jeunes chômeurs urbains n'ayant jamais travaillé avaient ce diplôme. Une diversification des formes d'enseignement, en même temps que des actions visant à inciter les jeunes scolaires à rester dans leur village, pourraient contribuer à résoudre ce problème.

c - Quelques portraits de migrants urbains

Voici, extraits d'une enquête effectuée à Victoria, cinq portraits de migrants (53) :

James D. est Bali et né en 1920. Il a fréquenté une «native school» et, jusqu'à l'âge de 19 ans, a aidé son père dans son exploitation familiale. En 1949, il quitte, avec son père, son village pour travailler pendant deux ans à Missellele estate (C.D.C.) comme gardien de nuit. Comme raison de son départ, il déclare avoir quitté le village «to look for money». En 1951, il retourne à Bali Nyonga pour une année. Dès 1952, il revient à Missellele pour retrouver son emploi de gardien de nuit. Pendant dix ans, il restera employé à la C.D.C. dans le même poste et changera quatre fois de domaine. En 1962, il quitte la C.D.C. et loue à un policier une petite plantation de bananiers qu'il exploite à New Town Victoria. Mais, très vite, il redevient gardien de nuit dans une entreprise de travail des métaux à Victoria. Au moment de l'enquête,

(53) Enquête réalisée en août 1970 à Victoria New Town.

il louait une chambre pour 700 F CFA par mois dans une maison en semi-dur appartenant à un Bakweri. il gagnait alors mensuellement 5 500 F CFA et n'avait pas d'autres sources de revenus. Resté célibataire, il a envoyé à sa sœur «au village» 1 000 F CFA et par deux fois du poisson séché, pendant les douze derniers mois. Satisfait de son travail «part and parcel of him from the unset», il n'avait pas l'intention de quitter Victoria.

Martha B. née à Bache (Takamanda) dans l'arrondissement d'Akwaya avait 31 ans au moment de l'enquête. Mariée à 15 ans à un cuisinier de la même ethnie travaillant à Mamfé, elle est restée dans cette ville pendant trois ans. En 1957, ils ont quitté Mamfé pour Bamenda, puis Bamenda pour Kumba et, enfin, Kumba pour Buea pour des séjours de deux ans. Pendant que son mari continuait d'exercer son métier, elle s'occupait d'un champ vivrier. Ils eurent un enfant qu'ils perdirent. En 1963, elle divorce et retourne «au village». Une année plus tard, elle part pour Victoria «to look for money» et devient immédiatement prostituée. En 1970, elle louait une chambre 700 F CFA à un Bakweri. Elle déclarait gagner 3 000 F CFA par mois et compléter ses revenus en cultivant un champ vivrier à 5 km de Victoria, donné par un «country man» (un homme du même groupe ethnique) où elle faisait pousser du manioc, du cacao et des plantains. Elle est retournée «au village» pour un deuil et avait envoyé à son père des cadeaux en argent et en nature, afin de lui permettre de rembourser sa dot. Elle souhaitait retourner dans son village et y faire de l'agriculture, mais envisageait également de devenir couturière.

John O., 41 ans, est né à Owerri et exerce présentement la profession de commerçant (denrées alimentaires) à Victoria. Il a poursuivi ses études jusqu'au standard VI ; il parle bien entendu Ibo mais n'a pas son égal pour s'exprimer en pidgin english. En 1944, il quitte Owerri et vient à Victoria via Calabar pour aider son frère aîné dans son «business». Son père lui donne bientôt une somme pour commencer à faire du commerce. Il déclare avoir alors «started straight ahead with his business of selling clothes». Il semble que son commerce lui rapporta de l'argent car il retourna à plusieurs reprises à Owerri pour s'y marier. En 1970, il avait trois femmes et huit enfants (deux femmes et trois enfants étaient restés à Owerri). Il ferme son commerce de vêtements en 1965 car il devait faire trop souvent crédit à ses clients. Depuis cette date, il exploite un «off licence bar» et a un boy de 23 ans qui vient, comme lui, d'Owerri, avec lequel il n'a pas de lien de parenté. Il habite une maison de trois pièces aux murs de planches et au toit de tôle, et dispose de l'électricité. Il loue cette maison et le bar attenant 9 000 F CFA à un Ghanéen. Lui-même est propriétaire d'une maison en ville et ses revenus étaient de l'ordre de 7 000 F CFA pour ses locations, et de 15 000 F CFA pour le bar. Depuis 12 mois, il n'a eu aucun contact avec sa famille d'Owerri en raison de la guerre. Il déclare vouloir rester à Victoria et désire rouvrir un commerce dès qu'il disposera d'un petit capital.

Joseph W., gardien de nuit au P.W.D., 44 ans, est né à Bafoussam. Il ne parle que deux langues : le bangu et le pidgin english, et réside à Victoria depuis 36 ans. C'est en effet à l'âge de 8 ans que son frère aîné qui habitait déjà Victoria, l'a amené. Pendant douze ans, il allait aider ainsi son frère, petit commerçant en produits importés. Il revint deux fois dans son village durant cette période. En 1940, il alla s'y marier et ramena sa femme à Victoria.

En 1946, il quitte son frère et commence à travailler comme manœuvre. Il réussit à économiser 37 £ pour acheter à ce dernier la maison dans laquelle il vit aujourd'hui. En 1951, il entre à la C.D.C. (Bota) comme gardien de nuit. En 1954, un accident l'oblige à s'arrêter de travailler pendant cinq ans. Pendant cette période, il fut aidé par l'Association des gens de Bafoussam à Victoria. En 1959, il retourne à la C.D.C. (Bota) comme manœuvre ; il y reste deux ans. En 1961, sa maison prend feu et l'Association des gens de Bafoussam lui apporte une aide matérielle pour la reconstruire. Depuis 1962, il travaille au P.W.D. Son salaire s'élève à 5 700 F CFA et il retire 1 600 F CFA de la location d'une pièce de sa maison. Il n'a pas l'intention de changer de métier, mais s'il était malade il aimerait retourner dans son village.

Au cours des douze derniers mois, il y avait d'ailleurs envoyé du «cray fish» (54) et avait reçu de son frère des ignames, des arachides et de l'«egusi» (graines de courge).

John M., lui, est né à Etinkem (groupement de Bakogo, Manyu). Il n'a que 28 ans et vit à Victoria depuis neuf ans. Il est allé à l'école jusqu'au niveau du standard VI et parle l'ejagham, le douala et l'anglais. Il perdit son père alors qu'il passait l'examen de fin d'études primaires en 1960. En 1967, il partit pour Victoria «in order to have a bright future in life». Là, il vit d'abord avec un «frère» et se met à travailler comme manœuvre au Service de l'Agriculture. Il y restera trois mois et sera recruté ensuite par le P.W.D. comme apprenti-électricien. Il reste apprenti six ans jusqu'à ce qu'il passe avec succès le «Trade Test» en 1967. En 1963, il était revenu dans son village pour s'y marier. En 1970, le P.W.D. le licencie parce que le service ne disposait pas de fonds suffisants. Depuis, il cherche un emploi et a renvoyé sa femme dans son village. Il pense trouver un «job» à Douala grâce à un ami. En attendant, il exerce son métier à titre privé. Il louait une pièce 1500 F. CFA par mois à un Bassa, et possédait un poste de radio. Ses revenus étaient variables mais dépassaient 5000 F. CFA par mois. Il hébergeait depuis 1969 un frère à la recherche d'un travail et s'occupait d'une sœur élève au Saker Baptist College de Victoria. Pendant les douze derniers mois, il avait envoyé 2500 F. CFA et des vêtements à son frère «au village», par l'intermédiaire d'un ami.

Ces cinq cas donnent des exemples des motivations des migrants, de l'aide qu'ils reçoivent des membres de la famille ou du groupe ethnique, des relations qu'ils entretiennent avec le village d'origine. En général, le migrant est hébergé par un parent ou un ami quand il est sans emploi et il essaie de louer une pièce quand il travaille. Le problème essentiel est de trouver du travail, et, éduqué ou non, il faut souvent commencer par être manœuvre. Le salaire est utilisé en premier lieu pour payer la dot ; ensuite, il sert à acheter une maison que l'on s'empresse de louer, ou bien permet d'aider frères et sœurs restés au village ou faisant des études ; parfois, il permet d'acheter une plantation de café ou de cacao dans le village (cas rare). La plupart du temps le migrant souhaite retourner finir ses jours chez lui. Il entretient des liens étroits avec son lieu d'origine ; il y retourne pour des événements familiaux, envoie des cadeaux, en reçoit, et héberge de nouveaux migrants.

La migration prend un aspect différent selon les groupes ethniques et il faut constater que l'entraide est plus forte chez les Ibo et les Bamiléké que dans les groupes du Cameroun Occidental, entraide qui n'est d'ailleurs jamais bénévole.

Les emplois salariés sont convoités par les Camerounais, très peu par les Nigerians. Les emplois de manœuvres dans les plantations ou au P.W.D. semblent être souvent les premiers postes occupés par les immigrants qui cherchent des travaux moins pénibles et mieux rémunérés par la suite. Parfois, ils restent comme «boy» ou aide auprès d'un frère ou d'un ami possédant un commerce. Certains essaient aussi de se placer comme apprentis dans une entreprise ou chez un travailleur indépendant.

Les migrants sont souvent instables professionnellement et géographiquement ; par difficulté à s'adapter à un travail régulier et productif ? Celà est difficile à dire. Il semble que le mode de vie que souhaite mener le migrant ne s'adapte pas toujours aux contraintes du travail salarié de type moderne. Il s'agit là d'un problème sociologique essentiel au sujet duquel des choix, au niveau de l'individu comme de l'entreprise ou de l'administration, sont à faire et qu'il ne nous appartient pas de débattre ici.

(54) Petites crevettes séchées ou fumées.

C - L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Entre 1920 et 1970, la population du Cameroun Occidental a quadruplé, passant de 300000 personnes à plus de 1200000. Les recensements administratifs dont nous disposons donnent les chiffres suivants :

1921	:	299165
1931	:	374872
1953	:	752724
1964	:	1029224
1968	:	1183190

Cette expansion remarquable de la population est due essentiellement au mouvement naturel. Une étude plus précise de la variation de la population entre 1953 et 1968 a pu être réalisée (55).

a - Variation de la population entre 1953 et 1968

Entre ces deux dates, la population a augmenté de 58% dans les départements inclus dans l'atlas (zone rurale : 50,5% - zone urbaine : 156%). Le taux d'accroissement moyen annuel traduit mieux cette différence entre le monde rural et les six villes principales du Cameroun Occidental. Il était de 2,76% pour les campagnes et de 6,47% pour les villes.

Les accroissements les plus importants se sont produits dans quelques secteurs seulement : groupements de Buea, de Muyuka et de Kumba ; groupement de Mankon ; groupements de Nguti, Manyemen, Mungo Ndor ; groupements mundani ; groupements de Mamfé, Takamanda et Ballin (Messaga) ; pays oku. On y trouve des groupements à dominante urbaine ou semi-urbaine (Buea, Muyuka, Kumba, Mamfé et Mankon) et des groupements essentiellement ruraux (Oku, Messaga, Takamanda, Bamumbu, Nguti-Manyemen). Ce sont des secteurs qui reçoivent des immigrants, ou des secteurs à natalité élevée qui se dépeuplent assez peu (Oku, Messaga, Nguti-Manyemen, pays mundani, Anyang). Les groupements dont la progression se situe en dessous de la moyenne sont parmi ceux qui fournissent depuis longtemps les plus gros contingents de travailleurs aux plantations industrielles (Balue, Mbo, Keaka, Menka, Ngwaw, Fungom). Le cas de Tiko est particulier : la reconversion bananière n'étant pas achevée, le départ d'Elders and Fyffes ayant dégonflé les effectifs employés dans les plantations, la population totale n'a pas progressé. Dans quelques cas, un taux de natalité moins élevé, parfois combiné avec un courant de migration, explique une certaine stagnation dans l'accroissement total de la population : cas de Bonjongo, des pays bakossi et mbo, du Rio-del-Rey.

Les taux d'accroissement moyens annuels traduisent cette même variation. Dans trois groupements ruraux, il y a diminution : de 0,36% par an à Menka, 0,57% à Elumba, 1,13% à Tiko. Dans neuf groupements, le taux d'accroissement est inférieur à 1% : cinq sont situés dans les Grassfields (dont trois dans la Menchum), deux dans le sud forestier et deux dans la zone de plantation (Tiko, Mbonge). Dans onze groupements (cinq situés dans le département central de la Manyu), le taux d'accroissement se situe entre 1% et 2%.

Ce sont des groupements où les conditions de vie sont difficiles, l'émigration forte, la natalité élevée mais insuffisante pour compenser les départs d'adultes jeunes. Il y a aussi les régions de plantation où s'est produit une réduction du nombre des emplois, liée à la reconversion des activités des domaines tournés surtout vers l'exploitation bananière.

Les taux d'accroissement supérieurs à 4% sont le fait de groupements où la population est peu mobile et la natalité forte (Oku, Bamunka, Esimbi, Messaga, Takamanda, Bamenda, Bechati). Dans la zone

(55) Voir carton I des planches : «Éléments de démographie» et «Organisation de l'espace».

centrale, quatre groupements ont un taux d'accroissement élevé : régions de Kembong, Nguti et Manyemen. L'émigration y est relativement forte, la natalité élevée, les retours au pays fréquents. Autour de Nguti et de Manyemen, le P.W.D., les hôpitaux religieux récemment installés et la route ont peut-être polarisé les habitants des groupements voisins. Dans la zone côtière, les zones rurales de Buea et de Muyuka ont attiré beaucoup de migrants en raison du développement des activités (plantations, exploitations forestières, administration). Il est possible que ces migrants soient, en partie, venus de la zone de Tiko touchée par la réduction des exportations de bananes.

Vingt-huit groupements sur soixante-quatre avaient un taux d'accroissement proche de la moyenne rurale générale. Dans ces groupements, la population émigrait parfois, mais ces départs étaient compensés par une natalité rarement inférieure à 50 ‰.

Tableau 33

Taux d'accroissement moyen annuel des villes entre 1953 et 1968

Buea	: 8.91 %	Bamenda	: 6.72 %	Mamfé	: 4.67 %
Kumba	: 7.59 %	Victoria	: 6.10 %	Tiko	: 3.15 %

moyenne : 6.47 %

Les villes ont vu leur population s'accroître, mais des différences notables apparaissent entre elles. Deux groupes peuvent être distingués : les villes à vocation commerciale (Victoria, Mamfé, Tiko) dont l'essor est ancien, et qui ont subi le contrecoup de l'accession à l'indépendance (concurrence de Douala pour les ports en particulier) ; les villes d'encadrement (Buea, Kumba et Bamenda) qui se sont renforcées dans les secteurs publics et commerciaux. La création d'emplois - administratifs en particulier - a attiré de nombreuses personnes, et, l'implantation d'équipements économiques mais surtout sociaux, ont permis à ces villes de renforcer leur emprise sur la région qui les entoure.

b - Les facteurs commandant la croissance de la population

L'accroissement de la population de la région dépend de deux facteurs sur lesquels nous n'avons que des indications précaires : le mouvement naturel (nombre de naissances et de décès), les échanges de la région avec les régions avoisinantes, notamment avec l'est du Nigeria et les zones proches du Cameroun Oriental.

L'accroissement de la population par zone dépend à la fois du mouvement naturel et du bilan migratoire (différence entre départs et arrivées de migrants). En fait, il semble probable, à moins de changements considérables, que les tendances qui se manifestent actuellement vont s'amplifier. La zone côtière et les villes auront vraisemblablement un taux d'accroissement supérieur à celui des zones rurales du centre et du nord. Ces dernières, dont le taux d'accroissement naturel reste élevé, vont perdre encore de jeunes adultes en quête d'un travail de manœuvre, et, de plus en plus, d'un emploi nécessitant des compétences particulières, dans le sud et les villes. Les migrations d'une zone rurale à une autre - à moins d'être autoritairement dirigées - seront d'ampleur assez faible en raison des problèmes sociaux et ethniques qu'elles posent.

Le taux de natalité de 50‰ donné par l'enquête démographique de 1964 pour l'ensemble de l'État fédéré, devrait se maintenir encore dans les zones rurales. Le taux de mortalité de 27‰ devrait s'abaisser assez rapidement en raison de l'effort considérable fait en matière sanitaire : campagnes de vaccinations, création de maternités en milieu rural, d'hôpitaux dans des régions deshéritées (Nguti, Fontem, Ndian). Les taux de natalité varient en effet selon l'ethnie, le lieu de résidence (ville ou zone rurale), le niveau de vie, la situation sociale de la femme.

Un taux d'accroissement naturel de 3% par an pour la décennie 1970-1980 n'aurait rien d'invraisemblable.

Tous les facteurs précédemment analysés indiquent une accélération du processus de migration des zones rurales vers la zone côtière et les villes. Le volume de l'emploi dans les plantations de la C.D.C. devrait être multiplié par 1,5 dans les dix années à venir ; le nombre des diplômés de l'enseignement secondaire va s'accroître considérablement (combien resteront ou retourneront dans leur village ?) ; les ruraux semblent toujours attirés par le mode de vie urbain et, jusqu'à présent, les opérations d'animation rurale ne paraissent pas susceptibles de stopper l'exode vers les villes et les plantations ; une intégration du Fako dans la zone économique de Douala aura pour effet d'accélérer le mouvement. Il est donc possible que le taux de croissance moyen des villes se situe entre 7 et 10% par an dans la décennie à venir, et celui du Fako entre 3 et 6%.

Les échanges de population entre les deux États fédérés devraient se trouver renforcés : aux échanges de fonctionnaires du présent, devrait succéder une attraction de Douala et de Yaoundé à un moindre degré, sur les diplômés d'abord, les personnes non qualifiées ensuite, du Cameroun Occidental ; un appel de main-d'œuvre du Cameroun Oriental dans les plantations du Fako et de la Meme est également possible.

2 – L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ET SON EFFICACITÉ

Jusqu'au 2 juin 1972, la région était comprise toute entière dans l'État fédéré anglophone du Cameroun Occidental. Elle présentait un certain nombre de traits originaux sur les plans administratif, économique et social. Ces traits vont vraisemblablement disparaître avec les modifications de structure actuellement en cours. La situation décrite ici est celle de la période 1969-1971.

A - L'ENCADREMENT DE LA POPULATION

La population est encadrée par les services centraux fédéraux, les services régionaux fédérés et les collectivités locales.

a - Les services centraux fédéraux

Les services fédéraux dépendent du gouvernement central situé à Yaoundé. Ils concernent de nombreux secteurs comme la santé, l'enseignement secondaire ou les douanes. Au niveau du département et de l'arrondissement, les préfets et sous-préfets représentent l'autorité fédérale et assurent la coordination de l'ensemble des services administratifs. Le gouvernement fédéral décide également des grandes orientations politiques, économiques et sociales.

L'organisation des services fédéraux est variable. Ils conservent des éléments de la structure britannique quand ils sont anciens. S'ils sont nouveaux, ils imitent souvent le modèle français.

Le gouvernement fédéral a créé un service des grandes endémies chargé de la prévention des principales maladies qui supervise dispensaires et maternités. Les attributions d'un tel service recoupent celles du Health Superintendant, fonctionnaire chargé de l'hygiène.

Pour l'enseignement secondaire, il a mis en place un lycée bilingue à Buea. Des élèves de l'ensemble du Cameroun y reçoivent, pendant deux ans, un enseignement de types français et anglais juxtaposés.

Ils continuent ensuite leurs études dans une voie seulement, celle du baccalauréat pour les francophones, celle du General Certificate of Education pour les anglophones. Un second établissement bilingue a été ouvert à Mamfé.

L'ensemble de ces services est implanté essentiellement dans le Fako : les deux tiers des fonctionnaires fédéraux y travaillent.

La création de préfectures ou de sous-préfectures a permis une certaine régionalisation des services administratifs. Avant l'indépendance, le Cameroun Occidental était divisé en deux provinces et six districts. Aujourd'hui, une inspection fédérale d'administration s'occupe de tout le pays subdivisé en neuf départements et vingt-huit arrondissements ou districts.

Le découpage administratif du territoire a été délicat à réaliser. L'administration s'est efforcée de regrouper les populations semblables dans la mesure du possible, ce qui donne à certains arrondissements comme celui de Kumba une forme complexe. Parfois, deux circonscriptions administratives ont été créées dans des régions d'accès difficile à population identique comme dans le Bakossi ou le Rio-del-Rey.

Le choix de la localisation d'un nouveau chef-lieu s'avère difficile comme en témoigne le changement de site de la préfecture de la Momo. D'abord installée au centre géographique du département, elle a été ensuite déplacée vers le N-E. Dans la plupart des cas, il faut créer une «station» (56) près d'un village sans caractère particulier.

Le sous-préfet est la cheville ouvrière de l'administration fédérale. Il contrôle des territoires d'une superficie moyenne de 1 700 km2 dont la population se situe entre 15 000 et 160000 habitants. Il peut visiter régulièrement tous les villages. Il est cependant muté très souvent et reste tributaire des services du Local Council.

b - Les services régionaux fédérés

L'État fédéré anglophone dispose d'un certain nombre de services et contrôle l'activité de nombreuses entreprises publiques ou para-publiques. Par ces services, il coordonne et apporte un soutien technique aux nombreux agents des Local Councils chargés d'un groupe de villages.

L'Inland Revenue Department perçoit, selon le système de la retenue à la source, l'impôt direct sur les revenus salariaux et commerciaux.

La direction de l'agriculture effectue des expérimentations dans ses fermes, distribue des plants sélectionnés, des engrais ou des insecticides et tente de lutter contre les maladies des plantes. Elle dispose de trois fermes expérimentales (57). En dehors des directions départementales et des fermes, 80 fonctionnaires sur 900 employés représentent ce service dans la région. Ce sont les «agricultural field overseers».

Dans les services vétérinaires existe une structure plus décentralisée. Le centre de recherche de Jakiri sert de laboratoire et d'école. Des sous-directions ont été créées en fonction des problèmes posés par les rapports entre agriculteurs et éleveurs, par le contrôle et la commercialisation des cuirs et des peaux, etc.. Les services ne disposent cependant que de sept cliniques vétérinaires, de trois bains détiqueurs et de quatre parcs de vaccination pour les quelques 130000 têtes de bétail de la région.

Le Forestry Department s'occupe à la fois de la préservation de la vie animale, du contrôle de l'activité des entreprises forestières et du reboisement des zones exploitées. Il a sous sa responsabilité vingt-et une réserves forestières et trois réserves de faune. Il aide les Councils à entretenir les «fuel plantations» ou réserves de bois de chauffage.

---

(56) Terme anglais désignant la cité administrative composée des bureaux et des logements de fonctionnaires.

(57) Barombi Kang près de Kumba, Obang près de Mamfé, Bambui près de Bamenda.

Le Primary Education Department a des fonctions essentiellement administratives. Il répartit les ressources provenant de l'«Education Rate» (58) entre les collectivités locales et les missions pour la rémunération des maîtres d'école ; il organise les examens et délivre le «first school leaving certificate» ; il gère une école normale d'instituteurs à Kumba, tente de rénover la pédagogie et de diversifier l'enseignement élémentaire.

Le Community Development Department apporte une aide technique et parfois financière aux communautés rurales désireuses de s'équiper. Elles doivent fournir une aide matérielle et participer aux travaux. Ainsi ont pu être construits de nombreux points d'eau ou adductions d'eau et des routes d'intérêt local. Les opérations déjà achevées intéressent surtout les Grassfields. Elles sont réalisées au gré des initiatives locales sans plan d'ensemble.

L'administration de l'État fédéré se trouve bien représentée au niveau régional ou départemental ; elle n'a que peu de représentants directs sur le plan local et la liaison entre fonctionnaires installés dans la «station» de la préfecture et agents du Council ou du gouvernement installés en brousse se fait rarement en raison de la pénurie de moyens de locomotion et du faible nombre de kilomètres de routes carrossables.

c - Les agents locaux de l'administration

L'agent local est le dernier maillon de la chaîne administrative. Il est amené à connaître les problèmes du groupe de villages constituant sa circonscription. Il peut informer son administration et proposer certaines solutions. Il est dans deux cas sur trois dépendant du Council.

La carte «Infrastructure» indique l'emplacement de quatre catégories d'agents : les agents de l'agriculture et du service vétérinaire, les responsables de la surveillance de la lèpre et les agents du service de santé. Leur nombre est insuffisant et leur répartition défavorise certaines zones, en particulier les départements nouvellement créés : Ndian ou Momo pour l'agriculture, les départements du centre et du nord pour la santé.

Tableau 34

Agriculture et santé

nombre de personnes desservies, par agent, selon les départements

	agriculture	santé
Fako	10459	11331
Meme	10026	12894
Ndian	24739	14843
Manyu	8000	25599
Momo	19955	19955
Mezam	12969	23344
Menchum	9198	23914

Service vétérinaire

nombre de têtes de bétail desservies, par agent

Manyu	4000
Mezam	4743
Momo	5325
Menchum	9200

(58) Participation à l'effort d'éducation demandé à tous les imposables.

Tableau 35

Les services d'après le nombre de leurs salariés
estimation pour l'année 1969

a - les services à compétence régionale

	Services centraux	Services régionaux	Total
Buea	600	1450	2050
Victoria	400	1050	1450
Total	1000	2500	3500

b - les services à compétence départementale et locale

- répartition géographique

Départements	Services centraux		Services régionaux		Services locaux		Total	
Fako	833	45 %	1620	30 %	1160	29 %	3613	32 %
Meme	296	16 %	1512	28 %	880	22 %	2688	24 %
Mezam	370	20 %	1404	26 %	720	18 %	2494	22 %
Manyu	110	6 %	540	10 %	400	10 %	1050	9 %
Menchum	185	10 %	216	4 %	320	8 %	721	6 %
Momo	37	2 %	108	2 %	360	9 %	505	5 %
Ndian	19	1 %	-	-	160	4 %	179	2 %
Total	1850	100 %	5400	100 %	4000	100 %	11250	100 %

- répartition sectorielle

Secteurs	Services centraux	%	Services régionaux	%	Services locaux	%	Total	%
administration	263	14,2	16	0,3	620	15,5	899	8,0
santé	686	37,1	-	-	336	8,4	1022	9,1
enseignement	290	15,7	81	1,5	1440	36,0	1811	16,1
agriculture	-	-	869	16,1	128	3,2	997	8,9
service vétérinaire	-	-	54	1,0	76	1,9	130	1,2
eaux et forêts	-	-	200	3,7	96	2,4	296	2,6
C.D. (*)	-	-	146	2,7	104	2,6	250	2,2
marketing	-	-	297	5,5	-	-	297	2,6
douanes	204	11,0	-	-	-	-	204	1,8
Travaux Publics, cadastre	-	-	2279	42,2	208	5,2	2487	22,1
électricité	-	-	416	7,7	-	-	416	3,7
P. et T.	157	8,5	-	-	-	-	157	1,4
justice	-	-	11	0,2	716	17,9	727	6,5
police, prisons (**)	189	10,2	1031	19,1	-	-	1220	10,8
divers	61	3,3	-	-	276	6,9	337	3,0
Total	1850	100,0	5400	100,0	4000	100,0	11250	100,0

Source : rôles de l'Inland Revenue Department 1968-1969 et 1969-1970

(*) Community Development (**) Gendarmerie non comprise

Dans les services vétérinaires, il semble que le nombre d'agents ne soit pas en relation avec l'importance économique de l'élevage.

Le Local Council, sorte de commune aux pouvoirs étendus, administrant un territoire grand comme un arrondissement, désigne les agents locaux. La compétence de ces agents s'exerce dans des domaines variés : activités de contrôle, de perception de taxes et d'amendes, éducation primaire, justice, agriculture, etc.. Il est l'émanation de la population locale et ses fonctionnaires sont bien souvent des natifs. Seul, le secrétaire est nommé par le Secrétariat d'État à l'Intérieur qui est chargé de vérifier les comptes des Local Councils.

Ces agents, nés le plus souvent sur place, sont généralement bien acceptés par la population. Ils sont cependant isolés, peu formés et ont peu de contacts avec les fonctionnaires régionaux.

Les salariés de l'ensemble des services civils se répartissent inégalement entre les départements les plus riches et le reste de la région.

L'effort de chacun des services porte sur un domaine particulier : santé pour les services centraux, Travaux Publics pour les services régionaux, enseignement pour les Local Councils.

Un huitième seulement de l'ensemble des salariés des services à compétence départementale et locale est concerné par les productions rurales. Or, le secteur primaire occupe 85% de la population active et le niveau de vie général dépend de ses revenus.

B - LES FORCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

a - Les entreprises publiques et parapubliques

Le secteur étatique a une importance écrasante dans le domaine économique, qu'il s'agisse de la production d'électricité, des travaux publics, de la commercialisation des produits agricoles, des plantations industrielles ou même de l'hôtellerie. Ce secteur est l'héritage de la colonisation britannique qui, pour suppléer au faible attrait de la région sur les capitaux de la métropole, avait constitué des entreprises publiques, une agence de développement, une société à charte, un office de commercialisation des produits agricoles.

Le Public Works Department qui entretient un réseau de 1300 km de routes principales (Trunk A roads), dispose de moyens importants. Il a 3000 employés dispersés en six bases et un important matériel. Cependant, une partie de ces moyens est inemployée et l'état des routes est, sauf dans quelques tronçons, plus que médiocre. Il a également la haute main sur l'alimentation en eau des principales villes du pays : il entretient onze réseaux de distribution d'eau desservant 200000 personnes.

La West Cameroon Electricity Corporation (W.C.E.C.) appelée aussi Powercam, a le monopole de la production d'électricité depuis 1962. Elle emploie près de 500 personnes et a vendu en 1968-1969 plus de 8 millions de kWh, dont 68% destinés à des usages commerciaux et 25% à des usages domestiques. Cette électricité est produite par de petites centrales hydro-électriques (Yoke) ou à diésel (Bota, Kumba). L'entreprise avait plus de 2500 abonnés et desservait les villes de Victoria, Tiko, Mutengene, Buea, Muyuka et Kumba. La plupart des grandes sociétés produisent l'énergie dont elles ont besoin.

La West Cameroon Development Agency (W.C.D.A.), fondée en 1955, est chargée de financer des projets agricoles, commerciaux ou industriels, de mettre sur pied des entreprises dans l'ensemble de ces domaines. Ainsi, ont vu le jour la K.C.B. (Kamerun - Coast Timber - Brandler and Rylke), une fonderie, la Tiko Iron Works, et une petite compagnie d'aviation exploitant les lignes du Cameroun Occidental, la C.A.T. (Cameroon Air Transport). Toutes ces sociétés ont disparu. La structure par trop administrative de l'agence, les erreurs de gestion, un personnel trop nombreux et inadapté ont été cause de l'échec des tentatives de cette agence. Aujourd'hui, la W.C.D.A. dispose d'une scierie à Yoke, d'une menuiserie à Buea, de plantations à Santa (café) et à Ntem (palmier à huile), d'un abattoir à Bali et de chambres froides dans le département de Fako.

Les plantations, comme le commerce de la viande, sont loin d'être rentables et, d'ailleurs, ne marchent qu'au ralenti ou par intermittence. L'approvisionnement des chambres froides de Buea, Likomba et Victoria est irrégulier. L'agence achète du café pour le compte du Marketing Board et en prépare pour le vendre localement. Elle emploie 500 personnes environ. Les échecs du passé et la situation présente expliquent la réticence actuelle des responsables à son égard.

La situation financière de la West Cameroon Hotels Limited, qui disposait de six hôtels, était, elle aussi, peu brillante.

Le Marketing Board qui commercialise le café *arabica* et *robusta,* le cacao, les palmistes, les cuirs et les peaux, semble plus heureux dans ses opérations. Son intervention est limitée à l'expédition des produits sur les marchés extérieurs. La collecte est effectuée par des agents agréés, désignés en début de campagne et qui achètent aux particuliers à des prix fixés. Ces agents sont, soit des coopératives, soit des entrepreneurs privés. Pour les dernières années, la part des coopératives dans l'effort de ramassage de la récolte, s'est établie comme suit :

	1967-1968	1968-1969	nombre d'agents
cacao	40,3 %	25,8 %	17-19
palmistes	55,1 %	62,6 %	12-12
café *robusta*	42,9 %	21,6 %	12-17
café *arabica*	?	71,5 %	15

Le Marketing Board achemine de Kumba et de Bamenda, la récolte sur les ports d'exploitation : Victoria ou Douala, et se charge de la vente. Le chiffre d'affaires du Marketing Board serait de trois fois supérieur à celui de la C.D.C. : de l'ordre de 5 à 6 milliards de F.CFA.

Avec la Cameroons Development Corporation (C.D.C.), société à charte, la région dispose d'un potentiel économique imposant.

Plus de 100000 ha de terres lui sont alloués , et plus de 25000 ha étaient plantés en 1970. Les investissements prévus, notamment ceux du F.E.D. et de la Banque Mondiale, doivent permettre à la société de porter la superficie plantée en 1975 à 34000 ha.

Les profits réalisés par l'exportation du thé, des bananes, du cacao et du poivre, des produits de l'hévéa et du palmier à huile, se situaient entre 1500 et 2000 millions de F CFA par an pour ces dernières années. Près de 15000 personnes étaient employées en permanence, dont 12500 dans les plantations, et de nombreux temporaires étaient recrutés pour les travaux saisonniers. Elle dispose du service de recherches agricoles le plus développé de la région et reçoit l'aide d'instituts de recherches français : l'I.R.H.O., l'I.F.C.C., l'I.R.C.A. et l'I.F.A.C. (59). Les gouvernements fédéré et fédéral possèdent chacun 50% du capital social de la société, mais la direction est assurée par contrat de trois ans par le personnel de la Commonwealth Development Corporation, organisme d'État britannique. A terme, la société sera gérée par le Cameroun : 76% des cadres étaient camerounais au début de 1970.

Le Cameroun Occidental a également sa propre banque, la Cameroon Bank Limited, chargée de financer les opérations de la W.C.D.A. et de la C.D.C., des coopératives, et qui fait des prêts aux particuliers pour acheter de petits équipements. C'est elle qui possède le plus de succursales dans le pays.

La région dispose avec l'ensemble de ces entreprises d'un atout que n'ont pas les autres grandes régions du Cameroun. Malheureusement, il lui manque encore les cadres nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la plupart de ces sociétés.

---

(59) I.R.H.O. : Institut de Recherches sur les Huiles et Oléagineux,
I.F.C.C. : Institut Français du Café et du Cacao,
I.F.A.C. : Institut Français de Recherches Fruitières Outre-Mer,
I.R.C.A. : Institut de Recherches sur le Caoutchouc en Afrique.

b - Les missions

Les missions représentent une force : installées pratiquement seules dans des zones deshéritées, elles ont presque le monopole de l'éducation, et occupent une place importante dans le domaine de la santé. Elles interviennent également dans l'économie.

Elles contrôlaient, en 1970, 89% des établissements scolaires primaires, 12 collèges d'enseignement secondaire sur les 15 existants et 10 écoles normales primaires sur 11. Dans tous ces ordres d'enseignement, 9 élèves sur 10 fréquentaient leurs établissements. Elles avaient un cinquième des lits d'hôpitaux de la région et un médecin sur quatre travaillait dans un cadre confessionnel. Les deux seules léproseries de la région, situées à Manyemen et à Mbingo, leur appartiennent. De plus, le seul réseau moderne de librairies desservant les grandes villes de l'État fédéré a été établi par la mission presbytérienne qui possède l'imprimerie la mieux équipée du Cameroun Occidental à Victoria.

Elles ont de nombreux projets de réalisations pour faciliter l'évolution des zones rurales : écoles d'agriculture de Bangem, de Kumba et de Bafut, centres artisanaux de Bali, de Bafut et de Mankon, plantations coopératives de palmier à huile de Nchang, Widekum et Mbonge.

Tableau 36
Répartition du personnel employé par les missions
par département et par secteur (5 500 personnes)

départements	employés en %
Meme	27
Mezam	22
Fako	21
Manyu	12
Menchum	9
Momo	8
Ndian	1

secteurs	employés en %
éducation primaire	73
enseignement secondaire	13
santé	7
presse et construction	4
activité missionnaire	3

Le personnel des missions, contrairement à celui de l'administration, se trouve concentré dans la Meme pour la zone forestière, et dans la Mezam pour le plateau. Ceci est plus conforme à la répartition de la population, mais certaines zones comme le département de la Ndian, les arrondissements de Nguti, Fontem, Akwaya et Wum sont encore assez peu touchés par les missionnaires.

Trois organismes missionnaires se partagent la presque totalité de cette activité : la Roman Catholic Mission qui reçoit l'appui des églises anglaise, irlandaise et hollandaise ; la Presbyterian Mission, ancienne mission de Bâle, d'origine suisse et germanique, et la Cameroon Baptist Convention qui a dépendu, jusqu'en 1970, de l'église baptiste américaine.

L'organisation territoriale de chacune de ces missions est très structurée. Toutes ont deux zones d'action, subdivisées en districts : la région forestière et les Grassfields. Bamenda est le centre des Grassfields, Victoria, Buea et, à un moindre degré, Kumba, ceux de la forêt. En dehors de ces quatre centres urbains, les missions se sont établies dans des villages à quelque distance des principaux centres, ou dans des endroits isolés, en altitude bien souvent ; Bonjongo, Small Soppo, Manyemen, Nyassosso, Mbetta, Besongabang, Acha-Tugi, Belo, etc.. sont ainsi devenus de petits bourgs. La «cité» missionnaire, enfermée dans son importante concession bien délimitée, avec ses bâtiments en dur séparés par des pelouses au gazon bien coupé, apporte à ces villages sans caractère une note particulière.

L'influence de chaque mission varie selon les zones, et la répartition des écoles selon leur appartenance confessionnelle permet de l'appréhender. La mission baptiste n'a, dans toute la région, qu'un

rôle de troisième ordre sauf dans le Fako et le pays kom. Par contre, la mission presbytérienne et la mission catholique se disputent le terrain. Les catholiques dominent dans le Fako, la Mezam et la Menchum, ils viennent à égalité avec les presbytériens dans la Meme et ils sont distancés par ces derniers dans la Ndian, la Manyu et la Momo.

Tableau 37

Importance relative des trois grandes missions dans la région

départements	nombre de groupements où dominent			situation d'équilibre	Total
	catholiques	presbytériens	baptistes		
Fako	7	-	-	1	8
Meme	7	5	1	2	15
Ndian	1	2	-	2	5
Manyu	5	8	-	2	15
Momo	1	5	-	1	7
Mezam	4	2	-	1	7
Menchum	4	2	-	1	7
Total	29	24	1	10	64

d'après le nombre d'élèves des écoles primaires 1968-1969

Le rôle des missions découle de leurs buts non lucratifs, de leur permanence dans des zones parfois éloignées de tout centre urbain, de la portée de leur action dans le domaine social. Si elles apportent des facilités sur le plan médical et scolaire, elles véhiculent néanmoins un grand nombre d'idées d'origine occidentale qui sont souvent difficiles à intégrer. La «camerounisation» des cadres - lente dans certains cas - aura des effets bénéfiques dans ce domaine.

c - Les entreprises privées et l'aide technique, l'apport de capitaux et de cadres

Des entreprises privées de diverses origines occupent une place discrète dans l'économie de la région.

La plus importante est la société Pamol (Cameroun) Limited, filiale d'Unilever, qui possède plus de 10000 ha de plantations de palmiers à huile et d'hévéas. Cette société emploie plus de 3000 personnes dans quatre domaines. Elle réalisait un chiffre de vente situé entre 800 et 1000 millions de F CFA ces dernières années.

Les sociétés à direction et capitaux européens sont présentes dans le secteur primaire avec Pamol et Cadbury and Fry pour les plantations, Unalor, Cameroon Industrial Forest, African Timber Co et Timber Industries dans l'exploitation forestière. Dans le secteur secondaire, la boulangerie et les boissons gazeuses ont seules attiré les Européens.

Dans le bâtiment, les cinq plus importantes entreprises sont contrôlées par des hommes d'affaires locaux, pour la plupart originaires du Bamenda. Il en est de même de la vingtaine de petites entreprises de menuiserie, d'imprimerie, de confection et de travail des métaux.

Les Indiens du groupe international Emen's ont une fabrique de parapluies et contrôlent un réseau de commerce de détail.

Les entrepreneurs régionaux semblent plus à l'aise dans le commerce de gros et de détail. Dans la collecte des produits du cru, ils ne sont que peu concurrencés par des sociétés grecques ou européennes (Compagnie Commerciale Hollando-Africaine). Dans le commerce de gros et de détail, ils ont évincé des compagnies européennes comme la King. Dans ce secteur, il paraît difficile de déterminer la part respective des Ibo, des gens des Grassfields, des Indiens ou des Bamiléké. La faiblesse des revenus explique le

faible développement de ce secteur : Victoria, la ville la mieux pourvue, comptait une cinquantaine d'établissements commerciaux ou de service occupant plus de trois salariés en 1969 et six banques dont trois d'État.

L'assistance technique étrangère apporte des cadres à la région : un millier environ. Ils sont d'origines variées : essentiellement britannique, américaine, française, suisse et hollandaise. Une bonne part est employée dans les activités de formation : enseignement secondaire particulièrement ; une part plus faible tente des opérations de développement, chaque nationalité se réservant un domaine : la Hollande, la promotion de la femme, la Suisse, la distribution d'eau, l'Amérique, la gestion des coopératives, l'Allemagne, les fermes-pilotes, la France, les «opérations intégrées» (60), le Canada, l'encadrement sanitaire, etc..

Les modalités d'intervention et les motivations du personnel expatrié sont très variables selon qu'il s'agit de volontaires ou d'experts. La dispersion dans les efforts, la mobilité du personnel, une méconnaissance du terrain et des hommes, expliquent le peu de succès de certaines actions ; l'enthousiasme des jeunes volontaires est loin de remplacer l'expérience et la connaissance de la région, et résiste rarement aux difficultés de toutes sortes rencontrées ; les missions d'experts venant prodiguer des conseils après une brève visite du pays, paraissent également inadaptées. Certaines expériences indiquent que les efforts peuvent aboutir à condition de disposer d'un encadrement qualifié, d'avoir des ambitions limitées et de tenir compte des problèmes de tous ordres (matériels et sociologiques) qui ne manquent pas de se poser.

Finalement, les activités de formation de cadres pourraient s'avérer efficaces à la longue si elles ne transposaient pas les modèles élaborés en France ou en Grande-Bretagne.

C - LES ÉQUIPEMENTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX RÉVÉLATEURS (61)

Les équipements économiques et sociaux n'intéressent pas, tous, l'ensemble de la population. L'ouverture d'une agence postale n'a pas la même signification en milieu rural que la création d'un dispensaire, d'un marché ou d'une école. Certains équipements sont destinés à être utilisés par un quartier, un village ou un petit groupe de villages ; d'autres ont une vocation départementale ou régionale. Ainsi, l'hôpital général de Victoria joue le rôle de dispensaire pour la ville et il est fréquenté par des personnes venant de tout le Fako et du Rio-del-Rey ; certains services reçoivent des gens venus de toute la zone forestière. Des établissements comme les hôtels, les succursales de banque, les postes, les commerces de gros, les stations-service ont une clientèle essentiellement urbaine. A l'inverse, les coopératives «primaires» (62) cherchent à encadrer la masse de la population.

Ceci nous permet de distinguer :

- les équipements publics à influence locale : les marchés, les écoles primaires, les centres de santé élémentaires (63), les coopératives «primaires» ;
- les équipements publics à rayonnement important : les établissements d'enseignement post-primaire, les hôpitaux, les unions de coopératives «primaires» ;
- les équipements à influence et clientèle essentiellement urbaines : les hôtels, les banques, les postes et agences postales, les stations-service, les abattoirs.

---

(60) Opérations visant à accroître les productions existantes, à en faire adopter de nouvelles, à élever le niveau de vie général, à promouvoir les équipements sociaux : opération «plaine de Ndop» du Bureau de Développement de la Production Agricole (B.D.P.A.).

(61) Consulter les cartes «Infrastructure», «Enseignement primaire», «Taux de scolarisation filles», «Utilisation des équipements hospitaliers», «des coopératives».

(62) Traduction de l'anglais «Primary Society» opposé à «Cooperative Unions».

(63) Expression empruntée au Troisième Plan du Cameroun, désignant les dispensaires, maternités ou «Rural Health Centres».

La géographie des équipements se divise en deux volets : d'une part, l'étude du niveau d'équipement de chaque zone défini par le rapport entre la localisation, le nombre des équipements et la population desservie ; d'autre part, le taux d'utilisation effectif de chaque équipement qui suppose un inventaire des catégories sociales utilisatrices et de l'espace habité y ayant recours. Si la première partie de ce travail paraît facile, la seconde, en revanche, demande des enquêtes longues qu'il n'a pas été possible de faire pour tous les équipements.

a - Les équipements publics à influence locale

Les marchés ont une fonction économique et un rôle social essentiel. Aussi leur nombre, leur importance traduisent-ils aussi bien la richesse d'une population que son tempérament.

Les marchés de la région sont très différents les uns des autres. Aux petits marchés non reconnus s'opposent les marchés importants «établis». Et les marchés urbains quotidiens ont une autre fonction que les autres. A Tiko, Kumba ou Mankon, le marché est en dur et les commerçants sont installés dans des boutiques regroupées par branches ; une grande esplanade est réservée aux vendeurs occasionnels de produits vivriers.

Les Grassfields sont le pays des marchés importants : quatre sur les cinq premières circonscriptions bien équipées en font partie (tableau 38). Ils peuvent réunir de 1 000 à 5 000 personnes, comme ceux de Guzang, Bali ou Bambili. Les marchandises d'une zone assez vaste y sont vendues : les arachides de la plaine de Ndop ou l'huile de palme de Bafut, les choux et les pommes de terre de Santa, le maïs et les plantains de toute la zone. Les Ibo, Hausa et Bamiléké de Bamenda y vendent des pagnes, des ustensiles de cuisine en aluminium, du poisson séché ou fumé, etc.. Les artisans locaux, surtout ceux de la plaine de Ndop ou de Bafut, y viennent négocier nattes, tabourets, armes et vêtements.

Dans la zone forestière, rien de comparable. Les plus grands marchés hebdomadaires mobilisent au plus un millier de personnes ; les artisans y sont très peu nombreux, les marchandises importées mieux représentées, le pittoresque moindre.

Le nombre de taxis, 404 ou R4 de «deuxième main» dans le Fako ou le sud de la Meme, Land Rover ou Austin 5 tonnes affublés d'une carrosserie de bois (les «mammy wagons») dans les autres départements, donne des indications sur la zone d'influence des quelques vingt grands marchés, qui s'étend en moyenne dans un rayon de 20 à 50 km autour.

Les trois-quarts des marchés attirent seulement des gens d'un petit nombre de villages et l'on y échange essentiellement quelques produits locaux. Le nombre de ces marchés est relativement élevé dans les zones sans route carrossable : Bangem, Nguti, Fontem. Dans de nombreuses chefferies des Grassfields, coexistent le grand marché polyvalent et de petits marchés vivriers. Dans le Fako, bien desservi en routes carrossables, les petits marchés sont moribonds.

Parmi les équipements locaux, l'école primaire est le type d'équipement le plus courant : la région compte plus de 600 écoles contre 400 coopératives «primaires», 200 marchés et 90 centres de santé élémentaires. Située à la périphérie des villages ou des villes, près du terrain de football et parfois du petit champ expérimental, l'école est, dans presque tous les cas, le bâtiment le plus important du village par la surface qu'il occupe et le rôle qu'il joue. Il existe une hiérarchie entre les écoles : certaines disposent de sept classes permettant de suivre toute la scolarité primaire. Un peu plus de la moitié ont ainsi un cycle primaire complet : ce sont les «senior schools». Malgré les progrès considérables réalisés depuis 1960 (64) en matière d'équipement scolaire, la région est en retard sur toutes les autres régions du Cameroun, Nord exclu. Dans neuf circonscriptions administratives, le nombre d'écoles est insuffisant (voir tableau 38), soit pour desservir l'ensemble des villages dispersés, soit pour répondre à la demande d'une population nombreuse et concentrée.

---

(64) Entre 1960 et 1966 ont été créées 253 écoles sur les 612 que compte la région.

Tableau 38

Les équipements publics à influence locale

a - Niveau d'équipement relatif des circonscriptions administratives

- données moyennes

équipement	habitants desservis			surface desservie (km2)		
marché	4904	maximum	: 11500	155	maximum	: 796
		minimum	: 2490		minimum	: 27
centre de santé élémentaire	10571	maximum	: pas de CSE	335	maximum	: pas de CSE
		minimum	: 3736		minimum	: 53
école primaire	1555	maximum	: 5760	49	maximum	: 231
		minimum	: 1105		minimum	: 10
coopérative «primaire»	2409	maximum	: pas de coop.	13	maximum	: pas de coop.
		minimum	: 779		minimum	: 9

- classification fondée sur le nombre d'habitants et l'étendue habitée desservie en moyenne par un équipement

sous-préfecture * area council **	marchés	centres de santé élémentaires	coopératives «primaires»	écoles primaires	rang final
Bangem *	3	17	1	1	1
Mankon-Bamenda**	1	15	9	2	2
Bakweri **	9	1	12	7	3
Tombel *	10	8	5	7 bis	4
Bali **	6	9	2	16	5
Mbengwi *	5	13	13	2 bis	5 bis
Nguti *	6 bis	7	16	5	7
Kumba **	10 bis	4	9 bis	14	8
Bafut **	15	3	7	12	8 bis
Muyuka *	16	5	8	10	10
Tiko *	13	5 bis	18	5 bis	11
Batibo *	12	20	6	4	12
Santa **	8	14	2 bis	19	13
Ndop *	3 bis	9 bis	13 bis	22	14
Victoria **	18	2	16 bis	18	15
Mamfé *	13 bis	16	15	10 bis	15 bis
Bille **	20	18	9 ter	7 ter	15 ter
Fundong *	22	9 ter	4	20	18
Fontem *	2	22	20	16 bis	19
Ek. Titi *	21	12	18 bis	14 bis	20
Akwaya *	17	24	22	12 bis	21
Wum *	18 bis	18 bis	21	23	22
Mundemba *	24	21	23	21	23
Bamusso *	23	23	24	24	24

en souligné : circonscription administrative sous-équipée

b - Taux d'utilisation des équipements

- taux de scolarisation par circonscription administrative en % (1967-1968)

1 - Muyuka 77	7 - Bille 63	13 - Bafut 55	19 - Bali 37
2 - Tiko 77	8 - Ek. Titi 60	14 - Mankon 54	20 - Akwaya 34
3 - Bakweri 76	9 - Bangem 60	15 - Batibo 53	21 - Wum 32
4 - Tombel 73	10 - Mbengwi 58	16 - Nguti 52	22 - Fundong 30
5 - Victoria 69	11 - Mamfé 55	17 - Santa 48	23 - Ndop 23
6 - Kumba 66	12 - Mundemba 55	18 - Fontem 44	24 - Bamusso 12

——— équipements bien utilisés ---- équipements sous-utilisés

- nombre de membres d'une coopérative «primaire» par rapport à la population totale en‰ (1968)

1 - Tombel	87	7 - Bali	46	13 - Ek. Tiki	20	19 - Mankon	10
2 - Muyuka	86	8 - Bangem	46	14 - Mamfé	20	20 - Wum	6
3 - Fundong	65	9 - Batibo	30	15 - Tiko	19	21 - Akwaya	2
4 - Bakweri	54	10 - Kumba	27	16 - Victoria	17	22 - Fontem	2
5 - Bille	54	11 - Bafut	26	17 - Ndop	13	23 - Mundemba	-
6 - Santa	50	12 - Mbengwi	24	18 - Nguti	13	24 - Bamusso	-

Les taux de scolarisation indiquent une forte fréquentation dans les zones urbaines et une sous-utilisation des équipements dans certaines zones rurales. Les zones les moins scolarisées sont également enclavées : Bamusso, Ndop, Fundong, Wum.

La présence de près de 400 coopératives «primaires» dans l'ensemble de la région constitue une originalité pour le Cameroun. Il s'agit, pour huit cas sur dix, d'une organisation de petits planteurs voulant commercialiser leurs produits d'exportation, qui traitent directement avec le Marketing Board sans passer par l'intermédiaire d'un agent agréé privé. Un planteur sur quatre en faisait partie. Cependant, la mauvaise gestion parfois, les retards dans le ramassage des produits souvent, les délais de paiement détournaient à peu près partout certains planteurs du système coopératif. De nombreux membres ne réservaient pas l'écoulement de la totalité de leur production à une coopérative.

Onze unions disposaient d'entrepôts centraux et locaux et parfois d'un parc de véhicules. L'influence des coopératives était particulièrement forte dans les pays bakossi, bakweri, kom, la région de Kumba et le pays bali.

D'autres types de coopératives ont été créés avec plus ou moins de bonheur : coopératives d'épargne, de produits vivriers, de consommateurs, etc..

Dans ce secteur en rapide croissance, le manque de cadres s'est fait sentir et explique les difficultés rencontrées.

Le nombre de centres de santé élémentaires est très faible : 73 dispensaires ou maternités pour 1000000 h. En comptant les services de consultation des hôpitaux publics et privés, on arrive à un chiffre de plus de 10000 h desservis par un centre de santé élémentaire. La région était vraisemblablement la plus mal équipée du Cameroun en 1970. Les arrondissements d'Akwaya, de Fontem et de Mundemba n'avaient aucun dispensaire : il y avait l'hôpital de la Pamol à Ndian et la mission catholique édifiant un hôpital à Fontem. Sept circonscriptions administratives étaient notoirement sous-équipées (voir tableau 38).

b - Les équipements publics à rayonnement important

Les hôpitaux privés et publics ont des zones d'influence de taille fort différente selon leur situation. Pour mesurer le niveau de l'équipement réel, nous avons rapporté le nombre de médecins et de lits au nombre d'habitants de la zone d'influence de chaque groupe hospitalier (65).

Tableau 39

Niveau de l'équipement hospitalier 1970

groupe hospitalier	habitants concernés	1 médecin pour ... h	1 lit pour ... h
C.D.C. (Tiko, Victoria, Ekona)	50000	8400	113
Pamol Ndian	20000	20000	400
Manyemen/Nguti	35000	11700	473
Buea/Victoria	135000	22500	468
Pamol Lobé	25000	25000	521
Mbingo/Njinikom	65000	21700	684
Acha-Tugi	65000	32500	707
Fontem	35000	35000	875
Mamfé	100000	55000	1030
Wum	70000	70000	972
Kumba	130000	43400	1209
Bamenda	250000	72500	1543
Total	980000	29697	629

(65) Voir carte «Utilisation des équipements hospitaliers».

La région comptait, en 1970, 33 médecins travaillant dans les hôpitaux et 1560 lits. Les hôpitaux des plantations industrielles sont avant tout destinés à soigner les travailleurs et leur famille : à la C.D.C., 10% des soins étaient donnés à des personnes de l'extérieur. Le nombre de médecins et de lits y est très favorable. Les hôpitaux publics ont, par contre, une population importante à desservir et présentent les rapports les plus défavorables.

Les enquêtes montrent que ce sont les personnes vivant à proximité de l'hôpital qui profitent le plus de cet équipement : à l'hôpital de Mamfé 60% des patients venaient de l'agglomération, 4% seulement de l'arrondissement d'Akwaya.

Les zones les plus mal desservies se trouvent être celles qui sont à plus de 20 km d'un équipement quand le réseau routier est inexistant ou insuffisant : arrondissements de Ndop, de Batibo, d'Akwaya, de Bamusso, de Tombel et de Bangem. La création de petits hôpitaux de 20 à 50 lits dans un certain nombre de ces arrondissements améliorerait nettement la situation sanitaire et déchargerait les hôpitaux généraux comme ceux de Bamenda, de Kumba ou de Mamfé. L'implantation géographique de l'hôpital devrait être soigneusement étudiée pour éviter une situation de concurrence, comme cela est le cas dans les arrondissements de Nguti et de Fundong.

L'enseignement post-primaire était dispensé en 1970 par seize collèges secondaires et lycées, par onze écoles normales primaires, un collège technique de 130 élèves, un collège pré-universitaire aux fonctions mal définies. Une dizaine d'écoles situées à Kumba, Bamenda, Muyuka et Buea ayant un caractère plus ou moins temporaire, assuraient, vaille que vaille, un enseignement commercial. Au total 7000 à 8000 élèves suivaient des cours dans ces divers ordres d'enseignement. La localisation de ces établissements obéit à la tradition britannique de l'éloignement par rapport aux centres urbains : sur 31 établissements existants, onze seulement se trouvaient à moins de 5 km du centre d'une ville ; les autres se situaient le plus souvent dans un site isolé. L'internat est la règle générale, ce qui introduit une coupure entre l'élève et son milieu social et culturel. Le «style campus» des établissements, et le port de l'uniforme, symbolisent cette coupure.

Nous avons mené une enquête auprès des dix-huit établissements d'enseignement de la zone forestière en 1969-1970, en vue d'évaluer leur influence et de connaître leurs utilisateurs. Le tableau 40 expose les principaux résultats.

La zone d'influence des établissements s'étend au-delà des limites départementales, et le recrutement se fait au niveau de l'ensemble du Cameroun Occidental, les établissements confessionnels attirant les élèves des zones où ils sont fortement implantés. Ainsi, le plus fort contingent d'élèves de l'école normale baptiste de Buea-Soppo, venait de la région de Ndu à 500 km de là (un quart des élèves instituteurs). A l'exception du lycée bilingue de Buea à recrutement fédéral, les établissements n'ont pratiquement pas d'élèves extérieurs à l'État fédéré. De plus, dans 30% des cas, les parents des élèves résidaient dans le département où se situait l'établissement.

Parmi les catégories sociales utilisatrices sous-représentées, les agriculteurs traditionnels viennent en premier. De même, les petits planteurs sont proportionnellement peu nombreux dans les lycées et collèges, mais forment un groupe important dans les écoles normales primaires. A l'exception des manœuvres des plantations, les autres catégories de salariés sont très bien représentées. Ceci indique clairement - à moins de changements notables - l'origine sociale des futurs cadres moyens et supérieurs de la région : quatre sur dix auront pour origine la classe salariée actuelle, et quatre sur dix la masse des petits planteurs. Les instituteurs qui peuvent jouer un rôle de premier plan dans l'évolution des campagnes, auront dans 70% des cas des parents agriculteurs. Cela leur permettra-t-il de comprendre les problèmes de l'agriculture ?

Les enfants de natifs représentent les trois-quarts des utilisateurs des écoles normales et ne constituent que 50% des élèves des lycées et collèges. Ceux qui ont quitté leur lieu de naissance semblent plus disposés à faire poursuivre des études à leurs enfants, et il est probable que leur situation économique leur rend plus aisés les sacrifices financiers nécessaires.

Tableau 40

L'utilisation et l'influence des établissements d'enseignement post-primaire dans la zone forestière (1969-1970)

a - Qui fréquente ces établissements ?

des enfants :	(1 200 = 100) Écoles Normales primaires %	(2600 = 100) lycées et collèges %	importance de chaque catégorie dans la région (estimat. 1964)
d'agriculteurs traditionnels	13	10	) 80-85 %
de planteurs en produits d'exportation	59	35	
de commerçants	5	7	4 %
de manœuvres des plantations	1	2	3 %
d'autres manœuvres	1	2	3 %
de travailleurs manuels indépendants	2	2	2 %
de travailleurs manuels salariés	2	4	2 %
d'employés de bureau	3	7	1 %
de membres des forces de l'ordre	1	3	1 %
d'enseignants et de religieux	6	10	1 %
de cadres, de techniciens et de membres des professions libérales	3	14	1 %
de chômeurs, de retraités ou de sans profession	4	4	?
d'originaires du Cameroun Occid. résidant dans leur lieu de naissance	75	54	
d'originaires du Cameroun Occid. résidant hors de leur lieu de naissance	15	27	
d'Ibo et d'Ibibio vivant au Cameroun Occidental	5	5	
de Bamiléké vivant au Cameroun Occidental	4	4	
de Bamiléké vivant au Cameroun Oriental	1	5	
de personnes diverses du Cameroun Oriental	-	5	

b - d'où viennent les élèves ?

	Établissements de Mamfé	Kumba / Nyassosso	Fako	Total
Fako	18	15	29	25
Meme	22	36	18	22
Ndian	2	5	2	3
Manyu	32	14	11	16
Momo	11	10	5	7
Mezam	10	14	12	12
Menchum	2	1	3	2
Bui	1	3	3	2
Donga et Mantung	1	1	6	4
Cameroun Oriental	1	1	11	7
Total	100 (700)	100 (700)	100 (2400)	100 (3800)

c - Quelle est l'importance relative de la scolarisation post-primaire dans la zone forestière ?

Nombre d'élèves par rapport à la population totale en ‰

*(area council **, sous-préfecture *)*

1. Bakweri**	10	6. Mamfé *	6	11. Ek. Titi *	3
2. Victoria**	8	7. Muyuka *	5	12. Bille **	3
3. Bangem *	7	8. Tiko *	5	13. Mundemba *	2
4. Tombel *	7	9. Fontem *	4	14. Akwaya *	1
5. Kumba**	7	10. Nguti *	4	15. Bamusso *	-

Source : enquête directe auprès des dix-huit établissements d'enseignement des quatre départements concernés.

Les implications économiques et sociales de l'éducation sont trop variées pour que nous puissions en faire le tour ici. Si la région semble largement pourvue en établissements d'enseignement du second degré et de formation des maîtres du premier degré, elle présente des lacunes graves dans le domaine de l'enseignement technique, commercial ou agricole. Si certaines catégories sociales profitent moins largement que les autres de l'enseignement post-primaire, la raison n'en est pas dans la répartition géographique des établissements, mais dans les disparités des taux de scolarisation primaire entre zones, et sans doute dans l'effort financier que doit consentir une famille pour envoyer un enfant dans un collège. Toutes les familles ne peuvent recourir à l'aide d'un parent ou d'un ami salarié qui ait la possibilité d'aider à payer les «school fees» trimestriels. Les résistances à l'éducation, comme l'attrait des diplômes devant ouvrir la voie à des emplois salariés, jouent aussi différemment selon les milieux socio-professionnels.

c - Les équipements à influence et clientèle essentiellement urbaines

L'importance de ces équipements dépend de la taille des villes et du niveau des revenus des personnes résidentes. La présence de certains de ces équipements permet de définir le caractère urbain plus ou moins prononcé d'un centre. Ainsi, pouvoir disposer de commerces rares comme le sont une pharmacie ou une librairie, d'une succursale de banque, d'une gamme complète des services postaux dans un centre, indique au moins l'existence d'un embryon urbain.

Nous avons entrepris de classer les diverses agglomérations en fonction de leur niveau d'équipement en commerces et services privés, utilisés généralement dans la région par les citadins. A chaque centre a été attribué un chiffre correspondant à la variété ou à la rareté des équipements existants. Le classement, présenté dans le tableau 41, a été établi en ajoutant les résultats obtenus dans chaque centre ; ont été éliminés ceux qui présentaient une gamme d'équipements inférieure à 2.

On peut aussi distinguer parmi les divers centres :

- des centres à équipement urbain complet : Victoria, Kumba, Bamenda, Tiko, Buea, qui totalisent de 30 à 52 points sur 62 ;
- des centres à gamme d'équipements urbains incomplète ou peu développée : Mamfé (11 pts), Muyuka (18 pts) ;
- des centres à gamme partielle d'équipements : on y trouve un centre administratif, Wum, cinq agglomérations constituées par des camps de plantation et le centre accolé au domaine, Lobé, Muea, Ekona, Tombel et Ndian, le centre de la chefferie qui a joué le plus grand rôle politique des Grassfields dans les débuts de la colonisation, Bali ;
- des embryons de centre, avec quelques équipements : chefferies des Grassfields ou gros village de la forêt ou de la côte.

Le commerce de gros, les services bancaires, les commerces rares, l'hôtellerie, les installations téléphoniques sont caractéristiques des centres qui ont réellement une activité urbaine indépendante des services et administrations publics : il s'agit de Victoria, Kumba, Bamenda et Tiko. A Buea, l'activité commerciale est très faible. Mamfé bénéficie de sa position privilégiée au milieu de la région forestière centrale, mais n'a pas de rôle d'entrepôt comme avant l'indépendance. Ailleurs, il manque un support commercial privé suffisant pour faire éclore une vie urbaine. A Muyuka seulement, le nombre de petites entreprises commerciales et artisanales dépasse la centaine. Dans bien des cas, les efforts de l'administration, des missions ou des plantations pour implanter des services dans un centre n'ont pas été relayés par l'initiative privée. La région dispose de villes moyennes mais manque de petites villes dynamiques. Et les villes moyennes n'ont pas assez de poids pour s'affirmer comme centres d'une région. Dans le Fako seulement, la réunion des fonctions dispersées entre plusieurs centres aurait pu engendrer un centre régional réellement vivant d'une centaine de milliers d'habitants. Mais, ni Victoria vivant encore dans un passé révolu, ni Tiko au site malsain, ni Buea au dynamisme purement administratif, n'ont pu s'affirmer.

Tableau 41

Les villes selon leurs équipements tertiaires à clientèle citadine

Centres	commerces					services privés								Total
	1	2	3	4	T	1	2	3	4	5	6	7	T	
Victoria	5	10	3	4	22	2	5	5	4	5	4	5	30	52
Kumba	3	18	2	2	25	2	3	2	4	3	4	3	21	46
Bamenda	3	15	3	3	24	2	2	3	5	2	3	5	22	46
Tiko *	3	9	2	2	16	2	3	2	3	2	2	1	15	31
Buea	-	4	2	2	8	2	4	5	5	3	1	2	22	30
Mamfé	-	3	1	1	5	2	1	2	3	2	2	1	13	18
Muyuka	-	3	-	1	4	-	2	1	3	1	-	-	7	11
Mutengene **	-	1	-	2	3	2	1	-	-	-	2	-	5	8
Wum	-	1	-	1	2	2	1	-	2	-	-	-	4	7
Bali	-	1	-	-	1	2	-	-	1	-	2	1	6	7
Lobé ***	-	1	-	1	2	2	1	-	-	-	1	-	5	6
Muea	-	1	-	-	1	2	-	-	1	-	2	-	5	6
Ekona ****	-	1	-	1	2	2	2	-	-	-	-	-	4	6
Tombel	-	2	-	-	2	2	-	-	1	-	-	-	3	5
Ndian *****	-	-	-	-	-	2	2	-	1	-	-	-	5	5
Mbonge	-	1	-	-	1	-	-	-	2	-	1	-	3	4
Ubenikang	-	2	-	-	2	-	-	-	1	-	1	-	2	4
Kembong	-	-	-	-	-	2	-	-	1	-	-	-	3	3
Bafut	-	-	-	1	1	1	-	-	1	-	-	-	2	3
Batibo	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	2	2
Santa	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	2	2
Njinikom	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	2	2

commerces : 1. de gros (0-5) 2. de détail et artisanat (0-20)
3. rares : pharmacies, librairies (0-3) 4. stations services, concessionnaires de marque (0-4)

services : 1. eau (0-2) 2. électricité (0-5) 3. téléphone (0-5)
4. poste (0-5) 5. banques (0-5) 6. communications (0-5)
7. hôtellerie (0-5)

* Agglomération de Tiko-Likomba
** Agglomération de Mutengene-Ombe
*** Agglomération de Lobé-Ekundu Titi
**** Ekona Mbenge, Ekona Yard C.D.C.
***** Ndian Pamol et Mundemba

3 – LES ACTIVITÉS PRINCIPALES

A - LES CARACTÈRES DE L'ÉCONOMIE DE LA RÉGION

L'économie de la région se caractérise par :

- la prédominance absolue du secteur primaire,
- le cloisonnement des activités,
- l'importance de l'économie de plantation avec la présence de deux secteurs s'ignorant, le secteur industriel et le secteur paysan,
- la dépendance étroite à l'égard de l'extérieur,
- l'absence d'activité ayant «effet d'entraînement» sur l'ensemble régional,
- des disparités importantes entre zones.

Le secteur primaire regroupe la quasi-totalité des activités productives de la région. L'industrie - si l'on met à part les Travaux Publics (3000 salariés), le bâtiment (1500 salariés) et la fourniture d'électricité (500 salariés) - est pratiquement inexistante. Elle se compose de quelques unités de première transformation des produits agricoles et forestiers : cinq huileries occupant 700 personnes, sept manufactures de traitement du latex (500 salariés), trois scieries, deux usines de préparation du thé et du café, deux boulangeries, une fabrique de boissons gazeuses. Quelques petites entreprises s'intéressent au travail des métaux, à l'imprimerie, à la confection, à la menuiserie, à la fabrication de sous-vêtements, de chaussures en plastique et de parapluies : au total 2000 salariés. Enfin, la réparation et l'entretien des véhicules utilitaires et de tourisme occupe vraisemblablement un millier de personnes.

Les plantations sont aux mains d'entreprises industrielles ou de petits planteurs. Il n'y a pas de concurrence entre eux : sur les neuf cultures industrielles importantes, quatre sont effectuées exclusivement dans des plantations à gestion industrielle, trois sont pratiquement entre les mains des petits planteurs, comme l'indique le tableau 42.

Tableau 42

La part de chaque secteur dans la production des cultures industrielles en 1970

Cameroun Occidental

Cultures industrielles	Production (tonnes)	Plantations industrielles	Plantations paysannes
Bananes	20000	85 %	15 %
Café *arabica*	6600	1 %	99 %
Café *robusta*	3000	-	100 %
Cacao	6500	7 %	93 %
Palmistes	8000	80 %	20 %
Huile de palme	21500	100 %	-
Caoutchouc	8000	100 %	-
Poivre	50	100 %	-
Thé	1100	100 %	-

Cette production pour sept produits sur neuf était totalement exportée et la rémunération des producteurs dépendait des «caprices» du marché international. Le tableau 43 indique le montant en valeur des exportations.

La dépendance de la région à l'égard de l'extérieur se manifestait dans le domaine des biens d'équipement, des produits manufacturés comme dans celui des denrées alimentaires qu'elle pourrait produire : riz, sucre, huile de palme, poisson, lait et œufs. L'importance du poste «denrées alimentaires» pourraît être réduite par une meilleure utilisation des ressources locales.

Tableau 43

La valeur des exportations du Cameroun Occidental en 1967

Produits	Valeur million de F CFA	% du total
Café *arabica*	1003	29,6
Caoutchouc	663	19,5
Produits du palmier	595	17,5
Cacao	592	17,5
Café *robusta*	231	6,8
Bananes	166	4,9
Thé	18	0,5
Poivre	8	0,3
Animaux	67	2,0
Cuirs et peaux	12	0,3
Bois	11	0,3
Divers	27	0,8
Total	3393	100,0

Tableau 44

Les importations du Cameroun Occidental en 1967

Groupe de produits	Produits	Valeur million F CFA	%	Tonnage	%
Produits alimentaires		619	23,4	9620	27,9
	Bière	*150*	*5,7*	*2395*	*6,9*
	Riz	*125*	*4,7*	*2609*	*7,5*
	Lait et œufs	*60*	*2,3*	*523*	*1,5*
	Poisson	*60*	*2,3*	*294*	*0,9*
	Sucre	*46*	*1,7*	*998*	*2,9*
	Farine	*42*	*1,7*	*1116*	*3,2*
	Huile de palme	*27*	*1,0*	*970*	*2,8*
Produits énergétiques		32	1,2	2609	7,5
Produits végétaux et minéraux bruts		16	0,6	147	0,4
Produits semi-finis		393	14,9	11080	32,1
Biens d'équipement		286	10,8	1692	4,9
Produits manufacturés de consommation domestique		643	24,3	6671	19,3
Produits manufacturés d'entreprise		654	24,8	2714	7,9
	Textiles	*673*	*25,5*	*5737*	*16,6*
	Engrais	*119*	*4,5*	*1655*	*4,8*
	Ciment	*30*	*1,1*	*4923*	*14,3*
Importations : Total		2643	100,0	34533	100,0

Il est cependant difficile de penser que la dépendance de la région vis-à-vis de l'extérieur diminuera : elle peut être moindre pour les produits alimentaires, elle sera plus forte pour les produits manufacturés et les biens d'équipement. La découverte possible de pétrole dans le bassin du Rio-del-Rey pourrait modifier la situation énergétique.

Les différentes activités pratiquées par la région n'ont pas suscité la création d'entreprises permettant de valoriser la production : ainsi, la plus grande partie du bois est exportée en grumes ; s'il existe une petite usine traitant le café vert, la région n'a pas de chocolaterie. Les plantations industrielles ont créé des huileries et traitent le latex exporté sous forme de feuilles fumées, de crêpe et de caoutchouc granulé. Il s'agit en fait de conditionnement des produits plutôt que de leur transformation.

Les grandes plantations n'ont - sauf pour la culture de la banane - ni joué un rôle d'encadrement pour les petits planteurs habitant autour des domaines, ni fourni d'appui matériel. Elles n'ont pas eu l'effet d'entraînement attendu, et les quelques tentatives de la West Cameroon Development Agency, de Cadbury and Fry, de la Pamol ou de la C.D.C. sont encore bien modestes. Cette impulsion viendra-t-elle d'autres secteurs ?

Il existe malgré tout des disparités régionales fortes entre la zone côtière anciennement mise en valeur et l'intérieur colonisé depuis vingt ans par les cultures d'exportation.

B - LES PLANTATIONS INDUSTRIELLES (66)

Les plantations industrielles constituent un système de production orienté vers les produits exportables rentables qui a engendré un certain mode de vie dans le cadre colonial. Exploitations agricoles de grande superficie, de 100 ha à 5000 ha, gestion industrielle, main-d'œuvre salariée nombreuse composée essentiellement de manœuvres. Les entreprises s'occupent de tout : logement du travailleur dans un camp, du cadre expatrié ou autochtone dans un bungalow isolé, éducation des enfants, soins assurés gratuitement au personnel et à ses dépendants, organisation des loisirs et de la consommation par un système de clubs et de magasins par catégorie de personnel. Elles ont créé leur propre réseau de voies de communications conduisant au wharf où l'on charge les allèges qui assurent le transbordement avec les cargos mouillés au large. Leur parc de véhicules est à la mesure de l'espace exploité : la C.D.C. qui avait en 1970 une surface plantée de 27338 ha utilisait 473 véhicules routiers. Le réseau de chemin de fer à voie étroite de l'époque

Tableau 45

Plantations industrielles

superficies plantées totales et productives en ha au 1.1.1970

productions en tonnes et nombre de salariés permanents dans le secteur productif (1969)

culture	superficie plantée ha	surface en production ha	production (t)		salariés permanents (production)
palmier à huile	19914 ha	13330 ha	huile	16527	6059
hévéa	14002	10047	palmistes	4903	
bananier	1079	878	caoutchouc	8410	5813
théier	387	320	bananes	16200	1804
cacaoyer	1075	1075	thé	445	1039
café *arabica*	250	250	cacao	428	372
poivrier	44	27	café	50	85
			poivre	46	-
Total	36751	25927		-	15172

Sources : C.D.C., Pamol, W.C.D.A., Cadbury and Fry

(66) Les rapports entre le milieu physique et les cultures des grandes plantations, de même que le mouvement migratoire existant entre la région et les plantations, ont été traités plus haut.

allemande était encore utilisé dans la plaine de Tiko et dans les plantations de Bota, Moliwe, Mpundu, Idenau et Mabeta. Le nombre de kilomètres de route était estimé à 1 100, celui des voies ferrées à 300.

Avec l'indépendance, les trois-quarts des plantations sont devenues propriété de l'État Camerounais et, en 1971, la direction n'était européenne que dans la moitié des vingt-six domaines existants. Mais le style de vie a gardé le cachet typique des plantations de l'Asie du Sud-Est de l'immédiat après-guerre où un certain nombre de planteurs ont travaillé. Mais est-il vrai que se livre dans la région «le combat d'arrière-garde du planteur colonial» ? (67).

Au sud du 5° de latitude nord, l'importance des plantations n'a jamais été aussi grande : 36 751 ha étaient plantés au début de 1970, 25 927 ha produisaient et le volume des ventes s'élevait à plus de 3 milliards de francs CFA. En 1975, la superficie plantée devrait atteindre 45 000 ha. Au temps des planteurs allemands, la surface cultivée n'avait jamais dépassé 30 000 ha.

a - Les cultures dominantes : palmier à huile et hévéa

Ces deux cultures occupent les neuf dixièmes des surfaces plantées et permettaient aux entreprises de l'ensemble du secteur de réaliser sept-dixièmes de leurs profits. C'est vers les années soixante que chacune de ces deux cultures a supplanté le bananier. L'hévéa d'abord, le palmier ensuite, ont reçu une attention particulière : replantation de toutes les surfaces plantées avant 1939, programme d'extension de ces deux cultures dans les anciennes bananeraies ou dans des zones nouvellement conquises. En 1970, il restait seulement un millier d'hectares de palmiers plantés dans l'entre-deux-guerres, et une centaine d'hectares d'hévéas.

La crise bananière mondiale, accentuée par la perte du marché protégé du Commonwealth lors de la réunification, a obligé les entreprises à diversifier leur production. A la C.D.C., de nombreux prêts à long terme ont permis cette expansion des deux cultures : prêt de 1 million de £ du Commonwealth Development Corporation, de 4,9 milliards de F CFA de la Banque Mondiale (B.I.R.D. et A.I.D.) de 1,8 milliard de F CFA du Fonds Européen de Développement. La Pamol, qui n'avait consacré que deux domaines à la banane (Lobé et Bwinga), achevait sa reconversion en 1962. Elle comptait investir dans les années soixante-dix un milliard de F CFA pour moderniser et agrandir son potentiel de production. Ces deux plantes peu exigeantes et résistantes ont pu être cultivées sur des terrains très différents (68).

Dix palmeraies industrielles appartenant à la C.D.C. et à la Pamol se partageaient, en 1970, les quelques 20000 ha d'*Elaeis guineensis* plantés. La production d'huile de palme et de palmistes des cinq huileries existantes s'établissait ainsi pour les trois dernières années :

	Pamol		C.D.C.		Total	
	huile	palmistes	huile	palmistes	huile	palmistes
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes
1967	11 943	3 574	7 203	2 082	19 146	5 655
1968	13 622	3 784	7 967	2 417	21 589	6 201
1969	9 641	2 889	6 886	2 014	16 527	4 903

Si l'on met à part l'année 1969 exceptionnellement mauvaise, la production d'huile de palme était de l'ordre de 20000 t, soit la moitié de la production camerounaise. En 1959, elle n'était que de 7200 t. Le pourcentage d'extraction d'huile (69) variait de 15 à 16% pour les huileries les plus anciennes de Bota

(67) Lettre de DIZANGUÉ *in* Le Monde, 30-31.7.1972.

(68) Voir : Le milieu physique et l'agriculture, tableau 4.

(69) Poids d'huile de palme obtenu, par rapport au poids des régimes frais.

et Mpundu, de 18 à 20% pour les plus modernes : Lobé, Idenau et Ndian. La capacité horaire de traitement trop faible et la vétusté des installations de Bota et de Mpundu appellent des transformations. L'ouverture de l'huilerie de Mondoni en 1971 va améliorer nettement la situation.

Des laboratoires situés à Bota et Lobé, étudiant la qualité de l'huile extraite, des pépinières de sélection des plants permettent de contrôler la production et d'améliorer les rendements. Les variétés *elidura, tenera* et *pisifera* et leurs croisements sont localement utilisés. Les plants sont mis en terre en début de saison des pluies et régulièrement fertilisés pendant les quatre premières années où l'arbre ne produit pas. La consommation d'engrais de la plus importante des palmeraies (Ndian) s'élevait à 1000 t pour l'année 1969. Les analyses des feuilles des arbres sont régulièrement effectuées pour déterminer les déficiences nutritives et appliquer une politique rationnelle d'amendement. On a également autorisé la pratique des cultures dérobées, comme le manioc, sous les palmiers dans le même but. La cueillette est effectuée par des manœuvres qui font le plus souvent la récolte depuis le sol. Cependant, quelques grimpeurs sont encore nécessaires. Les régimes frais sont dirigés sur l'huilerie par train ou par route. Les fruits pesés sont stérilisés et séparés du régime ; la noix et la pulpe sont ensuite écrasées puis passées dans une presse hydraulique ; l'huile brute obtenue est séparée de l'eau ; les noix restantes sont desséchées et cassées pour en extraire les amandes.

Entre 60 et 62% de la production d'huile de palme était vendue sur place. En 1969, la C.D.C. avait réalisé la totalité de ses ventes d'huile sur le marché camerounais à un prix à la tonne variant de 55000 à 58000 F CFA. La Pamol y écoulait seulement 40% de sa production mais pensait améliorer sa position en 1970. A Mpundu, Bota ou Lobé, des commerçants bamiléké ayant un ou plusieurs camions-citernes, venaient collecter l'huile pour la distribuer. En 1967, les acheteurs extérieurs des produits du palmier étaient peu nombreux : le Benelux (79%), l'Italie (10%), l'Allemagne (6%). L'importance des ventes locales, 10000 à 13000 t ces trois dernières années, contre moins de 2000 t avant 1963, assurait un débouché stable à ces productions qui doivent en principe doubler ou tripler d'ici dix ans.

Tableau 46

Les palmeraies industrielles 1970-1975

«Estate»	ha 1975	Période de plantation	ha 1/1970	ha en rapport	Production en t. 1969			salariés 12/69	
					huile	palmistes	huile par ha	permanents	tempor.
C.D.C. :									
Idenau	1863	1950-1958	1863	1863	2313	610	1,24	341	184
Debundscha	1458	1964-1974	508	19	-	-	-	133	137
Bota	2675	1952-1970	2353	2055	1718	537	0,84	957	198
Moliwe	2417	1955-1972	2367	1931	1151	359	0,60	394	159
Tiko	1475	1967-1974	1265	-	-	-	-	455	-
Mondoni	4380	1967-1974	1737	-	-	-	-	790	-
Mpundu	2547	1958-1970	2317	1383	1704	508	1,23	800	141
Ekona	732	1967-1969	732	-	-	-	-	181	-
Pamol :									
Lobé	2726	1960-1970	2533	2438	4713	1293	1,93	748	26
Ndian	4937	1956-1971	4239	3641	4928	1596	1,35	1260	68
Total	25210	1950-1974	19914	13330	16527	4903	1,24	6059	913

Sur les dix palmeraies existantes, six seulement sont en production. Les meilleurs rendements sont obtenus dans les palmeraies disposant d'huileries modernes (Ndian, Lobé, Idenau) ou de plantations jeunes. L'effort considérable entrepris par la C.D.C. devrait lui permettre d'améliorer nettement les rendements de ces palmeraies.

Depuis cette date, la localisation des palmeraies a changé : aux palmeraies isolées des années soixante, succèdent des blocs industriels réunissant plusieurs domaines et utilisant la même huilerie (Debundscha et Idenau, Tiko-Mondoni, Mpundu et Ekona). La West Coast et le flanc sud du mont Cameroun sont devenus une gigantesque palmeraie. De Mutengene à Idenau, sur 60 km, les palmiers occupent tout le paysage, du bord de la mer à 500 m d'altitude. Le coude du Mungo à la hauteur de Mondoni devient également un fief du palmier. Un minimum de 3000 ha dans un bloc semble être l'objectif qui doit être atteint en 1975 dans le cadre du «plan palmier».

L'espace dévolu à l'*Hevea brasiliensis* dépassait les 14000 ha au début de 1970 et devait atteindre les 16000 ha vers 1975. Il est devenu l'arbre caractéristique de la plaine de Tiko où sa haute silhouette svelte et inclinée, sa cicatrice oblique contrastent avec l'aspect du palmier, arbre au tronc épais et rugueux, au feuillage bas. La moitié de la superficie plantée se trouvait dans cette plaine, le reste se répartissait entre des domaines isolés (Meanja, Mukonje, Tombel) ou d'accès difficile, comme Bai ou Mabeta.

8400 t de caoutchouc sous forme de granulé, de feuille et de crêpe ont été produites en 1970 dans les sept usines de traitement du latex existantes. Les huit dixièmes du caoutchouc camerounais provenaient de la région.

Le caoutchouc naturel s'est vendu en 1969 à un prix variant de 100 à 170 F CFA le kg. Plus de 50% était destiné à la Grande-Bretagne, 20% à l'Allemagne, 20% à la Suède en 1967. La vente de caoutchouc granulé produit dans les usines de Tiko et Mukonje, semblait trouver facilement des acheteurs.

Tableau 47

Les plantations industrielles d'hévéas en 1970 et 1975

«Estate»	ha 1975	Période de Plantation	ha 1/1970	Production 1969			Salariés 12/69	
				ha en rapport	tonnes	kg/ha	permanents	tempor.
Mabeta C.D.C.	1018	1960-1969	1018	740	545	736	351	11
Bwinga Pamol	658	1959-1971	643	643	529	823	310	-
Tiko C.D.C.	2222	1957-1961	2182	1739	1590	914	1070	116
Likomba C.D.C.	2524	1961-1971	2214	1093	469	429	553	181
Misselele C.D.C.	1671	1948-1968	1671	1353	1546	1143	869	3
Meanja C.D.C.	1340	1947-1969	1327	1051	1088	1035	685	18
Tombel C.D.C.	1229	1965-1974	709	-	-	-	186	69
Mukonje C.D.C.	2521	1947-1963	2521	2129	1624	762	1051	138
Mbonge C.D.C.	1671	1961-1974	576	299	97	324	178	61
Bai Pamol	1162	?	1141	1000	922	922	560	-
Total	16016	1947-1974	14002	10047	8410	837	5813	597

L'hévéa ne peut être exploité qu'au bout de six ans et il n'est intéressant de le saigner que pendant trente ans au plus. Pour obtenir de bons rendements, on pratique le greffage en clones (70) hauts producteurs. Pendant la période de non-maturité, l'entretien de la plantation est nécessaire : débroussaillement et desherbage réguliers, surveillance des branches, des racines et du tronc. Le nombre d'arbres plantés à l'hectare varie entre 300 et 500.

Le problème de la saignée est essentiel : d'elle dépend le rendement immédiat et futur de l'arbre. Le travail des saigneurs dure de 6 h à 9 h 30 du matin. Ils saignent en demi-spirale, spirale entière ou en deux demi-spirales entre 200 et 450 arbres et fixent au bas de la gouttière tracée au couteau une tasse à

(70) Ensemble des plants greffés avec les bourgeons provenant d'un même arbre (en anglais : stump).

latex ou, de plus en plus, un petit sac en plastique. La collecte du latex se fait entre 11 et 13 h. Le latex, maintenu liquide par un anticoagulant, est immédiatement amené dans une usine à caoutchouc pour y être traité dans l'après-midi. Les arbres adultes sont saignés régulièrement tous les deux à quatre jours selon le type de saignée pratiqué. Un bon saigneur collecte de 15 à 20 kg de latex par jour.

A l'usine, le latex est lavé, filtré, coagulé avec une solution d'acide formique, passé dans des laminoirs pour être transformé en feuilles pour les huit dixièmes de la production. La teneur en caoutchouc est de l'ordre de 15%. Les feuilles sont ensuite fumées, séchées pendant quatre jours, classées selon leur apparence en quatre catégories, et emballées. Ces balles de 112 kg sont ensuite envoyées au wharf de Tiko.

Les déchets coagulés sont récupérés et, après avoir été déchiquetés, soigneusement lavés, passés dans un laminoir et séchés pendant une semaine, sont transformés en crêpe.

Depuis trois ans, la C.D.C. traite le latex coagulé dans les sacs de plastique, dans une usine à caoutchouc granulé à Tiko.

L'exploitation de l'hévéa suppose une main-d'œuvre spécialement entraînée pour effectuer la saignée (500 à 700 saigneurs pour 2000 ha), une usine à caoutchouc à proximité pour la préparation des feuilles fumées, des moyens de communication et de locomotion adaptés. Le latex doit arriver non coagulé à l'usine.

Pour neuf domaines productifs, il y avait six usines à feuilles fumées (certaines datant de la période allemande), deux usines à crêpe, deux usines à caoutchouc granulé. Ces deux derniers types d'usines représentent un investissement assez élevé. En 1969, 473 ouvriers travaillaient dans ces usines. Les domaines de Mbonge et de Tombel n'avaient pas de possibilité locale de traitement. A l'usine la plus importante, celle de Tiko, 53% de la production étaient constitués de feuilles fumées, 26% de crêpe et 21% de granulé.

Les rendements étaient très variables : de 300 kg/ha à 400 kg/ha à Mbonge et à Likomba pour les premières années de production de l'hévéa, de 700 kg/ha à 1 100 kg/ha dans les plantations plus anciennes.

L'avenir du caoutchouc naturel peut être posé en termes économiques et sociaux. Il dépend du prix de revient (coût de production et salaires) et du prix sur le marché mondial. Actuellement, il semble en bonne position. En 1966, on estimait que le coût de production était de 77 F CFA/kg. Le prix de vente de la feuille fumée de première catégorie s'établissait autour de 140 F CFA/kg (71). Le salaire d'un saigneur ne dépassait pas cependant 5000 F CFA par mois. «The problem is to keep production cost and wages competitive».

b - Les cultures secondaires : bananes, thé, cacao, café, poivre

Ces cinq cultures sont secondaires par l'espace qu'elles occupent : 2835 ha. La production avait toutefois une valeur de 800 millions de F CFA et le nombre de salariés s'élevait à 3300 permanents et 600 temporaires. A l'hectare productif, c'était incontestablement les cultures dont la valeur marchande était la plus forte.

Le bananier qui avait eu sa période d'hégémonie en 1954-1957, n'occupe plus qu'un millier d'hectares et doit se maintenir à ce niveau. La C.D.C. a, en effet, un quota de 35% des bananes camerounaises achetées par la France à un prix moyen de 28 F CFA/kg en 1969.

Le bananier est une plante fragile ayant de nombreuses maladies, en même temps qu'exigeante. De plus, la récolte doit intervenir régulièrement chaque semaine et les fruits doivent être embarqués 24 h au plus après avoir été collectés. En 1969, par exemple, 53 bananiers se sont présentés au port de Tiko et ont embarqué de 200 à 500 t de bananes. Le tonnage chargé était inférieur à 300 t pour les mois de juillet, août et septembre.

---

(71) BEDERMAN, S.H. - 1968 - *op. cit.*, p.48.

Tableau 48

Les plantations industrielles de cultures secondaires en 1970 et 1975

« Estate »	ha plantés 1975	ha plantés 1/1/1970	Production 1969 ha en rapport	tonnes	kg/ha	salariés 12/69 permanents	tempor.	valeur 1969*
Tiko	200	333	279	3370	12079	597	-	
Molyko	400	502	390	8955	22962	603	157	
Ekona	300	244	209	3875	18541	604	16	
bananier	900	1079	878	16200	18451	1804	183	454
Tole	322	322	320	445	1391	891	58	
Tombel / Essosong	200	65	-	-	-	148	26	
théier	522	387	320	445	1391	1039	84	264
Ikange	123	123	123	35	285	54	16	
Tombel	345	345	345	104	301	148	87	
Ikiliwindi	607	607	607	289	476	170	-	
cacaoyer	1075	1075	1075	428	398	372	103	90
Santa caféier *arabica*	250	250	250	50	200	85	200	8
poivrier **	79	44	27	46	1704	-	-	4
Total	2826	2835	2550	-	-	3300	570	820

* En millions de F CFA

** Superficie plantée début 1970 : Ekona Old Koke (20 ha), Bimbia (9 ha), Tombel (3 ha), Molyko (2 ha), Mpundu (1 ha), Meanja (9 ha)

La C.D.C. cultive des variétés résistant à la maladie de Panama : la *Giant Cavendish* et la *Poyo robusta*. Les techniques de production sont complexes et d'un coût élevé : irrigation dans la plaine de Tiko, emploi d'antitranspirants ailleurs, forte densité de pieds à l'hectare, renouvellement de la bananeraie tous les quatre à cinq ans, apport de potasse et d'azote, protection des régimes contre les insectes prédateurs par l'utilisation de sacs en plastique, contre les maladies des feuilles par des pulvérisations aériennes, etc.. Les orages qui ont lieu au début et à la fin de la saison des pluies causent de lourdes pertes aux bananeraies.

Les régimes collectés sont dirigés sur une station de conditionnement où les mains de bananes sont détachées, traitées contre la pourriture, classées et emballées. A Molyko, 106 personnes étaient employées dans la station. Toutes les bananes sont dirigées sur le wharf de Tiko par route pour Ekona et Molyko, ou par rail pour Tiko. Là, elles sont inspectées, certaines sont rejetées. Le chargement d'un navire peut nécessiter jusqu'à 500 personnes (72). .

La culture de la banane est donc délicate mais rentable, et la C.D.C. est seule en mesure de fournir un contingent régulier de bananes ; mais les incertitudes du marché mondial, dominé par l'Équateur, ne permettent pas d'envisager une extension des surfaces. Les rendements obtenus sont toutefois moyens : moins de 25 t/ha.

(72) En décembre 1969, le port de Tiko employait 169 permanents et 1716 temporaires ; en septembre 1970, respectivement 158 et 1125.

Le thé, produit en très petite quantité jusqu'en 1962, a connu un regain d'intérêt de la part des autorités agricoles ces dernières années : création de la plantation de Ndu par une filiale de Lipton en 1957, de Tombel-Essosong par la C.D.C. en 1967, projet d'un «small holders scheme» dans le pays bamiléké, le Bamenda ou le pays bakweri (autour de Tolé).

La plantation de Tolé, située à 600-700 m d'altitude, a été plantée entre 1954 et 1964 et a produit ces dernières années de 400 à 600 t de thé. C'est la plantation qui employait le plus de main-d'œuvre à l'hectare (trois salariés permanents par hectare). De plus, elle utilisait près de 200 travailleurs temporaires pour effectuer la cueillette pendant les deux fortes saisons qui se situent avant et après la saison des pluies. La cueillette des jeunes pousses des arbustes, ayant de 3 à 5 ans, est effectuée par des femmes portant des hottes sur le dos. La moitié de la main-d'œuvre est en effet féminine ce qui ne manque pas de poser des problèmes sociaux.

La plantation présente un aspect toujours vert et les arbustes, plantés densément et coupés à 1,20 m du sol, épousent les formes du relief si bien que le regard n'est arrêté que par les chemins, l'usine prolongée par le camp, les bungalows isolés des cadres, les collines abruptes servant de «chop farms», les hangars installés dans chaque bloc. Aucun arbre, comme dans la plantation de Ndu. A l'horizon, le mont Cameroun, généralement barré par une ceinture de nuages.

Le thé collecté est ensuite traité dans l'usine où il subit les opérations suivantes :

- flétrissage (18 heures) pour éliminer l'eau ;
- roulage et vannage (45 minutes) pour détruire les membranes des feuilles et séparer les fines des grosses ;
- fermentation (2 heures) ;
- dessiccation (30 minutes) pour arrêter la fermentation ;
- triage du thé en fonction de sa finesse en six catégories.

L'arôme et l'aspect du thé noir dépendent en grande partie de la conduite de ces diverses opérations.

Le thé de Tolé a la réputation d'être rustique et se vend surtout en Afrique : Cameroun du Nord et Tchad. La société cherche à s'ouvrir des marchés dans l'Afrique Occidentale soudanienne. Sur place, elle est, depuis peu, concurrencée par le thé de Ndu, cultivé à 2 100 m d'altitude, qui semble avoir un meilleur arôme. Il n'en reste pas moins que le marché d'Afrique francophone est loin d'être saturé.

Les trois plantations de cacao restent les témoins d'un passé brillant. Le volume de la production, les rendements obtenus ne sont pas très supérieurs à ceux des plantations paysannes. De plus, les fluctuations considérables des prix n'ont pas encouragé les sociétés à étendre la surface plantée, stationnaire depuis 1961.

La variété *Trinitario* est la plus cultivée, mais il y avait encore en 1970, 117 ha à Tombel, datant de 1939. Ces domaines servent de champ d'expérimentation et de point d'appui pour les petites plantations paysannes.

Le cacaoyer demande beaucoup de soins : un ombrage pas trop épais, des apports d'engrais, un élagage des branches, une protection poussée contre les insectes (capsides notamment) et les maladies comme la cabosse brune. La collecte des cabosses a lieu en fin d'année. De la cabosse, on extrait les fèves qu'on laisse fermenter ensuite pendant une semaine en milieu clos. Elles sont alors desséchées pendant quatre jours, mises dans des sacs de 65 kg, classées par un agent du Marketing Board, expédiées sur Bota ou Douala.

Dans l'ensemble, les rendements sont loin d'atteindre les 500 à 1 000 kg/ha qui sont considérés comme bons. Toutefois, les cacaoyers n'ont pas encore atteint le stade de la pleine production et les facteurs physiques interviennent dans les résultats obtenus.

Le café *arabica* du Santa Coffee Estate de la W.C.D.A. dont la production varie entre 30 et 50 tonnes, est vendu localement sous forme de café moulu dont la qualité est discutée. La plantation,

installée au pied du pic de Santa, dans un cratère, occupe un petit espace de 250 ha. Située sur des sols médiocres, elle a un rendement inférieur ou égal à celui des plantations paysannes. A côté du café, on y faisait de l'élevage et des cultures maraîchères. Il s'agit, en fait, d'un champ d'expérience, sur le plan agronomique comme sur le plan économique.

Le poivrier, plante grimpante occupant de petites surfaces à proximité des camps, apporte du travail aux satellites des travailleurs permanents de la C.D.C. Le poivre se vend bien (autour de 200 F CFA le kg) et ne nécessite que peu d'investissements pour un rapport intéressant.

Au total, les plantations industrielles contribuent à assurer 40 à 45% de la valeur des exportations de la région. Elles donnent un emploi, permanent à 18000 personnes, temporaire à 3000 (1970). Les salaires distribués étaient, en 1969, de l'ordre de 1,9 milliards de F CFA, ce qui représentait des salaires moyens mensuels de 7500 F CFA.

L'avenir des plantations est conditionné par le prix des produits sur le marché mondial, l'augmentation de la charge salariale, l'obtention de meilleurs rendements. Pour ne pas dépendre uniquement du marché mondial, elles ont développé les ventes locales d'huile de palme ou de thé. Les entreprises ont par ailleurs cherché à diminuer le nombre de salariés dans les services annexes (10800 en 1954, 3000 en 1970 à la C.D.C.) comme dans le secteur productif. Le secteur de la recherche a triplé entre 1954 et 1966 ; des investissements très importants ont été faits pour régénérer toutes les plantations ; des usines modernes ont été créées. Certaines entreprises cherchent à encadrer de petites plantations individuelles dont elles traiteraient la récolte dans leurs usines tout en leur apportant un encadrement technique. Cette solution présente l'avantage, pour l'entreprise, de réduire la charge salariale et les investissements sociaux. Les rendements et la qualité de la production seraient fonction de l'efficacité de l'encadrement. Dans l'immédiat, les grandes plantations sont assurées de se développer ; leur intégration à la vie régionale par la «camerounisation» des cadres et l'encadrement des petits planteurs, est susceptible de rénover leur caractère.

C - L'AGRICULTURE PAYSANNE(73)

L'agriculture paysanne s'oppose aux plantations industrielles dans presque tous les domaines. Dans des exploitations de petite taille, aux parcelles dispersées, se trouvent mêlées des plantes variées. Dans la majorité des cas, la main-d'œuvre est familiale. Les plantes vivrières sont cultivées par les femmes, les hommes se réservant les cultures arbustives. Les techniques agricoles fondées sur le travail humain restent rudimentaires, mais parfois les potentialités du sol et du couvert végétal sont utilisées rationnellement.

Le mouvement coopératif a pris en charge les grandes cultures d'exportation et distribue des plants sélectionnés, des engrais et des produits phytosanitaires. Il a construit des fours pour sécher le cacao et acheté des décortiqueuses pour le café. Il accorde par ailleurs des prêts d'équipement.

La progression de ce mouvement est parfois entravée par une gestion défectueuse. Il semble toujours difficile de trouver partout un secrétaire de coopérative compétent, honnête et respecté de tous les membres.

Le développement des cultures d'exportation a amené une transformation du système d'appropriation du sol. Les arbres permanents (cacaoyers, palmiers, etc..) restent la propriété de la famille qui les a plantés. On peut par contre disposer de toute terre inoccupée pour y faire pousser des plantes annuelles de subsistance. Quand un étranger veut s'installer dans un village, il lui est difficile, dans certaines zones, d'obtenir l'autorisation de planter des arbres permanents, ce qui lui donnerait un droit sur la terre. La

(73) Carte «Cultures commerciales» et Planche «Ressources économiques complémentaires».

propriété collective du sol cède la place à une certaine forme d'appropriation individuelle dans les zones les plus touchées par les cultures d'exportation, et les étrangers, nombreux à venir, sont le plus souvent employés comme salariés ou métayers (pays bakossi, région de Kumba et Fako).

a - Les cultures commerciales

La gamme des cultures commerciales comprend le cacao, le café, les produits du palmier et du bananier. La production de cacao et de café est entièrement exportée par l'intermédiaire du Marketing Board et constitue de 45 à 55% en valeur des exportations de la région. Elle a suscité la mise en place du mouvement coopératif et du Marketing Board. Depuis 1954, elle a procuré aux petits planteurs entre 1 et 10 milliards de F CFA par an. Ces deux cultures intéressaient principalement 90000 agriculteurs sur 280000 en 1964 dans les sept départements étudiés, soit un tiers des personnes occupées dans l'agriculture ; mais sur dix agriculteurs masculins, sept faisaient des cultures d'exportation. Dans une petite exploitation familiale, elles tiennent donc une place privilégiée même si certaines cultures vivrières assurent des ressources monétaires non négligeables.

La place de ces quatre cultures commerciales a beaucoup varié durant la dernière décennie dans les exploitations familiales : la production de café *arabica* a été multipliée par 5, celle de *robusta* par 3,

Tableau 49

Café, cacao, palmistes, bananes

Production par catégorie de producteur en 1959 et 1968-1969 - ensemble du Cameroun Occidental

		Coopératives	Particuliers	Pl.industrielles	Total
Café *arabica*					
1959	t	680	534	46	1260
	%	54	42	4	100
1969	t	4009	1600	42	5651
	%	71	28	1	100
Café *robusta*					
1959	t	505	397	-	902
	%	56	44	-	
1968-69	t	935	1723	-	? ,8
	%	35	65	-	100
Cacao					
1959	t	1793	3824	200	5817
	%	31	66	3	100
1968-69	t	2006	4048	420	6474
	%	31	63	6	100
Palmistes					
1959	t	650	1470	3648	5768
	%	11	26	63	100
1968-69	t	950	668	5552	7170
	%	13	9	78	100
Bananes					
1960	t	45453	4860	39692	90005
	%	51	5	44	100
1969	t	2108	-	16200	18308
	%	12	-	88	100

Sources : Marketing Board - C.D.C. - Pamol - Cadbury and Fry - W.C.D.A.

celle de cacao s'est accrue de 10% tandis que les palmistes exportés avaient diminué d'un quart et que le poids des bananes exportées était vingt fois moindre. Bien que le nombre des membres appartenant à une coopérative de vente des cultures commerciales ait doublé en dix ans, leur place dans les transactions concernant ces cultures s'est maintenue pour les palmistes et le cacao, a baissé pour le café *robusta* et n'a progressé que pour le café *arabica*. Les adhérents à une coopérative pouvaient représenter en 1969 un cinquième des agriculteurs engagés dans des productions commerciales. La part de la région dans la production camerounaise restait très faible en 1969 : 7% du cacao, 6% du café *robusta*, 30% du café *arabica* (14% seulement dans les sept départements étudiés).

L'extension des surfaces plantées durant la décennie passée a été liée à la progression du nombre de kilomètres de pistes carrossables, et des prix payés aux producteurs. Aux prix indiqués par le Marketing Board, il fallait soustraire les frais de transport, de 1000 à 6000 F CFA la tonne selon la distance à parcourir, les frais de manutention et la commission de l'agent agréé. Au cours des campagnes 1967-1968 et 1968-1969, le prix du kilogramme des principales cultures exportables s'est établi au niveau suivant :

- café *arabica* : 171 et 149 F CFA,
- café *robusta* : 127 et 98 F CFA,
- cacao : 80 et 84 F CFA,
- palmistes : 31 et 32 F CFA.

On comprend l'attrait qu'exerce le caféier qui a remplacé dans beaucoup de zones le bananier et même le cacaoyer.

Les bananeraies abandonnées le long de la route forestière Munyange-Muyuka témoignent de l'importance passée de cette culture dans un rayon de 150 km autour de Tiko, le port bananier. Nées en 1952, les bananeraies paysannes n'intéressaient en 1968 que très peu de personnes : de 4 à 9000 régimes avaient été vendus à la B.C.U.F. par un nombre de fermiers limité (de 20 à 80) chaque mois. Seules, les bananes de la variété *Poyo* sont écoulées. Une très sévère sélection est faite, ce qui décourage les quelques agriculteurs qui se sont mis à pratiquer cette culture dans le pays bakweri.

Le cacaoyer est une culture arbustive ancienne en milieu paysan. Introduite par les planteurs allemands au début du siècle, elle s'est répandue après 1920 dans la zone côtière.

Dans les quatre villages balong de la région de Muyuka, 160 hommes possédaient des plantations de cacao dans les années 30 : 190000 pieds en 1928, 154000 en 1935. La production des 113000 pieds productifs s'élevait en 1935 à 48 tonnes. Le revenu tiré du cacao était estimé par l'Assistant District Officer à 2600 £ (74).

Entre 1953-1954 et 1963-1964, la production de cacao collectée par le Marketing Board a doublé, elle a ensuite diminué d'un quart. Il ne s'agit pas en fait de la production réelle inconnue, car une part de la récolte s'écoulait au Cameroun Oriental quand les prix y étaient plus élevés. De même, une partie de la production du Mungo pouvait être vendue au Marketing Board comme en 1955-1956 et 1960-1961. La fixation d'un prix d'achat unique a renversé cette situation depuis quelques années.

On pouvait estimer la production moyenne à 6500 t, la surface plantée entre 28000 et 37000 ha, le rendement entre 150 et 250 kg/ha.

La plus importante région productive était encore le «Mbonge-Kumba-Tombel belt» où se collectait 78% de la production en 1968-1969, contre 90% en 1957-1958. La production dans la région de Mamfé est passée de 6 à 11%. Le cacaoyer a gagné de nouvelles zones dans la périphérie de son aire traditionnelle de culture centrée sur Kumba. Il reste une culture essentielle dans les groupements de Ngusi, de Kumba, Bakundu du nord et du sud, Mbonge du nord et du sud, de Manyemen, de Bangem, Bamboko, de Nguti, de Tali, de Mamfé, de Kembong et Ekwe-Inokum. Il est cultivé en petite quantité dans les arrondissements d'Ekundu Titi, de Ndian, de Fontem et d'Akwaya (dans les parties basses) qui ne disposent pas de moyens d'évacuation.

(74) TOVEY (D.C.E.) - 1935 - Balong Reassessment report. 50 p.

Tableau 50

Production de cacao achetée par le Marketing Board entre 1953 et 1969 (en tonnes)

Saisons (d'octobre à octobre)		Années financières (juin à juin)	
1953-1954	4014	1963-1964	8035
1954-1955	4167	1964-1965	7884
1955-1956	6624	1965-1966	6341
1956-1957	4385	1966-1967	7086
1957-1958	5079	1967-1968	6582
1958-1959	5850	1968-1969	6004
1960-1961	9001 *		
1961-1962	4916		
1962-1963	6788		

* Données non disponibles pour 1959-1960

Les plantations de cacao sont relativement vastes, de 1 à 15 ha. Elles ne sont pas toutes cultivées par leur propriétaire. Il existe de vrais petits domaines de plantation dans la région de Kumba, de Tiko ou de Victoria, appartenant à d'importants personnages. Il s'y trouve parfois de petits villages d'étrangers qui n'ont pas l'autorisation de planter de cacaoyers.

Tableau 51

Répartition de la production de cacao en ‰ en 1968-1969 (estimation)

Area Council ou arrondissement de :	‰		
Bille	320	Fontem	11
Kumba	290	Muyuka	8
Tombel	175	Ekundu Titi	5
Mamfé	100	Tiko	4
Bangem	35	Ndian	4
Nguti	35	Victoria	1
Akwaya	12		

Dans d'autres plantations, comme à Barombi Koto, l'aide des étrangers est sollicitée par les natifs pour les travaux les plus durs. Dans la majorité des cas, la famille se charge du travail de la cacaovère.

Trois variétés de plants sont utilisées : l'*Amelonado* le plus courant, le *Trinitario* et enfin l'*Amazon* le plus récent, résistant à la pourriture brune et produisant vite (au bout de trois ou quatre ans).

La majorité des cacaoyères de la région est plantée depuis longtemps, ce qui explique les rendements très faibles obtenus, dus également au mauvais entretien du cacaoyer et de l'environnement végétal. La rigueur de la saison des pluies favorise la croissance de champignons sur le cacaoyer et il est nécessaire de sécher artificiellement la plante en période pluvieuse pour combattre les maladies cryptogamiques. La lutte contre la pourriture brune n'est pas menée efficacement et les femmes n'hésitent pas à planter des cultures vivrières à proximité des pieds de cacao. Le nettoyage et l'élagage des arbres ne sont pas toujours faits avec régularité. Seule, la campagne visant à supprimer la dessiccation par le feu semble avoir donné

quelques résultats. Les coopératives ont construit des fours et le Marketing Board rejette les fèves ayant goût de fumé. Certains agriculteurs continuent néanmoins à faire sécher les fèves fermentées sur une natte au soleil.

Les coopératives ont collecté 40% de la récolte en 1967-1968 et seulement 26% en 1968-1969. Deux agents agréés privés, Atabong Enterprises et Z. and A. Produce Trading Co, avaient collecté chacun plus de 1100 t de cacao (45% du cacao commercialisé). Quelques 20000 à 25000 personnes étaient concernées par la culture du cacaoyer. Les Pays-Bas ont acheté, en 1967, 80% de la production.

Les 1500 à 1800 tonnes de palmistes exportées venant des exploitations traditionnelles, sont un sous-produit de la culture du palmier à huile. Celui-ci, présent un peu partout, mais particulièrement dans la zone forestière, donnait le vin de palme auto-consommé ou vendu dans les marchés, l'huile de palme, objet d'échanges actifs entre les peuples du plateau de Bamenda et des vallées adjacentes (Widekum, Menchum, Mbaw) et les palmistes exportés.

En 1964, 6500 personnes se déclaraient «palm wine tappers» ou «vignerons». A Victoria, un «vigneron» pouvait avoir des revenus de l'ordre de 5 à 6000 F CFA par mois en saison sèche. S'il ne disposait pas de palmiers, il pouvait en louer ou en acheter (300 à 400 F CFA pour la location d'un arbre).

La production d'huile de palme de fabrication traditionnelle était difficile à estimer, mais devait se situer entre 5 et 10000 t par an en 1970.

Deux zones sont particulièrement denses en palmiers : le rebord ouest du plateau de Bamenda et le cours moyen de la Menchum.

Tableau 52

Répartition de la production de palmistes en ‰ en 1968-1969 (estimation)

Area Council ou arrondissement de :	‰		
Batibo	272	Nguti	49
Mamfé	221	Kumba	17
Mbengwi	129	Fontem	6
Wum	80	Akwaya	4
Bafut	70	Fako	3
Bille	53	Total Atlas	904
		Nwa	96

Le palmier pousse spontanément dans toutes ces zones et le travail essentiel de l'exploitant est d'effectuer la collecte des régimes, de les casser, d'en extraire l'huile et les amandes, de saigner l'arbre ou de l'abattre pour en récolter le vin (Mimbo). Les graines de palme et l'huile servent quotidiennement aux diverses préparations culinaires.

Il existe des projets de palmeraies coopératives liées à une huilerie, pour la région de Widekum, Mamfé et Mbonge.

Le café est apparu tardivement au Cameroun Occidental : dans les années 40 dans le pays bakossi, principal producteur de *robusta*, dans les années 50 dans le Bamenda qui produit tout l'*arabica* de l'État fédéré. Mais la production s'est développée très rapidement et a été multipliée par 12 en l'espace de 15 ans. Elle a doublé depuis l'indépendance.

Tableau 53

Évolution de la production de café collecté par le Marketing Board entre 1954 et 1969 (unité : tonne)

	Café *arabica*			Café *robusta*			Café
	Coopératives		Total	Coopératives		Total	Total
1954-1955	107	47 %	230	50	11 %	450	680
1960-1961	1665	58 %	2882	603	40 %	1495	4377
1968-1969	4009	72 %	5609	507	21 %	2397	8006

C'est la variété *arabica* qui a connu la plus forte expansion : production multipliée par 24 en 15 ans. C'est l'unique culture commerciale exportée du Bamenda. Dans la zone forestière, le café *robusta* était concurrencé par la banane, entre 1955 et 1965, et le cacao.

La culture du café concernait 52000 personnes en 1964 et constituait pour elles la principale ressource monétaire ; 25% de ces personnes résidaient dans l'arrondissement de Bamenda, 22% dans celui de Fundong, 13% dans celui de Ndop, 12% dans le département de la Momo, 11% dans le district de Bali, 8% dans le pays bakossi, 4% dans le pays bangwa-mundani. Elle apportait à l'État fédéré plus d'un milliard de F CFA dès 1965. De plus, l'organisation coopérative, bien structurée dans le cas de l'*arabica*, avait réussi à s'imposer comme acheteur dans presque tous les villages. La baisse de la part des coopératives dans la collecte du *robusta* est due aux problèmes financiers de la Bakossi Federation of c.p.m.s.

Tableau 54

Répartition de la production des deux variétés de café en 1968-1969 (estimation)

Arrondissement ou Area Council de :	*robusta*	Arrondissement ou Area Council de :	*arabica*
Tombel	314	Fundong	131
Kumba	227	Santa	116
Bangem	188	Bali	46
Mamfé	106	Bafut	44
Bille	59	Ndop	40
Batibo	28	Batibo	35
Muyuka	25	Mbengwi	24
Victoria	23	Mankon	15
Nguti	12	Fontem	12
Fontem	7	Wum	10
Bali	7	Bangem	2
Ekundu Titi	2	hors atlas :	
Akwaya	2	Bui	439
		Donga et Mantung	86
Total 3400 t =	1000	Total 6600 t =	1000

La superficie cultivée pouvait être estimée, pour le café *robusta* à 12500 ha, pour le café *arabica* entre 25000 et 35000 ha, dans l'ensemble de l'État fédéré.

L'aire occupée par l'*arabica* se trouvait située, presque partout, à une altitude de plus de 700 m avec une concentration plus forte dans les zones les plus hautes : haut plateau de laves humifères de Santa et du pays kom. Au sud, on commence à le cultiver sur les flancs du Manenguba.

Le *robusta* a conquis l'ensemble de la zone forestière et s'insinue dans la région de l'*arabica*, dans la zone de Bali-Batibo. Il est intensément cultivé dans le pays bakossi et les environs de Kumba.

La taille des exploitations de café est inférieure à celle des plantations de cacao : de 1 à 5 ha pour le *robusta* et de 2 a à 2 ha pour l'*arabica* en moyenne. Rares sont les exploitations en cultures pures. Dans la plupart des cas, des arbres comme le bananier, le kolatier, ou des cultures vivrières (manioc, igname) voisinent avec le caféier. Les pieds de café sont, généralement, rapprochés : moins de 2 m souvent, alors que 3 m sont nécessaires pour permettre à chaque pied de pousser correctement.

Le caféier est moins exigeant que le cacaoyer. Il faut cependant le tailler et le sol doit être sarclé régulièrement. Peu d'agriculteurs appliquent ces règles de culture. De plus, des apports organiques permettraient d'améliorer le rendement qui est, pour le *robusta*, de 250 à 350 kg/ha, pour l'*arabica* de 200 kg/ha. L'*arabica* a été planté trop souvent sur des sols pauvres ou mal adaptés, comme les fonds de vallées humides. Le traitement des cerises fraîches n'est pas correctement effectué après le dépulpage : lavage incomplet, séchage insuffisant. Les coopératives ont fait un gros effort pour améliorer la situation. Tout cela explique les moins bons rendements obtenus par rapport à ceux du Mungo (*robusta* : 540 kg/ha) ou du pays bamiléké (*arabica* : 262 kg/ha).

La collecte du café *arabica* est surtout faite par les coopératives (71%), la West Cameroon Development Agency (10%), et des acheteurs privés, Nangah Produce Co (12%) et Direct Suppliers Co (3%). Pour le *robusta*, les agents agréés privés prédominent : Z. and A. Produce Co (14% en 1968, 26% en 1969), Sanjo (8 et 11%), Atabong (10 et 9%), Bebum (15% en 1968), Stephanou (13% en 1969) sont les plus gros acheteurs.

Le café était exporté vers la France (57% en 1967), l'Allemagne (35%) et les États-Unis (23%).

Au total, les cultures commerciales sont cause de bien des changements en milieu rural : transformation de l'habitat avec multiplication des toits de tôle, apparition de quelques biens de consommation, ouverture de bars, etc.. Elles ont contribué à accentuer les différences de niveau de vie entre les régions accessibles par route et les autres. Elles ont permis l'avènement d'une nouvelle classe sociale, celle des petits planteurs. Elles ont transformé les rapports de l'homme avec l'espace : la terre est devenue objet d'appropriation individuelle, le besoin de terres cultivables a mis au jour les conflits entre sédentaires et éleveurs, entre communautés ayant des frontières mal définies, entre natifs et étrangers, entre l'homme qui s'occupe des cultures commerciales et la femme chargée des plantes vivrières. Ce changement fondamental, intervenu très tôt dans le sud, a touché les Grassfields récemment. Chaque groupe a eu des réactions particulières face à cette mutation qui, dans certains cas, a remis en cause l'organisation traditionnelle de la société.

b - Les cultures vivrières (75)

Cultivées généralement par les femmes en culture intercalaire dans les plantations, autour des concessions ou dans des bas-fonds humides, elles servent à la subsistance du groupe familial. Mais, de plus en plus, se développe le commerce de ces cultures. Ce commerce a été longtemps traditionnel et s'est d'abord manifesté sous forme d'échanges de riz, d'arachides, de maïs, de haricots, d'huile et de vin de palme, de noix de kola, entre peuples des plateaux et des vallées. De même, entre peuples côtiers et pêcheurs, des échanges de produits vivriers se sont toujours pratiqués. Ils se sont développés en raison de la présence des plantations industrielles, de la croissance des villes, de l'extension des cultures commerciales.

Trois cultures dominent nettement dans la région : le macabo, le bananier plantain et le maïs.

---

(75) Se reporter à la planche «Ressources économiques complémentaires

Le macabo (76) est une «compound crop» ou culture de case. Ses bulbes et ses feuilles sont utilisés pour la nourriture. L'espèce *Xanthosoma* est la plus courante. C'est une plante annuelle à haut rendement quand elle se trouve dans un sol bien drainé et fertilisé : de 10 à 25 t/ha. Elle fournit l'aliment le plus apprécié de la région. Elle joue un rôle particulièrement important dans le pays bakweri et le Bakossi où les sols volcaniques jeunes permettent d'excellents rendements. Dans la région de Tombel et de Muyuka, plusieurs milliers de tonnes sont vendues à des Bamiléké ou Ibo pour l'approvisionnement de Douala, de Kumba, des plantations de la côte.

Le bananier plantain est souvent une culture de case, mais il fournit aussi de l'ombrage aux plantations de café ou de cacao. On le trouve dans toute la région, mais les zones les plus productrices se trouvent autour de Kumba où des excédents importants sont vendus.

Le maïs est caractéristique du Bamenda avec le haricot à qui il sert de support. Il est cultivé en petites quantités dans la zone forestière où il est parfaitement adapté. Dans certaines zones deux récoltes peuvent être faites. Sa production ne donne pas lieu à de grandes transactions : elle est suffisante et il n'y a pas d'excédent.

De nombreuses plantes entrent dans l'alimentation : igname, patate douce, pomme de terre, manioc, riz. En fait, les tubercules dominent. Le riz, connu de la région d'Akwaya et de la vallée de la Menchum, fait l'objet d'attentions particulières de la part des responsables. Les quelques centaines de tonnes produites localement sont loin de suffire : près de 3000 t sont importées annuellement pour nourrir les populations urbaines et salariées. On voudrait transformer des riziculteurs de montagne en riziculteurs de plaine inondée. Des expériences sont menées à Bafut, dans la région esimbi et beba-befang, dans la plaine de Ndop.

Les populations des Grassfields ont introduit le maïs dans le sud. Les combinaisons de cultures vivrières permettent toutefois de définir de grandes zones reflétant les grands ensembles physiques à l'intérieur desquelles des nuances existent.

La zone forestière est caractérisée par la suprématie du macabo et du plantain. Dans le Bakossi, la région de Buea et de Victoria, prédomine le macabo. De la Cross River au Rio-del-Rey, dans la plaine de Tiko et la région de Muyuka, c'est le plantain qui est prépondérant. Le manioc prend de l'importance dans la plaine de Tiko où il s'adapte aux sols pauvres bordant le Wouri. A Muyuka, l'igname prend la troisième place.

La zone des plateaux est dominée par les cultures de maïs et de haricots, en particulier à Bali, Kom et Mankon. Dans la plaine de Ndop, le macabo, le plantain et l'arachide tiennent une grande place. A Santa, la pomme de terre et le chou, très cultivés, donnent une note originale à la zone.

La transition entre le plateau et les plaines forestières se traduit par l'importance relative des trois plantes de base : le maïs voit sa présence moindre à Fontem et Batibo, supérieure à Mbengwi et Bafut ; plantain et macabo ont gardé la part qu'ils avaient en zone forestière ; le riz est un trait distinctif des zones d'Akwaya et de Wum.

Les cultures vivrières intéressent l'ensemble de la population. Elles peuvent apporter des revenus doubles ou triples de ceux que procurent les cultures spéculatives comme l'ont compris certains agriculteurs de la région de Kumba, Tombel, Muyuka et Mbonge qui vendent plusieurs milliers de tonnes de macabos et de plantains. Elles mériteraient une plus grande attention. De nouvelles plantes comme la pomme de terre ou le chou ont été introduites avec succès dans des secteurs limités et pourraient avoir une plus grande aire culturale. Depuis 1969, le centre de colonisation agraire et de formation de Wum, s'intéresse au développement de cultures telles que le maïs.

---

(76) Le terme macabo traduit imparfaitement l'anglais «cocoyam» employé localement pour désigner le macabo mais aussi le taro (rarement désigné sous le terme «colocasia»).

D - LES RESSOURCES ÉCONOMIQUES COMPLÉMENTAIRES (77)

Les ressources complémentaires sont nombreuses. La chasse dans toute la région, la pêche dans les lacs et les rivières, permettent à quelques milliers de personnes de subsister. La pêche maritime n'intéresse pratiquement pas les autochtones. Elle est pratiquée par les Nigerians dans le Rio-del-Rey ou le Wouri. Ces groupes, apparentés aux Ibibio ou aux peuples du delta du Niger, ont généralisé la méthode de pêche bakolle qui consiste à poser des filets attachés à des pieux dans les bras peu profonds des deltas où les poissons entrent à marée montante. Ils utilisent des pirogues à voile et leurs bases se trouvent au Nigeria à Calabar et Oron, au Cameroun à Ubenikang et Bamusso. Le poisson séché ou fumé est vendu dans tous les marchés urbains de la région.

Deux ressources ont pris récemment une importance plus grande : l'exploitation forestière qui entre, en 1970, dans une phase de production accrue, et l'élevage qui représente une ressource potentielle de premier ordre.

a - L'exploitation forestière

Dès 1937, en application de la Forestry Ordinance, le gouvernement britannique a pratiqué une politique de création de réserves forestières destinées à protéger le patrimoine naturel. Plus de 6000 km2 de réserves forestières existent aujourd'hui, répartis en 21 réserves dont la taille varie entre 75 ha et 85000 ha.

L'inventaire forestier de la région n'a pas encore été entièrement fait. Le Centre Technique Forestier Tropical (C.T.F.T.) qui a déjà réalisé cette opération sur 350000 ha, doit la poursuivre dans la région sud de la Cross River et dans le département de la Ndian. On sait cependant que la forêt est riche en espèces recherchées : *sapelli, acajou d'Afrique (African Mahogany), iroko, obeche (Ayous), limba et ilomba.*

Cette méconnaissance des richesses forestières existantes, ajoutées à l'insuffisance du réseau routier expliquent le retard pris dans le démarrage de l'exploitation forestière.

De 1930 à 1952, deux sociétés françaises ont extrait près de 72000 t de bois du bassin du Mungo dans le Bakossi. De 1952 à 1955, seule la C.D.C. exploitait du bois du Cameroun Occidental en provenance de ses domaines : 2000 t au maximum par an étaient ainsi extraites.

De 1956 à 1960, l'extraction s'accroît très rapidement. Les zones exploitées se situent pour l'essentiel autour de l'axe routier Tiko-Kumba qui a été macadamisé en 1958-1959 : région de Muyuka et réserve forestière Sud-Bakundu. Brandler and Rylke exploite la réserve forestière de la Meme et évacue les grumes par Lobé sur le Nigeria. Tiko devient le port du bois du Cameroun Occidental. En 1960, une société suisse reprend l'exploitation du massif forestier bakossi. Mais, en 1962, le consortium du bois K.C.B. (Kamerun, Coast Timber, Brandler and Rylke) est en faillite. Peu après, la Swiss Lumber Co cesse ses activités.

La Timber Industries (50% Coast Timber Ltd, 50% W.C.D.A.) reprend en 1963-1964 les concessions du consortium. En 1968-1969, trois nouvelles sociétés d'origine française s'implantent à Kumba, Etam et Nguti : Unalor, Cameroon Industrial Forest (C.I.F.) et African Timber Co (A.T.C.).

L'arrivée de ces compagnies françaises au Cameroun Occidental, pays où la forêt a été peu exploitée, répond à la nécessité d'ouvrir à l'exploitation forestière de nouvelles zones après les mesures conservatoires prises dans des pays plus anciennement exploités tels que la Côte d'Ivoire ou le Gabon.

La production devrait rapidement augmenter et atteindre les 50000 t dans les années prochaines. Parallèlement, les centres de production traditionnels situés autour de Kumba, dans la réserve forestière

---

(77) Se reporter à la planche portant le même titre.

Tableau 55

Exportations de bois en grumes
(1954-1969) unité : tonne

1955 : 3477	1959 : 109041	1963 : 20248	1966-1967 : 26262
1956 : 5954	1960 : 122900	1964 : 23732	1967-1968 : 37803
1957 : 37926	1961 : 92237	1965 : 19563	1968-1969 : 38299
1958 : 80312	1962 : 44641	1966 : 24301	Source : Service Statistique Régional
	Source : C.D.C. Tiko		

Bakundu, le long de l'axe Muyuka-Munyange, vont être abandonnés au profit de nouveaux centres situés dans le pays bamboko (Onge-Mbote, réserve forestière Mokoko) et autour de Nguti. La C.I.F. envisage d'ouvrir une route Nguti-Bangem pour exploiter la concession Swiss Lumber Co n°1 A ; l'A.T.C. a ouvert une route en direction de l'ouest pour évacuer le bois de sa concession.

Le développement de cette production est lié à la qualité des axes de communication. L'ouverture en 1967 de la voie ferrée Ediki-Mbanga a permis à la T.I.C. d'évacuer ses bois sur Douala. La prolongation de la voie ferrée jusqu'à Kumba en 1969, la réfection des liaisons Kokobuma-Mamfé et Muea-Banga Bakundu devraient permettre cette expansion.

Tableau 56

L'activité des sociétés forestières en 1968-1970

Sociétés		km2	Permis de recherche km2	Production m3 1968-1969 Grumes	Sciages	Lieux d'exploitation 1968-1969	Main-d'œuvre 1968-1969	1969-1970
T.I.C..	1	2805	4381	25672	2741	S. Bakundu : 64 % Onge Mbote : 17 % (Kose) K.C.B. 3 : 13 % (Ikiliwindi + Mator Butu) divers : 6 %	251	530
	2	152						
	3	80						
UNALOR	4	4	-	2280	-	S. Bakundu	78	81
C.I.F.	5	2779	98	5431	4292	W. Bakossi	250	498
	6	296						
A.T.C.	7	850	-	Démarrage de la production en septembre 1969		Nguti	-	98

Sources : Forestry dept., Inland Revenue dept.
Les chiffres indiqués ci-dessus se rapportent aux permis d'exploitation obtenus par les quatre sociétés opérant au Cameroun Occidental.

T.I.C. 1. 7 ex.-K.C.B. (1956-1958) - 2. S. Bakundu (1964) - 3. Onge Mbote (1965)
UNALOR 4. S. Bakundu (1968)
C.I.F. 5. 3 ex-Swiss Lumber Co (1959-1962) - 6. C.I.F. (1969)
A.T.C. 7. A.T.C. (1969).

Dans la production, la part des sciages devrait augmenter. Il existait en 1970, trois scieries : celle de la C.D.C. à Tiko créée en 1947, celle de la C.I.F. à Etam et de la W.C.D.A. à Yoke. Deux scieries devraient s'implanter dans un proche avenir à Kumba et Nguti.

La main-d'œuvre employée par ces sociétés ne semble pas être stable. Le volume de l'emploi a varié de 2000 en 1960 à moins de 300 en 1967, pour remonter à plus de 1200 en 1970. Cette population constituée pour une large part par des Ibo (plus de 40%), par des personnes provenant de la région de Mamfé (30%) et du Bamenda (30%), est logée dans des camps comme ceux de Muyuka, Munyange, Ikiliwindi. A Munyange, ce sont des baraquements de planches entassés dans un creux au bout du petit village ayant quelques «off-licence bars», qui constituent le camp. Aucune voirie, un seul point d'eau. Le «confort» y est nettement moindre que dans les camps de plantations. On comprend pourquoi les sociétés éprouvent des difficultés à recruter de la main d'œuvre. La mobilité de ces travailleurs doit être grande. Mais vont-ils grossir le nombre de ceux qui partent vers les villes ? Retournent-ils dans leur village ? Cherchent-ils du travail dans les plantations ?

L'activité forestière est essentiellement tournée vers l'exportation. En 1965, le bois représentait en valeur 237 millions de F CFA, soit près de 5% de l'ensemble des exportations. En 1967, la plus grande partie du bois extrait au Cameroun Occidental était exportée vers la Grande-Bretagne. La répartition entre les principales catégories de bois s'établissait ainsi :

- bois bruts : 97% du total,
  - *iroko* : 36%
  - *mahogany* : 30%
  - *sipo* : 7%
  - *sapelli* : 4%
  - divers : 20%
- sciages (ébène) : 3%.

Mais cette activité, si elle fait rentrer des devises dans le pays a d'autres effets. En premier lieu, tout naturellement la distribution de salaires : en 1967, 36 millions de F CFA ont été répartis entre les salariés des chantiers forestiers. Les entreprises paient également des droits aux propriétaires des forêts (communautés villageoises ou gouvernement) ainsi qu'au service des Eaux et Forêts. Les entreprises forestières ont créé d'autre part tout un réseau routier pour faciliter l'extraction et l'évacuation du bois. Ainsi, la K.C.B. et la T.I.C. ont construit un ensemble routier au nord et à l'ouest du mont Cameroun dont les principaux axes sont : Muyuka-Munyange, Munyange-Ediki, Munyange-Kose. Ces routes ont permis la colonisation de ces zones où les cultures commerciales ont trouvé un terrain d'élection.

Cette exploitation des richesses forestières de la région n'est pas sans danger. Il est quelque peu surprenant de voir certaines réserves forestières concédées à des sociétés. Les gardes forestiers contrôlent étroitement l'activité des entreprises, et des pépinières ont été installées à proximité des lieux d'exploitation : Kendongi (Sud Bakundu), Likoko (à proximité de Munyange). Un programme de plantation de teck est en cours dans la réserve forestière Bambuko. Dans les Grassfields, la pépinière de Mendankwe fournit des eucalyptus à l'ensemble de la région. Mais il faut de 40 à 50 ans au moins, pour qu'une essence intéressante à croissance rapide arrive à maturité. La régénération est donc une affaire de longue haleine. Le rythme d'exploitation est cependant rapide : en 1967, la T.I.C. avait obtenu une production de 26000 t sur une surface exploitée de 124 km. Une planification s'impose. Pour le troisième plan, on estime que les étendues à régénérer sont de l'ordre de 55 km2.

L'exploitation menée rationnellement peut constituer une ressource d'appoint considérable. Les industries dérivées du bois (scieries, usines de déroulage, menuiseries) sont appelées à prendre de l'importance et une partie de la production devrait être écoulée sur le marché local : la S.E.D.E.S. en 1964, l'évaluait à 8000 t. Il ne faudrait cependant pas méconnaître l'importance que revêt le bois pour l'ensemble des habitants : la plupart des constructions de la région forestière sont en planches, le bois de chauffage est encore la seule source d'énergie utilisée pour la consommation domestique. La création de «fuel planta-

tions», surtout dans les Grassfields, répond au souci d'utiliser méthodiquement le bois disponible pour les besoins des populations (78).

b - L'élevage

Partout se pratique l'élevage des chèvres, des moutons, des porcs, de la volaille. Ce petit élevage est d'abord destiné à la consommation familiale. Il ne sert plus au paiement de la dot dans les régions les plus monétarisées. Il n'est pas rare qu'un agriculteur doive se dessaisir d'une chèvre pour payer ses impôts, Beaucoup de fermes ont un petit élevage de ce type. En 1968-1969, 600 chèvres et moutons ont été abattus dans les abattoirs contrôlés.

L'élevage du gros bétail a un plus grand intérêt économique. Dans le pays nso, l'âne sert à transporter la noix de kola. Il n'a pas été adopté ailleurs. Le cheval, introduit par les Bali dans les Grassfields, sert essentiellement aux déplacements des Fulani. C'est un animal de prestige. Quelques autochtones en possèdent. Ainsi, dans le pays kom, le Local Council percevait en 1969 des taxes sur 850 chevaux dont 50 appartenaient à des natifs et 800 à des Fulani. Fait curieux, le cheval est connu dans le pays bakweri et on rencontre quelques chevaux sur le mont Cameroun (79).

C'est cependant l'élevage bovin qui constitue une richesse économique importante. Cet élevage est possible dans les zones hautes, sans mouche tsé-tsé. On ne trouve le gros bétail qu'au-dessus de 800 m, essentiellement dans le Bamenda. La région nord du Cameroun Occidental possède un neuvième du cheptel bovin du Cameroun et constitue la troisième région d'élevage après l'Adamaoua et le nord. Ce sont les Fulani, M'bororo et Aku qui possèdent la majeure partie du troupeau évalué à 270000-275000 têtes en 1970. Des sondages effectués dans les relevés réalisés pour la perception de la «jangali tax» (80) permettent d'évaluer la part des autochtones dans la constitution du troupeau à 13% environ. Ce sont des éleveurs sédentaires qui confient parfois leurs bovins à des «gainakos» ou gardiens de troupeau fulani. Ces derniers pratiquent un élevage transhumant traditionnel entre les hauts plateaux de lave du centre du Bamenda et les vallées et plaines de la périphérie.

L'arrivée des Fulani ne date que des années 1920. Selon CARTER (1967), l'ardo, chef fulani de Sagba, serait arrivé de Banyo en 1916. Mais le troupeau s'est agrandi de façon très rapide, passant de 7000 têtes en 1921 à 60000 en 1939, et dépassant 250000 têtes en 1960.

Les éleveurs fulani sont arrivés en plusieurs vagues successives et la dernière migration a été constituée par les Aku venant du Nigeria du nord. Le nombre des Fulani est ainsi passé de 10000 en 1953 à 18000 en 1964. La plupart de ces populations ont tendance à se fixer non loin des villages de sédentaires, sur les hauteurs. Elles constituent des hameaux de petite taille divisés en concessions ou «rugas» où se trouvent de petites cases rondes autour desquelles on pratique de maigres cultures vivrières.

Ces bovins appartiennent à trois races différentes : la *Rahaji* ou *Red Longhorn*, la plus fréquente, à robe rouge et à longues cornes, la *Bunaji* ou *White Fulani* amenée par les Aku, de couleur blanche mouchetée de noir, caractéristique de la région de Wum et la *Sokoto Gudali* plus petite, à robe grise. Ces animaux ont un faible rendement en lait et leur productivité en viande varie entre 100 et 250 kg.

Le tableau 57 indique la répartition actuelle du troupeau telle qu'elle a pu être établie grâce aux données du Service Vétérinaire et des Local Councils. Trois départements, la Menchum, la Bui et la Donga

---

(78) Les «fuel plantations» constituent des réserves pour le bois de chauffage. Elles ont été plantées par les Local Councils avec l'appui du service des Eaux et Forêts. En 1970, ces réserves se répartissaient ainsi : Mezam (347 ha), Menchum (119 ha), Momo (103 ha), Manyu (189 ha), Fako (114 ha).

(79) En 1970, il y avait 10 chevaux dans le village de Mapanja (groupement de Bonjongo) et 5 dans celui de Bonakanda (groupement de Buea).

(80) C'est une taxe perçue par le Local Council chaque année auprès des propriétaires de troupeaux. Elle s'élevait en 1970 à 260 F CFA par tête de bétail.

Tableau 57

Cameroun Occidental : Nombre de têtes de bétail par groupement (1968-1969-1970)

groupement	cheptel (1)	(2)
Bangem	1 100	1 200
MEME	1 100	1 200
Assumbo	900	900
Fossungu	1 700	1 500
Mbulu	1 300	1 300
MANYU	3 900	3 700
Menka	300	?
Meta	9 500	?
Moghamo	2 600	?
Ngie	2 100	?
Ngwaw	6 500	?
MOMO	21 000	21 100
Bafut Njinteh	-	400
Bafut Tubah	7 200	6 600
Bali	4 600	3 800
Bali-Kumbat	1 200	?
Bamumka	8 400	?
Mankon	1 600	1 400
Santa	12 000	8 200
MEZAM	35 000	33 800
Aghem	15 600	7 000
Bum	12 300	8 600
Kom	25 200	23 800
Upper Fungom	4 900	13 200
MENCHUM	58 000	52 600
Total Atlas	119 000	112 400
Dzekwa	10 500	10 200
Kumbo central	3 200	2 400
Mbiame	7 600	6 100
Nkum	6 400	7 100
Noni	15 600	13 500
Oku	2 200	1 500
BUI	45 500	40 800
Mbaw	-	200
Mbiyeh	11 700	15 000
Mbot 1 (Chup)	7 200	1 600
Mbot 2 (Mbort)	-	1 000
Mbot 3 (Ntumbaw)	3 700	3 400
Mfumte	-	2 000
Misaje	17 900	20 800
Nkambe	1 400	9 200
Nwa	9 500	7 500
Wiya 1 (Konchep)	1 900	2 100
Wiya 2 (Lu)	-	300
Wiya 3 (Ndu)	12 000	13 500
Wiya 4 (Ngulu)	-	300
DONGA et MANTUNG	65 300	76 900
Total reste du Bamenda	110 800	117 700

(1) Données du Service Vétérinaire.
(2) Données des Local Councils

et Mantung disposent de plus des deux-tiers du troupeau. On trouve cependant des bovins jusqu'en zone forestière sur le mont Cameroun, le Manenguba ou la zone d'Akwaya. Dans ce secteur, le ranch d'élevage d'Obudu au Nigeria (900 têtes) a des pâturages de saison sèche. Dans certains groupements, l'élevage est la ressource dominante : Misaje, Mbiyeh, Nwa, Wiya-Ndu, Noni, Mbiame, Bum. Dans d'autres, il constitue une richesse complémentaire : Dzekwa, Kom, Aghem, Upper Fungom, Santa, Bafut Tubah, Meta et Ngwaw. Les déplacements des troupeaux, plus importants dans certaines zones, expliquent les différences que l'on trouve dans le nombre de têtes répertoriées par les deux services précédents dans les groupements aghem et upper fungom, à Mbot, Nkambe ou Santa. De plus, on estime qu'environ 20% des bovins ne sont pas recensés.

Pendant la saison sèche on assiste à une descente des troupeaux dans les vallées et les hautes plaines. Ces déplacements d'une ampleur limitée se situent au mois de mars-avril. La remontée des troupeaux a lieu en novembre-décembre.

Le contrôle de ces déplacements par la Farmer-Grazier Branch du Service Vétérinaire nous permet d'avoir une idée de l'importance des troupeaux dans les pâturages de saison sèche.

Les hautes plaines de Mbaw et de Ndop, mais surtout les vallées de la Katsina Ala (appelée Kimbi en amont) et de ses affluents dans les pays misaje, kom, bum et fungom, constituent avec la vallée de la Menchum dans sa partie supérieure les principales zones de pâturages d'été.

Le développement rapide du troupeau dans une zone où les agriculteurs sont nombreux et dynamiques ne s'est pas fait sans tensions ni problèmes. Pour éviter les frictions entre sédentaires et éleveurs, un partage de la région entre zones d'élevage et d'agriculture a été établi progressivement, des accords ont été passés entre les Local Councils et les ardo, pour délimiter les terrains de pâture, établir des chemins de circulation, percevoir le «jangali», limiter la taille des troupeaux et donner des autorisations de pacage dans des terres en jachère.

KABERRY (1952) notait : «Since 1946, most of the Native Authorities have passed Grazing Rules which give them power to issue permits to Fulani, to limit the size of herds, to stipulate the number

Tableau 58
Principales zones de pâturages d'été des bovins
dans les Grassfields (1968-1969)

a - plaines :	
Mbaw (Ngu, Sabongari, Mbaw-Nso)	30000
Mfumte (Mayo Binka)	7000
Misaje (Dumbo)	40000
Ndop	25000
b - vallées :	
Bui (Lip)	4000
Katsina Ala (Lower Fungom)	3000
Kimbi - Ijim (pays kom)	9000
- Njinikimbi (pays Bum)	9000
Menchum - Mankon/Bali	9000
- Mbengwi/Mberewi	7000
- Bafut	4000
Mentar (Bu)	2500
c - autres zones :	
Baligham	3000
Noni	19000
Nyos (lac de)	2000

of herdsmen, and to enforce rotational grazing». Le gouvernement a créé la Farmer-Grazier Branch pour régler tous les problèmes posés par les activités d'élevage et d'agriculture.

Le travail de ce service (81) consiste à :

- contrôler la transhumance des troupeaux et leur taille ;
- établir des clôtures sur les lignes de contact entre zones d'élevage et d'agriculture (de 1962 à 1970, 8000 km de fil de fer barbelé ont été installés) ;
- lutter contre l'érosion et surveiller la qualité des pâturages.

L'extension des cultures commerciales, en même temps que la croissance du nombre de bêtes, ne contribuent pas à rendre ce travail aisé.

Le surpâturage est devenu difficilement évitable. BAWDEN et LANGDALE-BROWN (1961) constataient, en effet, que l'agriculture et l'élevage étaient concentrés sur les meilleures terres qui pouvaient être utilisées indifféremment pour ces deux types d'activité, et que l'élevage ne pouvait s'étendre sur beaucoup d'autres zones. Ces auteurs estimaient à 4,3 ha la surface disponible en moyenne par tête de bétail. CARTER (1967) situait cette surface entre 2,6 et 5,4 ha. Or, il faut, en élevage traditionnel, 6 à 7 ha de pâturage disponible pour un bœuf. La seule solution à ce problème reste l'amélioration des herbages existants et leur utilisation rationnelle. Mais il s'agit de convertir des pasteurs en éleveurs, ce qui semble devoir être long.

Ce troupeau est surtout utilisé pour la production de viande. Le lait sert à l'autoconsommation ou à quelques echanges avec les agriculteurs. Les têtes de bétail sont vendues à des commerçants Hausa qui les envoient, dans la proportion de 30%, par groupe de 20 à 50, dans la zone forestière, convoyés par un gardien. Ces bêtes sont achetées dans les marchés officiels de Wum ou de Mendankwe (Bamenda) ou dans les «bush cattle markets» de Misaje, Binka, Mbem (département de la Donga et Mantung) ou celui de Takija (département de la Bui). Elles mettent une semaine environ pour atteindre Victoria par la route de Mamfé. En chemin, quelques bêtes sont achetées par des bouchers dans des petits centres et sont abattues dans les «slaughter slabs», abattoirs réduits à leur plus simple expression. Ce long parcours diminue la productivité en viande déjà faible des bêtes.

On recensait près de 500 bouchers en 1964 dans l'ensemble du Cameroun Occidental.

Avant l'indépendance, l'essentiel du commerce se faisait en direction des villes du Nigeria Oriental ; aujourd'hui, la consommation sur place et la vente dans la région côtière constituent l'essentiel du commerce. Cependant, malgré l'accroissement du nombre de têtes abattues, la consommation de viande reste très

Tableau 59
Commerce des bovins des Grassfields
en 1960 et 1970

Destination	1960		1970	
	Nombre	%	Nombre	%
Nigeria Oriental	17000	68	-	-
Zone forestière	4500	18	12000	30
Abattus sur place	3500	14	19000	47
Cameroun Oriental	-	-	9500	23
Total	25000	100	40500	100

(81) Ce service est chargé de l'application de la loi de 1962 appelée «Control of Farming and Grazing Lax», publiée par la West Cameroon Gazette, 69, 2, 15.12.1962.

faible : 5 kg par an et par personne pour les Grassfields, 3,5 kg pour la région forestière. 9500 peaux ont été récupérées en 1968-1969, d'une valeur approximative de 6500000 F CFA. Elles sont commercialisées par le Marketing Board.

Une tentative d'organisation du commerce de la viande a été faite par la West Cameroon Development Agency sans que des résultats financiers probants aient été enregistrés : ouverture de trois «cold stores» à Buea, Likomba et Victoria ; transport de la viande par camion frigorifique de Bali ; élevage industriel à Santa. Le «meat scheme» n'a en rien modifié le circuit traditionnel.

Pour améliorer le capital que constitue le cheptel bovin des Grassfields et la richesse que représentent les quelques 8000 km2 de pâturages disponibles, l'action des pouvoirs publics s'oriente dans plusieurs directions :

- amélioration des prairies par l'introduction de nouvelles herbes (herbe *kikuyu* en particulier) dans les zones les plus attaquées par l'érosion, dans les points de concentration du bétail, dans les terres où domine le *Sporobolus,* etc..
- développement d'expériences de rotation des terres entre les éleveurs et les agriculteurs ;
- action sanitaire plus efficace et introduction d'animaux plus résistants et plus productifs ;
- sauvegarde de la qualité des sols détériorés par les feux annuels des pasteurs destinés à tuer les tiques du bétail et à renouveler l'herbe ;
- poursuite de la clôture des espaces agricoles et pastoraux.

Mais il ne faut pas attendre de cette action lente des résultats spectaculaires et on semble décidé à s'orienter vers l'installation de ranches d'élevage gérés par des sociétés para-publiques qui assureraient production et commercialisation.

conclusion

L'ESPACE ET SON AMÉNAGEMENT

L'espace étudié ne forme pas une région géographique. De nombreuses zones sont tournées vers l'extérieur : le pays de Mamfé regarde vers le Nigeria ; les arrondissements frontaliers du Cameroun Oriental sont mieux reliés à celui-ci qu'au reste de la zone et ont plus d'affinités avec leurs voisins de l'est dans bien des cas, qu'avec les populations situées à l'ouest ; le Rio-del-Rey, l'arrondissement d'Akwaya, la vallée de la Katsina Ala dans sa partie camerounaise semblent encore orientés vers le Nigeria. Les régions actives elles-mêmes n'apparaissent pas complémentaires. Le pays des plantations, s'il sert en quelque sorte de «melting pot» aux populations de l'ensemble du Cameroun Occidental, reste coupé économiquement de l'arrière-pays forestier. Le Bamenda est une région qui s'affirme. Une circulation aisée sur les plateaux couverts par la savane herbeuse, une agriculture dynamique fondée sur le café *arabica* et appuyée par un mouvement coopératif puissant, un élevage de bovins important, des communautés villageoises bien structurées, une bourgeoisie autochtone commerçante naissante, de fortes densités, donnent à cette zone un caractère original et à la ville de Bamenda une prééminence commerciale incontestée.

La colonisation a pourtant donné à cet ensemble de pays différents un embryon de conscience unitaire.

1 - L'ORGANISATION DE L'ESPACE

- Types d'approche du problème

L'espace géographique est constitué par le milieu physique tel qu'il apparaît actuellement avec les modifications naturelles et humaines qui y ont été apportées. Cet espace est parfaitement différencié, il peut donc être découpé en «ensembles physiques homogènes» dont l'étude n'aurait, dans la perspective de ce travail, qu'un intérêt limité.

L'altitude, le couvert végétal et surtout les types de sols et la topographie permettent de déterminer les «bons» pays à côté de zones moins favorables à l'agriculteur disposant de techniques agricoles rudimentaires.

Dans la zone forestière, les pays à sols volcaniques jeunes sur cendres ou laves de basse et moyenne altitude apparaissent comme privilégiés : pourtour du mont Cameroun, Sud-Bakossi, environs de Kumba. Dans le Bamenda, les pays du haut plateau de laves humifères semblent plus doués que les autres, mises à part les petites zones établies sur des sols volcaniques d'apport des environs de Wum.

En l'état actuel des techniques employées, les hautes plaines comme celles du Nun (Ndop) ou de la Menchum sont peu utilisées. La maîtrise des eaux pourrait en faire des zones consacrées à la culture intensive des plantes vivrières. A l'inverse, des zones aux sols moyens ou médiocres (arrondissement de Mamfé, région de Batibo-Bali-Bafut) ont des populations nombreuses.

Une tentative de découpage de l'espace pourrait également reposer sur la détermination d'«ensembles humains». Les critères retenus seraient les traits de l'organisation socio-politique, les densités, les caractères démographiques et les techniques mises en œuvre pour coloniser l'espace. L'intérêt de ce travail, mais aussi ses difficultés, sont grands.

A grands traits, on peut opposer les Bantou aux Bantoïdes, les zones à peuplement homogène du nord et du centre, au sud envahi par les étrangers. A l'intérieur de ces grands groupes, les Bantoïdes à sociétés centralisées constituent un ensemble humain original. Les peuples nombreux et les groupes guerriers diffèrent des ethnies numériquement faibles, dispersées, réfugiées ou assimilées.

Dans la zone forestière, Banyang, Bakossi, Ejagham, Bakweri, Bakundu et Mbonge ont assimilé d'autres peuples et impriment aux espaces relativement vastes qu'ils occupent, un certain nombre de traits particuliers. Toutefois, encore plus qu'en forêt, les groupes humains donnent aux paysages des Grassfields une empreinte profonde, aussi peut-on parler de pays bali, pays kom, etc..

Dans le Bamenda, s'opposent avec plus de force les peuples refoulés de l'ouest (les «Widekum») ou des zones de passage (plaine de Ndop), et les groupes organisés en chefferies-États au caractère expansionniste (tikar, bali, aghem).

La colonisation a «figé» le dessin de la carte ethnique : chaque groupe a maintenant un territoire plus ou moins bien défini. L'agriculture a pris le pas sur toutes les autres activités. Tous les peuples n'ont pas réagi de la même manière à ce changement. Certains sont devenus d'excellents agriculteurs (Ngemba, Bali, Kom), d'autres sont partis travailler dans le sud côtier (peuples de la Momo ou du nord de la Menchum).

Ces découpages éclairent certains aspects de l'organisation de l'espace dans ses fondements. Dans une perspective dynamique, il convient d'étudier le degré d'intégration des peuples au mode de vie «moderne», des espaces à l'économie monétaire, du monde rural à une civilisation plus urbaine. Dans cette optique, l'analyse de la répartition et du rôle des points forts de l'espace semble essentielle.

- Les points forts de l'espace régional (1)

Ce sont les points de concentration des hommes aux compétences variées, des capitaux pouvant créer des activités et des équipements. Là se prennent des décisions commandant le présent ou l'avenir d'une partie de l'espace environnant. Il s'agit donc aussi bien des villes que des bourgs, des chefferies étendues, des plantations ou des «cités» missionnaires.

Selon l'importance des fonctions de ces centres et leur force d'attraction sur l'espace environnant, on peut déterminer :

- deux centres régionaux : Bamenda et Buea ;
- trois centres sous-régionaux : Kumba, Victoria et Mamfé ;
- seize centres locaux de premier ordre : Tiko, Muyuka, etc.. ;
- vingt-trois centres locaux de deuxième ordre : Ekona, Kombone, Mbetta, etc.. ;
- trente-et-un centres élémentaires présentant une particularité qui leur donne un certain rôle sur le plan local.

Cette classification n'implique pas une hiérarchie stricte. Au contraire, de nombreux centres sont incomplets et de vastes zones marginales ne disposent d'aucun embryon urbain.

(1) Voir le carton «Centres Urbains et Ruraux» de la planche «L'Organisation de l'Espace».

Le seul centre régional presque complet est Bamenda. Il lui manque une plus grande autonomie administrative. Dans la zone forestière, Kumba a de nombreux atouts pour jouer le même rôle : une classe commerçante dynamique, une situation privilégiée au carrefour de routes importantes, un environnement rural tourné vers les cultures spéculatives. Les équipements administratifs de niveau régional font défaut à la ville la plus peuplée du Cameroun Occidental.

L'ensemble des services administratifs régionaux se trouve rassemblé dans les villes du Fako, Buea et Victoria, à proximité des grandes plantations industrielles. A côté de Buea où l'activité est uniquement administrative, Victoria a des fonctions plus variées dans les domaines bancaire, commercial et industriel. Ces deux villes sont cependant loin de commander des régions aussi vastes et peuplées que Bamenda (650000 h, 17000 km2) ou Kumba (250000 à 300000 h, 17000 à 22000 km2). Leur importance résulte à la fois du niveau de vie plus élevé de la zone côtière et des orientations économiques et politiques du passé. Le trafic entre les villes du Fako reflète cette situation : il peut être dix fois supérieur à celui qui est enregistré aux approches de Bamenda. La promotion des deux villes principales de l'intérieur permettrait de rééquilibrer la région.

La place de Mamfé dans ce réseau urbain tient à son passé de ville-entrepôt et à son éloignement des autres grands centres. C'est une ville assoupie, dans l'orbite de Kumba, commandant une vaste zone rurale pauvre et très mal reliée au reste du pays. Elle dispose toutefois d'une certaine infrastructure éducative et sanitaire.

Les centres locaux peuvent être des bourgs récemment promus à une fonction administrative mais aussi des centres où l'activité du petit commerce et de l'artisanat est importante. Certains reçoivent des équipements sociaux. Pour d'autres, l'impulsion vient des missions ou des sociétés de plantations industrielles. Leur situation dans l'espace, par rapport à des centres plus importants, peut favoriser ou contrarier l'extension de leur influence.

Nombre de ces petits centres sont situés sur une route et la présence d'un grand marché ou d'une union de coopératives «primaires» rattachent à certains une partie de la zone rurale proche. Un centre de santé comprenant dispensaire et maternité complète l'infrastructure des centres locaux de premier ordre.

Avec des équipements moins nombreux, une situation moins favorable, les centres locaux de deuxième ordre sont appelés, parfois, à relayer ceux de premier ordre. Bourgs de commerçants et d'artisans à proximité d'un grand domaine de plantation, grands marchés installés au voisinage d'une chefferie, ils constituent dans certaines zones un réseau serré : Fako, Lobé - Kumba - Tombel, Momo et Mezam.

En définitive, la répartition et le nombre des centres sont conditionnés par la situation économique de la région où ils se trouvent. Aucune grande ville n'écrase les autres et, pour l'instant, les petits centres ou les villes moyennes s'accroissent et développent leur influence. Mamfé, Mbonge, Tiko et Tombel sont des exceptions. Des motifs politiques surtout, économiques accessoirement sont à l'origine de leur décadence. L'amélioration des liaisons routières avec Douala va-t-elle modifier cette situation ?

Les causes de décadence des villes secondaires (2) analysées pour le Cameroun Oriental ne s'appliquent pas ici. Pas un centre n'avait plus de 15000 habitants voici quinze ans ; la fonction administrative et commerciale était limitée au strict minimum et la présence européenne dérisoire ; le réseau routier, en dehors de la zone côtière, ne répondait même pas aux besoins de l'administration.

La promotion économique de la région et la fin de sa situation marginale amènera des changements dans un réseau urbain naissant aux assises faibles.

---

(2) MARGUERAT (Y.) - 1972 - Réflexions provisoires sur la décadence des villes secondaires au Cameroun. *In : La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*, pp.841-845, Colloque C.N.R.S. Talence, 1970.

- **Zones dynamiques, traditionnelles et marginales**

Enfoncée comme un coin entre les régions puissantes que sont le Littoral, l'Ouest du Cameroun et l'Est du Nigeria, la région constitue plus une frontière qu'un carrefour. Sa situation marginale par rapport au Nigeria se retrouve à un moindre degré dans le Cameroun. Les liaisons est-ouest, peu nombreuses, ne sont pas meilleures que celles reliant le nord au sud, d'où le cloisonnement poussé de l'espace.

A l'intérieur de l'espace étudié, trois grandes zones peuvent être distinguées :

- une zone côtière dominée par l'économie de plantation et encadrée par une série de villes moyennes ;
- le plateau nord, encadré par la ville de Bamenda, et produisant du café *arabica* ;
- un vaste secteur central peu structuré et isolé.

a - La zone côtière

Elle est progressivement entrée dans l'économie moderne, avant 1955 autour de Tiko et de Victoria, dans les années soixante autour de Muyuka et de Buea, dans la zone de Kumba et le pays bakossi ensuite. Les plantations industrielles, les cultures paysannes d'exportation, l'extraction du bois et l'administration ont permis cette évolution.

Les contours de cette zone sont mouvants : à l'ouest la plantation de la Pamol de Ndian, au nord les bourgs de Manyemen, de Nguti et de Bangem forment les limites extrêmes. A l'intérieur de celles-ci, de multiples petits secteurs s'individualisent.

La plaine de Tiko exclusivement tournée vers la culture industrielle du palmier et de l'hévéa vit au rythme de la C.D.C. De même, la zone de Victoria, plus accidentée, aux atouts plus variés (tourisme, possibilité de port en eau profonde, etc..) subit l'emprise des plantations industrielles dont Bota est le «quartier général» (headquarters).

Sur les flancs du mont Cameroun, entre 600 et 1 200 m, le pays bakweri, organisé autour de Buea dans les terres laissées aux autochtones par le colonisateur allemand, essaie de conserver ses traditions et son originalité. La crise bananière n'a pas été surmontée et la disparition de l'administration de l'État fédéré risque de porter atteinte à la croissance de Buea.

Au nord du mont Cameroun, le bourg de Muyuka anime un front pionnier créé par les sociétés forestières. Autour de la route de Muyuka-Munyange, de gros villages se sont installés. Les exploitants se tournent vers la vente des plantes vivrières à destination des plantations et des villes, pour compenser la disparition de la production de banane *Gros-Michel.*

Victoria polarise l'ensemble de ces secteurs dominés par l'économie d'exportation.

Au nord du Fako se trouvent des zones plus ou moins ouvertes aux activités modernes. Kumba encadre l'ensemble de ces secteurs. L'importance des cultures d'exportation y est fonction de la qualité des routes : dominantes dans les zones de Kumba, Kombone et Sud-Bakossi, les cultures de cacao et de café *robusta* sont moins pratiquées dans le Nord-Bakossi, le Haut-Mungo ou le pays balue-mbonge.

La liaison routière Mbonge-Kumba-Tombel et la qualité des sols ont permis un développement poussé de ces cultures. De plus, ces facteurs ont favorisé la progression des ventes de plantain et de macabo sur les marchés urbains.

Deux petits secteurs sont dominés par les plantations industrielles : les alentours de Mbonge et le cours moyen de la Ndian. Ailleurs, les domaines forment des enclaves dans des pays disposant d'activités rémunératrices.

Pêche, contrebande et commerce font du Rio-del-Rey une zone à part où le Franc CFA et la bière des Brasseries du Cameroun ont du mal à s'imposer. Le pétrole y est activement recherché, des nappes pourraient prolonger les gisements nigerians.

De petits bourgs contribuent à structurer ces secteurs : Bamusso, Ekundu-Titi, Mbonge, Kombone et Tombel. L'activité commerciale, dominée par les Ibo, rarement par les Bamiléké, y joue un rôle essentiel.

Les densités sont faibles ou moyennes. Seul, le groupement de Bangem dépasse 80 habitants au km2. Dans ce secteur, mal relié au reste du pays et situé sur les flancs du Manenguba, apparaissent l'élevage bovin et le café *arabica*.

Sur les marges nord, est et ouest de la zone côtière l'émigration est forte.

b - Le plateau nord ou le Bamenda

Cette zone s'organise autour de Bamenda, ville proche par sa croissance et sa puissance de son pendant oriental Bafoussam.

Elle contrôle étroitement une zone centrale située dans un rayon de 50 km. L'agriculture y domine et l'élevage n'occupe que des espaces limités. La population y est particulièrement dense et les communications faciles.

Sept unités peuvent être distinguées dans cette partie centrale correspondant à la zone d'influence immédiate de Bamenda : à l'est, la plaine de Ndop à la forte originalité physique ; au centre, les plateaux de Santa et de Bafut et le pays kom, terres d'élection du café *arabica* et de l'élevage fulani ; à l'ouest les pays moghamo, bali et ceux du plateau du nord-ouest où apparaissent des cultures comme le palmier à huile ou le café *robusta*. Chose curieuse : ce découpage correspond presque à l'extension des sept unions de coopératives «primaires» commercialisant le café *arabica* ou les palmistes.

Au delà de cette zone centrale, des zones périphériques se rattachent au Bamenda par un certain nombre de caractères. Le plateau de Wum, sous peuplé et sous scolarisé, envoie de forts contingents d'émigrants sur la côte. L'élevage y prédomine, l'agriculture y est faible et orientée vers les cultures vivrières. La vallée de la Menchum présente les mêmes traits démographiques. Le riz et le palmier à huile y jouent un rôle important.

Le nord de l'arrondissement de Fontem, peuplé de Bamiléké, a également des activités proches de celles du plateau et la chefferie de Bamumbu subit l'influence de Bamenda.

Le pays widekum, principal producteur de palmistes, est mieux relié à Bamenda qu'à Mamfé. Par sa population et sa densité il se rattache aux Grassfields.

c - Les zones marginales du centre

Ces zones marginales occupent une superficie supérieure à 15000 km2 et ont une population de l'ordre de 160000 h. La densité rurale n'y est jamais supérieure à 20 h au km2. La forêt occupe d'immenses espaces et les pistes sont rares et très mauvaises. L'agriculture vivrière et la chasse tiennent une place essentielle. Les cultures du caféier, du cacaoyer et du palmier à huile se sont développées aux abords des pistes, principalement dans les secteurs de Kembong, Upper Banyang et Obang-Nguti. Le départ pour la côte est un phénomène qui prend de l'ampleur. Fort autour des pistes, le départ des jeunes adultes touche maintenant des zones plus reculées.

L'impression d'uniformité dans la pauvreté domine. A l'exception des pays situés sur les sols volcaniques anciens de la région de Kembong ou du pays banyang, il n'y a pas ailleurs de réelle colonisation de l'espace. Pas le moindre centre urbain, peu d'écoles primaires, une agriculture d'autosubsistance. La région nord de l'arrondissement d'Akwaya se distingue par la production de riz de montagne, le pays bangwa par le dynamisme de ses chasseurs et de ses agriculteurs.

La création de routes reste le problème primordial de ces zones. La région de Fontem doit être incessamment reliée à Mamfé. Pour débloquer les régions d'Akwaya et de Ndian, de nombreux projets ont vu le jour mais cherchent encore une source de financement, le système du Community Development ne donnant pas les résultats escomptés.

L'exploitation du bois peut aider à l'ouverture de l'ensemble de ces contrées : des permis de recherche et d'exploitation y ont été attribués.

Mamfé est le seul centre de quelque importance dans cette vaste zone mais son rôle est limité.

Au total, si la zone côtière est dominée par les systèmes de production moderne, le Bamenda voit ses activités se diversifier : les cultures spéculatives s'accroissent, les cultures vivrières ne sont pas négligées. Le développement urbain suit. Dans les zones marginales ou périphériques isolées des régions actives, les occupations traditionnelles dominent, les jeunes adultes partent.

2 - L'AMÉNAGEMENT DU MILIEU ET LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS

L'agriculture va rester longtemps la ressource de plus des quatre cinquièmes des habitants de la région.

Les expériences en cours montrent qu'il est bien difficile d'améliorer les rendements ou de faire adopter de nouvelles techniques agricoles dans le contexte régional sans avoir, au préalable, modifié les comportements ou accru le pouvoir d'achat des paysans. A quoi sert le développement de la culture des légumes européens si un circuit de distribution n'est pas parallèlement organisé ? Doit-on faire adopter des techniques agricoles coûteuses à des paysans démunis, laissés désemparés après le départ des conseillers agricoles ? Les distributions gratuites d'engrais sont-elles le meilleur moyen pour parvenir à une amélioration des rendements ? L'établissement de paysans sur des terres aménagées avec accession à la maîtrise de l'exploitation est-elle la voie la plus rapide pour débloquer une situation stagnante dans une zone ?

Les exemples abondent au Cameroun Occidental indiquant les difficultés et le coût relatif de telles opérations si l'on mesure les résultats après le départ des techniciens.

Beaucoup se tournent vers le développement des plantations à gestion industrielle et à main-d'œuvre salariée pour accroître la richesse de la région. Depuis 1966, celles-ci ont reçu assez libéralement des sommes importantes pour augmenter leur capacité de production. Mais faut-il laisser se développer le salariat agricole aux dépens de la petite paysannerie, les régions côtières au détriment de celles de l'intérieur ?

L'idée de créer de petites exploitations satellites autour d'un bloc industriel fait son chemin pour la culture du théier, de l'hévéa ou du palmier à huile. Les petits planteurs seraient aidés par des techniciens provenant des plantations industrielles existantes, qui achèteraient et traiteraient en contrepartie leur production. On voit immédiatement la relation qui peut s'établir entre le petit planteur et son «soutien» industriel.

Le mouvement coopératif suscite de nombreux espoirs. Il peut aider à transformer l'agriculture en profondeur par le biais de la commercialisation des cultures d'exportation. Organisation proche des petits producteurs, elle n'a pas encore réussi à gagner partout leur confiance. Le mouvement est trop jeune pour avoir fait ses preuves et la pénurie de cadres s'y fait particulièrement sentir.

Les efforts d'amélioration et de recherche ont porté essentiellement, ces dernières années, sur les «cash crops». Faut-il négliger les «chop farms» ? L'approvisionnement des villes de la côte pose des problèmes ; les Bamiléké de Douala viennent chercher du plantain, du macabo, du vin ou de l'huile de palme au Cameroun Occidental à plus de 100 km de l'agglomération. La vente des plantes vivrières permet de compenser les pertes de ressources dues à une mévente des cultures d'exportation.

La pêche et la pisciculture pourraient être encouragées dans la région côtière et les nombreux lacs de l'intérieur. Elles apportent en effet des protéines dans une alimentation trop étroitement végétarienne.

L'alevinage en *Tilapia nilotica* a été réalisé dans de nombreux lacs et étangs des Grassfields. La pêche maritime par contre n'a pas retenu l'attention des autorités après une tentative malheureuse de création de pêche industrielle.

L'élevage, malgré l'importance numérique du troupeau, reste une ressource mineure. Sa valorisation est envisagée sur deux plans : par la création de ranches d'élevage et par l'amélioration lente des troupeaux et des pâturages. Il paraît également possible de pousser les agriculteurs possédant du bétail à l'utiliser mieux et à ne pas en abandonner la garde aux Fulani. La limitation du nombre de têtes devient, dans certaines zones, une nécessité en raison de l'extension de l'espace agricole.

La forêt de la région n'a livré encore qu'une faible partie de ses richesses. L'extraction du bois en plein développement ne doit pas être menée sans plan de reboisement. La forêt doit aussi être préservée, dans les zones où elle est rare, pour assurer aux populations des réserves de bois de chauffage et de construction et ne pas détériorer l'équilibre écologique. La protection des sols passe par le maintien d'une certaine végétation. Dans le Bamenda, on plante des eucalyptus.

La conservation des sols menacés dans certaines zones par le ruissellement ou les méthodes de culture, devient un problème important. Les Grassfields et les zones montagneuses sont plus touchées que les autres. Les feux de brousse, la disposition des billons de culture, le raccourcissement de la durée de la jachère dans les zones densément peuplées, altèrent la fertilité des sols. Il paraît difficile de faire adopter aux agriculteurs et éleveurs de nouvelles méthodes, toujours onéreuses, pour régénérer les sols.

La pression démographique n'est jamais excessive. La pénurie de terres cultivables ne se fait sentir que dans les quelques secteurs où la concurrence existe entre agriculteurs et éleveurs, entre paysans et sociétés de plantations industrielles : dans les environs de Bamenda et le Fako.

Autour de Kumba, des tensions existent entre «étrangers» et «natifs», et l'accès à la terre pour une personne extérieure y devient difficile. L'extension des cultures arbustives a engendré une certaine forme d'appropriation personnelle de la terre.

Quelques zones au nord du mont Cameroun et au nord de Kumba sont colonisées par un petit nombre de planteurs installés auprès des pistes ouvertes par les sociétés forestières.

Des plaines intérieures comme celle de Ndop où les vallées de la Menchum ou de la moyenne Meme pourraient offrir aux colons des possibilités d'installation si des travaux de voirie et de maîtrise des eaux étaient réalisés.

L'intensification de l'agriculture doit aussi bien être recherchée dans une régénération de la cacaoyère très ancienne que dans la diversification des cultures ou dans l'aménagement de secteurs géographiques limités. L'aviculture, la pisciculture, la production de choux ou de pommes de terre sont des exemples intéressants. La mise en valeur rizicole de la moyenne vallée de la Menchum, la valorisation de la palmeraie du secteur de Kembong constituent des expériences limitées mais pleines d'enseignement.

La région n'offre à l'industrie que des possibilités très limitées. Il serait hasardeux d'attendre beaucoup de cette activité. Il n'existe pas de ressource minière importante présentement. De l'énergie hydro-électrique pourrait être obtenue de chutes situées sur la Sanje (Idenau Estate), la Meme ou la Menchum, mais dépasserait les possibilités de consommation locale. La main-d'œuvre qualifiée manque ainsi que les consommateurs. Cette activité ne pourrait être créée qu'avec l'aide extérieure en l'absence de capitaux locaux. Le seul facteur favorable à la création d'établissements industriels est la proximité de Douala. La création d'un port en eau profonde dans le Fako serait à coup sûr positive.

L'originalité des paysages du mont Cameroun, du Bakossi et des Grassfields, la présence de centaines de lacs de cratères dans des cadres montagnards, le maintien d'une culture vivante (qui n'a pas encore versé dans le folklore), des plages de sable noir, devraient logiquement provoquer l'essor du tourisme. Mais les possibilités d'hébergement sont réduites, les routes mauvaises. De plus, l'organisation des loisirs est nulle. Il semble nécessaire d'adapter les futurs «complexes touristiques» au type de clientèle souhaitée : internationale ou camerounaise, aisée ou populaire. Actuellement, quelques hôtels et gîtes d'étape rudimentaires existent. Seule, Victoria reçoit des touristes allemands venus en charters. Les plages de la West Coast sont, depuis l'ouverture de la route Tiko-Douala, utilisées par les habitants de Douala. Dans ce domaine, les atouts de la région sont très importants, mais l'exemple du Nord montre les limites et les

méfaits du tourisme. Dans une région pauvre, il monétarise toutes les relations et contribue à faire naître de nouveaux petits métiers parasites. Ce qu'il apporte en contrepartie est mince et ne saurait remplacer une activité productive.

L'effort doit, pour être réaliste, porter sur l'agriculture, l'amélioration et l'extension du réseau routier, la formation des hommes. Les voies de communication doivent être améliorées et étendues pour développer l'ensemble des activités et désenclaver les zones marginales. De même, il apparaît que la formation des hommes doit être plus diversifiée et adaptée aux réalités locales. Il importe enfin de chercher à diminuer dans tous les domaines la dépendance à l'égard de l'extérieur, tant en ce qui concerne les ressources que les cadres ou les capitaux. C'est une question de choix mais aussi de temps.

Bordeaux, septembre 1972

annexes

1 - TABLEAUX DE LA POPULATION

Groupements	Ethnies dominantes	Année	Population	Superficie km2	Densité rurale
Département de Fako (chef-lieu : Victoria)					
*Arrondissement de Victoria **					
Victoria Area Council					
Victoria agglomération	divers	1967 (est.)	24900		
Victoria	divers	1968 (est.)	12326	546	22,57
Bakweri Area Council					
Buea agglomération	divers, Bakweri	1968 (est.)	15850		
Bonjongo	Bakweri, divers	1966-1967	5366	111	48,34
Buea	Bakweri, divers	1968 (est.)	5720	150	38,13
Muea	Bakweri, divers	1966-1967	8593	112	76,72
			19679	373	52,75
Mont Cameroun				188	
Total de l'arrondissement, sans Buea et Victoria			32005	919	34,82
Arrondissement de Muyuka					
Muyuka Area Council (= Balong A. C.)					
Muyuka agglomération	divers	1966-1967	8657		
Muyuka	divers, Bakweri, Balong	1966-1967	16941	434	39,03
Mont Cameroun				32	
*Arrondissement de Tiko**					
Tiko Area Council					
Tiko agglomération	Ibo, divers	1968 (est.)	13185		
Bwinga (Mutengene)	Ibo, divers, Bakweri	"	9667	147	65,76
Modeka	divers, Mungo	"	12055	212	56,86
Tiko	divers	"	2714	125	21,71
Total de l'arrondissement, sans Tiko			24436	484	50,48
Département de la Manyu (chef-lieu : Mamfé)					
Arrondissement de Mamfé					
Mamfé Area Council					
Mamfé agglomération	Banyang, divers	1967	11729		
Bachuo Akagbe	Banyang, Biteku	"	8567	1034	8,28
Ekwe (Inokum)	Ejagham	"	3575	745	4,79
Keaka (Kembong)	Ejagham	"	18895	1155	16,35
Mamfé (Nchamti)	Banyang	"	5639	287	19,64
Obang (Bakogo)	Ejagham	"	2740	542	5,05
Tinto	Banyang	"	9765	786	12,42
Total de l'arrondissement sans Mamfé			49181	4549	10,81
Réserves forestières				1219	

* Le recencement administratif étant fortement sous-estimé pour les villes et les plantations des arrondissements de Victoria et de Tiko, nous avons retenu les données de la C.D.C. pour ses camps en 1968, et réévalué la population urbaine d'après les données des listes électorales et de l'enquête démographique par sondage de 1964.

Groupements	Ethnies dominantes	Année	Population	Superficie km2	Densité rurale
Arrondissement d'Akwaya					
Akwaya Area Council					
Akwaya centre	Assumbo	1967	463		
Assumbo (Tinta)	Assumbo, Ochebe, Ama	"	8635	787	10,97
Boki (Ekukesem I)	Boki	"	2258	308	7,33
Mbulu	Manta, Amassi	"	6059	692	8,75
Messaga (Ballin)	Messaga Ekol	"	4991	303	16,47
Takamanda (Assam)	Anyang	"	5297	722	7,33
Total de l'arrondissement, sans Akwaya			27240	2812	9,68
Réserves forestières				878	
Arrondissement de Fontem					
Nweh-Mundani Area Council					
Fontem village et centre	Bangwa	1967	9163	194	81,54
Fontem	Bangwa	"	6656		
Bamumbu	Mundani	"	11192	137	81,69
Bechati	Mundani	"	4626	46	100,56
Fossungu	Bangwa	"	7748	221	35,05
Total de l'arrondissement			39385	598	65,86
Département de la Meme (chef-lieu : Kumba)					
Arrondissement de Kumba					
Kumba Area Council					
Kumba agglomération*	Ibo, Bafaw, divers	1967	37065		
Kumba	Bafaw, Balong, divers	"	11346	346	32,79
Réserve forestière				28	
Bille Area Council					
Mbonge bourg	Ibo, Mbonge, divers	1967	3465		
Bakundu Kombone (S. Bakundu)	Bakundu, divers	"	20330	507	40,09
Bakundu Ndoi (N. Bakundu)	Bakundu	"	8270	309	26,76
Bamboko	Bamboko, Bai Balong, divers	"	8071	478	16,88
Mbonge Bekondo	Mbonge	"	13260	680	19,50
Mbonge Marumba	Mbonge, divers	"	3283	193	17,01
Total Bille Area Council, sans Mbonge			53214	2167	24,55
Réserves forestières				482	
Total de l'arrondissement, sans Kumba et Mbonge			64560	2513	25,69

* Le chiffre donné pour la population de Kumba est supérieur de 10% au résultat donné par le recensement administratif, ceci pour tenir compte de la sous-estimation constatée en milieu urbain.

Groupements	Ethnies dominantes	Année	Population	Superficie km2	Densité rurale
Arrondissement de Bangem					
Bakossi Area Council					
Bangem centre	Bakossi (Bangem)	1967	1197		
Bangem	Bakossi (Elung, Nhia, Ninong)	"	9536	118	80,81
Enyandong	Bakossi (Asomenge)	"	4743	231	20,53
Total de l'arrondissement, sans Bangem			14279	349	40,91
Arrondissement de Nguti					
Nguti Area Council					
Nguti bourg	Mbo, divers	1967	1564		
Elumba (lower Mbo)	Mbo	"	3145	385	8,16
Fowung (upper Mbo)	Mbo	"	2995	74	40,47
Manyemen (upper Balong)	Balong	"	3917	403	9,71
Mungo Ndor	Ngemingu, Bassossi	"	2691	428	6,28
Nguti	Mbo, Bassossi	"	632	199	3,17
Total de l'arrondissement, sans Nguti			13380	1489	8,98
Réserve forestière				242	
Arrondissement de Tombel					
Bakossi Area Council					
Tombel ville	Bakossi, Bamiléké, divers	1967	6262		
Ngusi (S. Bakossi)	Bakossi, divers	"	15588	500	31,17
Nyandong (W. Bakossi)	Bakossi	"	3062	641	4,77
Total de l'arrondissement, sans Tombel			18650	1141	16,34
Réserve forestière				76	
Département de la Menchum * (chef-lieu : Wum)					
Arrondissement de Wum					
Wum Area Council					
Wum agglomération	Aghem, divers	1968 (est.)	11000		
Abar (lower Fungom)	Fungom	"	6540	1113	5,87
Aghem (Wum)	Aghem	"	5000	534	9,36
Esimbi (Benakuma)	Esimbi	"	12000	363	33,05
Modelle	Beba-Befang	"	10700	291	36,76
Zoa (upper Fungom)	Fungom	"	16830	1460	11,52
Total de l'arrondissement, sans Wum			51070	3761	13,57
Réserves forestières				728	

* Le recensement administratif de 1966-1967, nettement surestimé, a été corrigé par utilisation de l'enquête démographique par sondage (1964), des listes d'imposables et des listes électorales.

Groupements	Ethnies dominantes	Année	Population	Superficie km2	Densité rurale
Arrondissement de Fundong					
Kom-Bum Area Council					
Fundong centre	Kom, Hausa	1968 (est.)	500		
Kom (Njinikom)	Kom, Fulani	"	49560	845	58,65
Bum (Su-Bum)	Bum, Fulani	"	7440	678	10,97
Total de l'arrondissement, sans Fundong			57000	1523	37,42
Réserves				113	
Département de la Mezam (chef-lieu : Bamenda)					
Arrondissement de Bamenda					
Bamenda agglomération *	Ngemba, Bafut, divers	1968 (est.)	25900		
Bafut Area Council					
Bafut Njinteh	Bafut	1968	30053	342	87,87
Bafut Tubah	Bafut	1967-1968	26100	436	59,86
Total Bafut Area Council, sans Bamenda			56153	778	72,17
Réserve forestière				11	
Mankon Area Council					
Mankon	Ngemba	1967	15789	319	49,49
Bali Area Council = District de Bali					
Bali Nyonga	Bali Chamba	1967-1969	25878	191	135,48
Santa Area Council					
Santa bourg	Ngemba	1967	3214		
Santa	Ngemba, Bali	1967-1968	30931	508	60,88
Réserve forestière				34	
Total de l'arrondissement, sans Bamenda et Santa			128751	1796	71,68
Arrondissement de Ndop					
Ndop village et centre	Ndop, Hausa	1967	6419	920	68,33
Bamunka (= Ndop)	Ndop, Bamun, Hausa, Fulani	1968-1969	56449		
Balikumbat	Bali Chamba	1968-1969	12704	197	64,48
Total de l'arrondissement			75572	1117	67,65

* La ville de Bamenda s'étend sur trois chefferies différentes (Bafreng, Mankon et Mendankwe) et sur deux groupements (Bafut Tubah et Mankon). Selon notre estimation reposant sur le nombre d'électeurs inscrits en 1970, 18900 h se trouvaient sur le territoire de Mankon, 4900 h sur celui de Bafreng et 2100 h dans la Station (Mendankwe).

Groupements	Ethnies dominantes	Année	Population	Superficie km2	Densité rurale
Département de la Momo* (chef-lieu : Mbengwi)					
Arrondissement de Mbengwi					
Widekum Area Council					
Mbengwi centre	Meta (Menemo)	1968 (est.)	1388		
Meta (Tudig)	Meta (Menemo)	"	21326	339	62,90
Ngie (Andek)	Ngie	"	19489	250	77,95
Ngwaw	Ngwaw (Ngwo)	"	11134	283	39,34
Total de l'arrondissement, sans Mbengwi			51949	872	59,57
Arrondissement de Batibo					
Widekum Area Council					
Batibo village et centre (Aighwi)	Moghamo (Mogamaw)	1968 (est.)	5460	387	87,47
Batibo (Moghamo)	Moghamo (Mogamaw)	1968 (est.)	28391		
Menka	Menka, Ambelle	1967	5685	305	18,63
Widekum	Widekum	1967	6900	170	40,58
Total de l'arrondissement			46436	862	53,87
Département de la Ndian ** (chef-lieu : Mundemba)					
Arrondissement de Mundemba					
Ndian Area Council					
Mundemba centre	Bima	1968	171		
Ndian	Bima, Isangele, divers	"	9146	1197	7,64
Toko	Ngolo, Batanga	"	14431	1191	12,11
Total de l'arrondissement sans Mundemba			23577	2388	9,87
Réserves forestières				1214	
Arrondissement de Bamusso					
Ndian Area Council					
Bamusso centre	Nigerians, Bakolle	1968	1393		
Bakolle 1	Nigerians	1968 (est.)	15107	673	22,44
District de Jabane					
Jabane centre	Ibibio	1968 (est.)	500		
Bakolle 2	Nigerians	"	11800	485	24,32
Total de l'arrondissement, sans Bamusso et Jabane			26907	1158	23,23

* Les résultats du recensement administratif sous-évalués ont été ajustés en ajoutant 10% de plus aux groupements meta ngie et ngwaw,et 15 % au groupement moghamo. Les résultats des groupements menka et widekum,recensés avec Mamfé, n'ont pas été modifiés.

**De nombreux villages n'ont pas été recensés dans ce département et les résultats obtenus pour l'arrondissement de Bamusso, peuplé de Nigerians, sont très sous-estimés. Il a été difficile d'effectuer une estimation de la population réelle, les listes électorales, les listes d'imposables n'étant d'aucune utilité. Le nombre et la taille des campements de pêcheurs ne sont, par ailleurs, pas connus et varient selon les saisons.

Groupements	Ethnies dominantes	Année	Population	Superficie km2	Densité rurale
Arrondissement d'Ekundu Titi					
Ndian Area Council					
Ekundu Titi C.	Nigerians, Balundu	1968	1860		
Balue (Betenge)	Balue	«	9889	491	20,14
Balundu (Ekundu Titi)	Balundu, divers	«	9920	880	11,27
Total de l'arrondissement, sans Ekundu Titi			19809	1371	14,44
Réserve forestière				145	

Récapitulation par département et arrondissement
(Densité générale)

Département	Arrondissement	Population	Superficie km2	Densité
Fako	Victoria	72755	1107	65,72
	Muyuka	25598	466	54,93
	Tiko	37621	484	77,72
		135974	2057	66,10
Manyu	Mamfé	60910	5768	10,55
	Akwaya	27703	3690	7,50
	Fontem	39385	598	65,86
		127998	10056	12,72
Meme	Kumba	105090	3023	34,76
	Bangem	15476	349	44,34
	Nguti	14944	1731	8,63
	Tombel	24912	1217	20,47
		160422	6320	25,38
Menchum	Wum	62070	4489	13,82
	Fundong	57500	1636	35,14
		119570	6125	19,52
Mezam	Bamenda	157865	1841	85,74
	Ndop	75572	1117	67,65
		233437	2958	78,91
Momo	Mbengwi	53337	872	61,16
	Batibo	46436	862	53,87
		99773	1734	57,53
Ndian	Mundemba	23748	3602	6,59
	Bamusso	28800	1158	24,87
	Ekundu Titi	21669	1516	14,29
		74217	6276	11,82
Total		951391	35526	26,78

Récapitulation par Area Council
(Densité générale)

Area Council	Population	Superficie km2	Densité
Akwaya	27703	3690	7,50
Bafut (Tubah)	63153	789	80,04
Bakossi (Bangem)	40388	1566	25,79
Bakweri (Buea)	35529	561	63,33
Bali	25878	191	135,48
Bille (Mbonge)	56679	2649	21,39
Kom-Bum (Njinikom)	57500	1636	35,14
Kumba	48411	374	129,44
Mamfé	60910	5768	10,55
Mankon	34689	319	108,74
Muyuka	25598	466	54,93
Ndian	74217	6276	11,82
Ndop	75572	1117	67,65
Nguti	14944	1731	8,63
Nweh-Mundani (Fontem)	39385	598	65,86
Santa	34145	542	62,99
Tiko	37621	484	77,72
Victoria	37226	546	68,17
Widekum (Mbengwi)	99773	1734	57,53
Wum	62070	4489	13,82
Total	951391	35526	26,78

Agglomérations urbaines, centres administratifs et autres centres secondaires

1 - Agglomérations urbaines

Kumba	1967 **	Kumba (35000 h) + Mambanda (2065 h)	37065
Bamenda	1968 *	Mankon (18900 h) + Bafreng (4900 h) + Station (2100 h)	25900
Victoria	1967 **	Victoria (19525 h) + Bota CDC (1005 h) + Limbe CDC (2384 h) + Middle Farm CDC (1986 h)	24900
Buea	1968 **	Buea (10830 h) + Great Soppo (2240 h) + Small Soppo (1430 h) + Bokwango (1350 h)	15850
Tiko	1968 **	Tiko Town (8500 h) + Costains CDC (2442 h) + Water Tank CDC (2243 h)	13185
Mamfé	1967	Mamfé (10126 h) + Besongabang (1603 h)	11729
Wum	1968 *	agglomération composée de villages fédérés (Cheregha, Magha, Naikom, Su, Waindo, Zongefu, Zongeku)	11000
Muyuka	1967	Muyuka (6225 h) + Yoké (2432 h)	8657

2 - Centres administratifs (Stations)

a - chefferies

Bali	1967	23307
Fontem	1967	9163
Ndop	1967	6419
Batibo	1967 **	5460

b - bourgs ou villages

Tombel	1967	6262
Mbonge	1967	3465
Santa	1967	3214
Fundong	1968 *	2500
Ekundu Titi	1968	1860
Nguti	1967	1564
Bamusso	1968	1393
Mbengwi	1967 **	1388
Bangem	1967	1197
Jabane	1968 *	500
Akwaya	1967	463
Mundemba	1968	171

3 - Autres centres secondaires (camps de plantation exclus)

a - chefferies

Bafut centre	1968 *	17400
Balikumbat	1969	10827
Mmem	1967 *	7200
Bambui	1967	4634
Ngwo	1967 **	4711
Weh	1967 *	3600
Guzang	1967 **	3527

b - bourgs ou villages

Njinikom	1967 *	7200
Ossing	1967	4548
Kembong	1967	4070
Mutengene	1967	3634
Ekumbe Bonji	1967	3455
Ekona Mbenge	1967	2962
Kombone Mission	1967	2243
Dikume Balue	1968	2610
Big Bekondo	1967	2236
Modeka	1967	2170
Nkiko	1968	2070
Muea	1967	2068
Manyemen	1967	1795

* estimation

** ajustement du recensement administratif

2 - ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE ET DE CARTOGRAPHIE

Le Cameroun Occidental a été jusqu'ici peu étudié. Délaissé lors de son intégration à la région orientale du Nigeria, après avoir été, pendant une courte période, une région modèle dans le Cameroun allemand, il n'a pas attiré de nombreux chercheurs, sauf dans la région côtière qui est la mieux connue en même temps que la plus développée.

Les trois-quarts des titres cités sont en langue anglaise. Bien peu ont été traduits en langue française. Pour que le lecteur ne soit pas perdu dans l'ensemble de ces titres nous les avons classés en fonction du sujet traité. Il y a cependant quelques ouvrages généraux qui apportent informations et idées dans beaucoup de domaines, alors que de nombreux titres intéressent seulement des points de détail ou n'apportent que fort peu de vues nouvelles sur des questions générales. De plus, nombre de ces titres ont paru sous forme multigraphiée ou ont été tirés en un tout petit nombre d'exemplaires. Beaucoup sont introuvables localement, à Buea ou Yaoundé. A Londres, et seulement dans un petit nombre de bibliothèques (International African Institute, School of Oriental and African Studies, etc..) il est possible d'avoir accès à certains de ces documents.

Pour le lecteur désireux de compléter son information sur la région nous avons sélectionné les titres suivants :

ARDENER, E.W., ARDENER, S.G., WARMINGTON, W.A. - *Plantation and village in the Cameroons. Some economic and social studies.*

CHILVER, E.M., KABERRY, P.M. - *Traditional Bamenda. The pre-colonial history and ethnography of the Bamenda Grassfields.*

HAWKINS, P., BRUNT, M. - *Report to the government of Cameroon on the soils and ecology of West Cameroon (A broad reconnaissance survey with special reference to the Bamenda area).*

KABERRY, P.M. - *Women of the Grassfields. A study of the economic position of women in Bamenda.*

S.E.D.E.S. - *La population du Cameroun Occidental* (ouvrage traduit en anglais).

Rappelons que la région de Bamenda, dont une part seulement figure dans cet atlas, a été traitée par J. CHAMPAUD dans l'Atlas Régional Ouest 2.

■

1 – MILIEU PHYSIQUE (géologie, pédologie, climatologie, végétation, environnement)

ARDENER, E.W., MAC ROW, D.W. - 1959 - Cameroon Mountain. *Nigeria Magazine*, 62, pp.230-245, 15 ph.

BIESSEN, J. Van - 1957 - Annual and monthly rainfall maps. Southern Cameroons, C.D.C. Research Ekona.

BIESSEN, J. Van - 1960 - Annual and monthly sunshine maps. Southern Cameroons. C.D.C. Research Ekona.

COLLIGNON, F., MAILLARD, P. - 1966 - Étude magnétique de la région du Mont Cameroun. ORSTOM, 16 p. multigr.

DUCKWORTH, E.H. - 1951 - Crater lakes in Bamenda province. *Nigeria Magazine*, 37, pp.65-79.

DUMORT, J.C. - 1968 - *Carte géologique de reconnaissance à l'échelle du 1/500000. Notice explicative sur la feuille Douala-Ouest.* B.R.G.M., Imprimerie Nationale, Yaoundé, 69 p.

EDELMAN, C.H., HASSELO, H.N. - 1958 - Technical report on observations made on soils in M'bonge, Mukonje, Ekona, Idenau and Tiko. C.D.C. memorandum.

GERMAIN, M., GRENIER, P., MOUCHET, J. - 1968 - Les Simulies du Cameroun Occidental. Influence du milieu physique sur leur répartition. *Cah. ORSTOM, sér. Entomol.méd.*, VI, 2, pp.167-190.

GEZE, B. - 1942 - Observations sur les sols du Cameroun Occidental. *Ann. agronomiques*, pp.104-131.

GEZE, B., JEREMINE, E. - 1943 - 1. *Géographie physique et géologie du Cameroun Occidental.* 2. *Contribution à l'étude pétrographique du Cameroun Occidental. Mém. Mus. Hist. nat.*, nouv.série, XVII, Paris, 320 p.

GUILLAUME, G.M.D. - 1966 - *Notes on the Cameroon Mountain.* Government Printer, Buea, 16 p.

GUILLAUME, G.M.D. - 1968 - Quelques considérations sur les biotopes forestiers de la province de Victoria (Cameroun Occidental) en relation avec les facteurs du milieu. *Bull. fondamental d'Afrique noire*, XXX, A, 3, pp.898-918.

HASSELO, H.N. - 1961 - *The soils of the lower eastern slopes of the Cameroon Mountain and their suitability for various perennial crops.* H. Veenman en zonen n.v., Wageningen, 67 p.

HASSELO, H.N., SWARBRICK, J.T. - 1960 - The eruption of the Cameroon Mountain in 1959, observation on the lava flow and its initial flora. *J. West Afric. Sci. Assoc.*, 2, pp.96-101.

HAWKINS, P., BRUNT, M. - 1965 - *Report to the government of Cameroon on the soils and ecology of West Cameroon. A broad reconnaissance survey with special reference to the Bamenda area.* F.A.O. report, 2083, Rome, 516 p. multigr., phot., 10 cartes h.t.

JEFFREYS, M.D.W. - 1943 - The mineral springs of Bamenda. *Farm and Forest*, IV, pp.173-178.

JOHNSTONE, A.T. - 1947 - A list of plants collected in Bamenda Division and identified at the herbarium. Kew. Oxford Forestry Herbarium, unpublished.

KEAY, R.W.J. - 1958 - Montane vegetation and flora in the British Cameroons. *Proceed. Linnean Soc.*, 165, 2, pp.140-143.

LAMB, K.M. - 1957 - Exotic forest trees in the Southern Cameroons. *Proc. 7th Brit. Commonw. For. Conf.*

LEFEVRE, R. - 1967 - Aspects de la pluviométrie dans la région du Mont Cameroun. *Cah. ORSTOM, sér. Hydrol.*, IV, pp.15-45.

LE FUR, Y. - Mission socle-crétacé. Rapport 1964-1965 sur les indices de plomb et zinc du golfe de Mamfé. Rapp. B.R.G.M.

LETOUZEY, R. - 1968 - *Étude phytogéographique du Cameroun.* Le Chevalier, Paris, 511 p.

LIGHTBODY, J.S. - 1952 - The mountane grassland forests of Bamenda, Cameroons. Some factors influencing their structure and composition. 42 p., typescript, Internal Rep. Colon. For. Serv. Nigeria Forestry thesis, Oxford.

MAITLAND, T.D. - 1932 - The grassland vegetation of the Cameroon Mountain. *Kew Bull.*, 9, pp.417-425.

PERONNE, Y. - Notice explicative sur les feuilles Wum-Banyo. Direction des Mines et de la Géologie, Yaoundé, 46 p., multigr.

PUGH, J.C. - 1954 - High-level surfaces in the eastern highlands of Nigeria. *South Afric. Geograph. J.*, 36, pp. 31-42.

RICHARDS, P.W. - 1963 - Ecological notes on West African vegetation. The Upland Forests of Cameroon Mountain. *J. of Ecology*, 51, pp.529-554.

SMITH, J. - 1941 - Forest and forestry in the Cameroons, an introduction. *The Nigerian Forester*, vol.2, 2, pp. 62-68.

SUCHEL, J.B. - 1971 - La répartition des pluies et les régimes pluviométriques au Cameroun. Dactylogr., Bordeaux, 286 p.

SWARDT, A.M.J. de - 1954 - The 1954 eruption of Cameroon Mountain. *Records of the geological Survey of Nigeria*, pp. 35-40.

VALLERIE, M. - 1968 - Notice explicative. Carte pédologique du Cameroun Occidental au 1/1000000. Centre ORSTOM, Yaoundé, 70 p., multigr.

WILSON, R.C. - Notes on the geology of Mamfe Division. *Occasional Paper 6, Geological Survey of Nigeria.*

2 – HISTOIRE, ADMINISTRATION, GÉOGRAPHIE POLITIQUE

ANDERSEN, K. - 1961 - Report on the economic aspects of a possible reunification of the British Cameroons with the republic of Cameroon. Yaoundé, 52 p.

ANENE, J.C. - 1961 - The Nigeria-Southern Cameroons boundary : an ethno-political analysis. *J. of the Histor. Soc. of Nigeria*, II, 2, pp.186-195, Ibadan.

ANENE, J.C. - 1971 - *The frontiers of Nigeria.* Longmans, London.

ARDENER, E.W. - 1954 - Democracy in the Cameroons. *West Africa*, 1932, p. 203.

ARDENER, E.W. - 1958 - The «Kamerun idea». *West Africa*, 2147, p. 533 et 2148, p.559.

ARDENER, E.W. - 1962 - The political history of Cameroon. *World Today*, pp.341-350.

ARDENER, E.W. - 1965 - *Historical notes on the scheduled monuments of West Cameroon.* Government Print., Buea, 16 p.

ARDENER, E.W. - 1967 - The nature of the reunification of Cameroon. *In : African integration and desintegration.* Ed. by A. Hazlewood, London, pp.285-337.

ARDENER, E.W. - 1968 - Documentary and linguistic evidence for the rise of the trading politics between Rio del Rey and Cameroons, 1500-1650. *In : History and Social Anthropology.* Ed. by I.M. Lewis London, pp.81-126.

BEDERMAN, S.H. - 1966 - Plantation agriculture in Victoria Division : an historical introduction. *Geography*, 51, Sheffield, pp.349-360.

BENJAMIN, J. - 1971 - Dix ans de fédéralisme camerounais, 1961-1970. *In : Fédéralisme et nations,* ed. by R. Serbyn, pp.279-290.

CHILVER, E.M. - 1962 - Nineteenth century trade in the Bamenda grassfields. *Afrika und Ubersee,* 45, pp. 233-258.

CHILVER, E.M. - 1963 - Native administration in the West Central Cameroons (1902-1954). *In : Essays in Imperial Government,* Robinson and Madden, Oxford, pp. 89-139.

CHILVER, E.M. - 1966 - *Zintgraff's explorations in Bamenda, Adamawa and the Benue lands, 1889-1892.* Government Printer, Buea, 34 p.

CHILVER, E.M. - 1967 - Paramountcy and protection : the Bali and the Germans 1889-1916. *In : German and Britain in Africa.* ed. by Gifford, pp. 479-511.

CHILVER, E.M. - 1967 - The Bangwa and the Germans : a tail piece. *J. of the Histor. Soc. of Nigeria*, Ibadan, 4, dec.1967, pp. 155-160.

CHILVER, E.M., KABERRY, P.M. - 1970 - Chronology of the Bamenda grassfields. *J. of Afric. History,* XI, 2, London, pp. 249-257.

D.K.B. : *Deutsches Kolonial Blatt.*

D.K.L. : *Deutsches Kolonial Lexikon.* Ed. Schnee H., Leipzig.

Documentation française - 1961 - Le Cameroun sous tutelle britannique à l'heure du plébiscite. *Notes et Études document.,* 2756.

Documentation française - 1962 - L'Organisation économique et sociale de l'État Fédéré du Cameroun Occidental. *Notes et Études document.,* 2496, 31 p.

DUNSTAN, E. - 1965 - A Bangwa account of early encounters with the german colonial administration. *J. of the Histor. Soc. of Nigeria,* 3, 2, pp. 403-413.

HAILEY, Lord - 1951 - *Native administration in the British African territories.* H.M.S.O., London, part.III, pp. 89-95, 147-148, 151, 161-162, 172, 175, 176-182.

Her Majesty's Government (H.M.G.) - 1924-1939 - *Report ... on the British mandated sphere of the Cameroons for the year 1923.*
Report ... on the administration under mandate of the British Cameroons for the years 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938. H.M.S.O., Colonial Numbered series, 58/6, 16, 22, 26, 34, 42, 54, 64, 76, 89, 99, 108, 118, 131, 153, 170.

Her Majesty's Government (H.M.G.) - 1948-1960 - *Report ... on the administration of the Cameroons under United Kingdom trusteeship for the year* 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959. H.M.S.O., Colonial Numbered Series, 58/221, 244, 262, 276, 288, 299, 309, 318, 325, 334, 340, 341, 350.

JEFFREYS, M.D.W. - 1951 - Neolithic stone implements (Bamenda, British Cameroons). *Bull. Inst. fr. Afr. noire,* 13, pp. 120-123.

JEFFREYS, M.D.W. - 1963 - Traditional sources prior to 1890 for the grassfield Bali of North Western Cameroons. *Afrika und Ubersee,* XLVI, 3, pp.168-199, et 4, pp. 296-313.

KABERRY, P.M., CHILVER, E.M. - 1965 - Sources of the nineteenth century slave trade : the Cameroons highlands. *J. of Afric. Histor.,* vol. VI, 1.

KELLER, W. - 1969 - *The history of the presbyterian church in West Cameroon.* Presbook Printing Department, Victoria, 160 p.

LEAUTE, J. - 1961 - Rapport sur l'organisation économique et sociale du Cameroun Occidental. G.I.C.A.M.

LE VINE, V.T. - 1964 - *The Cameroons from mandate to independence* (see chap.VIII, pp.193-214). Univers. of California Press, Berkeley and Los Angeles, 329 p.

LE VINE, V.T. - 1970 - A contribution to the political history of Cameroon : the United Nations and the internal politics of decolonisation ; the termination of the British Cameroons trusteeship. *Abbia*, 24, Yaoundé, pp. 65-90.

MICHEL, M. - 1970 - Les plantations allemandes du Mont Cameroun 1885-1914. *Rev. Hist. O.M.*, LVII, 207, pp. 183-213.

MIGEOD, F.W.H. - 1923 - *Through British Cameroons.*

MVENG, E. - 1963 - *Histoire du Cameroun.* Présence afric., Paris, 533 p.

PHILIPSON, S. - 1959 - *Financial and administrative consequences to the Southern Cameroons of separation from the Federation of Nigeria.* Federal Government printer, Lagos, 56 p.

PRESCOTT, J.R.V. - 1959 - Les régions politiques des Camerouns anglo-français. *Annales Géogr.*, Paris, 367, pp. 263-267.

PRESCOTT, J.R.V. - 1961 - La géographie politique du Cameroun septentrional sous mandat britannique. *Annales Géogr.*, Paris, 377, pp. 86-90.

PRESCOTT, J.R.V. - 1962 - The evolution of the anglo-french inter-Cameroons boundary. *Nigeria Geogr. J.*, 5, 2, pp. 103-120.

RELLY - 1945 - Quelques notes sur les noms et titres du Grassfield. *Bull. Soc. Études Cameroun.*, 10, pp. 77-83.

RUBIN, N. - 1971 - *Cameroun : an african federation.* Pall Mall Press, London, Library of African Affairs, X, 259 p.

RUDIN, H.R. - 1938 - *Germans in the Cameroons 1884-1914. A case study in modern imperialism.* Hamden Conn. Archon books 1968 (reprint), 456 p.

STOECKER, H. *et al.* - 1960 - *Kamerun unter Deutscher Kolonialherrschaft.* Tome 1.
1968 - *Deutscher Verlag der Wissenschaften.* Tome II. Schreihe Inst. Allgemeine Geschichte, Berlin Est, 288 + 273 p.

Victoria Centenary Comittee - 1958 - *Victoria, Southern Cameroons (1858-1958).* Basel Mission Press, London, 103 p.

West Cameroon Government - *West Cameroon Official Gazette and supplement (from 1915).* Government printer, Buea.

3 – POPULATION, ETHNOLOGIE, LINGUISTIQUE

AJ AYAH, P. - 1969 - Oliti (Akwaya district, West Cameroon). *African Arts*, III, 1, Los Angeles, pp. 68-76.

ARDENER, E.W. - 1956 - *Coastal Bantu of the Cameroons.* Ethnographic Survey of Africa, Internat.Afric. Inst., O.U.P., London, 116 p.

ARDENER, E.W. - 1958 - Wovea islanders. *Nigeria Magazine*, 59, pp. 308-321, 16 phot.

ARDENER, E.W. - 1959 - Bakweri elephant dance. *Nigeria Magazine*, 60, pp. 30-38.

ARDENER, E.W. - 1970 - Witchcraft economics and the continuity of belief (Bakweri, West Cameroon). *In : Witchcraft, confessions and accusations.* Ed. by M. Douglas, London, pp. 141-160.

BEGERT, W. - 1965 - List of all the villages of the Grassfield area : Bamenda, Nkambe and Wum divisions. Dept of Community Develop., Buea, 10 p., 33 sketch maps, multigr.

BRAIN, R. - 1969 - Bangwa (Western Bamileke) marriage wards. *Africa*, XXXIV, 1, pp.11-23.

BRAIN, R., POLLOK, A. - 1971 - *Bangwa funerary sculpture.* Duckworth XII, London, 148 p.

BRUENS, A. - 1942-1945 - The Structure of Nkom and its relations to Bantu and Soudanic. *Anthropos*, XXXVII/XL, 4-6, pp. 826-866.

CHILVER, E.M. - 1964 - A Bamileke community in Bali-Nyonga : Notes on the Bawock. *African Studies*, 23, Johannesburg.

CHILVER, E.M. - 1965 - Meta village chiefdoms of the Bome valley. *Nigerian Field*, XXX, 1-2, pp.4-18, pp. 52-59.

CHILVER, E.M., KABERRY, P.M. - 1963 - Traditional government in Bafut, West Cameroon. *Nigerian Field*, XXVIII, 1, pp. 4-30.

CHILVER, E.M., KABERRY, P.M. - 1966 - Notes on the precolonial history and ethnography of the Bamenda grassfields. Draft section of The history of peoples and civilisations of Cameroon. Ed. by C. Tardits, III + 140 + XXVII p.

EJEDEPANG KOGE, S.N. - 1972 - The tradition of a people : Bakossi. Yaoundé, 354 p., 43 fig., multigr.

JEFFREYS, M.D.W. - 1954 - An extinct jewish colony (Victoria, Cameroons). *Jewish Affairs*, 9, 11, p.43.

JEFFREYS, M.D.W. - 1957 - The Bali of Bamenda. *African Studies*, 16/12, pp. 108-113.

JEFFREYS, M.D.W. - 1962 - Some notes on the Bum. *Nigerian Field*, 27, 4, pp. 171-184.

JEFFREYS, M.D.W. - 1963 - Some notes on the customs of the Grassfield Bali of North Western Cameroons. *Afrika und Ubersee*, 66, 3, pp. 161-168.

JEFFREYS, M.D.W. - 1964 - Who are the Tikar ? *African Studies*, 23, 3/4, Johannesburg, pp. 141-153.

KABERRY, P.M. - 1962 - Retainers and Royal Households in the Cameroons Grassfields. *Cah. Ét. afric.*, III, 2, 10.

KABERRY, P.M., CHILVER, E.M. - 1961 - An outline of the traditional political system of Bali-Nyonga. *Africa*, XXI, 4, pp. 355-371.

KABERRY, P.M., CHILVER, E.M. - 1967 - The kingdom of Kom in West Cameroon. *In : West African Kingdoms in the Nineteenth Century.* Ed. by D. FORDE and P.M. KABERRY, Internat. Afric. Inst., O.U.P., London, pp. 123-151.

MAC CULLOCH, M., LITTLEWOOD, M., DUGAST, I. - 1954 - *Peoples of the Central Cameroons.* Internat. Afric. Inst., London, 174 p.

MAFIAMBA, P.C. - 1965 - Notes on the Esimbi of Wum division. *Abbia*, 8, Yaoundé, pp. 5-12.

MAFIAMBA, P.C. - 1966 - The Ekot-Ngba of Mamfe division. *Abbia*, 14-15, Yaoundé, pp. 89-97.

NJOB, C.N. - 1971 - Introduction to the study of the traditions of the chiefdoms of West Cameroon. Federal linguistic and cultural centre, Yaoundé, 118 p., multigr.

RICHARDSON, I. *et al.* - 1956-1957 - *Linguistic survey of the Northern Bantu borderland.* I and II. Internat. Afric. Inst., O.U.P., 146+ 95 p.

RITZENTHALER, R., RITZENTHALER, P. - 1962 - *Cameroons village : an ethnography of the Bafut.* Public. in Anthropology, 8, Milwaukee Public Museum (Wisconsin), 156 p.

RUEL, M.J. - 1954 - The family structure of Banyang society. *In : West African Institute of Social and Economic Research, Annual Conference*, pp. 66-70.

RUEL, M.J. - 1962 - Banyang settlements : 1 - Pre-european settlements. 2 - Change of settlements and later developments. *Man*, Royal Anthropological Institute, London, pp. 99-103, 115-118.

RUEL, M.J. - 1970 - Were animals and the introverted witch (Banyang, West Cameroon). *In : Witchcraft, confessions and accusations*, London, pp. 330-350.

TESSMANN, G. - 1932 - *Die Völker und Sprachen Kameruns.* Petermans Mittelungen, pp.113-120, pp.184-190.

4 – DÉMOGRAPHIE

ARDENER, E.W. - 1962 - *Divorce and fertility : an african study.* Nigerian Institute of Social and Economic Research, O.U.P., London, 171 p.

KUCZYNSKI, R. - 1939 - *The Cameroons and Togoland : a demographic study.* O.U.P., London, XI + 567p. (British Cameroons), pp. 201-353).

Société d'Études pour le Développement Économique et Social (S.E.D.E.S.) - 1969 - *La population du Cameroun Occidental.* I.N.S.E.E. Coopération, Paris, 3 vol. : 81 + 295 + 352 p.

5 – ANTHROPOLOGIE, PROBLÈMES SOCIAUX

AKONUMBO, W.C. - 1971 - The Bamenda Town : a geographical study. D.E.S. Université de Yaoundé, départ. de géographie, 102 p., 6 fig., 8 phot., multigr.

ARDENER, E.W. - 1953 - The origins of modern sociological problems connected with the plantation system in the Victoria Division of the Cameroons. *In : West African Institute of Social and Economic Research, Annual Conference, Sociology section,* Ibadan, pp. 89-105.

ARDENER, E.W., ARDENER, S.G., WARMINGTON, W.A. - 1960 - *Plantation and village in the Cameroons. Some economic and social studies.* Nigerian Institute of Social and Economic Research, O.U.P., London, 435 p.

ARDENER, E.W. - 1961 - Social and demographic problems of the South Cameroons plantation area. *In : Social change in modern Africa.* Ed. by A. Southall, London, pp. 83-97.

ARDENER, S.G. - 1964 - The comparative study of rotating credit associations. *J. of Royal Anthropol. Inst.,* 84, pp. 201-209.

BROUWERS, M.J.A. - 1962 - Proposal for the settlement of the farmer grazier and related problems. F.A.O. Rome, 22 p., multigr.

BROUWERS, M.J.A. - Les rapports éleveurs agriculteurs au Bamenda. s.l.n.d., 48 p., dactyl.

CARTER, J. - 1967 - The Fulani in Bamenda. *J. of Tropic. Geogr.,* 25, Singapore, pp.1-7.

CHILVER, E.M., KABERRY, P.M. - 1960 - From tribute to tax in a Tikar chiefdom. *Africa,* 60, 1, pp.1-19.

COURADE, G. - 1970 - L'espace urbain de Buea (Cameroun Occidental) : essai de géographie sociale. *In : La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar.* Coll. C.N.R.S., Talence, oct. 1970, éd. C.N.R.S., Paris, Tome I, pp. 475-492, 3 fig., 7 phot.

KABERRY, P.M. - 1950 - Land tenure among the Nsaw of the British Cameroons. *Africa,* XX, 4, London, pp. 307-322.

KABERRY, P.M. - 1952 - *Women of the grassfields. A study of the economic position of women in Bamenda, British Cameroons.* Colonial Research Publications, 14, H.M.S.O., London, 220 p. (reprint by Gregg International Publishers).

LAWRENCE, G.B. - 1966 - An evaluation of the primary school curriculum of West Cameroon in relation to its social, economic and political impact. Doctoral dissertation, microfilm, Univers. of Oregon, 316 p.

MARGUERAT, Y. - 1969 - Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun. Centre O.R.S.T.O.M. de Yaoundé, X, 83 p., multigr.

MEEK, C.K. - 1954 - *Land tenure and land administration in Nigeria and the Cameroons.* Colonial Research Study, 22, H.M.S.O., London, 420 p. (Cameroons : part II, pp.343-410).

NDOUMBE-MANGA, S. - 1970 - Contribution au développement de la théiculture dans le Grassfield. Étude socio-économique du complexe agro-industriel théicole de Ndu. Centre O.R.S.T.O.M. de Yaoundé, 82 p., multigr.

ROBINSON, K.G. - 1971 - The drift to town. An analysis of one aspect of a survey on what children who were in Primary Class 7 in 1970, did at the end of that school year. 5 p. dactyl.

ROWLING, C.W. - 1948 - A study of land tenure in the Cameroons province. Colonial Office land tenure panel. 37 p., multigr.

RUEL, M.J. - 1964 - The modern adaptation of associations among the Banyang of West Cameroon. *S.W. J. Anthrop.*, X, 1, pp. 1-14.

RUEL, M.J. - 1969 - *Leopards and leaders : constitutional politics among a Cross River people.* Tavistock, XXI, London, 345 p.

SCHMIDT, A. - 1951 - Some notes on the influence of religion on economics in a Tikar sub-tribe. West Africa. *African Studies*, 1, Johannesburg, pp. 15-26.

Société d'Études pour le Développement Économique et Social (S.E.D.E.S.) - 1966 - Les problèmes d'emploi et de formation. Plan quinquennal 1966-1971, multigr.

WARMINGTON, W.A. - 1960 - *A West African trade union. A case study of the Cameroons Development Corporation Workers Union and its relations with the employers.* Nigerian Institute of Social and Economic Research, O.U.P., London, 150 p.

West Cameroon Primary Education Department :
Annual reports
Education statistics (from 1962).

West Cameroon Medical Department :
Annual reports.

6 – VIE ÉCONOMIQUE

ARDENER, S.G. - 1958 - Banana co-operatives in the Southern Cameroons. Conference proceedings, Nigerian Institute of Social and Economic Research, Ibadan.

BEDERMAN, S.H. - 1967 - The Tole Tea Estate in West Cameroon. *Tijschr. econ. en soc. geog.*, 58, 6, Rotterdam, pp. 316-323.

BEDERMAN, S.H. - 1968 - *The Cameroons Development Corporation, partner in national growth.* Ed. by C.D.C. Bota West Cameroon, Brown Knight and Truscott, London, 80 p.

BENAC, R. - 1965-1966-1967 - Étude des besoins en éléments majeurs du caféier *arabica* en pays Bamoun (Cameroun). *Café, Cacao, Thé,* IX, 1, pp:3-23 ; X, 4, pp.311-355 ; XI, 3, pp.203-219.

BERRYL, K. - 1960 - The economy of the Southern Cameroons under United Kingdom trusteeship. St.Catharine's College, Cambridge, 43 p., multigr.

Bureau Central d'Études pour les Équipements d'Outre-Mer (B.C.E.O.M.) - 1962 - Étude en vue de l'établissement du plan de transport du Cameroun Occidental. B.C.E.O.M., Paris, 2 vol. (87 + 56 p.), multigr.

Bureau Central d'Études pour les Équipements d'Outre-Mer (B.C.E.O.M.) - 1967 - Étude du trafic routier de la République Fédérale du Cameroun. multigr., non paginé.

Cameroons Development Corporation :
Annual reports (1947-1959)
Reports and accounts (1960-19..).

Chambre de Commerce et d'Industrie du Cameroun (TEDJONG, J.M.) - 1961 - Le Cameroun Occidental pays essentiellement agricole. Yaoundé, 65 p., multigr.

EJEDEPANG-KOGE, S.N. - 1971 - Southern Bakossi : a geographic study. D.E.S. Université de Yaoundé, département de géographie, 229 p., 20 fig., multigr.

ELAD, P.M. - 1955 - *Report of first cooperative congress.* Adeyemi printing works, Ibadan, 24 p.

ENDELEY, E.M.L. - 1958 - What you should know about the Bakweri Cooperative Union of Farmers ltd: Dibanda West Cameroon, 33 p., multigr.

ENDELEY, E.M.L. - 1965 - President's report - Bakweri Cooperative Union of Farmers (B.C.U.F.), 14 p., multigr.

GLEAVE, M.B., THOMAS, M.F. - 1968 - The Bagangu valley : an example of land utilisation and agricultural practise in the Bamenda Highlands. *Bull. Inst. fr. Afr. noire, série B, Sciences Humaines,* XXX, 2, Dakar, pp. 655-682, 8 pl.

GUILLAUME, G.M.D., BEDERMAN, S.H., FREVILLE, M.D.N. - 1967 - *Subsistence activity in five villages on and around Mount Cameroon in Victoria division, West Cameroon.* Georgia State College, School of Arts and Sciences, research papers 14, Atlanta, 33 p.

HARRIS, P.G. - 1944 - A preliminary survey of the economic possibilities of the Cameroons province. Report to the Nigerian government.

HASSELO, H.N. - 1957 - Earthing-up of Gros-Michel bananas. *Tropic. Agric.,* Trinidad, vol. 34, 1.

HASSELO, H.N. - 1959 - Fertilizing of young oil palms in the Cameroons. *Plant and Soil,* XI, 2, pp.113-130.

HASSELO, H.N. - 1960 - Fertilizing of young rubber in the Cameroons. *Neth. J. Agric. Sci.,* VIII, 3, pp.165-179.

HASSELO, H.N. - 1961 - Premature yellowing of lacatan bananas. *Tropic. Agric.,* Trinidad, XXXVIII, 1.

HASSELO, H.N., BRZESOWSKY, W.J. - 1960 - Results from a tea fertilizer experiment on young volcanic soils at Tole. C.D.C. memorandum.

HASSELO, H.N., PRICE, D. - 1961 - The assessment of Black Pod disease control by mistblowing. *Tropic. Agric.,* Trinidad.

JENNINGS, J.H. - 1959 - The co-operative movement in the Southern Cameroons. *Geography,* vol.XLIV, 208.

JERVIS, T.S. - 1958 - A review of the coffee position in the Bamenda area, recommendations for the development of the coffee industry there. Department of Agriculture, dactyl.

LACROUTS - 1963 - Étude des problèmes posés par l'élevage et la commercialisation du bétail et de la viande au Cameroun Occidental. Minist. Coopération, Paris, 86 p.

LAURE, J. - 1968 - La pêche artisanale du littoral du Cameroun. Centre O.R.S.T.O.M. de Yaoundé, 49 p. multigr.

NGANGAFACK CHATEH, P. - 1972 - M'mock (Bambutu) : a geographic study. D.E.S. Université de Yaoundé, département de géographie, 159 p., 10 fig., 7 phot., multigr.

Office of Statistics Victoria - 1964 - West Cameroon digest of statistics (1963). Ministry of National Economy, Victoria, 25 p., multigr.

O'KELLY, E. - 1955 - Corn mill societies in the Southern Cameroons. *Afric. Women,* I, 2, pp. 33-35.

PETIT, J. - 1965 - Rapport de mission au Cameroun Occidental. B.D.P.A., 26 p., multigr.

PUECHAVY, SIMON - 1967 - Le commerce de la noix de cola en République Fédérale du Cameroun. *Café, Cacao, Thé,* XI, 1, pp. 64-70.

RUSSEL, T.A. - 1955 - The Kola of Nigeria and the Cameroons. *Tropic. Agricult.*, Trinidad, 32, 3, pp.210-240.

Service Régional de la Statistique de Buea - Résultats du recensement industriel et commercial du Cameroun Occidental, 1966-1967, 37 p., multigr.

Service Régional de la Statistique de Buea - Monthly digest of statistics, West Cameroon.

Service Régional de la Statistique de Buea - Annuaire statistique du Cameroun Occidental, 1965-1966 - 1966-1967. Buea, 74 p., multigr.

SIMO, B.K. - 1965 - Banana cultivation in the Victoria division of West Cameroon. Unpublished honours thesis, University of Ife.

Société d'Études pour le Développement Économique et Social (S.E.D.E.S.) - 1965 - Circuits commerciaux des produits et biens essentiels. Paris, 5 tomes, 252 + 133 + 168 + 83 + 121 p., multigr.

Statistiques du commerce extérieur du Cameroun Occidental (1967) - 1968 - 196 p.

VEGA, B. De la - 1971 - La plantation de thé de Tolé (Cameroun Occidental). T.E.R. de géographie, Université de Bordeaux III, multigr.

WELLS, F.A., WARMINGTON, W.A. - 1962 - *Studies in industrialization in Nigeria and the Cameroon.* Nigerian Institute of Social and Economic Research, O.U.P., London, 263 p.

WEST, J., VOELCKER, O.J. - 1940 - Plantation cacao in the British Cameroons. *Tropic. Agric.*, vol.19, pp. 4-11.

West Cameroon Department of Agriculture :
Annual and quaterly reports.

West Cameroon Department of Cooperatives Societies - 1961 - Report of the cooperative department (1955-1959). Buea, 15 p.

West Cameroon Department of Cooperatives Societies - 1963 - Progress report on the cooperative movement of West Cameroon. Buea, 28 p., multigr.

West Cameroon Forestry Department :
Annual reports
Progress reports Kumba charge.

7 – AMÉNAGEMENT, PLANIFICATION, DÉVELOPPEMENT

BAWDEN, M.G., LANGDALE-BROWN, I. - 1961 - An aerial photographic reconnaissance of the present and possible land use in the Bamenda area, Southern Cameroons. Department of Technical co-operation, Directorate of overseas surveys, Forestry and Land Use Section, 25 p., multigr.

BEGERT, W. - 1968 - Proposals concerning road projects to open up isolated areas. Department of Community Development, Buea, 6 p., dactyl.

Bureau pour le Développement de la Production Agricole (B.D.P.A.) - 1969 - Développement rural de la plaine de Ndop : riziculture et points d'eau. 3 tomes (15 + 78 + 38 p.), multigr.

EDEN, T. - 1959 - Southern Cameroons Production Development Board : report on the suitability for the cultivation of tea of lands in the Bamenda area, Southern Cameroons, Buea, 12 p.

FOUCHIER, P. - 1970 - Mission au Cameroun en vue de l'élaboration d'un plan d'aménagement et de développement de la région côtière. Document-minute, 101 p.

GLEAVE, M.B. - 1965 - The West Cameroon meat scheme. *Geography*, 50, Sheffield, pp. 166-168.

GORSE, J., PETIT, J. - 1965 - Projet de développement rural de la plaine de N'dop dans le Nord du Cameroun Occidental (projet, devis, cartes). B.D.P.A., 3 fasc.

HUGON, Ph. - 1968 - *Analyse du sous-développement en Afrique Noire : l'exemple d'économie du Cameroun.* P.U.F., VII, Paris, 325 p.

LEUPOLT, M., HAGE, K. - 1970 - Centre de colonisation agraire et de formation : Wum, Cameroun Occidental. *Réforme agraire*, F.A.O., 2, pp. 75-82.

Mc CULLOCH, J. - 1948 - Grazing improvement in Bamenda Division Cameroons under British Mandate. Communication à la Conférence Africaine des sols, 45, *Bull. Agric. Congo belge*, 40, 2.

O'KELLY, E. - 1960 - Administrative problems in community development in the Southern Cameroons. *J. of Afric. Administr.*, 36, pp. 31-42.

Service Régional de l'Économie et du Plan du Cameroun Occidental - 1970 - Préparation du troisième plan (1971-1976) : propositions de la commission régionale de planification. Buea, 160 p., multigr.

Southern Cameroons Government :
Outline plan of development and welfare 1955-1960, Government Press, Buea.

Southern Cameroons Government - 1960 - Southern Cameroons External Aid Mission. Buea, 20 p.

Southern Cameroons Government - 1961 - Southern Cameroons five year development plan (1961-1966). Buea, 64 p.

Stanford Research Institute (S.R.I.) - 1965 - Le potentiel économique du Cameroun Occidental. Priorités de développement. 9 vol. (102 + 156 + 58 + 151 + 100 + 101 + 213 + 82 + 67 p.), multigr.

SWYNNERTON, R.M.T., BALDWIN, K.D.S., COX, W.J.R. - 1964 - Report of the agricultural mission. Cameroons Development Corporation, Victoria-Bota, 2 vol., 101 p., multigr.

VALETTE, A. - 1971 - Les méthodes de planification régionale au Cameroun. Centre O.R.S.T.O.M. de Yaoundé, Sciences Humaines, 76, 123 p., multigr.

West Cameroon Department of Community Development :
Annual reports.

West Cameroon Development Agency :
Annual reports (from 1956).

8 – DOCUMENTATION CARTOGRAPHIQUE

La documentation cartographique dont on dispose est pour le moins hétéroclite et d'une valeur nettement inférieure à celle du Nigeria ou du Cameroun Oriental. Ce n'est qu'en 1964 qu'a été réalisée la première carte utilisant la couverture aérienne du Directorate of Overseas Surveys de 1958/1959 qui n'était d'ailleurs pas complète. Depuis, le Service Géographique a fait une couverture aérienne complète au 1/50000 (pour certaines zones, plusieurs couvertures photographiques à diverses échelles ont été réalisées) et a entrepris l'édition d'un nouveau 1/200000, beaucoup plus soigné en matière de toponymie. Jusque là, on s'était contenté de reproduire des croquis effectués après la première guerre mondiale,

croquis qui ne valaient pas le travail de MOISEL (1913). On dispose par contre d'une abondante documentation sur les villes.

MOISEL, M. - 1913 - 1/300000 - Karte von Kamerun.

Lands and Surveys (Lagos) :

1/500000 - Nigeria sheets 11 and 15
1/250000 - Kumba and Victoria divisions, Mamfé division, Bamenda division.
1/100000 - Anglo-French Cameroons boundary (2 sheets)
1/2500 - Bamenda (4 sheets), Kumba (12 sheets), Victoria (5 sheets).

Cameroons Development Corporation (Bota) :

1/10000 (approximative) - Tiko area.

Lands and Surveys (Buea) :

1/2500 (approximative) - Buea (9 sheets), Tiko-Likomba (16 sheets), Victoria (13 sheets), Kumba (14 sheets).

Directorate of Overseas Surveys (Tolworth) :

1/50000 (approximative) - Wum area (16 sheets).

Service Géographique (I.G.N.) Yaoundé :

1/500000 - Cameroun Occidental
1/200000 - Buea-Ndian (édition provisoire), Mamfé (tirage préliminaire), Akwaya (tirage pr préliminaire), Bamenda (tirage préliminaire), Nkambe (tirage préliminaire)
1/50000 - Buea, Bafoussam 3D, Bafoussam 4C
1/5000 - Bamenda (4 feuilles), Mamfé (2 feuilles), Tombel (1 feuille).

Index thématique

Cet index a été conçu pour faciliter la lecture de l'atlas sous plusieurs formes :

1 - Lecture continue d'un chapitre développant l'un des thèmes faisant l'objet d'une ou plusieurs cartes : ..... **se rapporter aux titres en caractères gras.**

2 - Lecture sélective d'informations précises sur la région : ..... *se rapporter aux termes en italique.*

3 - Lecture sélective de recherche s'intéressant à un point particulier de méthodologie, à une corrélation entre phénomènes appartenant à deux termes différents, à une définition ou un fait particulier : ..... se rapporter à tous les autres termes.

■

I – ADMINISTRATION

Administration autonome (la mise en place d'une), 83
Assistance technique étrangère, 117/118
Chercheur et administration, 13
Document administratif (l'utilisation d'un), 15
Documents de deuxième main (l'utilisation des), 16
Encadrement de la population, 110/113
Entreprises publiques et para-publiques, 114/116
Fonctionnaire (Importance du), 95
Fonctionnaires en 1969 (répartition géographique et sectorielle des), 114
Habitat (regroupement de l'), 70
Histoire récente (pourquoi l'étude de l'), 31
Intervention dans l'économie (la politique anglaise d'), 84
Langue anglaise (le rôle de la), 13
Lieux habités d'après les documents administratifs, 16/17
Mandat britannique (l'administration sous le), 82
Postes administratifs (création de), 78
Réunification (les conséquences de la), 87/88
Salariés de l'administration par Area Council, 96
Terres de la Couronne (l'origine), 80

II – AGRICULTURE PAYSANNE

Acheteurs des produits d'exportation (origine des), 15
Agriculture paysanne, 135/142
Agriculture paysanne (caractéristiques de l'), 135
Agriculture paysanne et densités rurales, 65/66
Agriculture paysanne (personnes actives employées dans l'), 94

Bananes (déclin de la production de), 138
Bananière (analyse de la crise), 86/87
Cacao (production de), 138/139
Café (production de), 140/142
Carte «cultures commerciales» (conception de la), 26
Carte «cultures vivrières» (conception de la), 27
Coopératif (développement du système), 85/86
Coopératif (importance du mouvement), 137
Cultures commerciales dans l'agriculture paysanne (place des), 136/137
Cultures commerciales (prix de vente des), 137
Cultures vivrières (origine de l'information sur les), 15
Cultures vivrières, 142/143
Habitudes alimentaires et cultures vivrières, 46
Information en matière agricole, 21/22
Jachère, pression démographique, sols, 50
Marketing Board (création du), 84
Marketing Board (fonctionnement du), 115
Milieu physique et cultures commerciales, 46
Palmier à huile (économie du), 139/140
Pédologie et cultures commerciales : le cas de la zone de Kembong, 47
Productions et exportations, 127/128
Protection du milieu et activités agricoles, 47
Réunification et évacuation des produits exportés, 87
Transformation du milieu rural et cultures commerciales, 142
Utilisation des sols, 48

III – DÉMOGRAPHIE

Absents et visiteurs, 93
Accroissement de la population urbaine, 109
Accroissement naturel, 110
Actif (la notion d'), 98
Active (la population), 94/98
Age (structure par), 90/91
Agriculteurs (répartition des), 94
Biographie de migrants (recueil de), 15
Camps de travailleurs (population résidente des), 71
Cartons «structure par groupe d'âge» (conception des), 27/28
Correctifs et compléments au recensement administratif, 20
Dépendants par travailleur, 72
Ethnies et emplois à la C.D.C., 98
Étrangers et densités, 67
Évolution de la population, 108/110
Immigrants du Cameroun Oriental, 99/100
Immigrants nigerians, 99/102
Immigrants des plantations (origine des), 102/103
Immigrants urbains (biographies d'), 106/108
Immigrants urbains (origine des), 102/103
Ménages (taille et composition des), 93
Migrations, 99/108
Polygamie (taux de), 93
Population, 89/110
Recensement administratif de 1967-1969, 19
Salariés (répartition des), 95/96
Satellites, 93
Sexe (structure par), 89/90
Travailleurs indépendants dans les villes et bourgs (répartition des), 97
Villages (taille des), 74/75

IV – DENSITÉS

Carte des densités (conception de la), 26/27
Centralisation politique et densités, 64, 67/68
Climat et localisation de la population, 51
Côtes et localisation de la population, 51
Densités, 61/68
Densités et facteurs naturels, humains et économiques, 65/66
Densités rurales (la signification des), 64/68
Élevage ou forêt et densités, 67
Est-Ouest (contrastes de densité), 63
États fédérés (discontinuité de part et d'autre de la frontière entre), 63
Étrangers et densités, 67
Forêt et du plateau (densités des zones de la), 61
Guerriers et densités (peuples), 68
Jachère, pression démographique, sols, 50
Milieu physique et répartition de la population, 50/51
Milieu physique et densités, 64
Plaines et localisation de la population, 50
Plantations industrielles et densités, 67
Répartition de la population (l'inégale), 61/64
Rivières et localisation de la population, 50
Sols et localisation de la population, 51
Zones-refuges et densités, 67

V – INFRASTRUCTURE

Agents locaux de l'administration, 113
Agriculture (direction de l'), 112
Cameroon bank, 116
Cameroons Development Corporation (C.D.C.), 116
Camps de travailleurs (équipement des), 71
Community Development, 112
Coopératives, 122
Coopératif (développement du système), 85/88
Development Agency (West Cameroon - W.C.D.A.), 115
Dispensaires et maternités, 122
Eaux et Forêts (service des Forestry department), 112
Écoles primaires, 120
Éducation primaire, 112
Éducation primaire et émigration vers les villes, 106
Électricity Corporation (West Cameroun - W.C.E.C.), 115
Encadrement de la population, 111/114
Endémies (grandes), 110
Enseignement post-primaire, 123/124
Enseignement secondaire, 111
Entreprises privées, 118
Entreprises publiques et parapubliques, 115/116
Équipements (contenu de la géographie des), 120
Équipements (définition de la liste des), 23
Équipements en 1959, 83
Équipements économiques et sociaux, 119/125
Équipements économiques et sociaux (classification des), 119
Équipements sociaux et missions, 117
Équipements urbains, 125
Hôpitaux, 122/123
Hôtels Ltd (West Cameroon), 116
Huileries, 130/131
Industrie, 130/131
Infrastructure (lisibilité de la carte), 26
Infrastructure (origine de l'information sur l'), 22/23
Latex (usines de traitement du), 133
Local Council (ce qu'est le), 115
Maisons de commerce (les premières)
Marchés, 120
Marketing Board, 116
Milieu physique et communications, 44/45
Missions, 117/118
Mission de Bâle (installation de la), 78
Missions (personnel des), 117
Missions (zone d'influence des), 117/118
Postes administratifs (création de), 111
Public Works Department (P.W.D.), 115
Regroupement de l'habitat et infrastructure, 70
Réunification et nouvelles liaisons routières et ferroviaires, 87
Réunification et relève des entreprises britanniques, 82
Routes créées par les sociétés forestières, 146
Scieries, 146
Thé (usine de conditionnement du), 134
Vétérinaires (services - Veterinary Department), 112
Villages et eau potable, 69
Villages et routes, 69

VI – MILIEU PHYSIQUE

Acha-Oshie (monts d'), 37
Activités humaines et milieu physique, 31
Agriculture et milieu physique, 46/50
Bakossi (graben), 34
Bamenda (niveaux d'érosion dans le), 39/40
Bruns sur matériau volcanique récent (sols), 43
Bruts ou peu évolués d'érosion (sols), 43
Cameroun (mont), 34
Cameroun (niveaux marins du mont), 40
Climat, 41/42
Communications et milieu physique, 44/45
Côtières (plaines), 36
Cultures commerciales et milieu physique, 46
Cultures commerciales et sols, 47
Cultures vivrières et milieu physique, 46
Découpage de l'espace et milieu physique, 154
Deltaïques (constructions), 40
Densités et milieu physique, 64
Densités rurales (la signification des), 64/68
Ferrallitiques (sols), 44
Formes actuelles (la mise en place des), 37/41
Géologie, 41
Habitat et milieu physique, 69
Hydromorphes (sols), 44
Kumba-Lobé (plaine de), 36
Kupe (mont), 34
Latéritisation des sols, 40
Mamfé (plaine de), 36
Mamfé (ouverture du golfe de), 38
Manenguba (massif du), 34

Massifs montagneux, 34/36
Menchum (vallée de la), 36
Milieu physique (description du), 34/44
Milieu physique (origine de l'information sur le), 22
Milieu physique (servitude du), 44/51
Ndop (plaine de), 36
Nta Ali, 36
Ntale (plateau de), 37
Plaines, 36
Plateaux, 37
Plantations industrielles et milieu physique, 46/47, 49
Population et milieu physique (répartition de la), 50.51
Protection du milieu et activités agricoles, 50
Reliefs et perturbations climatiques, 42
Rumpi (monts), 36
Savanes du Bamenda (origine des), 43
Socle granitique, 38
Sols, 43/44
Températures et altitude, 42
Unités naturelles (description des), 34/37
Utilisation des sols, 48
Végétation, 42/43
Villages et milieu physique (taille des), 74, 76
Volcaniques (formations), 39
Volcaniques (manifestations), 39

VII – NIVEAUX ET MODES DE VIE

Actif (la notion d'), 98
Active (la population), 94/98
Activité (secteurs d'), 94
Alimentaires et cultures vivrières (habitudes), 46
Bois et économie domestique, 146
Camps de travailleurs, 70/72
Chasse et pêche, 144
Culturelle de la majorité des interlocuteurs (référence), 13
Cultures commerciales et transformation du milieu rural, 142
Cultures vivrières, 142/143
Dot. 95
Ethnique à la C.D.C. (spécialisation), 98
Habitat, 68/77
Ménages (taille et composition des), 93
Migrants urbains (biographies de), 106/108
Pidgin-English, 13/14
Salaires (niveau des), 95
Salariés du secteur moderne (répartition géographique des), 96
Travailleurs indépendants (répartition des), 97
Viande (production et commerce de la), 150
Villages, 72/76
Villes, 77

VIII – PLANTATIONS INDUSTRIELLES

Bananier (économie du), 133/134
Cacaoyer (économie du), 134/135
Caféier *Arabica* (économie du), 134/135
Cameroons Development Corporation (création de la), 84
Cameroons Development Corporation (potentiel économique de la), 116
Camps de travailleurs, 70/72
Camps (structure des), 70
Camps (taille des), 71
Carton «dominantes dans l'origine ethnique des travailleurs de la C.D.C.» (conception du), 27/28
Crise bananière et plantations industrielles, 86/87
Densités et plantations industrielles, 67
Dépendants par travailleur, 72
Émigration vers les plantations, 102/103
Entreprises privées, 118
Entreprises privées (l'installation d'), 84
Équipement des camps, 71
Ethnies et emplois à la C.D.C., 98
Exportations, 127
Hévéa (économie de l'), 132/133
Logements des travailleurs (confort des), 70
Milieu physique et cultures commerciales, 45/46
Milieu physique et plantations industrielles, 49
Natifs et étrangers dans les camps, 99
Nigerians dans la main-d'œuvre des plantations, 101/102
Occupation des camps, 72
Origine ethnique des immigrants en 1958 et 1959, 102
Palmier à huile (économie du), 130/131
Pédologie et plantations industrielles, 47
Plantations industrielles (création et développement des), 80

Plantations industrielles (définition), 129
Plantations industrielles (économie des), 129/136
Plantations industrielles en 1922, 80
Plantations industrielles entre 1914 et 1939, 81/82
Poivrier (économie du), 134/136
Problèmes et perspectives, 136, 159
Productions, 127, 137
Réunification et évacuation des productions de la Pamol, 87
Salaires à la C.D.C., 95
Salariés des plantations industrielles, 96
Sex-ratio dans les plantations industrielles, 90
Superficies plantées, productions, salariés permanents, 131
Théier (économie du), 134/135
Topographie et emploi de machines agricoles, 47

IX – RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

Agriculteurs et éleveurs, 149
Amélioration du troupeau (actions menées pour l'), 151
Bois et économie domestique, 146
Bovin du Bamenda (caractéristique de l'élevage), 147
Capitaux européens et exploitation forestière, 118
Chasse et pêche, 144
Cheval, 147
Densités et élevage ou forêt, 67
Domestique (petit élevage), 147
Élevage, 147/151
Éleveurs, 147
Exploitation forestière, 144/146
Exploitation forestière (les débuts de l'), 85
Exploitation forestière (effets économiques et sociaux de l'), 146
Exportations de bois, 144, 146
Inventaire forestier, 144
Jangali Tax, 21
Pâturages d'été, 147, 150
Races bovines, 147
Réserves forestières, 144
Sauvegarde du patrimoine forestier, 146
Sex-ratio dans les zones de pêche, 90
Sociétés forestières, 144
Sociétés forestières (activités des), 145
Surpâturage, 150
Troupeau (répartition géographique du), 147/148
Viande (production et commerce de la), 150

X – SOCIÉTÉS RURALES

Aghem, 58, 60
Bali, 58, 60
Bantoïdes du Bamenda, 56/57, 60
Bantoïdes de la forêt, 56, 60
Bantou du sud forestier, 55/56, 59
Banyang (le cas de la société), 54
Cadre ethnique, 51/60
Carte «populations» (lisibilité de la), 26
Cases traditionnelles et modernisation, 72
Chefferies centralisées du plateau, 54/55
Découpage de l'espace et ensembles humains, 155
Densités et centralisation politique, 64, 67/68
Densités et peuples guerriers, 68
Densités et zones-refuges, 67/68
Dispersion de l'habitat, 69
États-chefferies du Bamenda, 73
Ethnie appliquée à la région (la notion d'), 51/52
Ethnique (classification), 59/60
Ethnie et taille des villages, 74/76
Habitat rural, 68/70, 72/76
Migrations (cause des), 106
Migrations rurales, 106
Milieu physique et habitat, 69
Milieu physique et taille des villages, 74/76
«Natives» et «strangers», 99/101
Nature (action de l'homme sur la), 33
Organisation socio-politique (types d'), 53/55
Permanence de l'habitat (degré de), 68/69
Peuplement (mise en place du), 55/58
Populations (objectifs de l'étude des), 31
Regroupement spontané de l'habitat, 70
Regroupement volontaire de l'habitat, 70
Routes et villages de la forêt, 76
Segmentaire de la forêt (les sociétés à structure), 53/54
Villages, 72/76
Village (la notion de), 73
Villages (taille des), 74/75

XI – VILLES ET RÉSEAU URBAIN

Active urbaine par grands secteurs (population), 94
Agricole des villes (population), 77
Artisans et commerçants des villes et bourgs, 97
Attraction démographique des villes, 101/102
Bamenda (le site de), 37
Bamiléké des villes, 100
Cartes «infrastructure» et «centres urbains et ruraux» (rapports entre les), 25
Centres et situation économique, 156
Classification des villes selon leurs équipements tertiaires à clientèle citadine, 125/126
Classification des villes selon leurs fonctions et leur force d'attraction, 156/157
Commerce et ville, 119
Croissance urbaine (taux de), 109/110
Décadence des centres secondaires ou apparition des villes ? , 156
Émigration vers les villes, 101, 104/108
Équipements publics à rayonnement important, 122/124
Étapes dans l'émigration vers les villes, 104/105
Ibo des villes , 100
Kumba (lieu de naissance de la population adulte de), 10
Mamfé (déclin de), 14
Marchés urbains quotidiens, 120
Migrants urbains (biographies de), 106/108
Missions et créations de centres urbains, 117/118
Natifs et étrangers dans les villes et bourgs, 100
Paysages urbains , 77
Postes administratifs (création de), 78
Réunification et circulation des hommes, 87
Réunification et courants commerciaux, 87
Sex-ratio dans les villes et bourgs, 90
Villes (caractère des), 77

PAYSAGE RURAL BAMILEKE
DANS LA REGION DE DSCHANG

D'APRES UNE COUVERTURE AERIENNE DE 1964

N
O E
S

ECHELE
0 0,2 0,4 0,6 0,8 1 km

Légende

1 HABITAT ET VOIES

- Route
- Chemin
- Noyau tertiaire spontané
- Regroupement autoritaire
- Fermes dispersées

2 UTILISATION DU SOL

- Forêt
- Cultures vivrières
- Pâturages
- Raphiale dans la vallée
- Arbres isoles disperses dans les parcelles
- Haies vives
- Caféières adultes
- Caféières jeunes

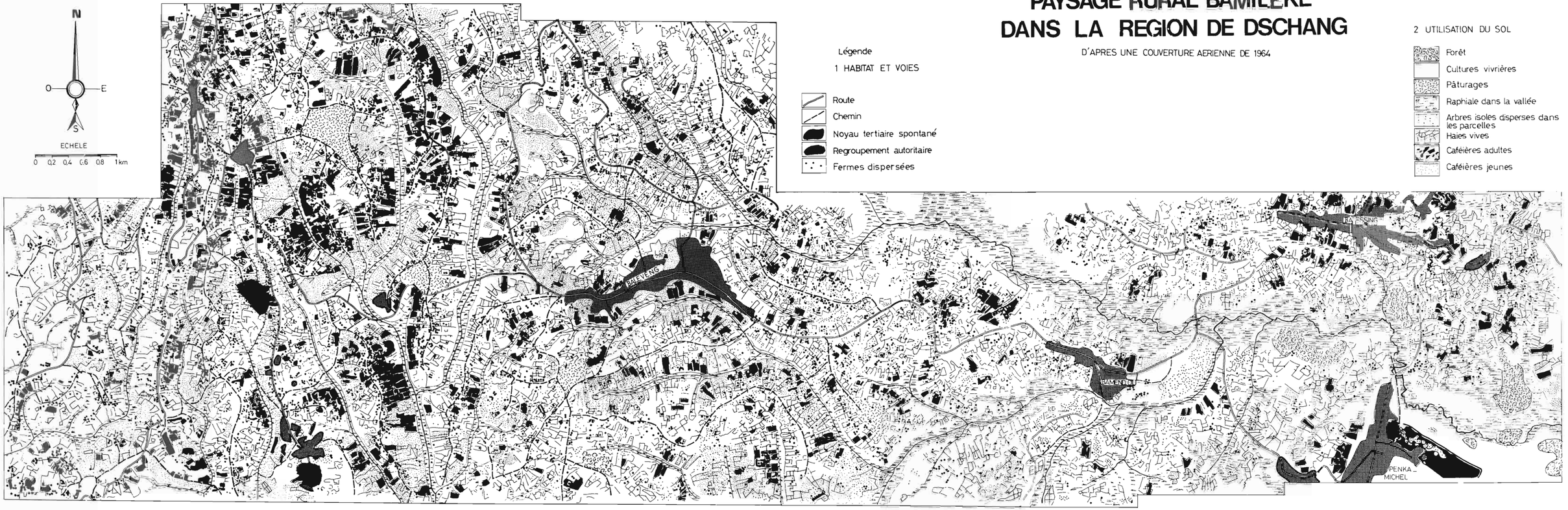


Fig 11 b

Liste des cartes hors texte

- *Cartes au 1/500000 :*

1 - Carte administrative (limites au 1.6.1971)
2 - Populations
3 - Densités
4 - Infrastructure
5 - Enseignement primaire
6 - Cultures commerciales

- *Planches :*

1 - Le milieu physique : relief et hydrographie, pluviométrie, géologie, les sols (4 cartons au 1/1 000 000).

2 - Éléments de démographie : évolution de la population 1953-1968, sex-ratio (nombre d'hommes pour 100 femmes), population masculine (structure par groupe d'âge), population féminine (structure par groupe d'âge) (4 cartons au 1/1 000 000).

3 - Traits sociaux : taux de scolarisation filles, utilisation des équipements hospitaliers, les coopératives, salariés et travailleurs indépendants (4 cartons au 1/1 000 000).

4 - Plantations industrielles : aspects géographiques, aspects économiques (2 cartons au 1/500000), les travailleurs de la C.D.C. (2 cartons au 1/1 000 000).

5 - Ressources économiques complémentaires : cultures vivrières, régions exportatrices de produits vivriers, élevage, exploitations forestières (4 cartons au 1/1 000 000).

6 - L'organisation de l'espace : population (taux d'accroissement annuel), trafic routier, centres urbains et ruraux, zones économiques (4 cartons au 1/1 000 000).

CARTE ADMINISTRATIVE

ADMINISTRATIVE MAP

par G. COURADE
ETUDES ACHEVEES EN 1971

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

9° 10°

6° 6°N

5°

4°

9° 10°E

NIGERIA

CROSS R.

Messaga-Ekol
AKWAYA
Assumbo
Takamanda forest reserve
Boki
Takamanda
Mone (Mawne)
forest reserve
Widekum
Moghamo
BATIBO
Menka
Ngie Andek
Ngwaw
Mbulu
Meta-Tudig (Menemo)
MBENGWI
Esimbi (Benakuma)
Aghem (Wum)
WUM
Beba-Befang (Modelle)
Kom-Wum
FUNDONG
Kom forest reserve
Bafut
Lower Njinteh
Njinikom
Upper Fungom (Zoa)
Bum
Nonni
Oku
BUI
JAKIRI
Bafut Tubah
Tubah
NDOP
Bamunka
BAMENDA
Mankon
Bafut-Ngemba forest reserve
Balikumbat
Upper Ngemba
Santa
BALI
MENCHUM
MOMO
MEZAM
MAMFE
Nchandi (Mamfé)
Bachuo - Akagbe
Bamumbu
Bechati
Fossungu
Tinto
Keaka (Kembong)
Ejagham forest reserve
Ekwe-Inokum
Nta Ali forest reserve
Obang (Bakogo)
FONTEM
Mbo forest reserve
Upper Mbo (Fowung)
Lower Mbo (Elumba)
NGUTI
Manyemen (Upper Balong)
Mungo Ndor
MELONG
Enyandong (N. Bakossi)
BANGEM
MANENGUBA LAKES
Toko (Ngolo-Batanga)
Korup forest reserve
Bakundu Ndoi (N. Bakundu)
W. Bakossi (Nyandong)
NKONGSAMBA
MANJO
Ngusi (S. Bakossi)
Réserve forestière de Bakaka
MANYU
MEME
MUNGO
Mbonge Bekondo
Balue (Betenge)
forest reserve
LAKE SODEN
Mungo-Bakossi
TOMBEL
LOUM
Kumba Central
KUMBA
LAKE BAROMBI MBO
Mbonge Marumba
Meme forest reserve
Bakundu Kombone (S. Bakundu)
EKUNDU-TITI
JABANE
Mbonge
Lower Balundu
Southern Bakundu forest reserve
LAKE BAROMBI KOTO
MBANGA
Réserve forestière de la Dibombé
YABASSI
NKAM
BAMUSSO
Mokoko forest reserve
Bamboko (Bokosso)
Bambuko forest reserve
MUYUKA
MOUNT CAMEROON
4094 m
BUEA
Muea
Modeka (Mungo)
DIBOMBARI
Bonjongo
FAKO
TIKO
Bwinga
VICTORIA
DOUALA
WOURI
Baie de Bodeaka
ESTUARIE
Baie de Moukouchou
Cap Cameroun
DU CAMEROUN
Baie de Manoka
SANAGA-MARITIME
MUNDEMBA
Rumpi Hills
Akpa Yafé
Ekondo Titi
Rio del Rey
Nguosso
Andokat
Ikpan
Ebé
Akpa Korum
Ndian
Mako
Munaya
Mungo
Manyu
Meme
Bambuko
Bibundi bay
Ambas bay
Cape Debundscha
Cape Nachtigal
BIGHT OF BIAFRA
Ali
Ovi
Noam
Menchum
Gukoro
Manfi
Okon
Magbe
Ebinsi
Mone
Cross river
Awa
LAKE EJAGHAM
LAKE BENAKUMA
LAKE NYOS
LAKE OKU
Kimbi
Looka
Mugom
Nun
Monoun
Mifi
Mifi nord
Mifi sud
Mesap
Ntingué
Dibombé
Menoua
Wouri
Dibamba
MBOUDA
GALIM
BATCHAM
FOUMBOT
BAMBOUTO
MENOUA
MIFI
BAMOUN

LÉGENDE / KEY

+++++++	Limite d'Etat	State boundary
+-+-+-+	Limite d'Etat fédéré	Federated State boundary
	Limite de département	Divisional boundary
	Limite d'arrondissement ou de district	Subdivisional or district boundary
	Limite d'autorité locale ou de groupement judiciaire (Cam. Occ.)	Local council area or customary court area boundary (W. Cam.)
BUEA	Capitale d'Etat	State capital
VICTORIA	Préfecture	Divisional headquarters
MUYUKA	Sous-préfecture	Subdivisional headquarters
BALI	Chef-lieu de district	District headquarters
Mbonge	Siège d'autorité locale	Local council site
FAKO	Nom de département	Divisional name
Bakundu Kombone (S. Bakundu)	Nom de groupement judiciaire	Customary court area name
	Territoires constituant le même groupement judiciaire	Areas making up the same customary court area

SOURCES ORIGINS
- cartes IGN à 1/200.000 et à 1/500.000 IGN maps
- listes de villages tirées du recensement administratif, des listes d'imposables, des listes électorales et des arrêtés précisant le rayon d'action des tribunaux coutumiers (Cam. Occ.)
- list of villages extracted from the administrative census, tax payers lists, polling stations lists and court warrants (W. Cam.)
- Cameroun Oriental : Atlas Ouest 2 et Sud Ouest 1
- East Cameroon : Regional atlas W2 and S.W. 1

CAMEROUN
ATLAS REGIONAUX
À 1/500000

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N.

© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M.-1972

ÉCHELLE 1/500 000 SCALE

0 10 20 30 40 KM

DESSINÉ AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDE -1972

POPULATIONS

POPULATIONS

par G. COURADE
ETUDES ACHEVEES EN 1971

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

QUALITÉ DE L'INFORMATION
VALUE OF THE INFORMATION GATHERED

bonne Victoria good
médiocre mediocre
mauvaise poor
très mauvaise very poor

NIGERIA
CAMEROUN
BIGHT OF BIAFRA
EKWE
OBANG
KEAKA
ANYANG
MANTA
AMA
AMASSI
OCHEBE
AKWAYA
ASSUMBO
MESSAGA
ESIMBI
AGHEM
LAKE BENAKUMA
WUM
FUNGOM
LAKE NYOS
BUM
BEFANG
BEBA
FUNDONG
KOM
Njinikom
LAKE OKU
OKU-NSAW
NGWAW
JAKIRI
BAFUT
MBENGWI
NGIE
Tubah
NDOP
BAMENDA
Mankon
BALI
NGEMBA
BOKI
WIDEKUM
BITEKU
MOGHAMO
BATIBO
Santa
MAMFE
LAKE EJAGHAM
BANYANG
MUNDANI
GALIM
MBOUDA
BATCHAM
FOUMBOT
FONTEM
BANGWA
NGUTI
MBO
BANYUE
AFFU
BASOSSI
BALONG
NGEMINGU
BATANGA
KORUP
BIMA
MELONG
BANGEM
ELUNG
MANENGUBA LAKES
NINONG
NKONGSAMBA
NGOLO
BAKUNDU
BAKOSSI
MUNDEMBA
BALUNDU BA DIKO
ISANGELE
MANJO
BAFAW
MBONGE
LAKE SODEN
TOMBEL
LOUM
BALUE
KUMBA
LAKE BAROMBI MBO
BAROMBI
EKUNDU-TITI
BALONG
MAMI WATER
EKUMBE
JABANE
BALUNDU
BAKUNDU
MBANGA
YABASSI
BAROMBI
LAKE BAROMBI KOTTO
BAMUSSO
BAI
BAMBOKO
BAKOLLE
BALONG
MUYUKA
MOUNT CAMEROON
4094
BUEA
BAKWERI
MUNGO
DIBOMBARI
BAMBOKO
TIKO
VICTORIA
DOUALA
Ambas bay
BIMBIA
Baie de Bodeaka
Baie de Moukouchou
Cap Cameroun
ESTUARIE DU CAMEROUN
Baie de Manoka
Ikpan
Ebe
Akpa Korum
Ndian
Akpa Yafe
Rio del Rey
Nsosso
Andolat
Moko
Meme
Mungo
Wouri
Dibamba
Dibombé
Mbonge
Matumai
Bimbia
Manyu
Mesap
Mifi
Mifi nord
Mifi sud
Ninguè
Noun
Monoun
Mezam
Momo
Mone
Ebinsi
Manfi
Quikoro
Menchum
Joaka
Mugom
Kimbi
Meyoua
Oyi
Afi
Maghe
Okon
Cross R.
Cross River
1200

CAMEROUN
ATLAS REGIONAUX
À 1/500000

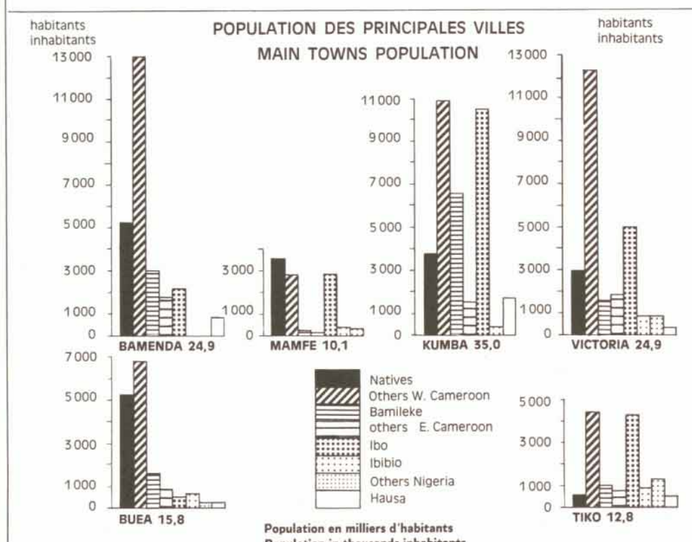
LEGENDE — KEY

- Mungo
- Bakweri , Wovea , Bimbia
- Bamboko , Bakolle
- Barombi
- Bakossi
- Balong , Bai Dieka
- Mbo , Banyue
- Ngemingu
- Ninong
- Elung
- Bafaw
- Ekumbe
- Bakundu
- Balundu , Balundu Ba Diko
- Balue
- Mbonge
- Basossi
- Ngolo , Batanga
- Bima
- Banyang
- Ejagham group (Ekwe, Keaka, Obang, Affu)
- Korup (Ododop)
- Ochebe , Assumbo , Ama , Messaga
- Anyang
- Boki
- Manta , Amassi
- Menka , Ambelle , Biteku
- Widekum
- Esimbi , Beba – Befang
- Ngwaw , Ngie
- Meta (Menemo)
- Moghamo
- Ngemba
- Nsaw
- Ndop
- Bafut
- Kom
- Aghem
- Fungom , Bum
- Bangwa
- Mundani
- Bamileke
- Bamun (Bamoun)
- Misaje
- Bali
- Hausa (Haoussa)
- Fulani , Aku (Bororo, Ako)
- Ibo
- Ibibio - Efik - Oron - Isangele
- Others Nigeria : Tiv, Ijaw, Calabari, Yoruba... and undetermined Nigerians
- Others East Cameroon : Bassa, Bakoko, Ewondo, East Mbo... and undetermined East Cameroonians
- Others West Cameroon

Chaque petit signe représente 100 habitants et chaque grand signe 1 000 habitants
Each small symbol represents 100 inhabitants and each big one 1 000 inhabitants

BALONG : Ethnie originaire ---------- Tribal home area

POPULATION DES PRINCIPALES VILLES
MAIN TOWNS POPULATION



Population en milliers d'habitants
Population in thousands inhabitants

SOURCE : Situation des villages : Cartes de l'IGN et du " Lands and survey " complétées sur le terrain.
Village position from IGN and lands and survey maps completed on the field.
Population : Recensement administratif 1967/69. Recensement SEDES 1964. Listes électorales 1970.
Administrative and SEDES censuses - 1967/69-1964
Analyse ethnique : Ardener-Kaberry- Tessman - Richardson Listes des imposables 1968-69-70
Tribal analysis : Ardener-Kaberry- Tessman - Richardson Tax-payers lists 1968-69-70.

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I G N À 1/500 000

© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. - 1972

ÉCHELLE 1/500 000 SCALE

0 10 20 30 40 KM

DESSINÉ AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDÉ -1972

DENSITÉS

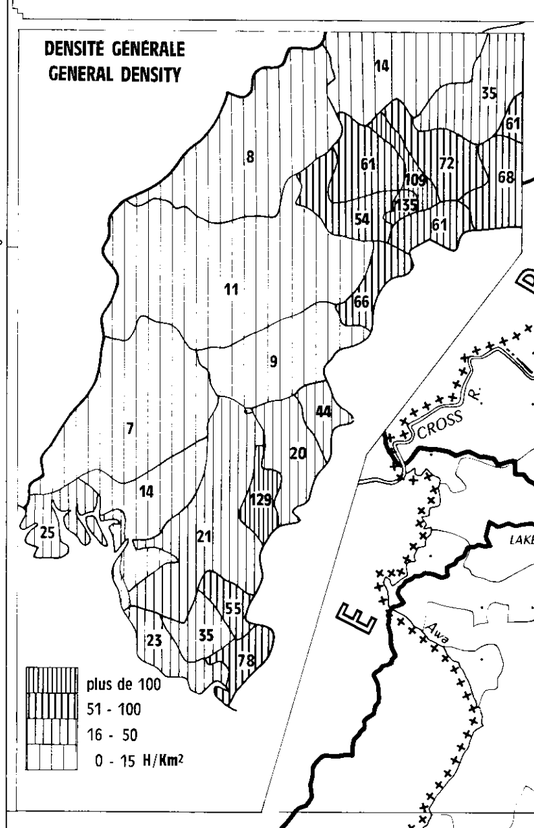
par G. COURADE
ÉTUDES ACHEVÉES EN 1971

DENSITIES

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

DENSITÉ GÉNÉRALE
GENERAL DENSITY



9° 10° 6° 6°N 5° 4°

N I G E R I A

CROSS R. Cross river Mone Momo Manyu Ebinsi Okon Maghe Ovi Afi Moan Gukoro Manfi Menchum Kimbi Ioaka Mugom Njinikom Mezam Noun Mbam Awa Ikpan Ebé Akpa Korum Akpa Yafé Ndian Munaya Mungo Meme Make Mungo Rio del Rey Ngosso Andokat Bimbia Matuma Dibombé Wouri Dibamba

AKWAYA · WUM · FUNDONG · NJINIKOM · JAKIRI · MBENGWI · TUBAH · NDOP · MANKON · BAMENDA · GALI · BATIBO · SANTA · GALIM · MBOUDA · BATCHAM · FOUMBOT · MAMFE · NGUTI · FONTEM · MUNDEMBA · BANGEM · MELONG · NKONGSAMBA · MANJO · TOMBEL · LOUM · KUMBA · EKUNDU-TITI · JABANE · BAMUSSO · MBANGA · YABASSI · MUYUKA · BUEA · TIKO · VICTORIA · DIBOMBARI · DOUALA

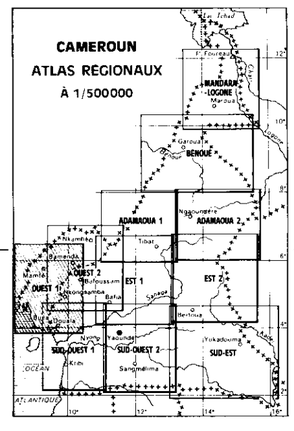
LAKE BENAKUMA · LAKE NYOS · LAKE OKU · LAKE EJAGHAM · LAKE SODEN · LAKE BAROMBI MBO · LAKE BAROMBI KOTO · MANENGUBA LAKES · MAMI WATER

MOUNT CAMEROON 4094

Bibundi bay · Cape Debundscha · Ambas bay · Cape Nachtigal · Baie de Bodeaka · Baie de Moukouchou · Cap Cameroun · Baie de Manoka · ESTUAIRE DU CAMEROUN

B I G H T O F B I A F R A

CAMEROUN
ATLAS RÉGIONAUX
À 1/500000



LÉGENDE — **KEY**

DENSITÉS RURALES — **RURAL DENSITIES**

Nombre d'habitants au Km² — **Number of inhabitants per sq.km**

moins de 10 habitants	less than 10 inhabitants
de 10 à 19 habitants	from 10 to 19 inhabitants
de 20 à 29 habitants	from 20 to 29 inhabitants
de 30 à 39 habitants	from 30 to 39 inhabitants
de 40 à 49 habitants	from 40 to 49 inhabitants
de 50 à 69 habitants	from 50 to 69 inhabitants
de 70 à 99 habitants	from 70 to 99 inhabitants
de 100 à 130 habitants	from 100 to 130 inhabitants
plus de 130 habitants	more than 130 inhabitants

	Capitale d'Etat fédéré	Federated State Capital
	Préfecture	Divisional headquarters
	Sous-préfecture	Subdivisional headquarters
	Chef-lieu de district	District headquarters
	Siège d'autorité locale	Local council site
BATIBO	Chef-lieu administratif inclus dans la population rurale	Administrative headquarters induded in rural population
Njinikom	Ville importante (exclue de la population rurale)	Main town (excluded from rural population)

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N.

© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. -1972

ÉCHELLE 1/500 000 SCALE

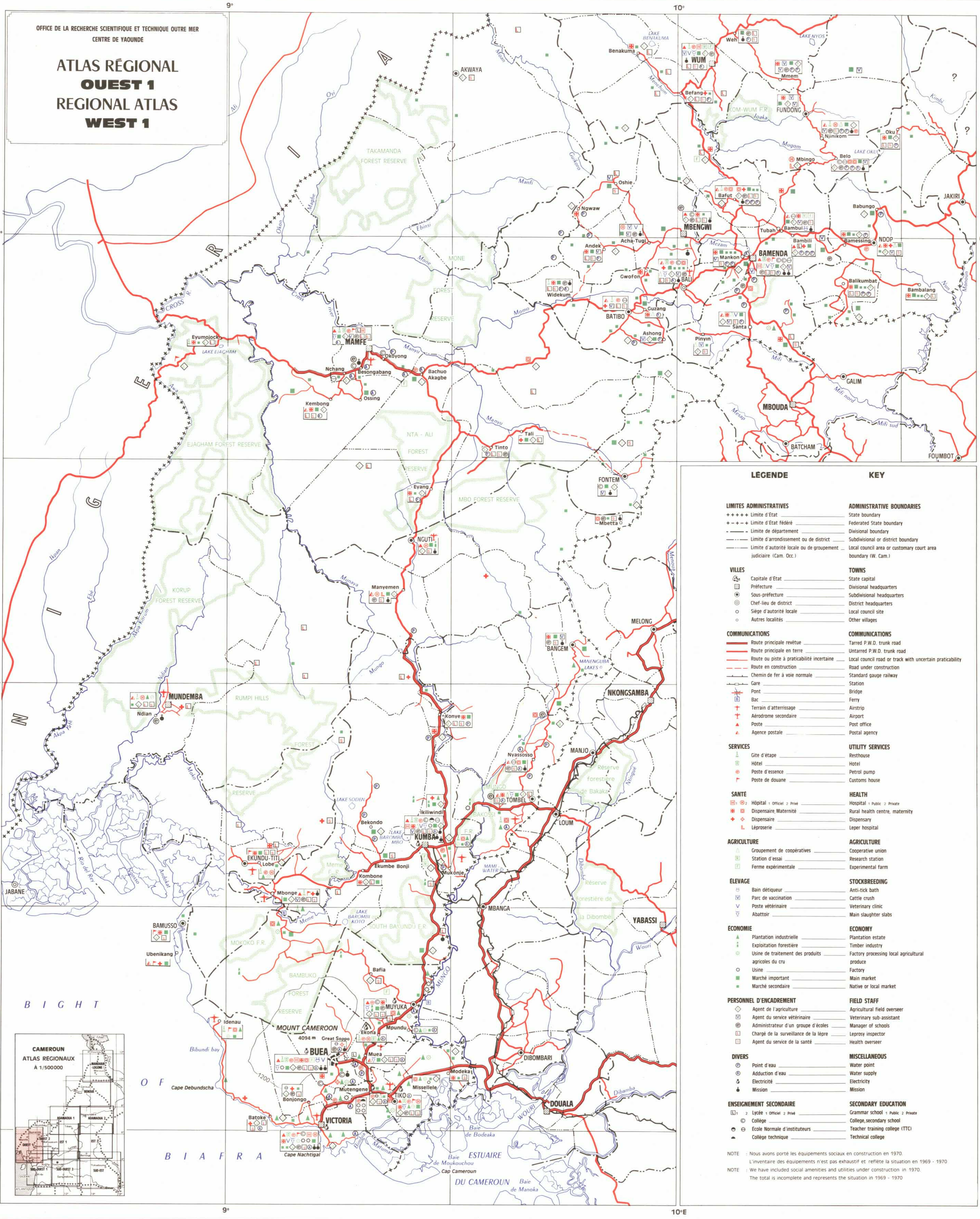
0 10 20 30 40 KM

DESSINÉ AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDÉ -1972

INFRASTRUCTURE

par G. COURADE

ETUDES ACHEVEES EN 1971



LÉGENDE / KEY

LIMITES ADMINISTRATIVES / ADMINISTRATIVE BOUNDARIES

- Limite d'État — State boundary
- Limite d'État fédéré — Federated State boundary
- Limite de département — Divisional boundary
- Limite d'arrondissement ou de district — Subdivisional or district boundary
- Limite d'autorité locale ou de groupement judiciaire (Cam. Occ.) — Local council area or customary court area boundary (W. Cam.)

VILLES / TOWNS

- Capitale d'État — State capital
- Préfecture — Divisional headquarters
- Sous-préfecture — Subdivisional headquarters
- Chef-lieu de district — District headquarters
- Siège d'autorité locale — Local council site
- Autres localités — Other villages

COMMUNICATIONS / COMMUNICATIONS

- Route principale revêtue — Tarred P.W.D. trunk road
- Route principale en terre — Untarred P.W.D. trunk road
- Route ou piste à praticabilité incertaine — Local council road or track with uncertain praticability
- Route en construction — Road under construction
- Chemin de fer à voie normale — Standard gauge railway
- Gare — Station
- Pont — Bridge
- Bac — Ferry
- Terrain d'atterrissage — Airstrip
- Aérodrome secondaire — Airport
- Poste — Post office
- Agence postale — Postal agency

SERVICES / UTILITY SERVICES

- Gite d'étape — Resthouse
- Hôtel — Hotel
- Poste d'essence — Petrol pump
- Poste de douane — Customs house

SANTÉ / HEALTH

- Hôpital 1 Officiel 2 Privé — Hospital 1 Public 2 Private
- Dispensaire, Maternité — Rural health centre, maternity
- Dispensaire — Dispensary
- Léproserie — Leper hospital

AGRICULTURE / AGRICULTURE

- Groupement de coopératives — Cooperative union
- Station d'essai — Research station
- Ferme expérimentale — Experimental farm

ÉLEVAGE / STOCKBREEDING

- Bain détiqueur — Anti-tick bath
- Parc de vaccination — Cattle crush
- Poste vétérinaire — Veterinary clinic
- Abattoir — Main slaughter slabs

ÉCONOMIE / ECONOMY

- Plantation industrielle — Plantation estate
- Exploitation forestière — Timber industry
- Usine de traitement des produits agricoles du cru — Factory processing local agricultural produce
- Usine — Factory
- Marché important — Main market
- Marché secondaire — Native or local market

PERSONNEL D'ENCADREMENT / FIELD STAFF

- Agent de l'agriculture — Agricultural field overseer
- Agent du service vétérinaire — Veterinary sub-assistant
- Administrateur d'un groupe d'écoles — Manager of schools
- Chargé de la surveillance de la lèpre — Leprosy inspector
- Agent du service de la santé — Health overseer

DIVERS / MISCELLANEOUS

- Point d'eau — Water point
- Adduction d'eau — Water supply
- Électricité — Electricity
- Mission — Mission

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECONDARY EDUCATION

- Lycée 1 Officiel 2 Privé — Grammar school 1 Public 2 Private
- Collège — College, secondary school
- Ecole Normale d'instituteurs — Teacher training college (TTC)
- Collège technique — Technical college

NOTE : Nous avons porté les équipements sociaux en construction en 1970.
L'inventaire des équipements n'est pas exhaustif et reflète la situation en 1969 - 1970

NOTE : We have included social amenities and utilities under construction in 1970.
The total is incomplete and represents the situation in 1969 - 1970

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N. A 1/500 000

© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. - 1972

ECHELLE 1/500 000 SCALE

0 10 20 30 40 KM

DESSINE AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDE - 1972

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

PRIMARY EDUCATION

par G. COURADE
ETUDES ACHEVEES EN 1971

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

9° 10°

6° 6°N 5° 4° 9° 10°E

NIGERIA

CAMEROUN

BIGHT OF BIAFRA

AKWAYA WUM LAKE BENAKUMA LAKE NYOS FUNDONG Njinikom LAKE OKU JAKIRI

Mbam Menchum Joaka Mugom Kimbi Ayi Manta Guikoro Maghe Okon Ebinsi Mone Cross river Momo Manyu Mezam Mankon Tubah Ndop Monoun Mili Mili nord Mili sud Mesap Awa Ikpan Ebé Akpa Konum Ndian Akpa Yafe Mofe Nimgué Dibombé Mami Wafe Mungo Meme Munaya Menoua Wouri Dibamba Bimbia Matumpi

TAKAMANDA FOREST RESERVE — MONE (Mawne) FOREST RESERVE — EJAGHAM FOREST RESERVE — NTA - ALI F.R. — MBO FOREST RESERVE — KORUP F.R. — RUMPI FOREST RESERVE — MOKOKO F.R. — S BAKUNDU F.R. — BAMBUKO F.R. — MUNGO F.R. — MEME F.R.

LAKE EJAGHAM LAKE SODEN LAKE BAROMBI MBO LAKE BAROMBI KOTO MANENGUBA LAKES MOUNT CAMEROON 4094

AKWAYA WUM FUNDONG Njinikom JAKIRI MBENGWI Tubah NDOP BAMENDA Mankon BALI BATIBO Santa MAMFE GALIM MBOUDA BATCHAM FOUMBOT FONTEM NGUTI MELONG BANGEM NKONGSAMBA MANJO TOMBEL LOUM KUMBA EKUNDU-TITI MBANGA YABASSI DIBOMBARI MUYUKA BUEA TIKO DOUALA VICTORIA MUNDEMBA BAMUSSO JABANE

Cape Debundscha Cape Nachtigal Bibundi bay Baie de Bodeaka Baie de Moukouchou Cap Cameroun Baie de Manoka ESTUAIRE DU CAMEROUN

LEGENDE — KEY

ECOLES PRIMAIRES 1970
PRIMARY SCHOOLS 1970

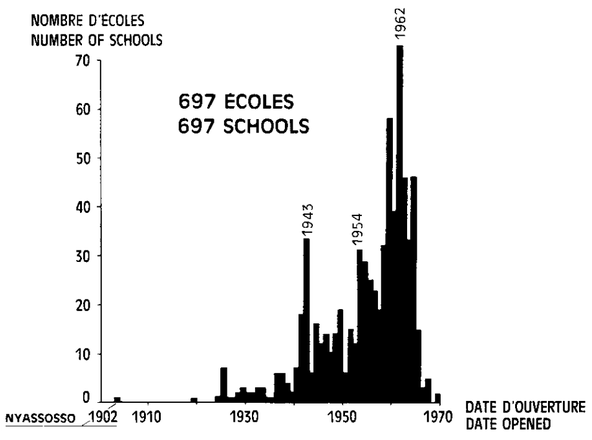
- École officielle à cycle incomplet — Council junior school
- École privée à cycle incomplet — Private junior school
- École officielle à cycle complet (7 classes) — Council senior school (going to class 7)
- École privée à cycle complet (7 classes) — Private senior school (going to class 7)

TAUX DE SCOLARISATION 1967-1968 (5-14 ANS)
RATE OF SCHOOLING 1967-1968 (5 TO 14 YEARS)

75 Taux de scolarisation par groupement judiciaire
75 Rate of schooling by customary court area

90 %
60 %
40 %
10 %

OUVERTURE DES ECOLES — OPENING OF SCHOOLS



SOURCE : Enquête annuelle de la direction de l'enseignement primaire auprès des directeurs d'écoles
Annual inquiry of the Education department

Pyramides des âges du recensement administratif
Age pyramid the administrative census (1967 - 69)

CAMEROUN
ATLAS REGIONAUX
À 1/500000

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N.

© REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. - 1972

ÉCHELLE 1/500 000 SCALE

0 10 20 30 40 KM

DESSINE AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDE -1972

Agracam - Yaoundé

CULTURES COMMERCIALES

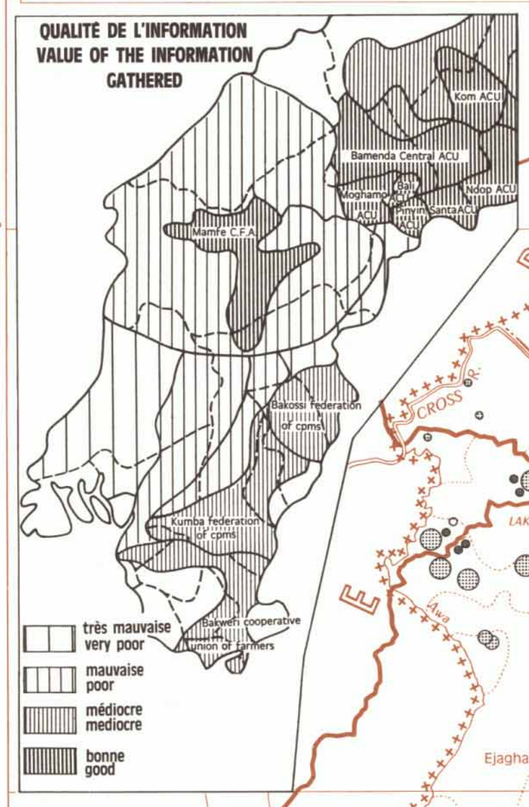
par G. COURADE
ETUDES ACHEVEES EN 1971

CASH CROPS

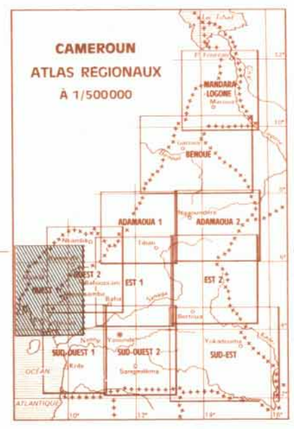
OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

QUALITÉ DE L'INFORMATION
VALUE OF THE INFORMATION GATHERED



très mauvaise very poor
mauvaise poor
médiocre mediocre
bonne good



LEGENDE **KEY**

PRODUCTION

PRODUCTION MOYENNE - ANNÉES 1967-69
AVERAGE PRODUCTION FOR THE YEARS 1967 - 69

20 T. ● **CAFÉ ARABICA** COFFEE ARABICA — ● **CAFÉ ROBUSTA** COFFEE ROBUSTA
5 T. ● — ●
1 T. ● — ●
20 T. ⊛ **CACAO** COCOA — ○ **PALMISTES** PALM KERNELS
5 T. ⊛ — ○
1 T. ⊛ — ○

NDOP Union de coopératives primaires / Union of cooperative primary marketing societies

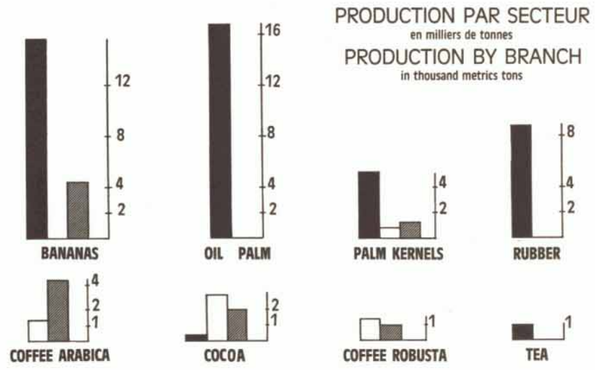
Zone supérieure à 1000 m / Area over 1000 m

PLANTATIONS INDUSTRIELLES
INDUSTRIAL PLANTATIONS ESTATE

- B Bananes / Bananas
- H Hévéas / Rubber
- C Cacao / Cocoa
- P Palmiers / Palms
- C Café / Coffee
- T Thé / Tea

Culture du café Arabica (pas de données)
Area producing coffee arabica (no data available)

PRODUCTION PAR SECTEUR
en milliers de tonnes
PRODUCTION BY BRANCH
in thousand metrics tons



SECTEURS BRANCHES

complexes " agro-industriels " industrial plantations
adhérents aux coopératives cooperative members
agriculteurs inorganisés isolated farmers

SOURCE : Caisse de stabilisation des produits agricoles exportés.
Unions de coopératives primaires
West Cameroon Marketing Board. Unions of cooperative primary marketing societies

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N.

© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. - 1972

ECHELLE 1/500 000 SCALE

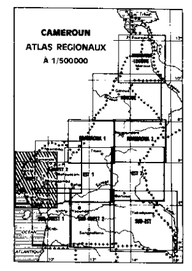
DESSINÉ AU CENTRE O.R.S.T.O.M DE YAOUNDE -1972

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

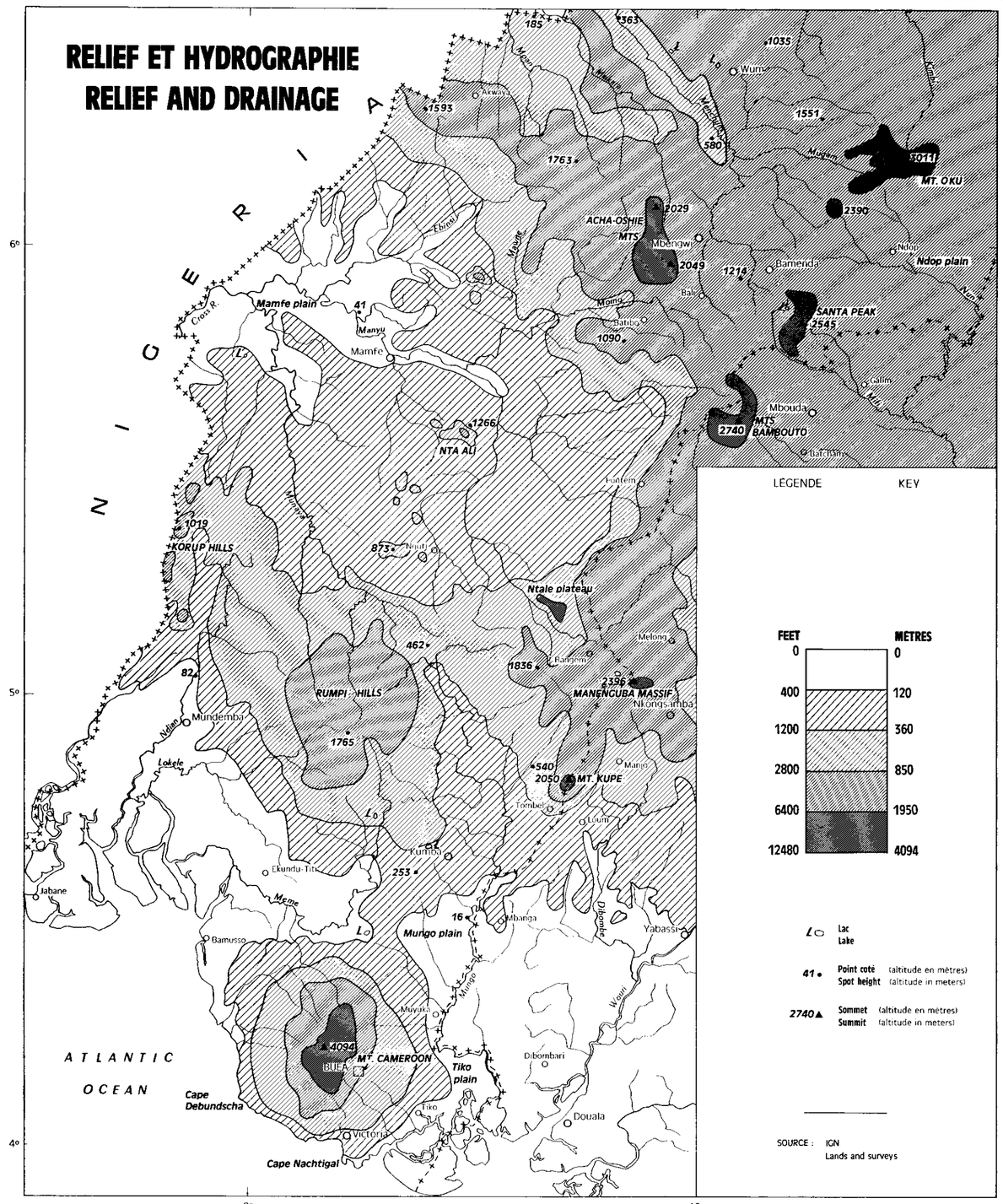
LE MILIEU PHYSIQUE

THE PHYSICAL MILIEU

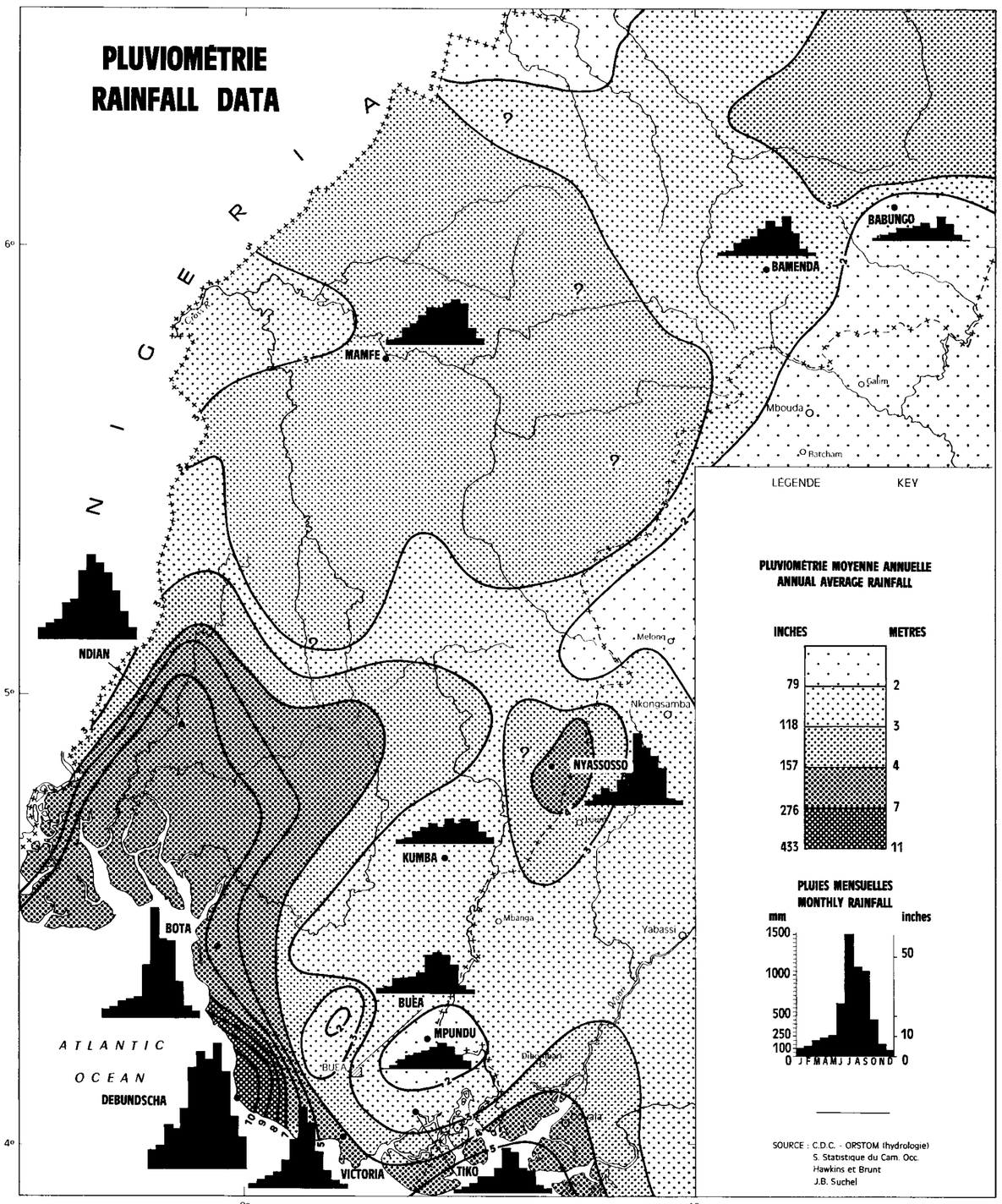


par G. COURADE
ETUDES ACHEVEES EN 1971

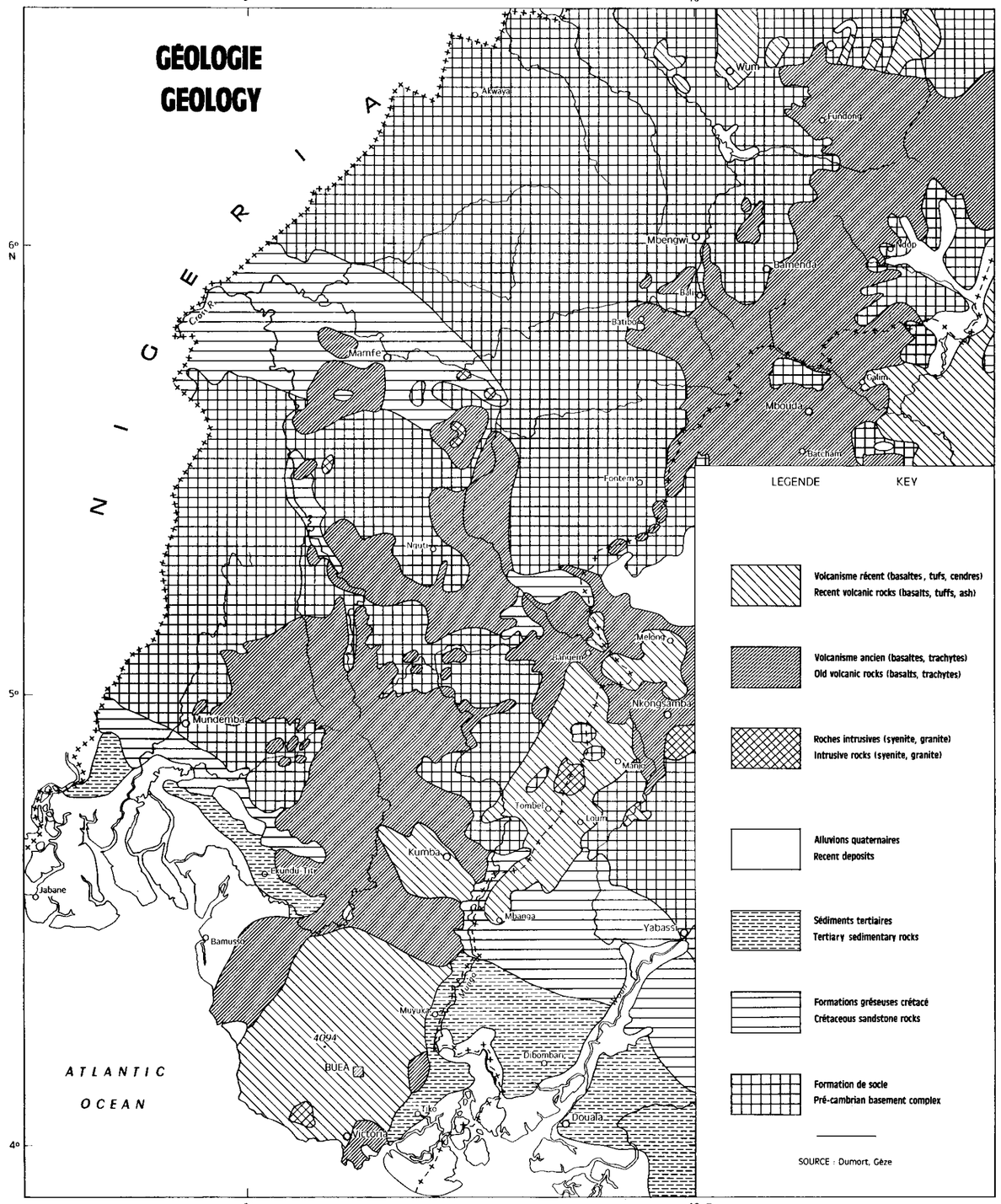
RELIEF ET HYDROGRAPHIE
RELIEF AND DRAINAGE



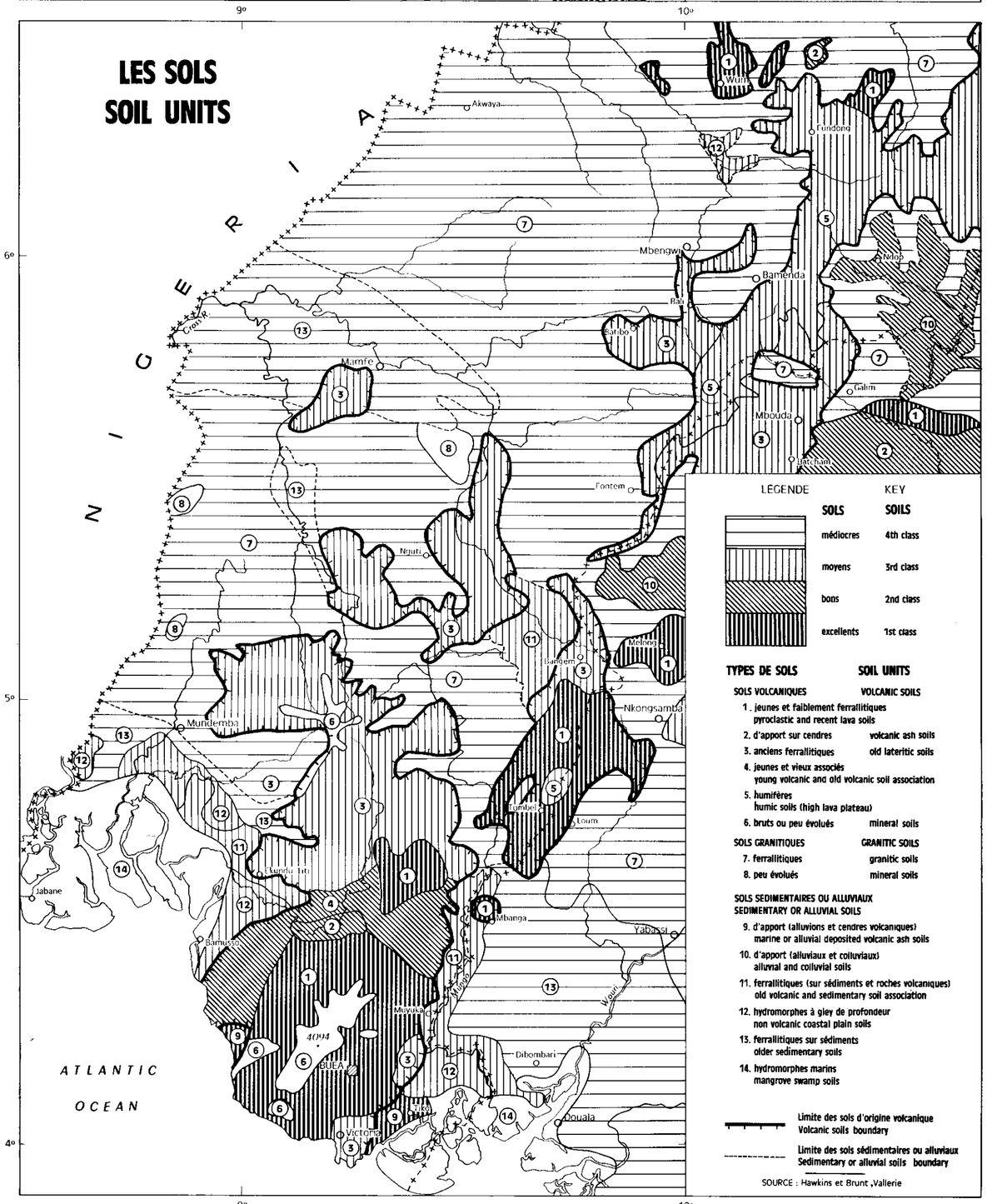
PLUVIOMÉTRIE
RAINFALL DATA



GÉOLOGIE
GEOLOGY



LES SOLS
SOIL UNITS



ÉCHELLE 1/1 000 000 SCALE

0 20 40 60 80 KM

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N. A 1/1 000 000

DESSINE AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDE - 1972

© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. - 1972

Agracam - Yaoundé

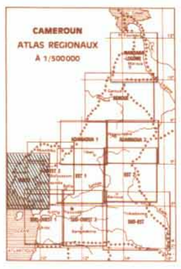
OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

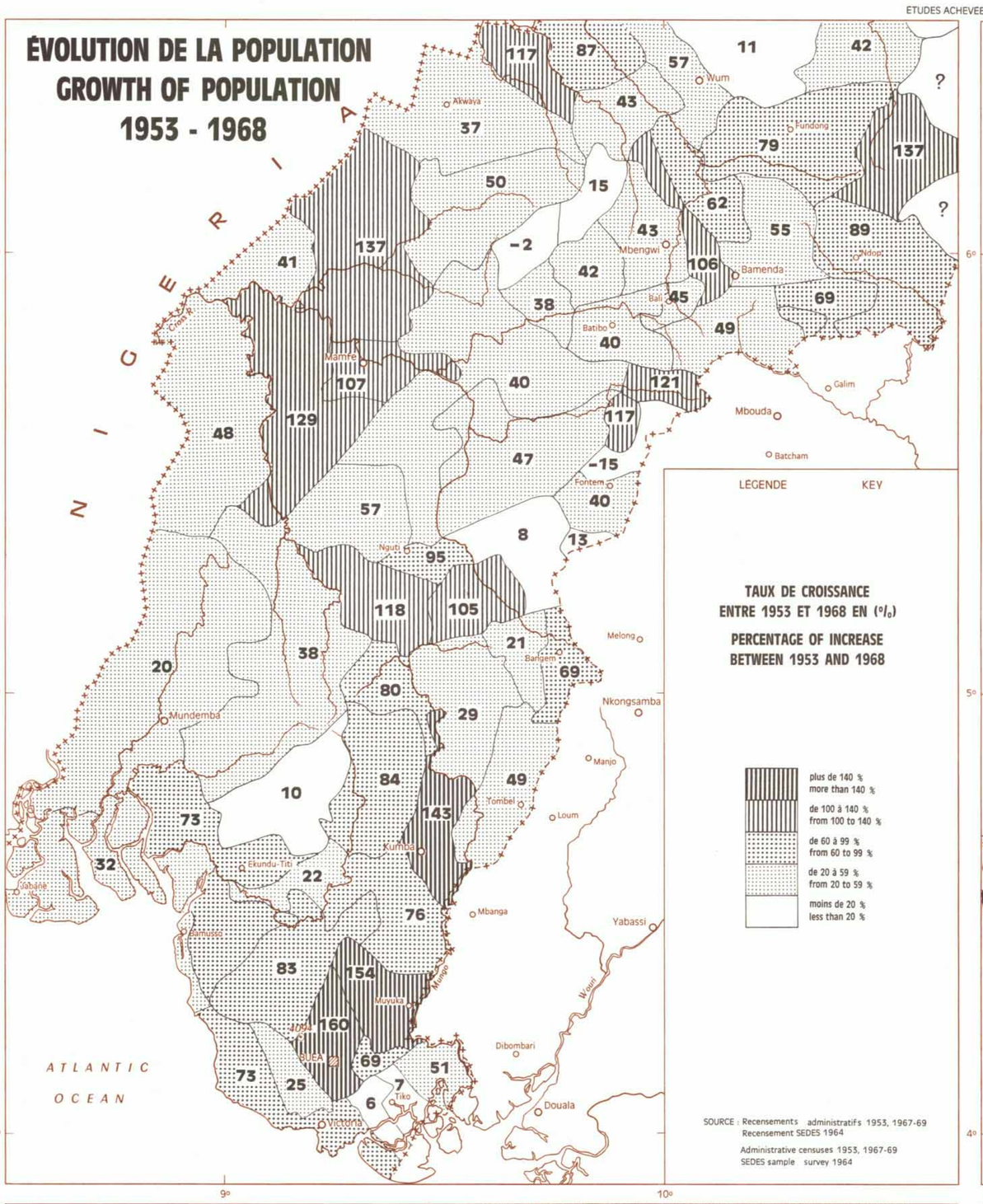
ÉLÉMENTS DE DÉMOGRAPHIE
DEMOGRAPHIC MATERIALS

par G. COURADE

ETUDES ACHEVÉES EN 1971



ÉVOLUTION DE LA POPULATION
GROWTH OF POPULATION
1953 - 1968



TAUX DE CROISSANCE
ENTRE 1953 ET 1968 EN (°/₀)

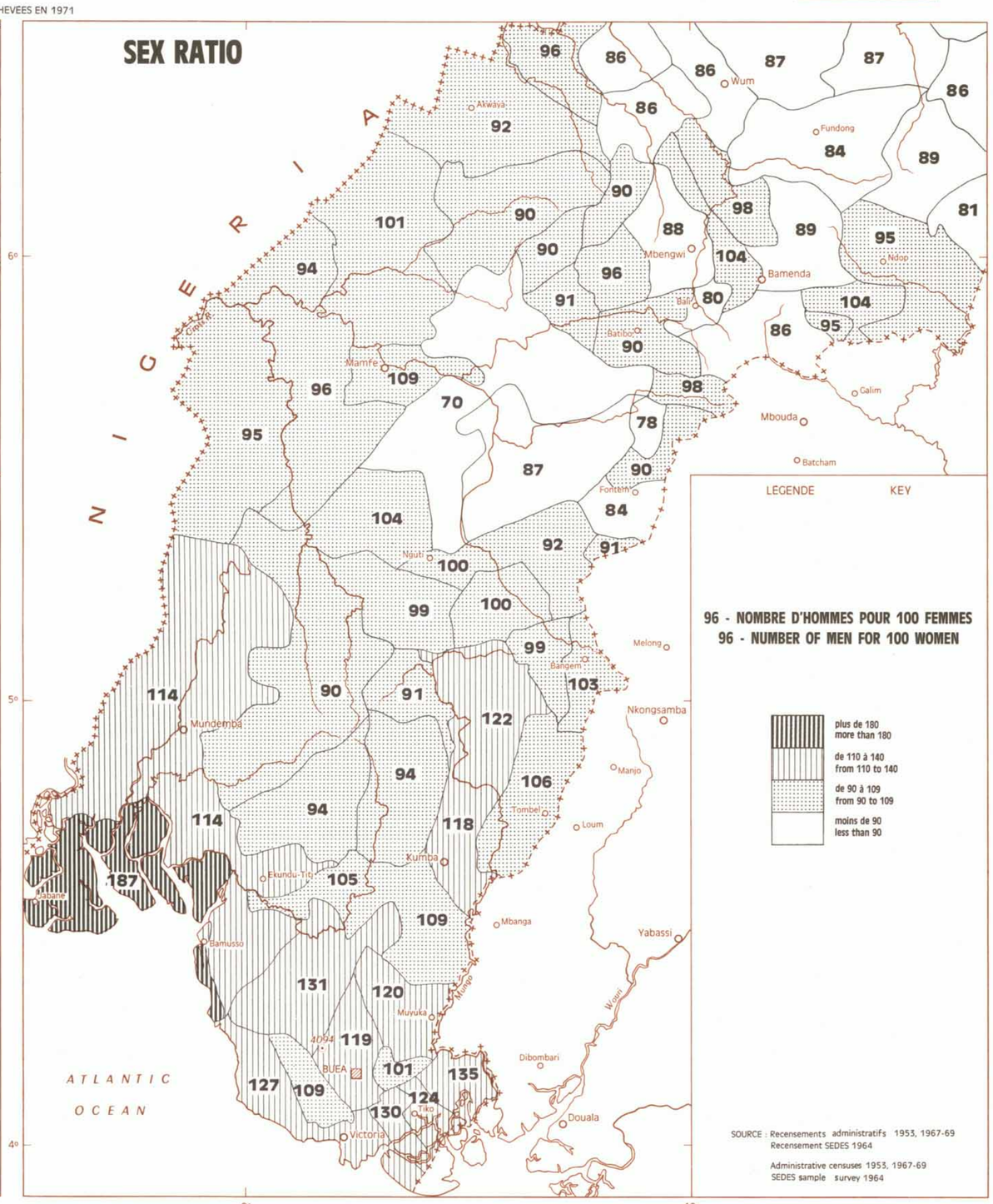
PERCENTAGE OF INCREASE
BETWEEN 1953 AND 1968

- plus de 140 % — more than 140 %
- de 100 à 140 % — from 100 to 140 %
- de 60 à 99 % — from 60 to 99 %
- de 20 à 59 % — from 20 to 59 %
- moins de 20 % — less than 20 %

SOURCE : Recensements administratifs 1953, 1967-69
Recensement SEDES 1964

Administrative censuses 1953, 1967-69
SEDES sample survey 1964

SEX RATIO



96 - NOMBRE D'HOMMES POUR 100 FEMMES
96 - NUMBER OF MEN FOR 100 WOMEN

- plus de 180 — more than 180
- de 110 à 140 — from 110 to 140
- de 90 à 109 — from 90 to 109
- moins de 90 — less than 90

SOURCE : Recensements administratifs 1953, 1967-69
Recensement SEDES 1964

Administrative censuses 1953, 1967-69
SEDES sample survey 1964

POPULATION MASCULINE

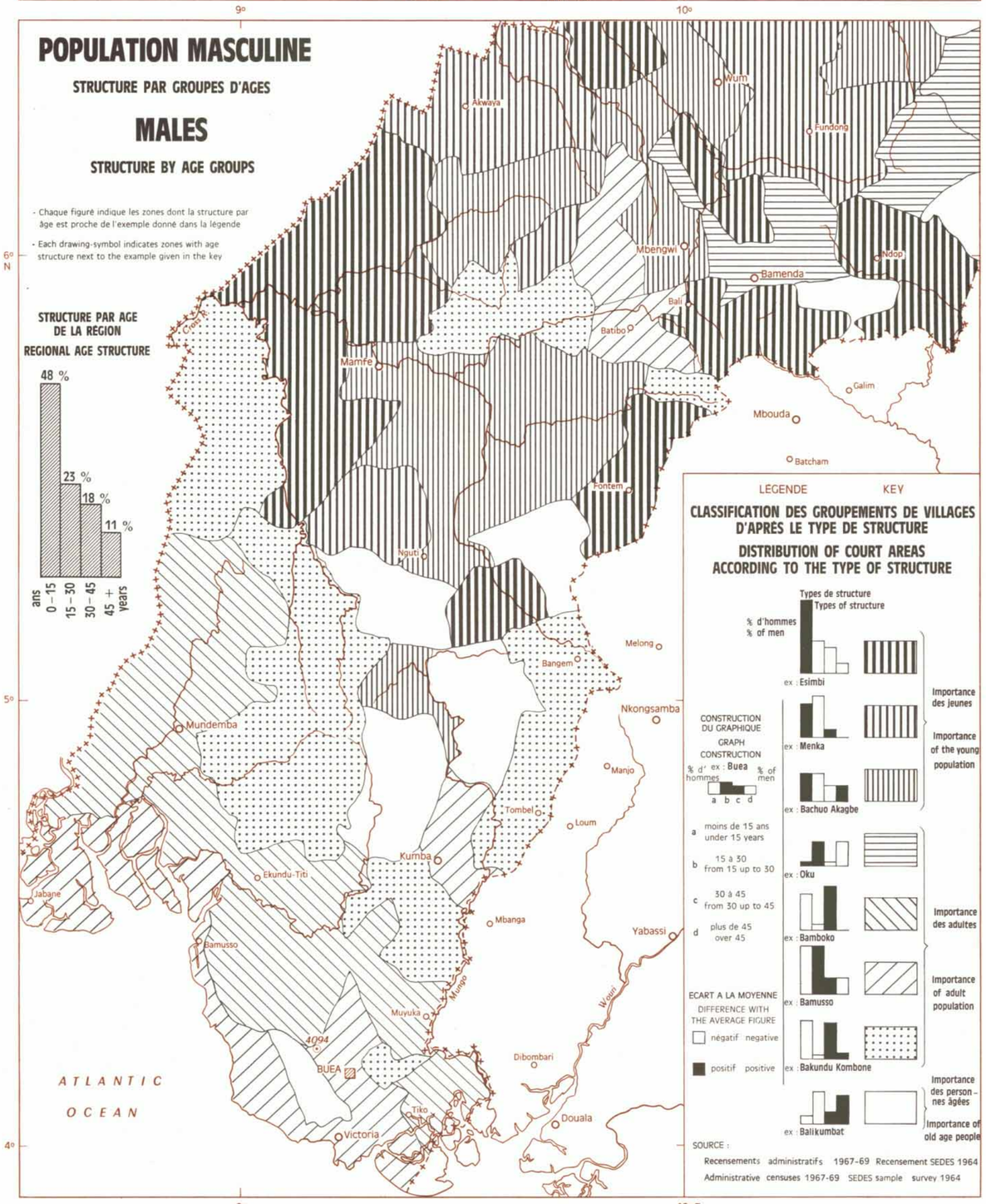
STRUCTURE PAR GROUPES D'AGES

MALES

STRUCTURE BY AGE GROUPS

- Chaque figuré indique les zones dont la structure par âge est proche de l'exemple donné dans la légende
- Each drawing-symbol indicates zones with age structure next to the example given in the key

STRUCTURE PAR AGE DE LA RÉGION
REGIONAL AGE STRUCTURE



LEGENDE KEY

CLASSIFICATION DES GROUPEMENTS DE VILLAGES D'APRÈS LE TYPE DE STRUCTURE

DISTRIBUTION OF COURT AREAS ACCORDING TO THE TYPE OF STRUCTURE

SOURCE :
Recensements administratifs 1967-69 Recensement SEDES 1964
Administrative censuses 1967-69 SEDES sample survey 1964

POPULATION FÉMININE

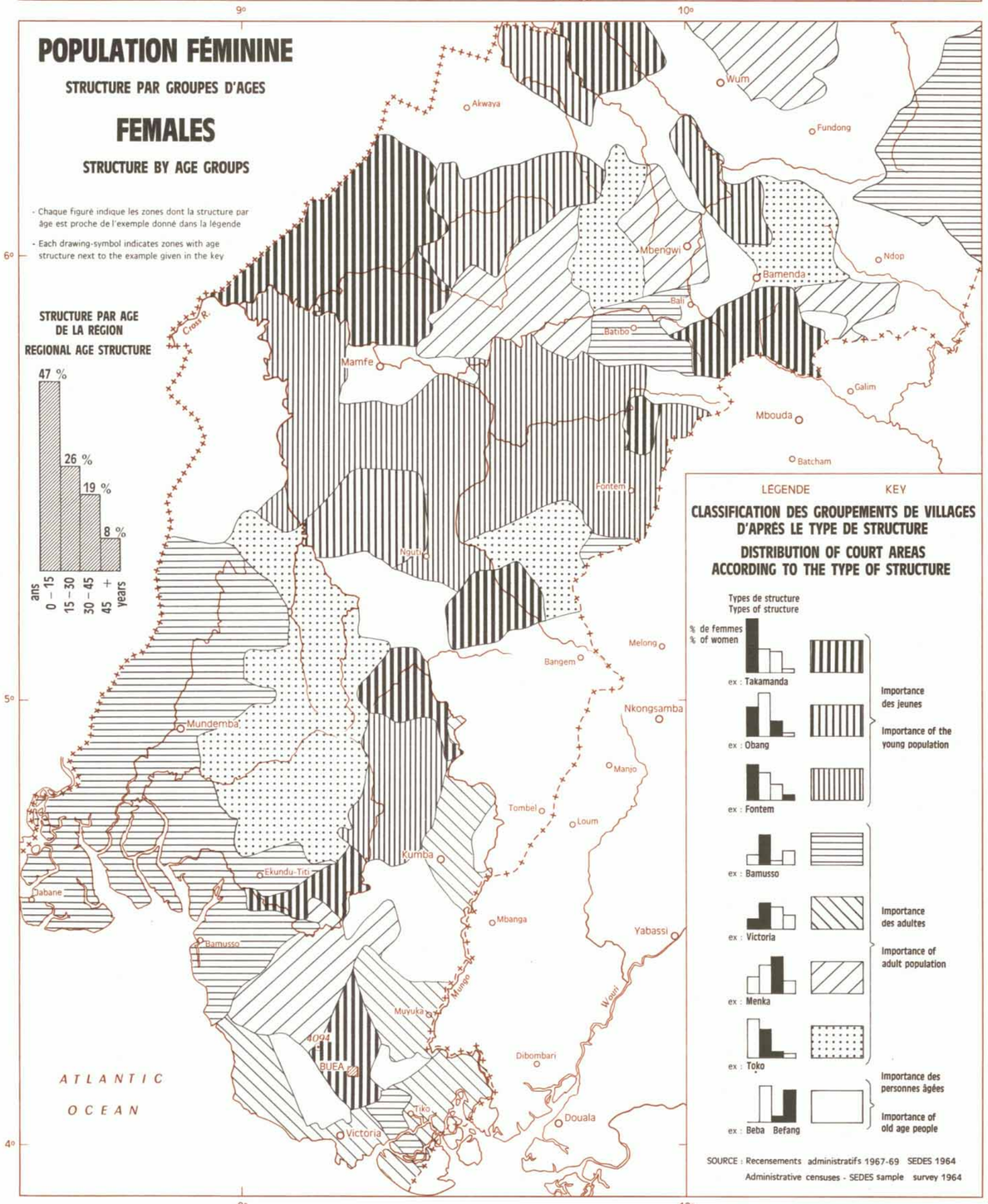
STRUCTURE PAR GROUPES D'AGES

FEMALES

STRUCTURE BY AGE GROUPS

- Chaque figuré indique les zones dont la structure par âge est proche de l'exemple donné dans la légende
- Each drawing-symbol indicates zones with age structure next to the example given in the key

STRUCTURE PAR AGE DE LA RÉGION
REGIONAL AGE STRUCTURE



LEGENDE KEY

CLASSIFICATION DES GROUPEMENTS DE VILLAGES D'APRÈS LE TYPE DE STRUCTURE

DISTRIBUTION OF COURT AREAS ACCORDING TO THE TYPE OF STRUCTURE

SOURCE : Recensements administratifs 1967-69 SEDES 1964
Administrative censuses - SEDES sample survey 1964

ÉCHELLE 1/1 000 000 SCALE

0 20 40 60 80 KM

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N. A 1/1 000 000

DESSINE AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDE - 1972

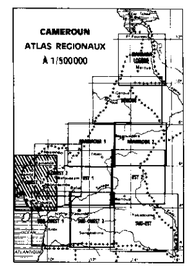
© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. - 1972

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

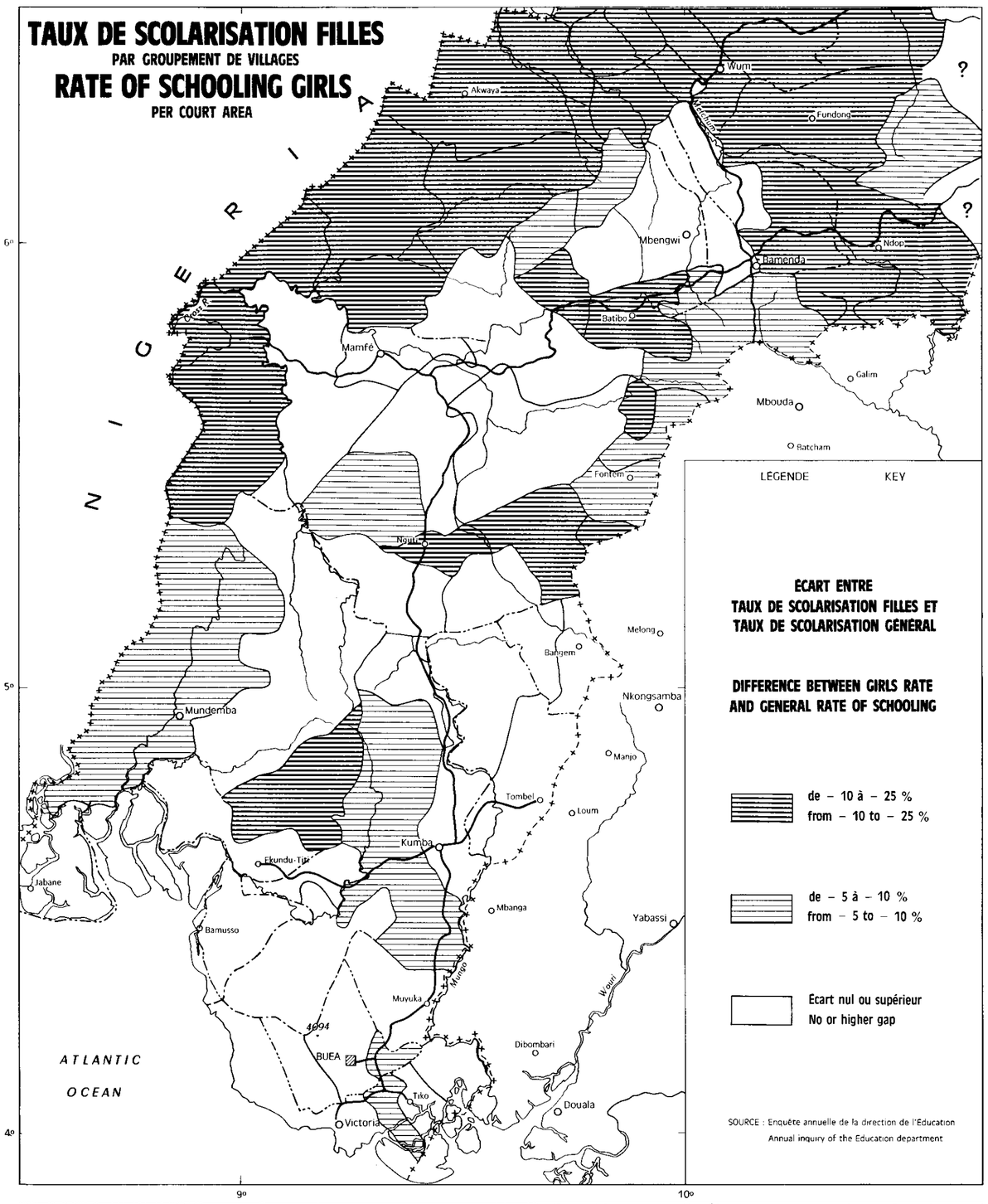
TRAITS SOCIAUX

SOCIAL ASPECTS



par G. COURADE
ETUDES ACHEVEES EN 1971

TAUX DE SCOLARISATION FILLES
PAR GROUPEMENT DE VILLAGES
RATE OF SCHOOLING GIRLS
PER COURT AREA



LEGENDE KEY

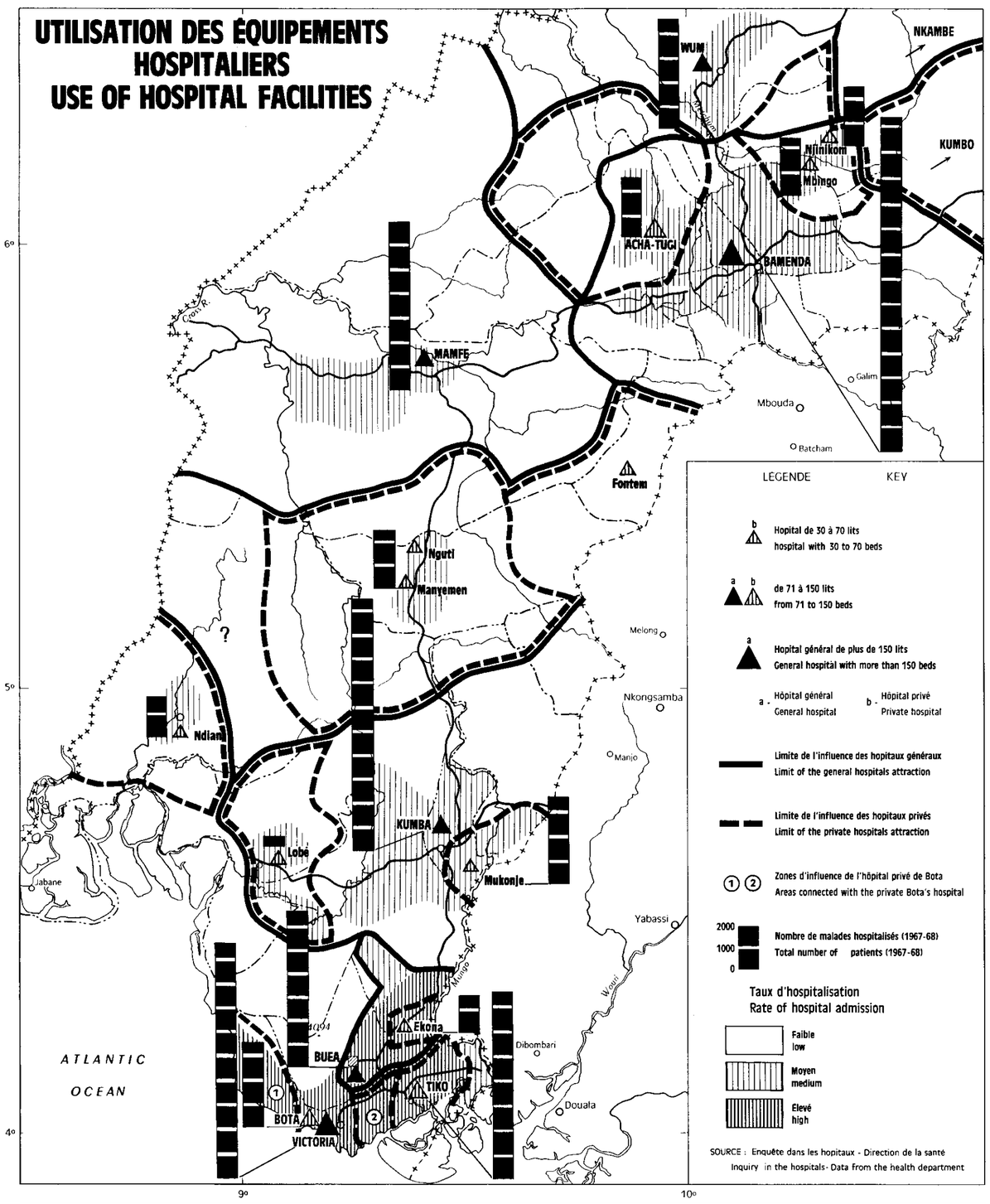
ÉCART ENTRE TAUX DE SCOLARISATION FILLES ET TAUX DE SCOLARISATION GÉNÉRAL

DIFFERENCE BETWEEN GIRLS RATE AND GENERAL RATE OF SCHOOLING

- de − 10 à − 25 % / from − 10 to − 25 %
- de − 5 à − 10 % / from − 5 to − 10 %
- Ecart nul ou supérieur / No or higher gap

SOURCE : Enquête annuelle de la direction de l'Education
Annual inquiry of the Education department

UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS HOSPITALIERS
USE OF HOSPITAL FACILITIES



LEGENDE KEY

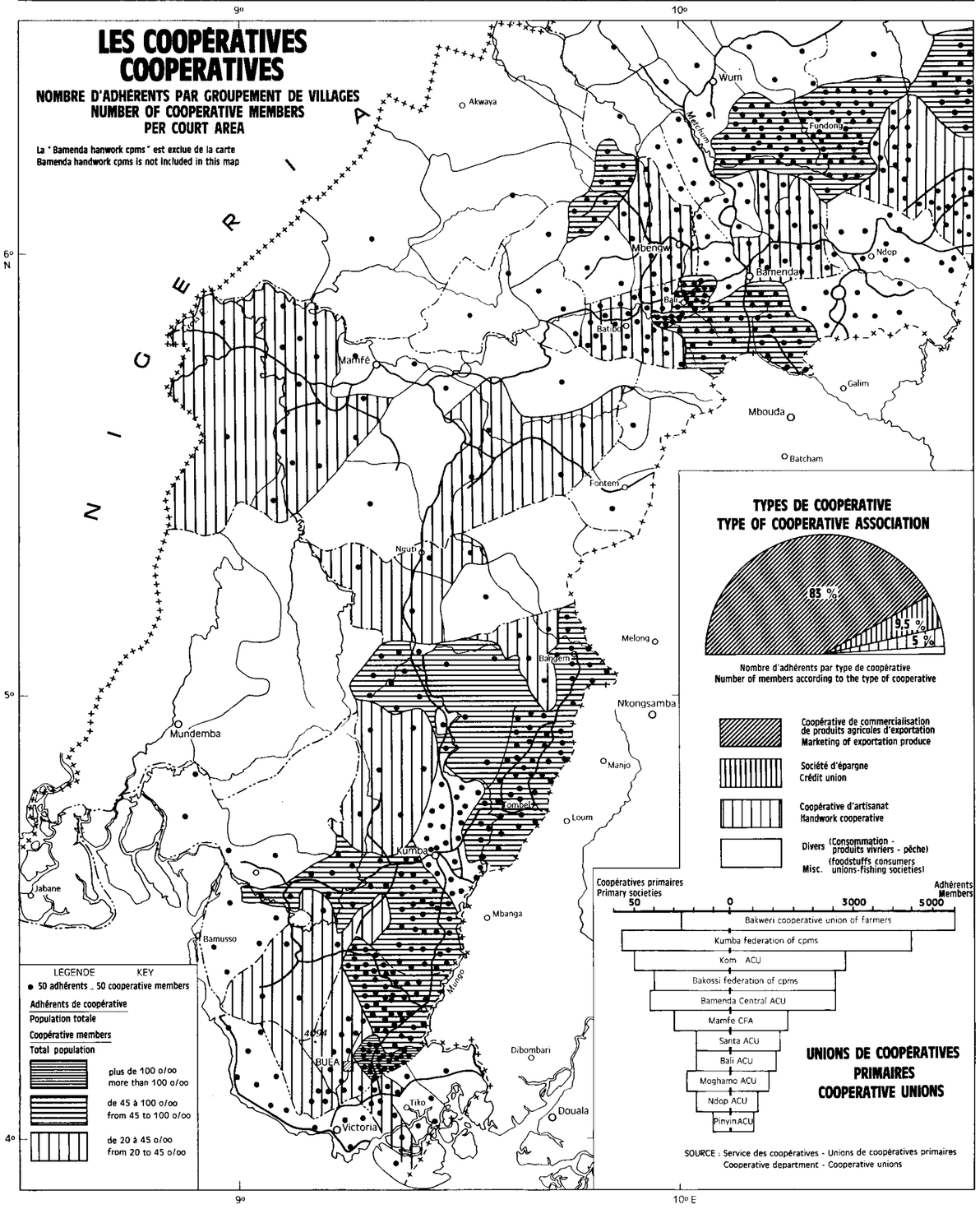
- b — Hopital de 30 à 70 lits / hospital with 30 to 70 beds
- a b — de 71 à 150 lits / from 71 to 150 beds
- a — Hopital général de plus de 150 lits / General hospital with more than 150 beds
- a - Hôpital général / General hospital ; b - Hôpital privé / Private hospital
- Limite de l'influence des hopitaux généraux / Limit of the general hospitals attraction
- Limite de l'influence des hopitaux privés / Limit of the private hospitals attraction
- ① ② Zones d'influence de l'hôpital privé de Bota / Areas connected with the private Bota's hospital
- 2000 / 1000 / 0 — Nombre de malades hospitalisés (1967-68) / Total number of patients (1967-68)

Taux d'hospitalisation
Rate of hospital admission
- Faible / low
- Moyen / medium
- Elevé / high

SOURCE : Enquête dans les hopitaux - Direction de la santé
Inquiry in the hospitals - Data from the health department

LES COOPÉRATIVES
COOPERATIVES
NOMBRE D'ADHÉRENTS PAR GROUPEMENT DE VILLAGES
NUMBER OF COOPERATIVE MEMBERS PER COURT AREA

La " Bamenda hanwork cpms " est exclue de la carte
Bamenda handwork cpms is not included in this map



LEGENDE KEY

- 50 adhérents . 50 cooperative members

Adhérents de coopérative / Population totale
Coopérative members / Total population

- plus de 100 o/oo / more than 100 o/oo
- de 45 à 100 o/oo / from 45 to 100 o/oo
- de 20 à 45 o/oo / from 20 to 45 o/oo

TYPES DE COOPÉRATIVE
TYPE OF COOPERATIVE ASSOCIATION

Nombre d'adhérents par type de coopérative
Number of members according to the type of cooperative

- Coopérative de commercialisation de produits agricoles d'exportation / Marketing of exportation produce
- Société d'épargne / Crédit union
- Coopérative d'artisanat / Handwork cooperative
- Divers (Consommation - produits vivriers - pêche) / Misc. (foodstuffs consumers unions-fishing societies)

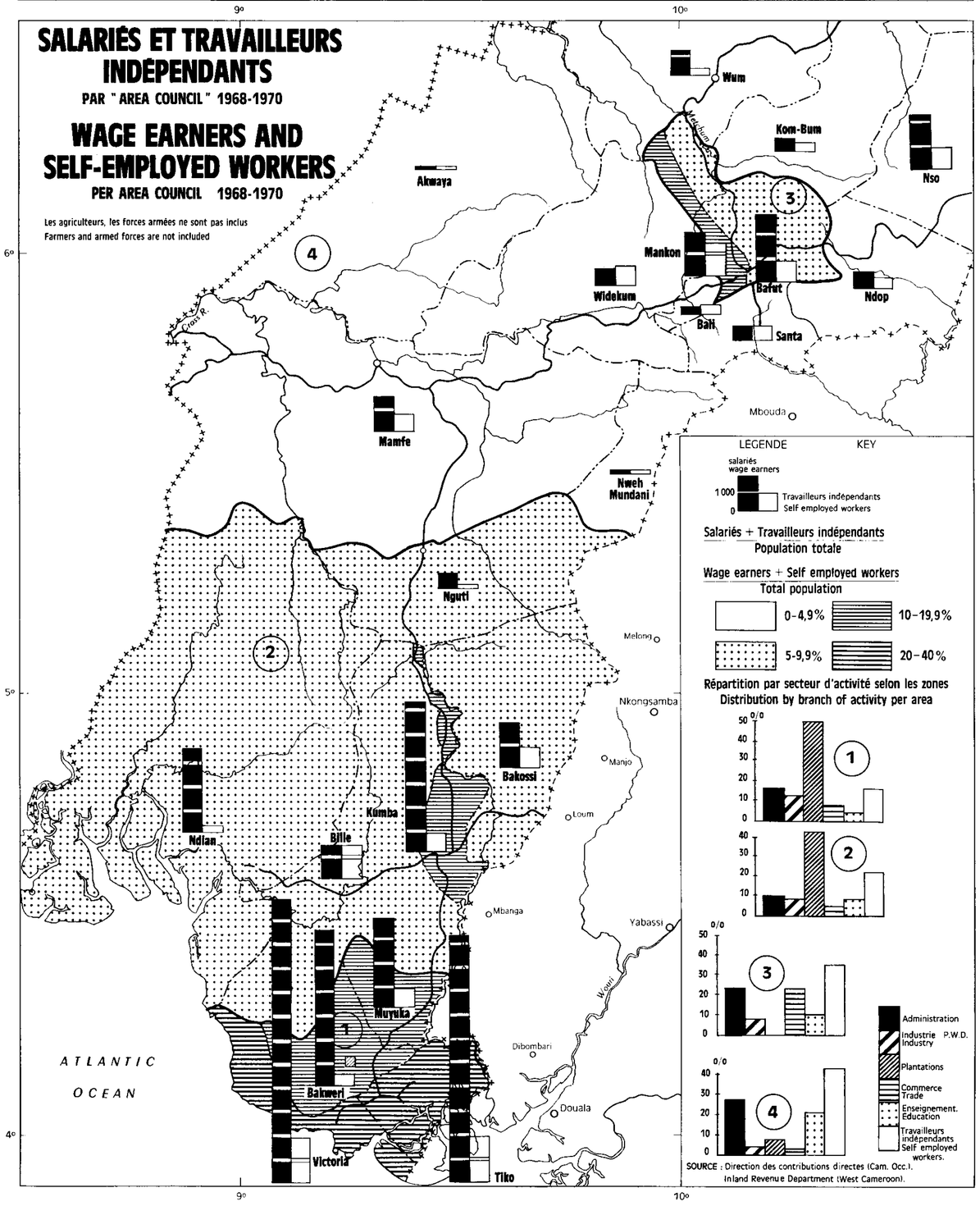
Coopératives primaires / Primary societies — Adhérents / Members

UNIONS DE COOPÉRATIVES PRIMAIRES
COOPERATIVE UNIONS

SOURCE : Service des coopératives - Unions de coopératives primaires
Cooperative department - Cooperative unions

SALARIÉS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS
PAR " AREA COUNCIL " 1968-1970
WAGE EARNERS AND SELF-EMPLOYED WORKERS
PER AREA COUNCIL 1968-1970

Les agriculteurs, les forces armées ne sont pas inclus
Farmers and armed forces are not included



LEGENDE KEY

salariés / wage earners — 1 000 / 0 — Travailleurs indépendants / Self employed workers

Salariés + Travailleurs indépendants / Population totale
Wage earners + Self employed workers / Total population

- 0-4,9 %
- 5-9,9 %
- 10-19,9 %
- 20-40 %

Répartition par secteur d'activité selon les zones
Distribution by branch of activity per area

SOURCE : Direction des contributions directes (Cam. Occ.).
Inland Revenue Department (West Cameroon).

ÉCHELLE 1/1 000 000 SCALE

0 20 40 60 80 KM

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N. A 1/1 000 000

DESSINE AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDE - 1972

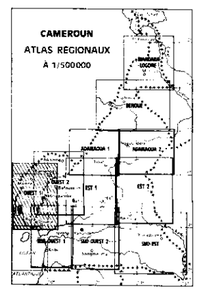
© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M.-1973

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

PLANTATIONS INDUSTRIELLES

INDUSTRIAL PLANTATIONS

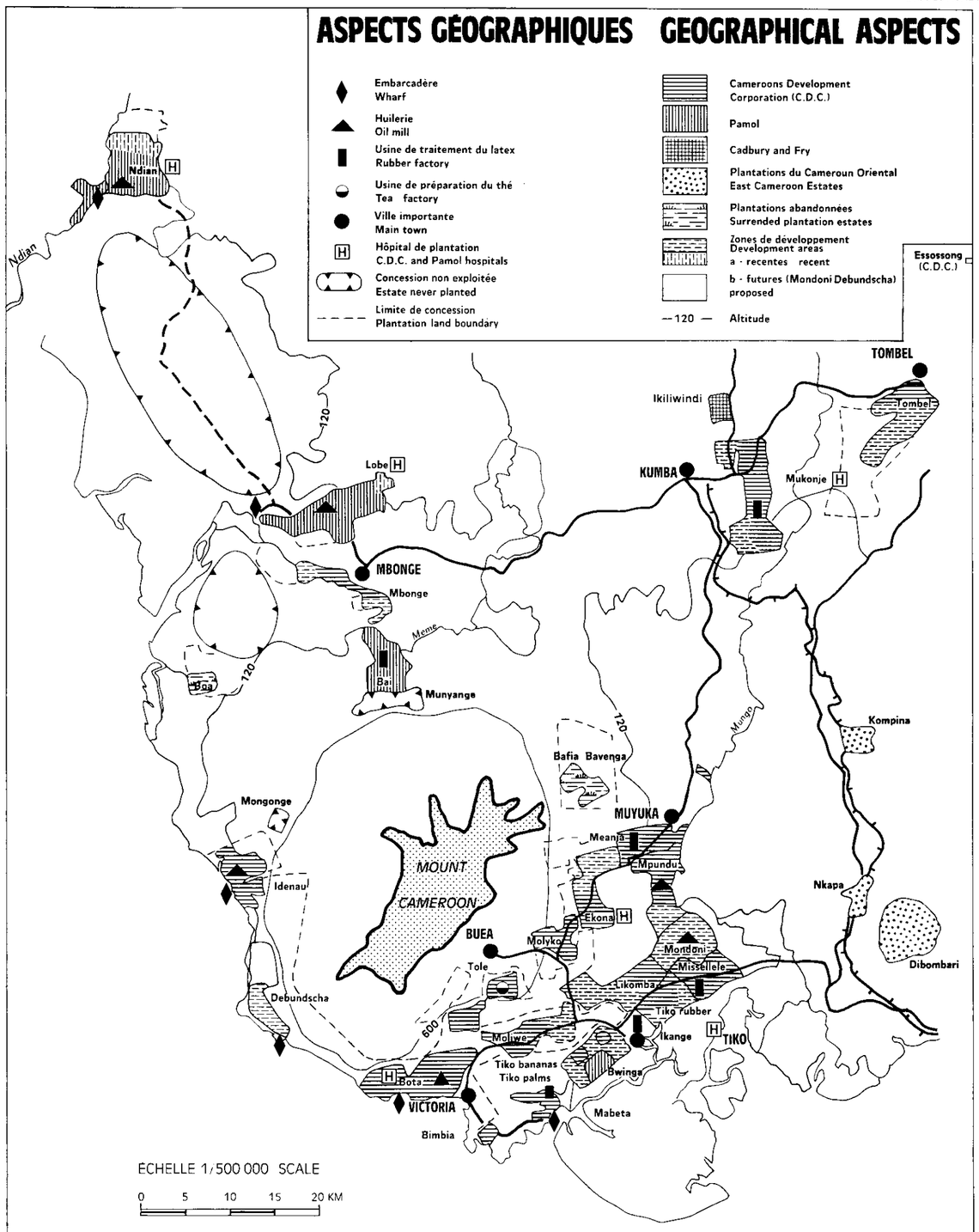


par G. COURADE

ETUDES ACHEVEES EN 1971

ASPECTS GÉOGRAPHIQUES GEOGRAPHICAL ASPECTS

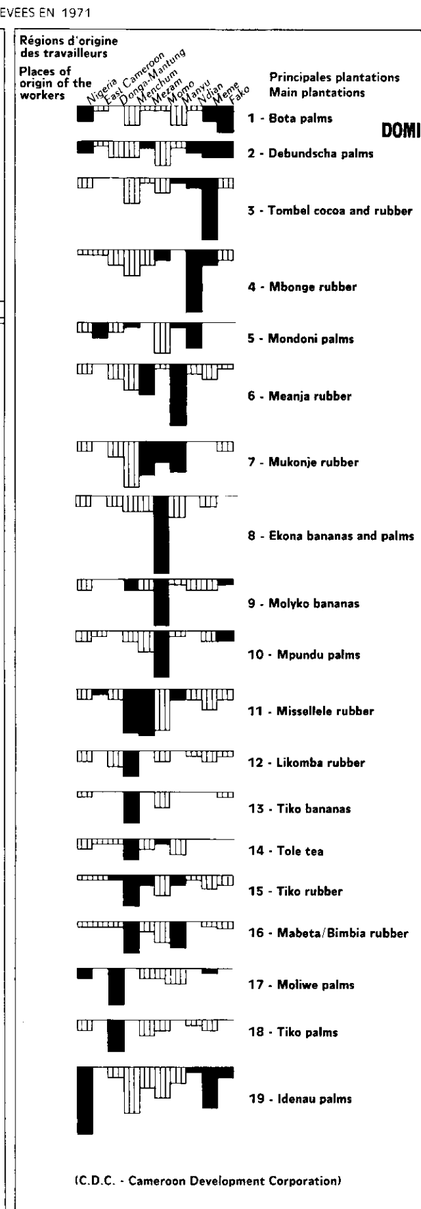
- Embarcadère / Wharf
- Huilerie / Oil mill
- Usine de traitement du latex / Rubber factory
- Usine de préparation du thé / Tea factory
- Ville importante / Main town
- Hôpital de plantation C.D.C. and Pamol hospitals
- Concession non exploitée / Estate never planted
- Limite de concession / Plantation land boundary
- Cameroons Development Corporation (C.D.C.)
- Pamol
- Cadbury and Fry
- Plantations du Cameroun Oriental / East Cameroon Estates
- Plantations abandonnées / Surrended plantation estates
- Zones de développement / Development areas — a - recentes recent; b - futures (Mondoni Debundscha) proposed
- —120— Altitude



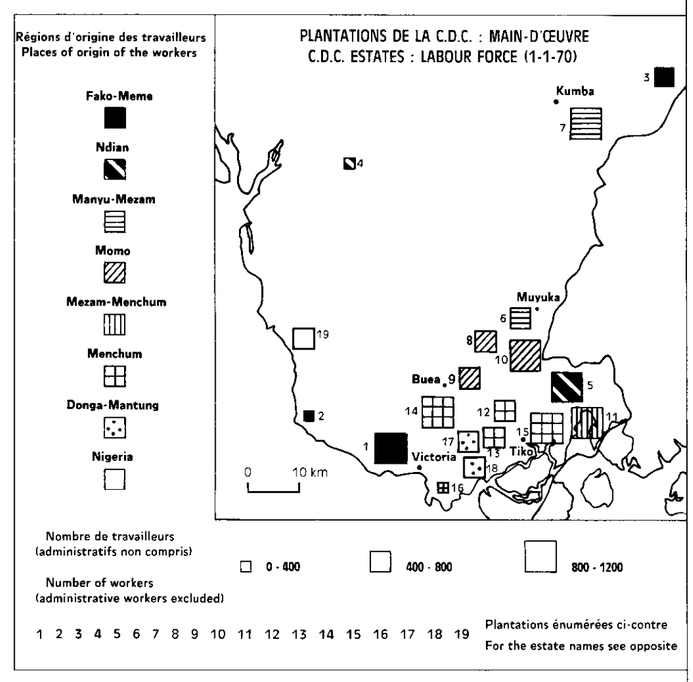
SOURCE : C.D.C. Pamol - cadbury and Fry 1968 - 70

LES TRAVAILLEURS DES PLANTATIONS DE LA C.D.C.
C.D.C. PLANTATIONS WORKERS

DOMINANTES DANS L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES TRAVAILLEURS DE LA C.D.C. (POUR CHAQUE PLANTATION)
TENDENCIES IN THE GEOGRAPHICAL ORIGIN OF THE C.D.C. ESTATES WORKERS



(C.D.C. - Cameroon Development Corporation)



Construction graphique — Graph construction

Ex.7 - Mukonje Rubber

Différence entre la répartition de l'origine des travailleurs dans une plantation et la moyenne dans toutes les plantations

Difference between the distribution of the places of origin of the workers in one estate and the average in all the estates

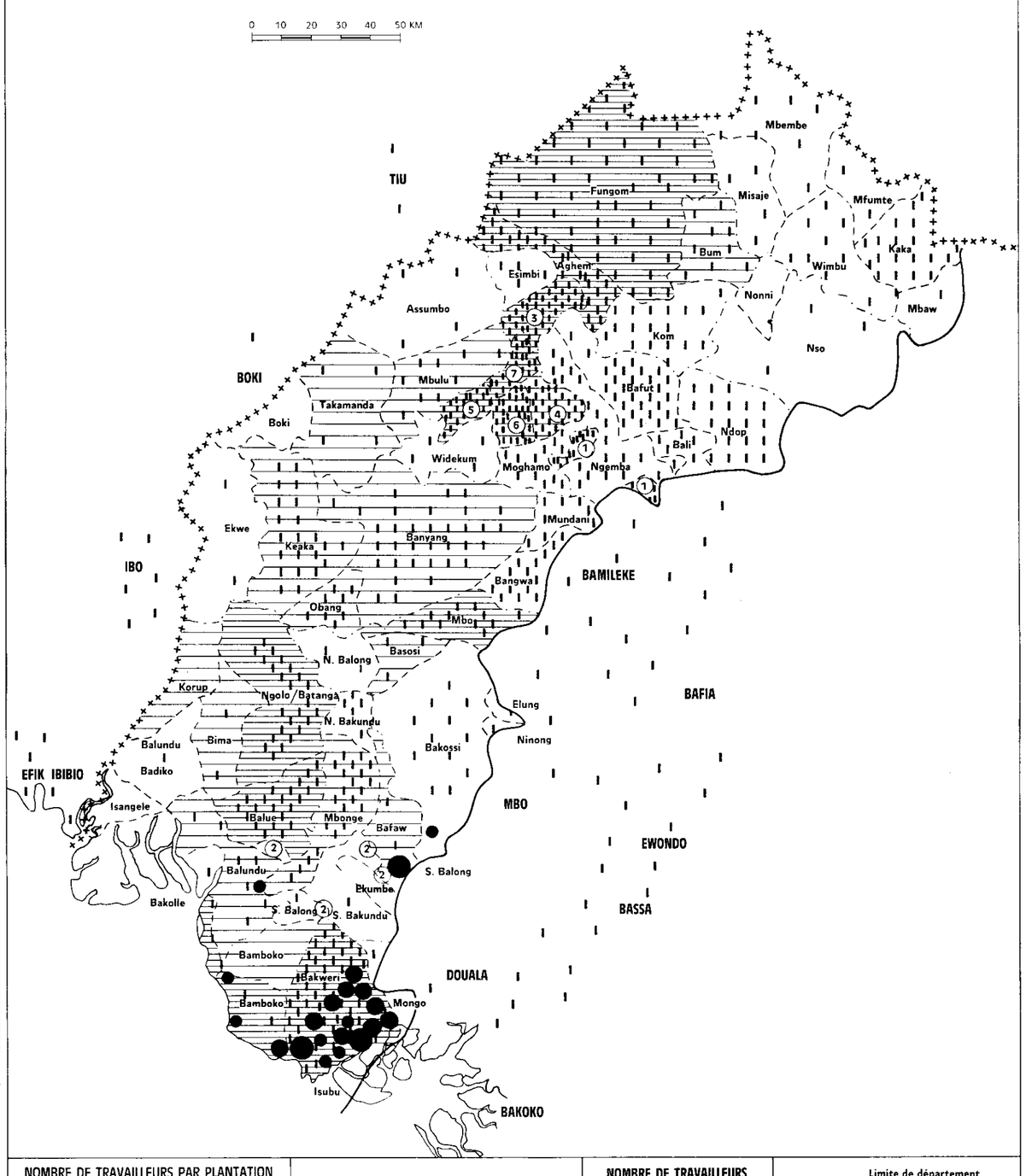
valeurs positives / positive — valeurs négatives / negative

Plantation Estate	C.D.C.	Difference
1	5	−4
10	9	+1
7	8	−1
25	14	+11
23	16	+7
23	11	+12
6	22	−16
1	7	−6
3	4	−1
1	4	−3
	en %	in %

Régions d'origine des travailleurs
Places of origin of the workers
Fako
Meme
Ndian
Manyu
Momo
Mezam
Menchum
Donga-Mantung
East Cameroon
Nigeria

ORIGINE ETHNIQUE DES TRAVAILLEURS DE LA C.D.C.
C.D.C. TRIBAL ORIGIN OF THE WORKERS

ÉCHELLE 1/1 500 000 SCALE
0 10 20 30 40 50 KM



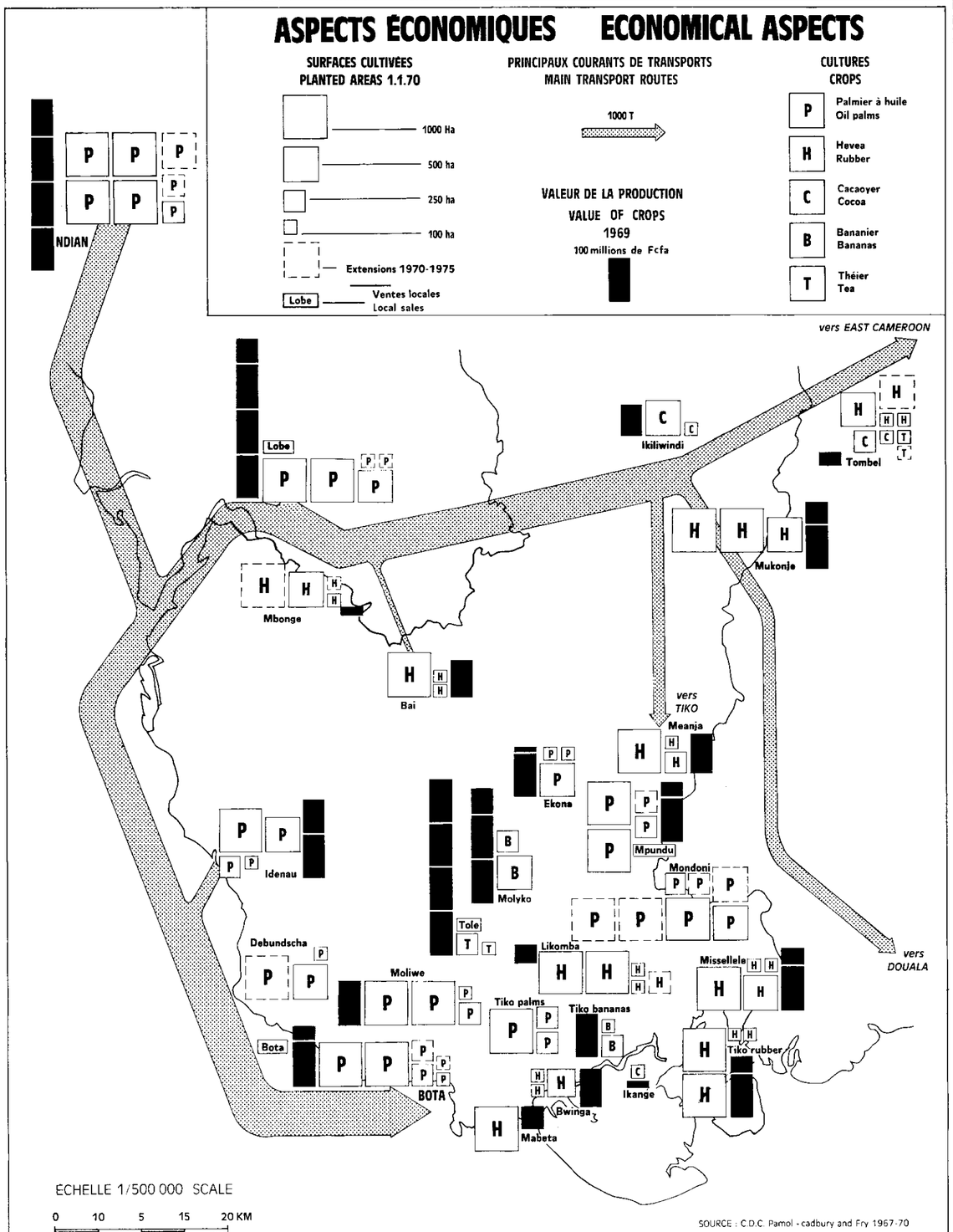
ASPECTS ÉCONOMIQUES ECONOMICAL ASPECTS

SURFACES CULTIVÉES / PLANTED AREAS 1.1.70
1000 Ha
500 ha
250 ha
100 ha
Extensions 1970-1975
Lobe — Ventes locales / Local sales

PRINCIPAUX COURANTS DE TRANSPORTS / MAIN TRANSPORT ROUTES
1000 T

VALEUR DE LA PRODUCTION / VALUE OF CROPS 1969
100 millions de Fcfa

CULTURES / CROPS
- P Palmier à huile / Oil palms
- H Hevea / Rubber
- C Cacaoyer / Cocoa
- B Bananier / Bananas
- T Théier / Tea



SOURCE : C.D.C. Pamol - cadbury and Fry 1967-70

NOMBRE DE TRAVAILLEURS PAR PLANTATION
(administratifs inclus)
NUMBER OF WORKERS BY ESTATE
(administrative workers included)
- 0 - 600
- 600 - 1200
- plus de 1200 / more than 1200

ETHNIE / TRIBE
1 Bali
2 Barombi
3 Beba-befang
4 Menemo
5 Menka
6 Ngie
7 Ngwaw

NOMBRE DE TRAVAILLEURS / POPULATION DE L'ETHNIE
NUMBER OF C.D.C. WORKERS / TOTAL POPULATION OF THE TRIBE
- plus de 40 o/oo / more than 40 o/oo
- 20 - 40 o/oo

- Limite de département / Divisional boundary
- Limite de groupe ethnique / Tribal boundary
- 20 travailleurs / 20 workers

SOURCE : C.D.C. 1.1.70

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N.

DESSINE AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDE -1972

© REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. 1972

Agracam - Yaoundé

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

RESSOURCES ÉCONOMIQUES COMPLÉMENTAIRES
OTHER ECONOMICAL RESOURCES

par G. COURADE
ÉTUDES ACHEVEES EN 1971

CULTURES VIVRIÈRES
FOOD CROPS

(*) ZONES OU LES CULTURES VIVRIÈRES ONT ENTRE ELLES DES RAPPORTS COMPARABLES
(graphique du même type)

ZONES WHERE FOOD CROPS HAVE A SIMILAR PERCENTAGE DISTRIBUTION
(similar graphs)

WUM, AKWAYA, FUNDONG, BAFUT, MBENGWI, MANKON, BATIBO, NDOP, SANTA, BALI, FONTEM, MAMFE, NGUTI, BILLE, BANGEM, NDIAN, TOMBEL, EKUNDU TITI, KUMBA, BAKWERI, MUYUKA, VICTORIA, TIKO

PÊCHE
FISHING

LEGENDE KEY

IMPORTANCE RELATIVE DES CULTURES VIVRIÈRES PAR GRANDES ZONES
PERCENTAGE DISTRIBUTION OF CROPS PER MAIN ZONES

1. mais, sorgho ____ maize, guinea corn
2. riz ____ rice
3. manioc ____ cassava
4. macabo ____ cocoyams
5. igname ____ yams
6. pommes de terre et patates douces ____ irish potatoes and sweet potatoes
7. bananes plantains ____ plantains
8. haricots ____ beans
9. arachides ____ groundnuts
10. fruits, condiments ____ fruits, pepper
11. légumes ____ vegetables
12. kola, noix de coco et produits du palmier ____ kolanuts, coconuts and palms

(*) TYPES DE ZONES ZONING
FORÊT FOREST
TRANSITION
GRASSFIELDS

SOURCE : Enquête auprès des élèves des écoles secondaires.
Information extracted from questionnaire filled by secondary school students.

RÉGIONS EXPORTATRICES DE PRODUITS VIVRIERS
LOCAL FOODSTUFFS EXPORTING AREAS

RICE
MAIZE
BEANS
CASSAVA
plantains
cocoyams
kola nuts
GROUNDNUTS
MAIZE
IRISH POTATOES
CABBAGES
YAMS
PALM WINE
PALM OIL
PALM OIL
CASSAVA
oranges
COCOYAMS
yams
COCOYAMS
PLANTAINS
PLANTAINS
YAMS
FISH
cassava
raphia wine
cocoyams
vegetables
ATLANTIC OCEAN

LEGENDE KEY

Nous avons indiqué le nom anglais des principales productions vivrières vendues. La taille des noms est proportionnelle à l'importance de la production vendue

We have indicated the english name of the major foodstuffs sold. The size of letters is proportional to the volume of the production sold.

PLANTAINS	plus de / more than	5000 T.	
PLANTAINS	1000	à / to	5000 T.
PLANTAINS	500	à / to	1000 T.
PLANTAINS	200	à / to	500 T.
plantains	50	à / to	200 T.

cabbages	choux	oranges	oranges
cassava	manioc	palm oil	huile de palme
cocoyams	macabo	palm wine	vin de palme
fish	poisson	raphia wine	vin de raphia
groundnuts	arachides	vegetables	légumes
kola nuts	noix de kola	Yams	ignames
maize	maïs	plantains	bananes plantains
Irish potatoes	pommes de terre		

SOURCE : Estimation de la SEDES, enquête dans 60 villages.
SEDES estimates inquiry in 60 villages.

ÉLEVAGE
LIVESTOCK
1970

Obudu, Akwaya, WUM, Fundong, Amassi, Menka, MANKON, BALI, NDOP, MANYU, Mamfe, Ashong, Fosimondi, Nguti, Ekambeng, Bangem, Manenguba, NDIAN, Mundemba, MEME, Kumba, Ekundu-Titi, Jabane, Bamusso, FAKO, Buea, Victoria, Tiko, 12100, 11300, 9500, 7000

LEGENDE KEY

1000 100 bovins appartenant aux Fulanis, Akus
heads of cattle own by Fulanis, Akus

bovins appartenant aux autochtones
heads of cattle own by natives

principaux axes de transhumance
main routes to dry season grazing areas

zone de pâture de saison sèche
dry season grazing area
1 Ndop plain 4 Mbengwi/Mankon
2 Kimbi river 5 Baligham
3 Bafut area 6 Noni

parc de vaccination
cattle crush

bain détiqueur
anti-tick bath

poste vétérinaire
veterinary clinic

Descente des bovins vers la côte
Movement of cattle (grasslands - forest area)

4000 bovins par an
4000 heads of cattle

1000 100 nombre de têtes abattues (1970)
number of heads of cattle slaughtered

Zone exempte de tsé-tsé
tse-tse free area

SOURCE : Service vétérinaire du Cameroun Occidental.
West Cameroon veterinary department.
Local councils, (Jangali taxes)

EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
TIMBER INDUSTRY
1971

Akwaya free area nº 1 - 2 TIC
Kom-wum F.R. TIC
Mt Oko free area TIC
Mône-river F.R.
MANYU TIMBER Co
SIGALLA
AFRICAN CONTINENTAL INVESTMENT & DEVELOPMENT Co
Nta ali F.R.
Ejagham F.R.
Mbo F.R.
ATC
Korup F.R.
Swiss lumber Co area nº 1A
Ngolo : Batanga
CIF
Rumpi hills F.R.
Swiss lumber Co area nº 2
Mungo-bakossi F.R.
Kcb 3 Ikiliwindi
Kcb 4
Etam
Mator Butu
Meme F.R.
UNALOR
Edikì
12 000 m3
11 000 m3
CIF
UNALOR
ATC
Kcb 2
S. Bakundu F.R.
Mokoko F.R.
Onge mbote
Kcb 5
Kcb 1
Bambuko F.R.
Kose
Bambuko
Munyange
Yoke Muyuka
DOUALA
150 000 m3
ATLANTIC OCEAN

LEGENDE KEY

Zone exploitée fin 1970
Area exploited at the end of 1970

Permis d'exploitation
Exploitation permit

Permis de recherche
Enumeration permit

Permis de recherche non attribué
Enumeration permit non delivered

Route construite par les forestiers
Track built by timber societies

Camp forestier — Timber camp

Scierie — Sawmill

1000 m3 (1969) Flux de transport — Transport route

Onge mbote Nom de concession — Name of concession

F.R. Réserve forestière — Forest reserve

ATC African Timber Co

CIF Cameroon Industrial Forest

Kcb Kamerun Coast Brandler Consortium

TIC Timber Industries Co

Limite forêt/savane herbeuse
Forest/grasslands limit

SOURCE : Eaux et forêts du Cameroun Occidental
West Cameroon forestry department.

ÉCHELLE 1/1 000 000 SCALE
0 20 40 60 80 KM

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N. A 1/1 000 000

DESSINÉ AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDE - 1972

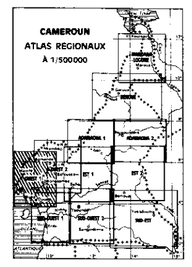
© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. - 1972

Abraam Yaounde

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE MER
CENTRE DE YAOUNDE

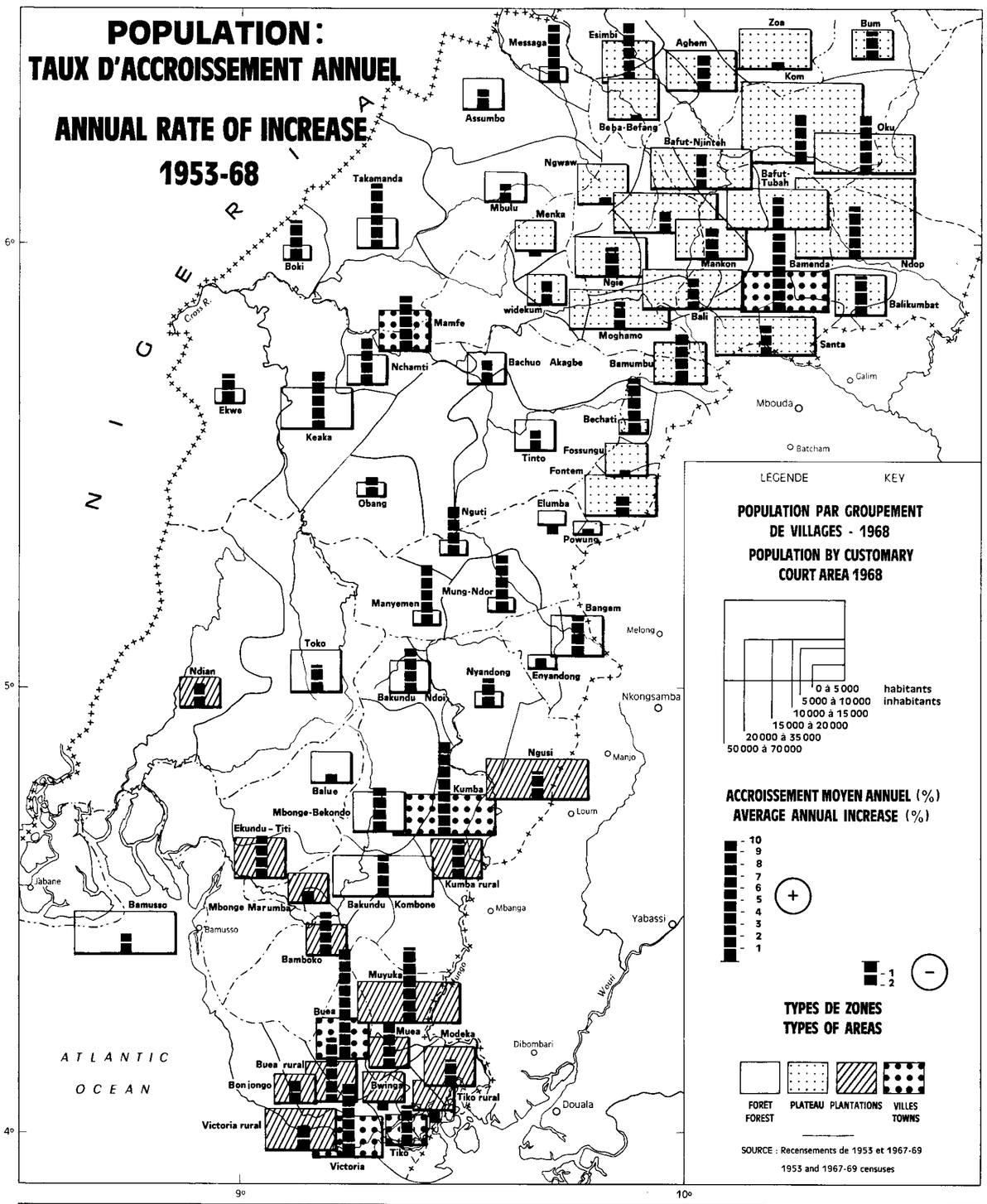
ATLAS RÉGIONAL
OUEST 1
REGIONAL ATLAS
WEST 1

L'ORGANISATION DE L'ESPACE
SPACE STRUCTURE



par G. COURADE
ETUDES ACHEVÉES EN 1971

POPULATION :
TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL
ANNUAL RATE OF INCREASE
1953-68



LEGENDE KEY

POPULATION PAR GROUPEMENT DE VILLAGES - 1968
POPULATION BY CUSTOMARY COURT AREA 1968

0 à 5 000 habitants
5 000 à 10 000 inhabitants
10 000 à 15 000
15 000 à 20 000
20 000 à 35 000
50 000 à 70 000

ACCROISSEMENT MOYEN ANNUEL (%)
AVERAGE ANNUAL INCREASE (%)

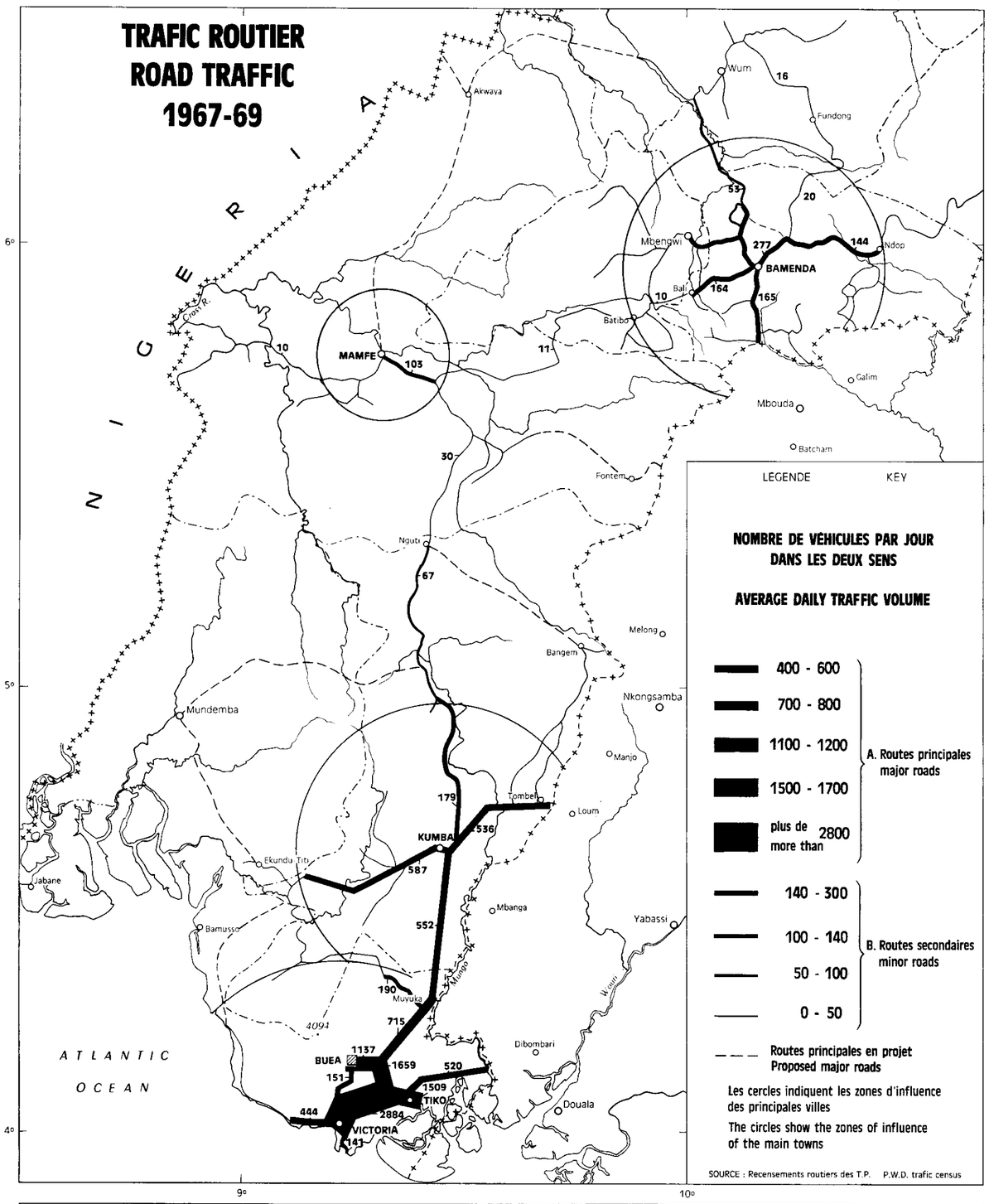
10 9 8 7 6 5 4 3 2 1 (+)
1 2 (−)

TYPES DE ZONES
TYPES OF AREAS

FORET FOREST | PLATEAU PLANTATIONS | VILLES TOWNS

SOURCE : Recensements de 1953 et 1967-69
1953 and 1967-69 censuses

TRAFIC ROUTIER
ROAD TRAFFIC
1967-69



LEGENDE KEY

NOMBRE DE VÉHICULES PAR JOUR DANS LES DEUX SENS

AVERAGE DAILY TRAFFIC VOLUME

A. Routes principales major roads
- 400 - 600
- 700 - 800
- 1100 - 1200
- 1500 - 1700
- plus de 2800 more than

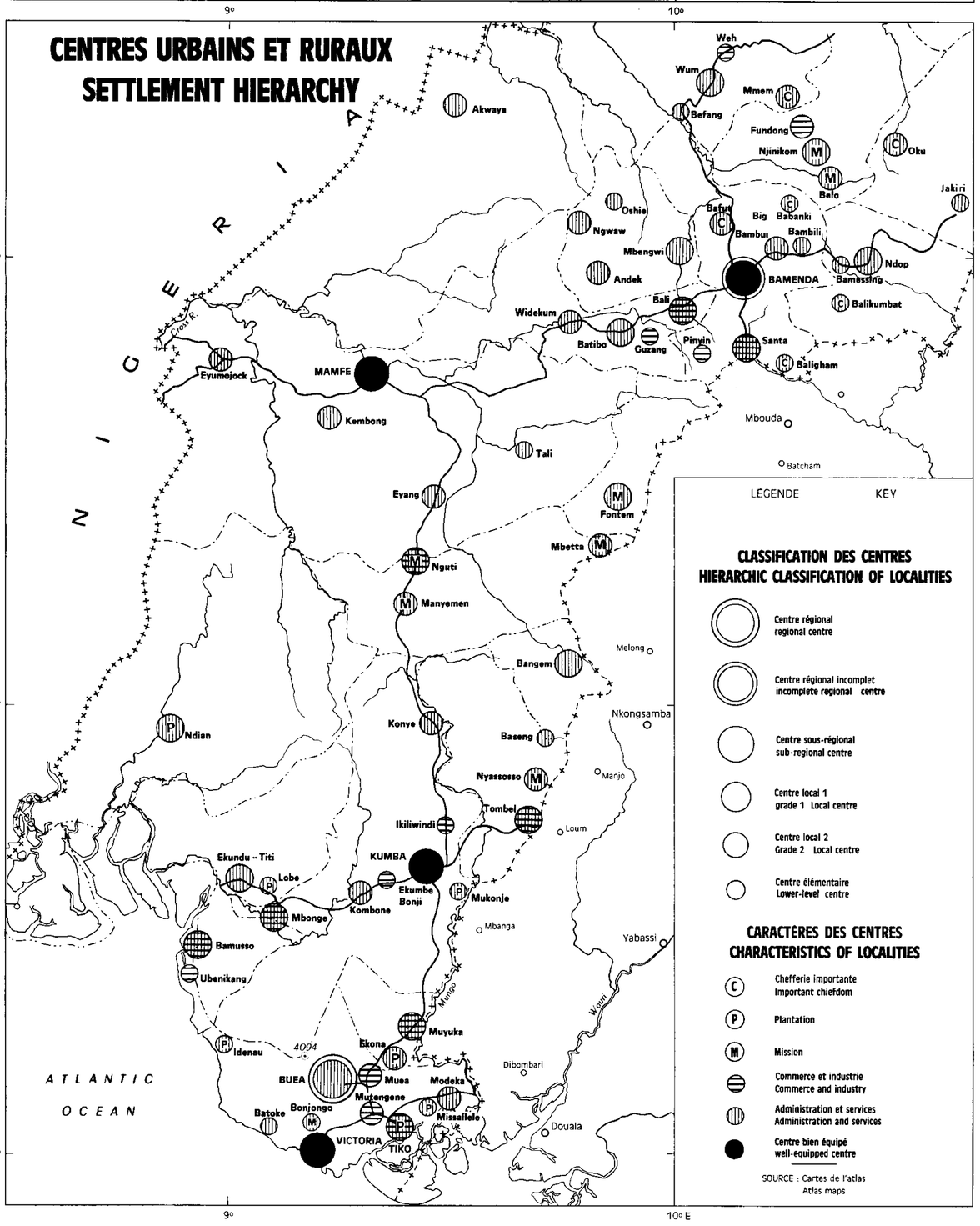
B. Routes secondaires minor roads
- 140 - 300
- 100 - 140
- 50 - 100
- 0 - 50

Routes principales en projet
Proposed major roads

Les cercles indiquent les zones d'influence des principales villes
The circles show the zones of influence of the main towns

SOURCE : Recensements routiers des T.P. P.W.D. trafic census

CENTRES URBAINS ET RURAUX
SETTLEMENT HIERARCHY



LEGENDE KEY

CLASSIFICATION DES CENTRES
HIERARCHIC CLASSIFICATION OF LOCALITIES

- Centre régional regional centre
- Centre régional incomplet incomplete regional centre
- Centre sous-régional sub-regional centre
- Centre local 1 grade 1 Local centre
- Centre local 2 Grade 2 Local centre
- Centre élémentaire Lower-level centre

CARACTÈRES DES CENTRES
CHARACTERISTICS OF LOCALITIES

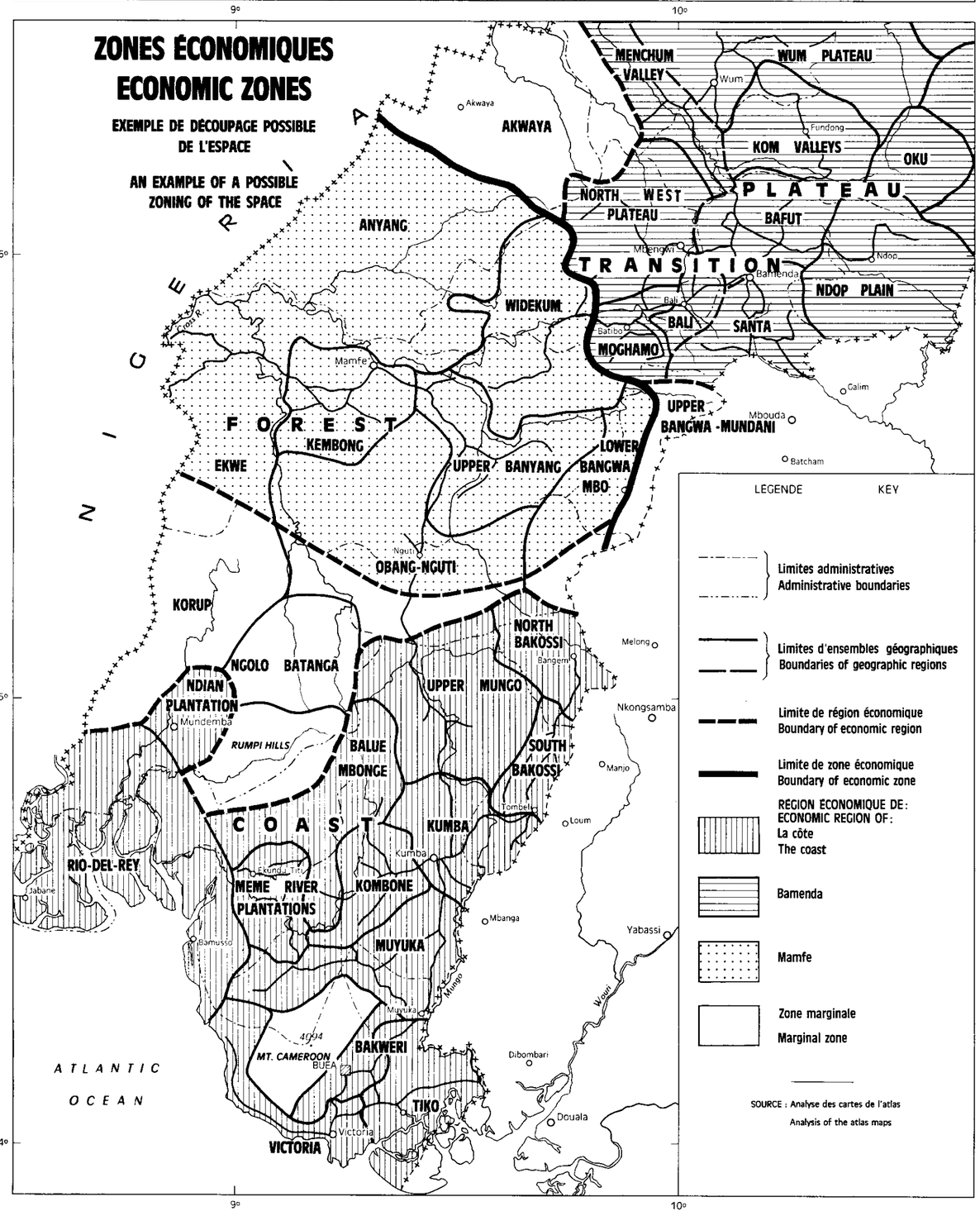
- (C) Chefferie importante Important chiefdom
- (P) Plantation
- (M) Mission
- Commerce et industrie Commerce and industry
- Administration et services Administration and services
- Centre bien équipé well-equipped centre

SOURCE : Cartes de l'atlas
Atlas maps

ZONES ÉCONOMIQUES
ECONOMIC ZONES

EXEMPLE DE DÉCOUPAGE POSSIBLE DE L'ESPACE

AN EXAMPLE OF A POSSIBLE ZONING OF THE SPACE



LEGENDE KEY

- Limites administratives Administrative boundaries
- Limites d'ensembles géographiques Boundaries of geographic regions
- Limite de région économique Boundary of economic region
- Limite de zone économique Boundary of economic zone
- REGION ECONOMIQUE DE: ECONOMIC REGION OF: La côte The coast
- Bamenda
- Mamfe
- Zone marginale Marginal zone

SOURCE : Analyse des cartes de l'atlas
Analysis of the atlas maps

ECHELLE 1/1 000 000 SCALE

0 20 40 60 80 KM

FOND TOPOGRAPHIQUE EXTRAIT DES CARTES DE L'I.G.N A 1/1 000 000

DESSINÉ AU CENTRE O.R.S.T.O.M. DE YAOUNDE - 1972

© RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN - O.R.S.T.O.M. - 1972

Agrecam - Yaounde